

VOUS POUVEZ TUER
LE DRAGON
LE PHÉNIX S'ÉLÈVE



PAR

GYEORGOS CERES HATONN

"Dharma"

UN JOURNAL DE PHOENIX

VOUS POUVEZ TUER
LE DRAGON
LE PHÉNIX S'ÉLÈVE



PAR

GYEORGOS CERES HATONN

"Dharma"

UN JOURNAL DE PHOENIX

PHOENIX JOURNALS N° 16

VOUS POUVEZ TUEZ LE DRAGON

Titre original: YOU CAN SLAY THE DRAGON

Par

GYEORGOS CERES HATONN

Traduction française : G. M. AKUÉ

Octobre 2020

VOUS POUVEZ TUER LE DRAGON

LE PHÉNIX S'ÉLÈVE

ISBN 0-922356-21-1

Première Edition Imprimée par America West Publishers, 1990

Publié par

AMERICA WEST PUBLISHERS
P. O. Box 986 Tehachapi, CA. 93581

Imprimée aux États-Unis d'Amérique

10987654321

DÉCLARATION ET DÉMENTI PAR RAPPORT AU COPYRIGHT

Les Phoenix Journals doivent être considérés comme un commentaire en "temps réel" des événements courants, de la manière dont les événements courants se rapportent aux événements passés et des relations de ces derniers aux destinées physique et spirituelle de l'Humanité.

Toute l'Histoire, telle que nous la connaissons, a été revisitée, réécrite, déformée et falsifiée par des hommes égoïstement motivés par l'acquisition et le maintien du contrôle sur d'autres hommes. Une fois que nous pouvons comprendre que chaque chose est faite d'énergie, et que même la matière physique est de l'énergie 'coalescée', et que toute énergie émane de la pensée de Dieu, alors on pourra accepter l'idée que des millions d'esprits qui se concentrent sur un événement souhaité peuvent réussir à le produire.

Si les nombreuses prophéties qui s'étalent sur des milliers d'années sont acceptées, alors ceci est la "fin des temps" (en particulier l'an 2000, le deuxième millénaire, etc.). Ceci nous placerait dans la période de "tri" et à quelques années seulement de la ligne d'arrivée. Dieu a dit qu'à la fin des temps viendrait la PAROLE -- aux quatre coins du monde, afin que chacun et chacune puisse décider de son propre parcours en direction ou loin de la Divinité -- sur la base de la VÉRITÉ.

Ainsi, Dieu envoie ses Hôtes -- Messagers -- pour présenter cette VÉRITÉ. Ceci est la voie par laquelle IL choisit de le faire, à travers les Phoenix Journals. Aussi, ces Journaux sont la Vérité, laquelle ne peut être soumise à un copyright ; ce sont des compilations d'informations déjà disponibles sur terre, documentées et compilées par d'autres (certains, sans doute, dans ce but) qui ne sauraient faire l'objet d'un copyright. Par conséquent, ces Journaux ne sont soumis à aucun copyright (excepté SIPAPU ODYSSÉE qui est une "fiction").

Les soixante premiers Journaux à peu près ont été édités par America West Publishing, qui a choisi d'indiquer qu'un copyright avait été demandé, se fondant sur la théorie selon laquelle le numéro ISBN (si nécessaire aux libraires) dépendait de ce copyright. Le Commandant Hatonn, premier auteur et compilateur de ces Journaux, a insisté sur le fait qu'aucun copyright ne soit appliqué et, à notre connaissance, rien n'a été fait dans ce sens.

Si la vérité doit atteindre les quatre coins du monde, elle doit pouvoir circuler librement. Il est à souhaiter que chaque lecteur se sentira libre d'agir ainsi, en respectant le contexte, bien entendu.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE	PAGE
DÉDICACE	06
AVANT-PROPOS	07
VOUS POUVEZ TUER LE DRAGON	07
CHAPITRE 1	11
SEIZIÈME AMENDEMENT À LA CONSTITUTION DES ÉTATS-UNIS	11
NUL ET DE NUL EFFET	12
TRANSFUSIONS	12
SUR QUOI EST PRÉLEVÉ L'IMPÔT SUR LE REVENU?	13
MAIS QU'EST-CE EXACTEMENT LEDIT IMPÔT SUR LE REVENU?	15
VÉRIFIER L'IMPOSITION DES TAXES D'ACCISE	15
L'IMPÔT SUR LE REVENU EST UNE TAXE D'ACCISE	16
SECRET HORS DU SAC	16
DEUX CATÉGORIES D'ACTIVITÉS	17
L'AMENDEMENT SUR L'IMPÔT SUR LE REVENU	18
RÉFÉRENCES CODE IRS	19
"CONTRIBUABLE" VS NON-CONTRIBUABLE	20
CHAPITRE 2	22
UNE PRIÈRE PARFAITE POUR LA FÊTE DES PÈRES	22
CONTRIBUABLE	23
PORTE D'ENTRÉE	23
LE NON-CONTRIBUABLE	25
L'APPLICATION DE CE POINT	30
FAITES SAVOIR AU MONDE ENTIER	
QUE VOUS N'ÊTES PAS UN "CONTRIBUABLE"	32
MAINTENANT POUR LE NON-CONTRIBUABLE	33
CHAPITRE 3	36
PANAMA	36
INCENDIER LE DRAPEAU	36
KISSINGER/ROCKEFELLER/GORBATCHEV	37
ACCORD CÉRÉALIER	37
RÉGIMES DE PENSION	37
ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE DU MEXIQUE	37
AUTRES ÉCRITS/RÉCEPTIONS	38
TIMING	38
L'ÉVANGILE DE LA LIBERTÉ	39
BONNE VIEILLE CALIFORNIE	40
NON IMPOSABLE	41
ARGUMENTS FRIVOLES	42
NE SOULEVEZ PAS LA QUESTION "D'ARGENT"	43
NON ASSUJETTI À	44
EXERCER LE DROIT DONNÉ PAR DIEU	45

CHAPITRE 4	47
IMPÔTS INDIRECTS ET IMPÔTS DIRECTS/16 ^{IÈME} AMENDEMENT	47
REVUE DES QUESTIONS CI-DESSUS	51
CHAPITRE 5	56
ABROGATION?	56
IMPÔTS DIRECTS SUR LES BIENS IMMOBILIERS	63
CHAPITRE 6	65
IMPÔTS DES ÉTATS SUR LE REVENU	65
IMPÔTS SUR LE CHÔMAGE ET L'ASSURANCE INVALIDITÉ	67
ATTENDEZ UNE MINUTE, S'IL VOUS PLAÎT	68
CHAPITRE 7	72
LE FORMULAIRE W-4	72
EXIGENCES DES FORMULAIRES W-4	73
PREUVE!	74
L'IGNOBLE "PÉNALITÉ DE 500 \$"	78
PRÉTENTIONS DE L'EMPLOYEUR -- AINSI SOIT-IL	80
CHAPITRE 8	82
LA CAPACITÉ D'ENTREPRISE N'EST PAS UN DROIT NATUREL	82
PRÉLÈVEMENT VOLONTAIRE * ?? *	85
CHAPITRE 9	90
SÉCURITÉ SOCIALE	90
CHAPITRE 10	101
SÉCURITÉ SOCIALE; PLUS DE RÉVÉLATIONS	101
NUMÉRO DE SÉCURITÉ SOCIALE	106
ENTRE-TEMPS	112
CHAPITRE 11	114
AMENDEMENT SUR L'INCENDIE DU DRAPEAU (6/21/90)	114
VICTORY TAX (1942)	114
CHAPITRE 12	120
LA CONSTITUTION/THOMAS JEFFERSON:	120
LOI SUR L'IMPÔT DES SALAIRES PUBLICS	121
CHAPITRE 13	126
LETTRE À L'EMPLOYEUR	126
VÉRIFICATION	139
L'AFFAIRE SANOCKI	140
CHAPITRE 14	144
CHOC ILLIMITÉ	144
ÊTES-VOUS UN UNITED STATES- CITIZEN?	144
C'ÉTAIT AU MOINS COMME CELA QUE CELA DEVAIT ÊTRE	145
RETOUR AUX IMPÔTS ACCISES SUR LE REVENU!	149
SYSTÈME DE DOUBLE JURIDICTION TRÈS APPARENT EN MATIÈRE FISCALE	150
L'IRS EST-IL UNE CORPORATION ÉTRANGÈRE?	151
CHAPITRE 15	154
UNE AUTRE VUE MAJEURE DEPUIS LA MONTAGNE	154

OBTENEZ UN PEU DE LIBERTÉ	155
INFORMATIONS DE BACKGROUND	156
DROIT, ÉQUITÉ ET AMIRAUTÉ	157
CHAPITRE 16	166
TOUTES VOS COURS SONT DES COURS DE L'AMIRAUTÉ	166
PRENEZ LES TICKETS DE CIRCULATION	167
AIDE, S'IL VOUS PLAÎT!	172
CHAPITRE 17	177
CAS EN QUESTION	177
PAR LA PAPERASSE	177
ÉTABLISSEMENT DE "LA CONTROVERSE EN DROIT"	179
FAITES-LE BIEN	179
LE RESTANT DE DIEU	181
CONNAISSEZ VOS TECHNIQUES ET VOS DÉCLARATIONS	182
ÉTABLISSEMENT DES CONTROVERSES EN DROIT	183
CHAPITRE 18	186
IRS -- LE CAUCHEMAR	186
LES VRAIS ÉTATS-UNIS SE METTRONT-ILS DEBOUT, S'IL VOUS PLAÎT! ...	188
AFFIDAVIT	192
LE CAS EN QUESTION	192
QU'A RÉELLEMENT ÉTÉ FAIT DANS CETTE AFFAIRE?	193
CHAPITRE 19	195
COMBIEN PROCHE EST LA FIN?	195
CITOYEN DE LA RÉPUBLIQUE	196
CERTIFICAT DE STATUT D'ÉTRANGER	197
LA DÉCLARATION FISCALE EST EN RETARD	198
QUELLE SERAIT LA RÉPONSE À L'EXIGENCE CI-DESSUS?	199
QUELLE RÉPONSE PEUT ÊTRE ATTENDUE?	200
CHAPITRE 20	202
FAITES-LE BIEN – DÈS LE DÉPART	202
"NOUS"	203
QUELQUES CONCLUSIONS D'ACTION RÉFLÉCHIES	204
LOI SUR L'ACCÈS ÉGAL À LA JUSTICE	204
QUI SONT EXEMPTÉS DU DÉPÔT DE DÉCLARATIONS	205
SLOGANS OPPORTUNS	205
HONNEUR À WILLIS E. STONE	206
À PROPOS DE CE GROUPE DE PIONNIERS	208
LES LIMITES D'UN GOUVERNEMENT CONSTITUTIONNEL	211
CE QU'IL FAUT FAIRE EN VUE DE LA RESTAURATION	213
ADDENDUM	215
SERVICE POSTAL ET TARIFS POSTAUX AUX ÉTATS-UNIS	218
SÉCURITÉ	218
UNE LOI	222
TITRE I - TARIFS POSTAUX	227

DÉDICACE

Ce Journal est dédié à VOUS LE PEUPLE. Peuple de toutes les nations, et que la bonté se répande de sa renaissance, à travers le monde, afin que tous les hommes soient libres. La vérité et la connaissance ne peuvent porter leurs fruits que si le vignoble est entretenu. Cette grandeur doit couler de là où elle a pris naissance. De nombreuses nations sont nées dans la perfection et mortes aux mains du destructeur maléfique pour ne jamais retrouver la grandeur dans laquelle elles étaient nées. Si vous restez tous forts et agissez avec sagesse, vous changerez le monde tel que vous le reconnaissez et lui redonnerez naissance dans cette gloire dans laquelle il a été créé.

Car à vous il est donné d'être le royaume, le pouvoir et la gloire pour toujours. Car là où vous êtes, de même sera-t-IL.

AHO!

AVANT-PROPOS

ENREG. N° 2 HATONN

MERCREDI, 27 JUIN, 1990; 15H06. L'AN 3, JOUR 315.

VOUS POUVEZ TUER LE DRAGON

Vous, ceux du Phénix, pouvez trucider le Dragon qui vous consume SI vous le souhaitez et agirez dans ce sens.

Vous êtes en train de faire l'expérience des types d'oppression et de pouvoir gouvernemental tels qu'ils ne pourraient uniquement être exprimés qu'en termes de "Gouvernement d'urgence". Qu'est-ce que cela pourrait signifier? Cela signifie que les pouvoirs des bureaucraties Fédérales sont sur le point d'être considérablement étendus, même au-delà de l'incroyable accroissement du contrôle exercé au cours des dix dernières années.

L'ordre exécutif (décret) a quasiment remplacé vos lois constitutionnelles.

Plus de 20.000 décrets sont en vigueur. Personne ne les a catalogués dans un ensemble cohérent. Personne n'en comprend plus qu'une fraction. Pourtant, l'ensemble de la bureaucratie Fédérale fonctionne selon ces décrets. Si la Nouvelle Constitution entre en vigueur, remplaçant votre Constitution, vous n'aurez plus besoin de décrets, vous tomberez simplement dans les opérations "légales" telles qu'elles se déroulent actuellement -- celles d'un gouvernement dictatorial.

Pas de choix? Allons, hélas, LA LIBERTÉ DE CHOIX EXISTE TOUJOURS ET LE CHOIX AVANTAGEUX SERA TOUJOURS PRODUIT PAR CEUX QUI CHERCHENT ET ENSUITE PRENNENT DES MESURES. L'APPEL OBLIGE TOUJOURS LA RÉPONSE -- DE DIEU!

Le but de vos actions, et l'intention de ce livre, est de vous donner la connaissance nécessaire à l'épanouissement, de couper la ligne de vie et les transfusions au gouvernement qui s'est totalement éloigné de votre fondation Constitutionnelle. L'argent est la source de vie de ce Dragon aux nombreuses têtes. Il est reconnu en tant qu'impôts/taxes, le plus oppressant et illégal de tous étant l'impôt sur le revenu.

Ce Journal a été produit dans le but principal d'éliminer totalement les retenues de salaires ILLICITES sous l'apparence, le prétexte, le simulacre et le subterfuge

"d'acompte provisionnel au titre de l'impôt sur le revenu" imposé aux Américains qui, EN RÉALITÉ, NE SONT ASSUJETTIS ni astreints à aucun impôt sur le "salaire" ou autre revenu. Et nous allons expliquer les faits derrière cette projection. Je crois que la preuve est cette étiquette que vous lui donnez.

Le Seizième Amendement est en effet illégal, NUL ET DE NUL EFFET, n'ayant jamais été ratifié. Même s'il a été utilisé illégalement contre vous pendant toutes ces années, il vous reste un recours qui, même s'il n'est pas nécessaire en raison de la déclaration précédente, fonctionnera -- une abrogation du 16^{ème} Amendement.

L'IRS est illégal, "l'impôt sur le revenu" est illégal et toutes les pratiques du gouvernement en ce qui concerne l'impôt sur le revenu sont illégales et inconstitutionnelles.

Il existe des moyens à utiliser pour arrêter même le dépôt des formulaires d'impôt sur le revenu -- en fait, si vous devez réussir, c'est là que vous commencez -- arrêtez de déposer les formulaires. Puis, si vous êtes contrés, organisez une "Controverse en Droit" et dites-leur poliment et avec des manières aimables où se le mettre.

Nous ne pratiquons ni le droit ni en tant qu'avocats accrédités. Par conséquent, nous ne donnons aucune information "légale" -- seulement des faits légaux et constitutionnels. Prenez un peu de responsabilité et essayez-les, si cela vous chante -- s'il vous plaît. Vous êtes sur le point de perdre votre Constitution, le document le plus merveilleux jamais créé sur votre planète (oui, cela inclut celui qui est appelé la Bible). Il est cependant plus abâtardi que même votre Bible. Un peu de nourriture pour la pensée pendant que vous parcourez ce Journal.

La Constitution des États-Unis n'a pas créé de nouvelle loi, mais est plutôt un document qui renforce les LOIS DE LA NATURE, ou, si vous préférez, LES LOIS DE DIEU.

Les Pères Fondateurs ont reconnu l'existence des Lois de la Nature et repris certaines de ces lois dans la Déclaration d'indépendance (antérieure à la Constitution des États-Unis) en déclarant: "Que tous les hommes sont créés égaux, qu'ils sont dotés par leur Créateur de certains droits inaliénables, que parmi ceux-ci sont la vie, la liberté et la poursuite du bonheur".

La Loi EST simplement. La loi n'est pas faite par les hommes, mais plutôt par la législation promulguée par les hommes conformément à la "loi qui est". La législation qui n'est pas conforme à la "loi qui est", est inconstitutionnelle et NULLE ET DE NUL EFFET à compter de la date de son instauration.

Le 16^{ème} Amendement n'a pas créé de nouvelle loi, mais est simplement une reformulation et une clarification de la loi générale et permanente des États-Unis en ce qui concerne l'impôt sur le revenu. Ce qui est imposable après le 16^{ème} Amendement était tout aussi imposable avant le 16^{ème} Amendement. Si les biens ou activités imposables n'étaient pas imposés, c'est simplement parce que le Congrès ne les avait pas imposés. Si vous revenez à l'autorité et aux lois de votre Constitution, vous équilibrerez votre budget, etc., etc., comme nous avons l'intention de vous le montrer.

Lorsque la Constitution Américaine a été établie, à l'exception de l'interdiction de taxer les exportations, les États ont doté le Congrès de pouvoirs de taxation complets et exhaustifs, tout en fixant deux règles selon lesquelles les deux grandes catégories d'impôts devaient être gouvernées, à savoir: la règle de la répartition en matière d'impôts directs et la règle d'uniformité en matière de droits, taxes et accises. Ces deux règles n'ont jamais été abrogées.

Tout n'est pas taxable. L'exercice d'un droit naturel n'est pas imposable. Un État ne peut imposer de frais pour la jouissance d'un droit reconnu ou garanti par la Constitution des États-Unis. Ce n'est pas un droit naturel de participer à une activité intrinsèquement mauvaise ou nuisible pour les autres. Ces activités sont taxables. Ce n'est pas un droit naturel que de faire des affaires en tant que société. Une telle activité est imposable mais, étrangement, pas de la manière utilisée actuellement. Il peut y avoir de nombreuses activités imposables; toutefois, LE LIBRE EXERCICE DU DROIT GARANTI CONSTITUTIONNELLEMENT À ACQUÉRIR DES BIENS (REVENUS OU AUTRES RÉTRIBUTIONS) EN CONTRACTANT LÉGALEMENT SON PROPRE TRAVAIL POUR S'ENGAGER DANS DES ACTIVITÉS INNOCENTES ET INOFFENSIVES POUR UNE RÉTRIBUTION LÉGALE NE PEUT ÊTRE, ET DONC N'A PAS ÉTÉ, IMPOSÉ POUR CE QUI EST DES REVENUS ET PAR CONSÉQUENT, UN INDIVIDU QUI N'EST ENGAGÉ QUE DANS DES ACTIVITÉS LÉGALES, INNOCENTES ET INOFFENSIVES, N'EST SOUMIS À AUCUN IMPÔT SUR LE "REVENU" OU AUTRE GAIN.

SIX CENTIMES PAR ONCE JUSQU'À 13 ONCES POUR LE COURRIER DE PREMIÈRE CLASSE EST UN COÛT LÉGAL -- SELON LA LOI! ESSAYEZ-LE, EXIGEZ-LE ET VOUS L'AIMEREZ. NOUS VOUS DONNERONS LES LOIS PERTINENTES ET APPLICABLES POUR VOTRE USAGE.

Nous avons publié l'information contenue dans ce Journal, extraite de milliers d'ouvrages écrits erronés, à moitié vrais, illicites et illégaux. Ces écrits sont corrects et, utilisés correctement, fonctionneront pour votre usage.

Nous sommes venus pour vous aider dans votre lutte pour recouvrer les lois au sein de votre Constitution et pour restaurer vos "droits" donnés par Dieu sous le couvert de votre Constitution. Comment puis-je savoir ces choses; en particulier comment puis-je connaître l'écrit et l'intention de la Constitution Américaine? J'ÉTAIS LÀ! J'APPORTE MAINTENANT CETTE INFORMATION AFIN QUE VOUS PUISSIEZ AGIR ET RESTAURER CE MERVEILLEUX DOCUMENT DANS SA PLEINE INTENSION. À MESURE QUE VOTRE NATION PROGRESSE OU CHUTE, DE MÊME CHUTENT TOUTES LES NATIONS DU MONDE ET LA CIVILISATION AVEC ELLES.

LA VOIE PAR LAQUELLE VOUS AVEZ UN IMPACT, C'EST D'AGIR. FAITES CE QUI EST LÉGAL DANS VOTRE CONSTITUTION ET AMENEZ LES OPPRESSEURS ET CONSPIRATEURS À CESSER LEUR AGRESSION CONTRE LA FIBRE MÊME DE VOS ÊTRES.

À un moment donné dans ces pages, je mentionnerai que nous ajouterons des pages concernant le Manuel du Juré. Je m'excuse et demande votre indulgence lorsque vous ne le retrouverez pas. J'ai pesé le but et l'intention de l'insérer ici dedans et j'estime qu'il est nécessaire de faire un Journal consacré au Système Judiciaire -- LE SYSTÈME D'INJUSTICE FERROVIAIRE -- et les instructions destinées aux Jurés y seront mieux placées.

DIEU ENVOIE AIDE ET VÉRITÉ EN RÉPONSE À VOTRE APPEL -- CAR L'APPEL OBLIGE LA RÉPONSE. IL VOUS MONTRERA LA VOIE SI SEULEMENT VOUS VOULEZ OUVRIR VOS CŒURS, VOTRE ESPRIT, VOS YEUX ET VOS OREILLES - - RECEVOIR DANS LA PLÉNITUDE ET AGIR DANS LA CONNAISSANCE ET LA VÉRITÉ. DIEU NE LAISSERA JAMAIS SES AGNEAUX SANS BERGER ET NOUS, DES ROYAUMES DE SES BERGERS, SOMMES VENUS POUR QUE VOUS NE MARCHIEZ PAS SEULS. AINSI SOIT-IL DANS LA GLOIRE DE L'UNIVERS. PUISSIEZ-VOUS RECEVOIR COURAGE ET FORCE POUR L'EMPORTER CAR VOUS ÊTES DE DIEU ET VOUS DEVEZ RETOURNER À DIEU ET RÉCLAMER CE DROIT DE NAISSANCE QUI EST VÔTRE!

Gyeorgos Ceres Hatonn

CHAPITRE 1

ENREG. N° 2 HATONN

SAMEDI, 16 JUIN, 1990; 09H00. L'AN 3, JOUR 304.

SEIZIÈME AMENDEMENT À LA CONSTITUTION DES ÉTATS-UNIS

Au fur et à mesure que nous discutons des différentes parties de votre Constitution telles qu'elles ont été écrites et présentées par vos Pères Fondateurs, vous verrez quel document merveilleux il est. Vous serez également confrontés à la duperie qui vous a été imposée -- les mensonges -- à laquelle vous avez permis de déferler sur vous comme une invasion de sauterelles dans les champs de blé du printemps -- vous prenant tout votre blé et ne vous laissant que l'ivraie pour vous nourrir avec.

La Constitution n'est plus "enseignée" dans les écoles -- seulement des références au document et un aperçu sommaire. Les enseignants sont au mieux mal informés. Le but est d'arrêter "l'éducation" et une société ignorante est le seul genre qui peut être contrôlé.

Alors que nous discutons des lois et amendements concernant "L'IMPÔT SUR LE REVENU" tels qu'énoncés dans la Constitution, je dois vous rappeler que la raison d'une Convention Constitutionnelle est de faire passer cette loi sous votre nez avant que vous vous rendiez compte que vous êtes soumis à un traitement punitif depuis le début et mettiez un terme à cela.

Tout d'abord, je vous dirai tout de suite à vous qui crierez: "Eh bien, comment pourrions-nous sinon faire fonctionner notre gouvernement?", etc. Magnifiquement !!! La méthode pour gagner de l'argent, équilibrer le budget et maintenir le contrôle de vos propres représentants est intégrée au document original et merveilleux de la Constitution. Je ne ferai que me référer à cela et passer, car si je ne reste pas sur le sujet à l'étude, vous devenez confus et le Journal devient trop long pour que la plupart des lecteurs restent jusqu'à la fin.

Deuxièmement, je vais reprendre des passages des Journaux précédents qui déclarent que le 16^{ème} Amendement n'a jamais été valide et par conséquent, je le laisserai principalement pour plus tard, également.

NUL ET DE NUL EFFET

Le 16^{ème} Amendement n'a jamais été correctement ratifié, il n'a donc jamais été un amendement approprié. Mais comme il a été adopté "comme si" il l'était, nous devons traiter d'autres mesures qui vous montreront qu'aucune des mesures visant à faire appliquer l'impôt sur le revenu aux personnes n'est valide. Même la force de police mise en place pour vous priver de vos biens et propriétés n'est qu'une société de police privée créée pour faire appliquer des mesures illégales à l'encontre des citoyens. Bien sûr, la plupart d'entre vous n'ont jamais entendu parler d'une telle chose -- c'est pourquoi je vous le dis, tout comme d'autres personnes très audacieuses qui connaissent les lois. Le "voleur" ne va certainement pas vous révéler ses secrets quand il est en train de faire fortune avec votre propriété en votre absence. De plus, s'il braque un pistolet sur votre tête, vous allez rendre vos biens, car cela semblerait sage en effet. Par conséquent, vous devez savoir comment désarmer le voleur!

UNE FOIS QUE CETTE NOUVELLE CONSTITUTION SERA EN VIGUEUR -- VOUS N'AUREZ PLUS LA POSSIBILITÉ DE FAIRE QUELQUE CHOSE, AINSI 'ACTION' DOIT ÊTRE LE NOM DE CETTE PARTIE DU JEU.

Je ne prétends pas être avocat (merci Dieu pour les petites faveurs) mais JE CONNAIS LA LOI -- la vraie loi. La Constitution des États-Unis a été écrite conformément aux directives des Lois de Dieu et de La Création, même si des erreurs subsistent, car au moment de la rédaction, des circonstances mises en avant par l'homme étaient présentes. L'égalité était structurée à l'intérieur, mais l'homme l'interprétait à sa convenance. Cependant, tout ce dont vous avez besoin pour remédier à tous les maux est construit dans la structure fondamentale. Les Hôtes étaient présents à la rédaction de la loi de vos terres pour en assurer la perfection fondamentale, car votre terre était destinée à servir de terrain d'essai pour l'humain sur votre lieu. Vous êtes juste sur le point d'échouer -- pour toujours.

TRANSFUSIONS

Puisque les impôts prélevés sur "vous le peuple" représentent le sang de vie du dragon et ce qui lui permet de continuer dans son usurpation de votre planète, nous commencerons par exposer les mensonges en vous montrant ce que certains ont fait légitimement et légalement pour commencer à remettre les choses à l'endroit et à reprendre le contrôle de ce à quoi vous avez bêtement permis de vous contrôler. L'impôt sur le revenu est le point de départ car il s'agit du cas le plus manifestement abusé.

Vous devez réaliser que pour être efficace, vous devez vous appuyer sur les faits de force -- pas de mi-chemin ni de marchandage, en tant que tels. Si vous envoyez des formulaires à l'IRS, vous jouez volontairement à leur jeu et ils acceptent votre dépôt comme un contrat pour votre obligation volontaire de leur donner une partie de vos revenus et de vos biens.

Le simple fait de refuser de remplir un formulaire suffira-t-il? Cela dépend de combien vous avez volontairement décidé de leur donner à gaspiller dans leurs virées de dépenses pharisaïques. Si le montant est élevé, attendez-vous à tous les déluges imaginaires; s'il n'y a rien à obtenir de vous, ils vous laisseront probablement seuls après le premier avis de suivi et la première réponse.

Par conséquent, je ne saurais trop insister sur le fait qu'avant de vous lancer sur la voie du retrait du système, vous désinvestissez vos actifs. Montez vos sociétés dans le Nevada, où la propriété est privée et ne montre rien de précieux à vous prendre. Si vous payez déjà une retenue et des montants assez minimes, vous êtes au bon endroit pour commencer à agir sans autre bagage.

Je vais peut-être commencer par vous faire remarquer assez longuement que le formulaire de retenue (W-2) est totalement illégal et que si vous permettez que ce formulaire soit utilisé, vous avez juste admis des actes de proportion odieuse. Accepter l'utilisation de ce formulaire indique un aveu, de votre part, d'un comportement illégal. Vous êtes un "contribuable" UNIQUEMENT si vous vous engagez dans des méthodes d'action illégales pour obtenir votre revenu. Par conséquent, il faut décider si vous êtes ou non un "contribuable". Nous discuterons ensuite des impôts "directs" et des impôts "indirects" et de la manière dont ils s'appliquent au revenu.

Je choisis cet ordre de présentation qui est en fait tout à fait hors de propos, mais vous devez d'abord déterminer vous-même si vous êtes réellement un "contribuable" et je présume pour vous le prouver que tous sauf un très petit pourcentage de gens (mis à part les voleurs du gouvernement eux-mêmes) véritablement ne sont pas des "contribuables", ils ne sont même pas éligibles pour être appelés "contribuables".

SUR QUOI EST RETENU L'IMPÔT SUR LE REVENU?

Votre Cour Suprême des États-Unis d'Amérique a statué qu'un impôt sur le revenu n'est pas un impôt "direct", mais plutôt un *impôt "indirect" ayant le caractère d'un droit d'accise*. Maintenant, avec ce fait fermement à l'esprit, nous devrions poser la question

suivante: À quoi exactement s'applique cet impôt indirect, nommé ou appelé "impôt sur le revenu"?

Est-ce que cela rendra les "grands garçons" heureux? Bien sûr que non, car ils ont gardé ce secret pendant des années et vous ont tout simplement volé, dépouillé, pillé et violé pendant que vous déboursiez vos biens avec diligence. Vous verrez rapidement qu'un impôt indirect, tel qu'un "impôt sur le revenu", n'est pas réellement perçu sur l'argent reçu à titre de revenu ou sur tout autre bien, MAIS plutôt SUR UNE ACTIVITÉ OU UN ÉVÉNEMENT IMPOSABLE AUX FINS DE RECETTES FISCALES.

Vous devrez faire face au fait que la plupart des hommes et femmes travaillant dur en Amérique travaillent dans des emplois qui ne comportent aucune activité imposable à des fins de recettes fiscales et ne SONT donc assujettis à aucun impôt sur le revenu. Vous réaliserez également que des millions d'Américains gagnent leur vie uniquement en exerçant leur droit, garanti par la Constitution, d'exister en se livrant à des activités licites, innocentes et inoffensives, tout en étant néanmoins inconstitutionnellement privés d'une partie de leur salaire sous le couvert, le simulacre, le prétexte et le subterfuge "d'acompte provisionnel au titre de l'impôt sur le revenu" comme s'ils étaient engagés dans des activités générant un revenu imposable.

Le droit d'exister et de s'entretenir par des moyens légaux est un droit garanti par la Constitution et donné par Dieu. Un individu n'est soumis à aucune charge (taxe) pour l'exercice de ce droit garanti par la Constitution et donné par Dieu.

La Cour Suprême des États-Unis a déclaré, dans l'affaire *Murdock vs. Pennsylvanie*, 319 U.S. 105, page 113. (1943): "Un État ne peut imposer de charge pour la jouissance d'un droit reconnu par la Constitution Fédérale".

Les droits naturels de l'individu limitent le pouvoir de taxation! Rappelons-le, à l'exception de la taxation des exportations, les États ont donné au gouvernement Fédéral un plein pouvoir de taxation, mais ils n'auraient pas pu donner au gouvernement Fédéral un pouvoir qu'ils ne possédaient pas eux-mêmes! Par conséquent, il est également interdit au gouvernement Fédéral d'imposer une taxe (impôt) pour la jouissance d'un droit conféré par Dieu et garanti par la Constitution des États-Unis. Vous avez soit le droit constitutionnellement garanti de faire ce que vous faites ou vous ne l'avez pas. C'est comme avec la grossesse -- vous l'êtes ou vous ne l'êtes pas. Les droits garantis par la Constitution ne peuvent être imposés à des fins de recettes fiscales. C'EST AUSSI SIMPLE QUE CELA!

Ah, mais le "secret" est caché, alors surveillez bien la main: La Cour Suprême des États-Unis en 1930, *Tyler vs. U.S.*, 281 U.S. 497, à la page 502. (1930): "Une taxe imposée sur

le déroulement d'un événement, par opposition à ses fruits tangibles, est un impôt indirect..." (Nous en discuterons dans "Imposition indirecte vs. directe").

Ceux d'entre vous qui ont étudié ce sujet reconnaîtront rapidement l'importance de la déclaration ci-dessus. Vous vous rendez déjà compte que les "impôts sur le revenu" ne sont pas des impôts directs et qu'ils ne sont pas imposés directement sur le revenu, ni sur les licences, les franchises ou toute autre forme de propriété. Vous savez que les "impôts sur le revenu" ne sont pas imposés sur les gens. Vous savez que la capitation (impôt par tête) et les taxes perçues sur les biens (y compris l'argent) entrent dans la catégorie des impôts directs. Vous savez aussi que la Cour Suprême des États-Unis a jugé que le pouvoir du Congrès en matière d'imposition des revenus appartenait à la catégorie des impôts indirects, et a également déclaré que l'imposition des revenus constituait, par nature, une accise pouvant être appliquée en tant que telle.

MAIS QU'EST EXACTEMENT LEDIT IMPÔT SUR LE REVENU?

La Cour Suprême des États-Unis vous donne la réponse dans l'Affaire Tyler (ci-dessus), en vous affirmant que les taxes indirectes ne sont pas imposées sur les "fruits tangibles", mais plutôt sur la survenue d'un événement. Il est donc évident que de tels événements doivent être taxables aux fins de recettes fiscales. Il ne peut alors s'ensuivre que des taxes d'accise, en tant qu'impôts indirects, soient imposées sur la survenue d'événements ou d'activités taxables aux fins de recettes fiscales.

VÉRIFIER L'IMPOSITION DES TAXES D'ACCISE

Vous devez maintenant réaliser qu'il est extrêmement important de pouvoir constater que des taxes d'accise sont imposées sur des activités et que les revenus générés par ces activités servent uniquement à mesurer le montant de la taxe. Une fois encore, la Cour Suprême des États-Unis vient à votre aide. En 1911, Flint vs Stone Tracy Co., 220 US 107, à la page 154: "Nous devons également nous rappeler que les revenus des États-Unis doivent être obtenus sur le même territoire, auprès du même peuple, et que les taxes d'accise doivent être perçues sur les mêmes activités, auxquelles ont également souscrit les États pour soutenir leur gouvernement local", et "Admettant le pouvoir du Congrès de taxer les activités commerciales des sociétés privées...la taxe doit être mesurée par une certaine norme..." (page 165, Flint, précité) et, "Il est donc bien établi dans les décisions de cette cour que, lorsque l'autorité souveraine a exercé son droit d'imposer un sujet légitime d'imposition à titre d'exercice d'une franchise ou d'un

privilège, il n'y a pas d'objection du fait que la mesure de l'imposition est trouvée dans le revenu". N'allez pas vous énerver maintenant sur la question de "et les corporations?" Permettez-nous de faire un pas à la fois. Nous vous montrerons plus tard qu'une corporation est simplement une "personne" artificielle; de plus, si une corporation est née et voit le jour dans le Nevada, il n'y a aucun impôt d'État, dans tous les cas. En fait, nous allons vous montrer que, tels que structurés, même les impôts des États sont gérés de manière illégale et inconstitutionnelle.

L'IMPÔT SUR LE REVENU EST UNE TAXE D'ACCISE

Réalisant cela, et qu'une taxe d'accise est imposée sur les activités à revenu taxable, examinez les questions suivantes: Dans quelle activité avez-vous déjà été impliquée sur laquelle une taxe d'accise peut être imposée? Ne serait-ce pas la première question à poser pour déterminer si vous êtes soumis ou non à l'impôt indirect appelé "impôt sur le revenu"? À moins de pouvoir prouver que vous avez participé à une activité taxable à des fins fiscales, il n'existe aucune base factuelle permettant à quiconque de justifier une affirmation selon laquelle vous êtes assujetti à la législation fiscale.

SECRET HORS DU SAC

Ce ne sera plus un secret pour les Américains quand ils se rendront compte que la plupart d'entre eux travaillent dans des emplois n'impliquant pas d'activités taxables. SURPRISE!!! CETTE RÉALISATION VIENDRA QUAND VOUS COMPRENDREZ QUE LES "IMPÔTS SUR LE REVENU", ÉTANT DANS LA CATÉGORIE DES IMPÔTS INDIRECTS, SONT DES IMPÔTS PRÉLEVÉS SUR UNE ACTIVITÉ OU UN ÉVÈNEMENT À REVENU IMPOSABLE TEL QU'ENTREPRENDRE UNE AFFAIRE SOUS CERTAINES LICENCES ET FRANCHISES, OU L'ENTREPRISE DE TOUTE AUTRE ACTIVITÉ QUI EST TAXABLE AUX FINS DE RECETTES FISCALES ET COMPRENDREZ QUE CES IMPÔTS SONT SIMPLEMENT APPELÉS "IMPÔTS SUR LE REVENU" PARCE QUE LE REVENU DE L'ACTIVITÉ IMPOSABLE EST LA JAUGE OU LE "CRITÈRE", UTILISÉ POUR MESURER LE MONTANT DE LA TAXE IMPOSÉE SUR L'ACTIVITÉ À REVENU IMPOSABLE.

Si cela semble compliqué, veuillez permettre l'apport, puis retournez en arrière et établissez vos liens. C'est trop emmêlé pour lire jusqu'ici et décider du mérite ou de la vérité de ce document. Vous l'aurez compris avant la fin du Journal. Pour vous aider et gagner du temps, nous allons vous donner la définition dans le dictionnaire de "taxe d'accise".

{Accise: une charge (taxe) interne prélevée sur la fabrication, la vente ou la consommation d'un produit dans un pays; n'importe laquelle des différentes taxes sur les privilèges, souvent évaluées sous la forme d'une licence ou d'une autre rémunération}.

En vous rappelant maintenant qu'un "impôt sur le revenu" est un impôt indirect ayant le caractère d'accise, et qu'un impôt indirect est un impôt perçu sur la réalisation d'un événement (activité), par opposition à ses fruits tangibles, vous vous rendrez compte de l'importance de qualifier l'activité d'une personne.

DEUX CATÉGORIES D'ACTIVITÉS

1. Les activités qui consistent uniquement à exercer des droits garantis par la Constitution, telles que gagner sa vie en se livrant à des activités légales, innocentes et inoffensives.
2. Les activités imposables aux fins de recettes fiscales.

Vous devez prendre conscience de l'importance de faire la distinction entre ces deux types d'activités, car, rappelez-vous, la Cour Suprême des États-Unis a déclaré: "Un État ne peut imposer une taxe pour la jouissance d'un droit reconnu par la Constitution Fédérale". *Murdock vs. Pennsylvania*, 319 US 105, page 113 (1943).

Essayez une autre raison: la Cour Suprême de l'Oregon a déclaré dans *Redfield vs. Fisher*, 292 P. 813, page 819 (1930): "Contrairement à la corporation, l'individu ne peut être imposé pour le simple privilège d'exister. La corporation est une entité artificielle qui doit son existence et ses pouvoirs conférés par sa charte à l'État; mais le droit des individus de vivre et de posséder des biens sont des droits naturels pour la jouissance desquels une ACCISE NE PEUT ÊTRE IMPOSÉE". [Emphase ajoutée].

C'est ce type d'activité ou la survenue d'un événement, qui est taxable aux fins de recettes fiscales, qui fait d'une personne un "contribuable" soumis aux lois fiscales.

Celui qui ne fait qu'exercer son droit d'exister garanti par la Constitution en se livrant à des activités licites, innocentes et inoffensives est un "non contribuable" et N'EST PAS soumis aux lois fiscales.

Comme on le verra dans le présent Journal, le terme "contribuable" est utilisé dans le sens strict ou restreint envisagé par l'Internal Revenue Code et désigne: une personne qui est assujettie au paiement de ses *propres impôts sur le revenu*.

L'AMENDEMENT SUR L'IMPÔT SUR LE REVENU

Le 16^{ème} Amendement, appelé amendement sur l'impôt sur le revenu, a été inscrit dans votre Constitution en 1913. Comme vous le verrez, trois ans plus tard, en 1916, la Cour Suprême des États-Unis a continué de reconnaître le FAIT que le pouvoir d'imposition des revenus est dans la catégorie des impôts indirects, et cet impôt indirect est par nature une accise.

Regardons cette confirmation de 1916 du fait qu'un impôt sur le revenu n'est pas un impôt direct. La Cour Suprême a déclaré: "L'argument selon lequel l'Amendement considère un impôt sur le revenu comme un impôt direct...est...totalement dénué de fondement..." *Brushaber vs. Union Pacific R.R. Co.*, 240 U.S. 1, page 118.

Également dans *Stanton vs. Baltic Mining Co.*, 240 U.S. 103, page 112 (1916): "Le Seizième Amendement n'a conféré AUCUN NOUVEAU POUVOIR en matière de fiscalité, mais a simplement interdit que le précédent pouvoir entier et absolu d'imposition des revenus que possédait le Congrès DEPUIS LE DÉBUT soit retiré de la catégorie des impôts indirects à laquelle il appartenait intrinsèquement..."

Encore une fois, la Cour Suprême a confirmé ce fait dans *Brushaber*, précité, aux pages 16 à 17: "La conclusion tirée dans l'Affaire *Pollock* n'impliquait nullement de conclure que les impôts sur le revenu entraient génériquement et nécessairement dans la catégorie des impôts directs sur les biens, mais AU CONTRAIRE reconnaissait le FAIT que l'imposition du revenu était par nature une ACCISE autorisée à être exécutée comme telle..."

Comprenez bien que je soulignerai les choses librement tout au long de ce Journal. Je m'efforce de vous donner des informations et de ne pas être grammaticalement supérieur ni entrer dans un concours linguistique. Vous pouvez obtenir toute la documentation en perfection d'autres auteurs que je vais essayer d'énumérer en annexe. Vous ne trouverez pas les livres énumérés dans les bibliothèques ou les librairies normales, mais la plupart d'entre eux seront disponibles à Liberty Library, information que je vous transmettrai également. Je ne peux pas prendre le temps de ce scribe pour énumérer chaque auteur séparément ou donner, de quelque manière que ce soit, une reconnaissance adéquate car leur travail surpasse le niveau de gratitude du "merci". VOUS LEUR DONNEZ LA RECONNAISSANCE MÉRITÉE PAR VOTRE SOUTIEN ET VOTRE GRATITUDE.

CODES RÉFÉRENCES DE L'IRS

Lorsque l'Internal Revenue Code fait référence à "revenu imposable", "année d'imposition", "redevable", "personne redevable", etc., il ne vise que les personnes dont les revenus proviennent d'activités imposables. Comme vous l'avez maintenant vu, un impôt indirect ne vise pas les fruits tangibles, mais l'activité taxable sur le revenu et, par conséquent, il ne s'agit pas d'un impôt direct sur le revenu en tant que bien. En d'autres termes, une fois qu'une personne a compris que l'"impôt sur le revenu" faisait partie de la classe des impôts indirects, qui sont des taxes imposées sur des activités à revenu imposable, il va sans dire que tout dans le code des revenus se rapportant au revenu ou à "l'impôt sur le revenu" ne s'applique qu'à ceux dont les activités sont imposables à des fins fiscales.

Vous devez comprendre qu'un gouvernement ne peut imposer une taxe sur le libre exercice d'un droit garanti par la Constitution et conféré par Dieu, tel que le droit d'acquérir légalement des biens et le droit d'exister et de subvenir à ses propres besoins en contractant légalement son propre travail dans des activités innocentes et inoffensives contre rétribution légale.

Bien que le gouvernement fédéral ait effectivement le pouvoir de prélever des impôts directs, à condition qu'ils soient répartis entre les États en fonction de leur effectif respectif, il n'a pas exercé son pouvoir d'imposition directe depuis le début de la Guerre de Sécession. Depuis lors, toutes les taxes fédérales à des fins fiscales ont été et sont toujours dans la catégorie des taxes indirectes; en d'autres termes, les taxes imposées lors d'événements (activités) qui sont taxables à des fins fiscales. Même la "VICTORY TAX" de 1942 n'était rien de plus qu'un impôt supplémentaire, appelé "impôt de la victoire non revenu", qui était ajouté à l'impôt indirect déjà établi appelé "impôt sur le revenu". Nous parlerons de cette grosse tâche particulière dans vos rapports lors d'un chapitre ultérieur.

À ce stade, les gens demandent souvent comment le gouvernement peut-il fournir les revenus nécessaires. Le fait que cette question soit même soulevée montre l'échec des systèmes scolaires à enseigner même les principes fondamentaux de la fiscalité constitutionnelle. Ne vous inquiétez pas. Le Congrès peut non seulement augmenter les taux des impôts indirects appliqués au sujet concerné, mais il dispose également d'une source de revenus considérable grâce à son pouvoir de taxation directe, mais n'a pas exercé cet énorme pouvoir depuis plus de 100 ans.

Une fois que vous comprendrez comment les impôts directs doivent être appliqués, vous réaliserez que cette méthode de taxation est extrêmement juste et ne viole pas les droits constitutionnels d'un individu. L'équité et la protection des droits constitutionnels de l'individu ne sont-elles pas ce qu'est ou était l'Amérique?

En outre, une personne se rendra compte que, lorsque les revenus sont légalement perçus auprès des sujets d'imposition appropriés, les citoyens exerceront un bien meilleur contrôle sur les habitudes de dépense de leurs membres du Congrès et mettront fin au vol et aux ventes de votre pays. C'est pourquoi le pouvoir de l'impôt direct n'a pas été utilisé depuis plus d'un siècle. Des groupes d'intérêts spéciaux ont influencé les membres du Congrès. Vous trouveriez des réponses intéressantes si vous demandiez à votre membre du Congrès pourquoi le pouvoir de l'imposition directe n'est pas utilisé de la même manière que pendant la Guerre Civile, considérant l'état de la dette nationale et tous les autres facteurs. C'est certainement une grande matière à réflexion.

Revenons maintenant à "contribuable" et "non-contribuable".

"CONTRIBUABLE" vs NON-CONTRIBUABLE

LE LIBRE EXERCICE DU DROIT CONSTITUTIONNELLEMENT GARANTI D'ACQUÉRIR DES BIENS (revenu ou autre rémunération) EN CONTRACTANT LÉGALEMENT SON PROPRE LABEUR POUR S'ENGAGER DANS DES ACTIVITÉS LÉGALES, INNOCENTES ET INOFFENSIVES POUR UNE RÉMUNÉRATION LÉGALE NE PEUT ÊTRE (et par conséquent ne l'a pas été) IMPOSÉ AUX FINS DE RECETTES FISCALES, ET PAR CONSÉQUENT, UN INDIVIDU SEULEMENT ENGAGÉ DANS DES ACTIVITÉS LÉGALES, INNOCENTES ET INOFFENSIVES, N'EST ASSUJETTI À AUCUN IMPÔT SUR LE REVENU OU AUTRE RÉMUNÉRATION, ET N'EST DONC PAS UN "CONTRIBUABLE", TEL QUE DÉFINI PAR LA LOI, ET PEUT PAR CONSÉQUENT ÊTRE PROPRESMENT DÉCRIT ET DÉFINI COMME UN "NON-CONTRIBUABLE"!

Vos cours Américaines ont statué (et voici deux preuves); Long vs. Rasmussen, 281 F. 236, à 238 (1922) et Economy Plumbing and Heating vs. U.S.; 470 F.2d 585, à 589 (1972): "Les lois fiscales constituent un code ou un système de réglementation du calcul et de la perception d'impôts. ELLES CONCERNENT LES CONTRIBUABLES, ET NON LES NON-CONTRIBUABLES. Ces derniers n'entrent pas dans leur champ d'application. AUCUNE PROCÉDURE N'EST PRESCRITE POUR LES NON-CONTRIBUABLES et AUCUNE tentative n'est faite pour ANNULER leurs DROITS et leurs voies de recours selon la procédure fixée par loi. D'eux, le Congrès ne présume pas traiter, et ils ne sont ni du SUJET ni de l'OBJET des lois fiscales".

Alors, qui sont les "contribuables" et qui sont les non-contribuables? Comme les cours Américaines l'ont dit, les lois sur les revenus ne concernent que les "contribuables", et

pas les non-contribuables. Les cours affirment en outre qu'aucune tentative n'est faite pour annuler les droits et recours des non-contribuables selon la procédure fixée par la loi.

Les non-contribuables ne peuvent être poursuivis légalement en vertu de lois qui ne concernent que les "contribuables". De ce fait, il est extrêmement impératif que vous connaissiez la différence entre un "contribuable" et un non contribuable, et encore plus impératif que vous RÉCLAMIEZ VOTRE STATUT APPROPRIÉ!

Qu'est-ce qui fait la différence? Tous les impôts prélevés par le gouvernement Fédéral aujourd'hui appartiennent à la catégorie des impôts indirects. Vous savez maintenant que des impôts indirects sont prélevés sur la survenue d'un événement ou d'une activité imposable aux fins de recettes fiscales. Vous pouvez donc en conclure qu'une personne doit être engagée dans un événement ou une activité imposable aux fins de recettes fiscales avant d'être soumise à un impôt sur le revenu.

Une telle personne serait un "contribuable" au sens juridique du terme. TOUS LES AUTRES INDIVIDUS SONT DANS LA CATÉGORIE DU NON-CONTRIBUABLE; ceux qui ne sont "ni du sujet ni de l'objet des lois fiscales".

Rappelez-vous nos définitions; le terme "contribuable" est utilisé dans le sens strict ou restreint considéré par l'Internal Revenue Code et désigne une personne qui est tenue de payer ses propres impôts sur le revenu. Remarque complémentaire: la nature d'une activité à revenu imposable est telle qu'elle ne peut être exercée comme un droit constitutionnel!

Dharma, avant de décomposer ces choses en présentation détaillée, prenons une pause et assistons à d'autres activités du jour. Nous ne devons pas avoir d'erreurs dans ce Journal en conception car tous doivent garder à l'esprit l'ultime: tout ce que fait le gouvernement est légal, même si cela est illégal. Je suggère à tous d'étudier ces informations avec le plus grand soin avant d'agir dans l'ignorance partielle. Nous obtiendrons une bien meilleure performance si nous prenons des répit et des pauses complètes loin du sujet en cours. Je te remercie.

Hatonn pour s'effacer, s'il te plaît.

CHAPITRE 2

ENREG. N° 1 HATONN

DIMANCHE, 17 JUIN, 1990; 8H53. L'AN 3, JOUR 305.

UNE PRIÈRE PARFAITE POUR LA FÊTE DES PÈRES

Je suis vraiment reconnaissant pour ce message qui nous a été envoyé, puisqu'il répète la leçon du Maître car parler à notre Père/Mère, nécessite simplement la pensée au lieu d'une simple répétition stupide:

"MON ESPRIT, TU ES OMNIPOTENT. TON NOM EST SAINT; PUISSE TON ROYAUME ÊTRE INCARNÉ EN MOI. QUE TON POUVOIR SE RÉVÈLE EN MOI, SUR LA TERRE ET DANS LE CIEL. DONNE-MOI AUJOURD'HUI MON PAIN QUOTIDIEN ET AINSI, PERMET-MOI DE RECONNAITRE MES TRANSGRESSIONS ET ERREURS, ET JE RECONNAITRAI LA VÉRITÉ. ET NE ME CONDUIT PAS À LA TENTATION ET À LA CONFUSION, MAIS DÉLIVRE-MOI DE L'ERREUR. CAR TIEN EST LE ROYAUME EN MOI, ET LE POUVOIR ET LA CONNAISSANCE POUR TOUJOURS, AMEN".....SANANDA

Vous dans ce groupe avez vu l'œuvre merveilleuse du Père qui vous soutient. Dans sa grâce, il vous rend ce que vous présumez perdu à jamais. C'est bien que vous appeliez le petit moineau "Albird", car il l'est. C'est vraiment une leçon des leçons -- vous devez relâcher ce que vous aimez et pourtant, vous devez le reconnaître lorsque le Père vous le rend. Si vous vous souciez toujours de chacun et de tous, vous ne manquerez pas la venue du Grand Esprit car il ne vous est pas donné de savoir sous quelle forme il visitera vos lieux pour vos leçons d'amour et le don d'amour de votre cœur et d'éducation à vos frères de toutes les créatures -- car TOUT est de la Création. *"Comme tu fais au plus petit d'entre elles; ainsi me le fais-tu à MOI aussi!"* Ainsi soit-il. Le Créateur connaît de la chute de même le moineau ou l'agneau disparu du bercail et IL ne laissera pas ce fragment. Vous n'avez besoin d'aucun rituel ni d'aucun livre de grands enseignements humains -- vous êtes le fragment et vous êtes tenus dans un amour constant et chéris. Tout comme Elizabeth a ramassé le petit moineau et vous l'avez pris comme votre petit oisillon handicapé, de même, Dieu vous guide tout au long de votre voyage handicapé de retour à la maison. Puissiez-vous apprendre à voir chaque leçon et chaque bénédiction pour le merveilleux don qu'elles présagent. AHO!

Revenons au journal. Je sais que cela semblerait être un long chemin de Dieu à l'IRS et à un peuple asservi, mais Dieu vient vous libérer, si seulement vous prêterez attention.

CONTRIBUABLE

Pour cette discussion, le terme "contribuable" sera utilisé uniquement dans la mesure où il s'applique à un "impôt sur le revenu" afin que vous ne soyez pas confus.

Regardons la personne qui exerce des activités qui sont imposables aux fins de recettes fiscales. Celle-ci, amis, est un véritable "coupable". On lui a donné le nom plus glamour de "contribuable", mais elle est un véritable coupable. Le terme "contribuable" est défini légalement par la loi et a une définition très limitée et très restreinte.

Un "contribuable" peut être considéré comme un "malfaiteur", un "auteur de délit" (un petit langage juridique devrait vous réconforter), un "malfaiteur", un "contrevenant", un "perturbateur", etc. Au mieux, il s'agit d'une personne qui, en raison de ses activités à revenu imposable, a contracté une obligation envers la société et est tenue de restituer sous la forme d'une amende (TAXE). Oui, ce "coupable" est RESPONSABLE.

Voyons ce qui rend une personne sujette, redevable et donc obligée de restituer à la société sous la forme d'un impôt. Je serai très déçu si un membre de mon cercle se définit de cette manière.

PORTE D'ENTRÉE

Quelle est l'étiquette sur la porte d'entrée de l'Internal Revenue Code? CONTRIBUTABLE! Si vous n'êtes PAS l'un de ces "coupables", les exemptions ne s'appliquent pas, les formulaires W-4 ne s'appliquent pas, les formulaires 1040 ne s'appliquent pas et toutes les autres volumineuses lois, règles, règlements et/ou sanctions des lois sur les revenus internes NE S'APPLIQUENT PAS! Vous n'entrez pas dans "LE CHAMP D'APPLICATION" des lois fiscales! (Reportez-vous au cas "Économy" dans le chapitre précédent).

L'Internal Revenue Code (titre 26 de l'United States Code) définit le terme "contribuable" en deux articles; 1313 (b) et 7701 (a)(14).

Article. 1313. Définitions:

(b) Contribuable

Nonobstant l'article 7701(a)(14), le terme "contribuable" désigne toute personne assujettie à un impôt en vertu de la législation fiscale applicable. 26 U.S.C. 1313 (b).

Article 7701. Définitions:

(a) Lorsqu'utilisé dans le présent titre, s'il n'est pas autrement exprimé distinctement ou manifestement incompatibles avec son intention --

(14) Contribuable

Le terme "contribuable" désigne toute personne soumise à un impôt sur le revenu.

26 U.S.C. 7701 (a) (14).

Le terme "contribuable" ne s'applique manifestement qu'aux personnes assujetties à une taxe en vertu de la législation fiscale applicable. Mais qui sont ces personnes soumises à un impôt sur le revenu?

Que doit-il arriver pour que l'on soit assujetti à un "impôt sur le revenu"? Nous devons d'abord connaître la définition de "assujetti à".

"assujetti à": Responsable, subordonné, soumis, inférieur, obéissant à; régi ou affecté par; à condition que; sous réserve que; comptable de. Homan v. Employers Reinsurance Corp., 345 Mo. 650, 136 S.W.2d 289, 302. BLACK'S LAW DICTIONARY, 5^{ème} Édition, page 1278.

Par conséquent, pour qu'un individu soit soumis à "l'impôt sur le revenu", il doit être responsable ou comptable de quelque chose qu'il a fait.

BLACK'S LAW DICTIONARY (DICTIONNAIRE DU DROIT BLACK):
responsable: lié ou obligé en droit ou en équité; responsable; imposable; comptable:
contraignable pour donner satisfaction, compensation ou restitution. (Homan c. Employers Reinsurance Corporation)

Obligé; responsable de ou soumis à. Condition d'être obligé de répondre parce qu'un tort est survenu. Condition pouvant entraîner une responsabilité légale. (Pacific Fire Ins. Co. vs. Murdock Cotton Co). Justement ou légalement responsable ou comptable.

Aux articles 6001 et 6011, l'IRS traite d'une personne qui s'est rendue responsable en commettant un acte pour lequel elle est obligée d'effectuer une restitution.

Article 6001:

Toute personne redevable de toute taxe imposée par ce titre...doit tenir des registres, rendre de telles déclarations, effectuer ces restitutions, etc.,.....26 U.S.C. 6001 (en partie).

Article 6011 (a) Règle générale:

Lorsque requis par les règlements prescrits par le Secrétaire, toute personne redevable de toute taxe imposée par le présent titre...doit faire une restitution ou déclaration. 26 U.S.C. 6011 (a) (en partie).

Alors, quelle partie de l'Internal Revenue Code "vous rend" comptable? Surprise! L'Internal Revenue Code ne rend personne comptable d'un "impôt sur le revenu". Alors, arrêtez de chercher là pour la réponse. LE CODE S'APPLIQUE SIMPLEMENT À "TOUTE PERSONNE RENDUE COMPTABLE" ET UNE PERSONNE S'EN REND COMPTABLE EN PARTICIPANT À DES ACTIVITÉS QUI SONT IMPOSABLES AUX FINS DE RECETTES FISCALES. La nature d'une activité à revenu imposable est qu'elle est tellement infectée par la culpabilité et est tellement inadéquate pour une protection constitutionnelle et ainsi porte atteinte à l'intérêt public de sorte que le public a par conséquent le droit de se dédommager et de punir le "contrevenant" avec ses pouvoirs de taxation des revenus. C'EST AUSSI SIMPLE, EN EFFET. Peut-être que dans cette catégorie de "contribuables" devrait tomber le Congrès ainsi que l'IRS????

LE NON-CONTRIBUABLE

Ce Journal est donc compilé pour vous, LE NON-CONTRIBUABLE. Si quelqu'un a agi de manière ignoble au point de lui rendre la monnaie de sa pièce, il devrait alors payer. Maintenant, si vous vous êtes rendu comptable, alors vous recherchez vos propres références; voir exception prévue dans le 26 U.S.C. 6012 (a) (1) (A) et (C).

Il n'est pas faisable d'énumérer toutes les activités à revenu imposable, mais vous pouvez facilement vous fier à une chose; CE QUI SUIT NE SONT PAS ET NE PEUT ÊTRE IMPOSE AUX FINS DE RECETTES FISCALES: L'EXERCICE LIBRE DU DROIT GARANTI CONSTITUTIONNELLEMENT D'ACQUÉRIR LÉGALEMENT DES BIENS (REVENUS OU AUTRES RÉTRIBUTIONS) EN CONTRACTANT LÉGALEMENT SON PROPRE LABEUR POUR S'ENGAGER DANS DES ACTIVITÉS INNOCENTES ET INOFFENSIVES POUR UNE RÉTRIBUTION LÉGALE. POURQUOI? PARCE QU'UN ÉTAT NE PEUT IMPOSER DE CHARGE POUR L'EXERCICE D'UN DROIT GARANTI PAR LA CONSTITUTION DES ÉTATS-UNIS.

Un "contribuable", par définition, est donc quelqu'un qui est obligé d'effectuer une restitution ou un remboursement pour une chose qu'il a faite, de nature coupable, qui

ne répond pas aux conditions requises pour être légale, innocente et inoffensive et qui ne justifie pas la protection constitutionnelle.

Ensuite, évidemment, si les actes d'une personne ont été légaux, innocents et inoffensifs, il ne doit rien restituer à personne.

En référence à "un individu", la Cour Suprême Américaine a déclaré: "Il ne doit rien au public tant que mentir ne porte pas atteinte à leurs droits". Hale vs. Henkel, 201 U.S. 43, à 74. (1906)

Oh, vous pensez que certaines de ces décisions pourraient être vieilles et obsolètes? PAS À MOINS QUE VOTRE CONSTITUTION SOIT RÉÉCRITE, MES BONS AMIS! PAS À MOINS QUE VOUS PERMETTIEZ À VOTRE CONSTITUTION D'ÊTRE RÉ-ÉCRITE !!!

Ainsi, vous voulez un exemple? Disons que Mr Untel gagne sa vie en tant que concierge; une activité qui est certainement légale, innocente et inoffensive. Quelqu'un a-t-il alors le droit de réclamer une partie de ce qu'il a gagné, simplement parce qu'il l'a gagnée??? Comme dans "OK, Mr Untel, VOUS avez gagné de l'argent et NOUS en réclamons une partie". Je supposerais que l'idée même que cette affirmation est valide est pour vous grotesque.

Si Mr Untel obtient un deuxième travail d'entretien et travaille maintenant deux fois plus d'heures par jour au lieu de huit heures, quelqu'un a-t-il le droit de réclamer une partie de ses revenus supplémentaires? Comme dans "OK, Mr Untel, vous recevez maintenant plus d'argent. NOUS exigeons une réduction encore plus importante de votre argent".

Personne dans son esprit rationnel ne peut honnêtement croire que Mr Untel doit quelque chose à qui que ce soit, encore moins une réduction plus importante, car il travaille plus dur dans deux emplois. Quiconque veut avoir une partie de ce pour quoi Mr Untel a travaillé a le cœur et l'esprit d'un voleur et d'un artiste de l'extorsion qui amène quelqu'un à payer des sommes "de racket de protection" et est en effet celui qui "impose la protection" travaillant probablement avec le crime organisé. Sinon, il devrait postuler pour un emploi en tant que tel -- ou avec les éléments criminels "légaux".

Certains essaieront de justifier la saisie des revenus de Mr Untel par la déclaration infondée: "Tout le monde devrait payer sa juste part". Une juste part de quoi? Une juste part de ce pour quoi Mr Untel a travaillé? Il n'y a absolument AUCUN lien entre ce que quelqu'un a gagné et toute dette qu'il pourrait avoir envers qui que ce soit. Rappelez-vous, amis, les activités de Mr Untel sont légales, innocentes et inoffensives!

Quiconque souhaite que le "gouvernement" ait une part des revenus de Mr Untel souhaite une forme de gouvernement collectiviste et ne soutient aucunement la Constitution des États-Unis ou les lois de Dieu.

Et pourtant, l'employeur de Mr Untel, qui est censé en savoir plus sur le droit, retient probablement sur son salaire sous le couvert, le prétexte, le simulacre et le subterfuge "d'impôt anticipé". La seule manière dont ceci est même légal, c'est parce que tout ce que le type avec l'arme dit est "légal" si les règles sont "votées". *MAIS C'EST très CERTAINEMENT UNE PRIVATION ILLÉGALE ET NON CONSTITUTIONNELLE DE BIENS ET IL DOIT ÊTRE MIS À CELA UN HALTE ABRUPT OU VOUS, EN TANT QUE PEUPLE, ÊTES VOUÉ À ALLER À LA DÉRIVE.*

Pire encore, l'employeur de Mr Untel déclare probablement faussement son nom aux services fiscaux comme s'il exerçait une activité à revenu imposable et comme s'il était assujéti à "l'impôt sur le revenu" et à la retenue d'impôt. Et l'employeur, qui en matière de loi devrait savoir mieux, aura probablement l'audace de prétendre faussement que la loi lui impose de retenir sur le salaire.

MÊME SI MR UNTEL A REMPLI UN FORMULAIRE W-4 AVEC "EXEMPTION" ÉCRIT DESSUS, LE FORMULAIRE LUI-MÊME EST NUL ET DE NUL EFFET. IL NE S'EST PAS RENDU COMPTABLE ET N'EST DONC PAS SOUMIS AUX LOIS SUR LES RECETTES FISCALES. Le formulaire ne lui est tout simplement pas applicable.

Cependant, l'employeur enverra très probablement ce formulaire aux agences taxatrices comme si Mr Untel exerçait une activité imposable aux fins de recettes fiscales. Cette fausse et illégale présentation erronée aux agences taxatrices aura pour conséquence directe et immédiate que l'employeur se procurera une fausse ordonnance de retenue illégale de la part de l'agence pour procéder à une retenue à la source sur le salaire de Mr Untel comme s'il était engagé dans une activité imposable.

Ainsi, l'employeur aura très probablement l'audace de prétendre qu'il ne faisait que ce que le "gouvernement" lui avait dit de faire.

Maintenant, attendez une minute! Qui a envoyé le nom de Mr Untel et le formulaire à l'agence en premier lieu? Qui devrait savoir mieux que quiconque lequel de ses employés, s'il en est, exerce des activités imposables, coupables, criminelles, de non-droit et redevables? (LA RETENUE ILLICITE DE FONDS CONSTITUE UN DÉTOURNEMENT CRIMINEL, UNE EXTORSION, UN ABUS DE PRIVILÈGE D'ENTREPRISE, ET EST UNE PRIVATION DE L'INDIVIDU DE SES BIENS SANS LA GARANTIE D'UNE PROCÉDURE LÉGALE). D'où me vient une telle idée? Directement

des règles concernant les formulaires W-4 que nous traiterons plus en profondeur un peu plus loin dans ce Journal.

Les employeurs semblent choisir de ne pas en savoir plus (ce qui est volontaire ainsi que de l'ignorance coupable -- et certains d'entre vous devraient commencer par engager des poursuites judiciaires, car il est temps que certains commencent à avoir des procès légaux, légitimes et crédibles). Dans l'Affaire Hale, précitée, l'individu doit empiéter sur les droits du public avant de devoir quoi que ce soit au public.

Maintenant vous avez besoin d'un exemple "d'empiètement" ou "de dommages"? (Sic sic) Où étiez vos enseignants quand vous "pensiez" être à l'école pour apprendre de bonnes choses? OK, voici un exemple d'empiètement ou de dommage à la propriété d'un individu pour démontrer comment et quand une obligation de réparation est contractée. Si, par négligence ou exprès, vous conduisez votre voiture dans la clôture de quelqu'un, qui est responsable et pourquoi? Vous l'êtes, bien sûr, parce que vous avez commis un acte qui a eu un effet préjudiciable ou a causé un préjudice à quelqu'un d'autre pour lequel vous êtes maintenant obligé d'effectuer une réparation. Même s'il n'y a pas de loi en vigueur pour couvrir cette infraction, le droit commun vous oblige toujours à dédommager la personne dont la propriété a été endommagée. Quand avez-vous engagé cette responsabilité? Ce n'est pas l'été prochain, ni le mois prochain, ni l'année prochaine -- ou le 15 Avril prochain -- vous êtes devenu responsable au moment où vous avez causé le dommage.

Si la personne qui a subi les dommages décide d'accorder au "fautif" jusqu'au 15 Avril pour payer pour les dommages, ce n'est pas grave. Si la personne ayant subi le dommage décide d'accorder au "fautif" une "exemption" pour tout dommage inférieur à un certain montant, disons 1000 dollars par an, c'est très bien aussi. Néanmoins, l'obligation a toujours été contractée et elle l'a été au moment où l'acte a été commis.

Ce principe justifiera la retenue sur salaire au moment où le salaire est versé à la personne qui, en raison de son activité à revenu imposable, s'est rendue responsable ou sujette à, et donc obligée de dédommager, sur le champ -- maintenant -- immédiatement!

Montrons que la culpabilité ou la responsabilité est une condition nécessaire avant qu'on devienne obligé de payer un "impôt sur le revenu", et que le revenu est simplement la mesure par laquelle le montant de l'obligation ou de l'impôt est évalué. Régressons jusqu'à votre année 1864.

La loi fiscale de cette année-là imposait une taxe rétroactivement sur l'année précédente. Cela semblerait à première vue être une loi (a posteriori) ex post facto (un

peu plus de jargon juridique pour la confusion), mais ce n'est pas le cas. Rappelez-vous que l'activité consistant à "accomplir des actes ignobles" dont était responsable le "fautif" ("contribuable") avait déjà eu lieu. Il n'était pas nécessaire qu'une loi soit en vigueur au moment où l'acte a été commis, car le crime était si odieux que la Société avait un droit de recouvrement en droit commun.

La Cour Suprême a déclaré dans *Stockdale vs. Insurance Companies*, 20 Wall. 323, p. 331. (87 U.S. 323): "Le droit du Congrès d'avoir imposé cet impôt par une nouvelle loi, bien que sa mesure était régie par le revenu de l'année écoulée, ne peut pas être mis en doute; encore moins il ne peut être mis en doute qu'il peut imposer un tel impôt sur le revenu de l'année courante bien qu'une partie de cette année s'est écoulée quand la loi a été votée. La résolution commune du 4 Juillet, 1864 (combien d'entre vous croient vraiment que le Congrès travaille le 4 Juillet?), a imposé un impôt de 5% sur l'ensemble des revenus de l'année précédente, bien qu'un impôt sur cela ait déjà été payé..."

Regardez la citation de *Stockdale* ci-dessus, car elle peut également être trouvée dans l'Affaire *Brushaber vs. Union Pacific R.R.*, 240-U.S. 1, à la page 20, de 1916. C'était après le 16^{ème} Amendement. Frank Brushaber a invoqué le même argument contre le caractère rétroactif du *Tariff Act* de 1913 -- tant mieux pour lui. Toutefois, pour trancher l'argument frivole de Mr. Brushaber, la Cour Suprême a mentionné la citation ci-dessus dans l'Affaire *Stockdale*.

Cela confirme certainement que, dans ces deux cas, l'obligation avait été contractée au moment où l'acte a été commis et peut-être d'une plus grande importance, ils démontrent qu'en ce qui concerne un "impôt sur le revenu", le revenu est simplement la jauge à partir de laquelle le montant de l'impôt est évalué. Par conséquent, l'impôt ne concerne pas le revenu, mais plutôt l'activité à revenu imposable.

EN CONSÉQUENCE, C'EST UN FAIT QU'UN "CONTRIBUABLE", À DES FINS DE "RECETTES FISCALES", EST CELUI QUI EST OBLIGÉ D'EFFECTUER UN DÉDOMMAGEMENT POUR S'ÊTRE ENGAGÉ DANS UNE ACTIVITÉ QUI A CRÉÉ UNE RESPONSABILITÉ.

Il est également très important de noter que le simple dépôt de formulaires ne fait pas de l'individu un "contribuable" assujetti à l'impôt. La signature du formulaire ne change pas une activité non imposable en activité imposable! C'est l'exercice d'une activité à revenu imposable qui soumet une personne à un impôt sur le revenu; un point c'est tout!!! Si une personne n'est pas assujettie à l'impôt, elle n'est pas un "contribuable" au sens de l'Internal Revenue Code.

L'APPLICATION DE CE POINT

Ce principe a été appliqué par la Cour des Plaintes des États-Unis dans l'Affaire Economy précitée. La cour explique que le dépôt de formulaires ne change pas le statut de non contribuable en contribuable.

Le dépôt des demandes de remboursement par les demandeurs ne les a pas aidé, car ces demandes étaient inutiles et sans conséquence, puisque les demandeurs n'étaient pas des contribuables qui avaient payé leurs impôts en trop. Economy, précité, p. 589.

Les personnes qui ne sont pas des contribuables ne font pas partie du système et ne peuvent obtenir aucun avantage en suivant les procédures prescrites pour les contribuables, telles que le dépôt de demandes de remboursement. Economy, précité, p. 589.

Le paiement des impôts de Lieb avec les sommes dues aux plaignants en vertu du contrat n'a pas converti les fonds de ces contrats en trop-payé de leurs impôts, ni n'a fait des plaignants des contribuables. Le simple dépôt de demandes de restitution ne faisait pas non plus des plaignants des contribuables si aucune des conditions requises du statut de contribuable n'était présente. (Note 3), Economy, précité, p. 590.

La note 3 de cette affaire est libellée comme suit: "3. Dans le présent avis, le terme "contribuable" est utilisé dans le sens strict ou restreint envisagé par l'Internal Revenue Code et désigne une personne qui paie, surpaie, ou est tenue de payer son propre impôt sur le revenu. (Voir l'instruction 7701 (a)(14) de l'Internal Revenue Code de 1954). Un "non contribuable" est une personne qui ne possède pas les exigences susmentionnées d'un contribuable". Economy, précité, nt.3, p. 590.

Je remercie une personne, O. S., pour avoir signalé un tournant des plus intéressants dans ce cas particulier. C'est que les plaignants prétendaient être des "contribuables" et le "gouvernement" prétendait à juste titre qu'ils n'étaient pas des "contribuables". Les plaignants avaient déjà récupéré les fonds prélevés par l'IRS pour payer les taxes de Lieb dans le cadre d'une action contractuelle et non pour le remboursement d'impôts surpayés. Dans cette action, cependant, ils essayaient de prétendre qu'ils étaient des "contribuables" afin de pouvoir bénéficier de 11 années d'intérêts permises aux "contribuables" en vertu de la législation sur les recettes fiscales. Par conséquent, vous devez conclure que le "gouvernement" connaît la différence entre un "contribuable" et un non contribuable. **IL EST SUGGÉRÉ QUE VOUS RÉCLAMIEZ VOTRE STATUT CONVENABLE!**

Vous constaterez que les règles et les lois sont contraignantes dans tous les sens pour prouver "leur" cause contre l'innocent -- vous devez apprendre à interpréter les règles à

la lettre et à leur restituer ce qu'ils vous présentent comme "preuve". Le travail et la recherche ont tous été suffisamment faits pour vous et nous rendons certainement hommage à ceux qui ont effectué ce travail détaillé et fastidieux afin de vous aider. Le réveil sonne-t-il déjà?? Qui se réveille?? Allez, hélas, vous pourriez en réalité trouver qu'il y a une vie après une mort ambulante.

Même si Mr Untel (le concierge) a signé un formulaire appelé W-4 et l'a remis à son employeur, cela ne créait toujours pas d'obligation fiscale et ne faisait pas de lui un "contribuable" au sens de la législation fiscale. Si vous ne possédez pas les exigences susmentionnées d'un "contribuable", tels que citées à la Note 3 de l'Affaire Economy ci-dessus, la législation fiscale ne s'applique tout simplement pas et rien de ce que vous faites ne peut la rendre applicable. Si vous n'êtes pas soumis à un impôt sur le revenu, vous n'avez simplement aucun impôt personnel sur le revenu. L'argent a pu être retenu sur votre chèque de paie sous le couvert, le prétexte, le simulacre et le subterfuge de "retenue à la source", mais cela n'en fait pas un impôt. Non seulement cette retenue est un détournement de fonds, mais elle prend des biens privés pour un usage public sans juste compensation; une autre violation de vos droits en vertu du 5^{ème} Amendement.

Dans les affaires dites "d'impôt sur le revenu", aussi bien civiles que pénales, l'opposition se présente toujours devant le cour en agitant des formulaires W-4 et des formulaires 1040 précédemment signés que l'individu a signés sous peine de parjure. Étant donné que ces formulaires ne s'appliquent qu'aux "contribuables", ils impliquent que l'individu est un "contribuable" et est donc soumis à l'impôt sur le revenu. Le juge conseille ensuite le jury "sur le droit" tel qu'il s'applique à un "contribuable". Ce qui est pire, et que cela est triste, les individus et leurs soi-disant avocats ont manqué de soulever la question qui dit que les formulaires sont NULS ET DE NUL EFFET car l'individu n'était engagé dans aucune activité à revenu imposable pour laquelle il était redevable d'effectuer un dédommagement sous la forme d'un impôt. Il exerçait simplement son droit constitutionnel d'exister.

Rappelez-vous:

"Un État ne peut imposer de frais pour la jouissance d'un droit reconnu par la Constitution Fédérale", *Murdock vs. Pennsylvania*, 319 U.S. 105, p. 113 (1943).

"Le droit au travail et à sa protection contre les ingérences illégales est un droit constitutionnel aussi bien que celui reconnu par le droit commun. Tout homme a naturellement le droit aux fruits de sa propre industrie". 48 Am Jur 2d, Sec. 2, p. 80.

Avant que ce Journal soit terminé, rappelez-moi de veiller à ce que le Manuel d'Instructions à l'intention des Jurés y soit ajouté. Bon sang, je sens comme si je commence à l'école maternelle avec vos études. Pire encore, les instructions s'appliquent au "droit commun" et vous avez maintenant "assumé" le statut du droit de "l'Amirauté" ou le droit "commercial". Vous devez être patients avec nous pendant que nous essayons de donner cette information de manière ordonnée dans un semblant de format utilisable/compréhensible. La patience est souvent la vertu qui préservera beaucoup de votre merveilleuse richesse tant convoitée, et fera que vos biens demeurent les vôtres. Commencez-vous à voir quelle bonne blague putride et de mauvais goût a été perpétrée sur vous en tant que peuple?

Voyez-vous, ce qui précède ne signifie pas seulement une partie des fruits de votre propre industrie; cela signifie que vous avez droit à TOUS (TOTAL, 100 POUR 100, 100%) les fruits de votre propre industrie.

LAISSEZ LE MONDE ENTIER SAVOIR QUE VOUS N'ÊTES PAS UN "CONTRIBUABLE"

Si vous n'avez pas les qualités d'un "contribuable" et la plupart d'entre vous n'en ont pas, alors faites savoir à tout le merveilleux monde que, dès le départ, vous êtes un NON-CONTRIBUABLE!

Ainsi, vous avez tout soufflé bien avant; les formulaires W-4 et les formulaires 1040 précédemment signés, signés sous peine de parjure, fournissent aux cours une preuve recevable que la personne est un "contribuable", tel que défini, et est donc soumise aux lois fiscales. Si la preuve recevable n'est pas contredite, elle sera acceptée comme un fait. IL EST OBLIGATOIRE QUE LE NON-CONTRIBUABLE PRÉSENTE A LA COUR UNE DÉCLARATION, ÉGALEMENT SIGNÉE SOUS PEINE DE PARJURE, CONTREDISANT LA PREUVE RECEVABLE, OU LA COUR ARRIVERA À LA CONCLUSION QUE LE NON-CONTRIBUABLE EST EN EFFET UN CONTRIBUABLE'.

Ensuite, sans que le non-contribuable sache pourquoi, le juge signera alors un document intitulé "Constatation des Faits et Conclusions de Droit" contenant des déclarations telles que "Dans la mesure où toute Conclusion de Droit est réputée constituer une Constatation des Faits, elle est incorporée dans cette Constatation des Faits" et "dans la mesure où toute Constatation des Faits est réputée être une Conclusion de Droit, elle est incorporée dans ces Conclusions de Droit". Toutefois, lorsqu'un non-contribuable a fourni au cour une déclaration signée sous peine de

parjure contredisant les éléments de preuve recevables susmentionnés, les résultats pourraient être assez différents.

MAINTENANT POUR LE NON-CONTRIBUABLE

Rappelant le fait que "l'impôt sur le revenu" est un impôt indirect ayant le caractère d'accise et qu'un impôt indirect est un impôt appliqué à des activités imposables à des fins fiscales, examinons ce que la Cour Suprême de l'Oregon avait à dire à propos des droits de l'individu et d'une taxe d'accise. Considérez également le fait que l'acquisition d'un bien est également un droit naturel.

Redfield vs. Fisher, 292 P. 813, à 819 (1930): "L'individu, contrairement à la corporation, ne peut être imposé pour le simple privilège d'exister. La corporation est une entité artificielle qui doit son existence et ses pouvoirs de charte à l'État; mais les droits des individus à vivre et à posséder des biens sont des droits naturels pour la jouissance desquels une ACCISE ne peut être imposée".

Ceci est un cas merveilleux à citer et avec lequel devenir très familier, car la cour a soigneusement examiné la nature de l'impôt et la différence entre un impôt sur le revenu (comme une propriété) et par opposition à un impôt sur les activités imposables, comme faire des affaires à titre de société. En fait, la Cour Suprême de l'Oregon a déclaré: "Nous estimons nécessaire au départ de déterminer la nature de la taxe..." dans l'Affaire Redfield.

L'Affaire Murdock énonce sans équivoque qu'un État NE PEUT imposer de charge (taxe) à la jouissance d'un droit. Le fait de gagner sa vie légitimement grâce à une activité innocente et inoffensive est en effet un droit garanti par la Constitution des États-Unis, et c'est en fait un droit sur lequel un État ne peut imposer une charge.

Oh, alors vous vous en sortez? Se pourrait-il que les différents États violent également la loi constitutionnelle en appliquant un "impôt sur le revenu" à des citoyens sans méfiance? Serait-ce que les règlements et les mesures d'application de "l'impôt sur le revenu" sont illégaux constitutionnellement, à tous les niveaux? Mon dieu, cela ouvre toute une boîte d'excitation merveilleuse, n'est-ce pas? N'est-ce pas le jeu le plus amusant que nous ayons fait apparaître en une semaine environ? Pourquoi, il est beaucoup plus viable de jouer avec ceci que toutes les imprimantes de contrefaçon dans l'Antarctique, ou des personnages "remplaçants" notables, ou, ou, ou. Cela va droit à vos propres "DROITS" constitutionnels et là vous étiez sur le point de vendre ce vieux chiffon de document à la poubelle. Êtes-vous peut-être en train de

reconsidérer le mérite des vieux bavardages de vos Pères Fondateurs? Eh bien, tenez bons, car nous venons tout juste de commencer à dévoiler la vérité sur cela!

Ce même principe s'applique également au gouvernement fédéral. N'oubliez pas que, hormis l'interdiction de taxer les exportations, les États ont donné au gouvernement fédéral un pouvoir de taxation complet et global, mais ils n'auraient pas pu lui donner un pouvoir qu'ils ne possédaient pas eux-mêmes. Ah ha! Pris en flagrant délit, n'est-ce pas? La Constitution Américaine ne limite pas par ailleurs le pouvoir de taxation du gouvernement fédéral, mais établit simplement les deux règles selon lesquelles ce pouvoir doit être appliqué. C'est-à-dire la règle de répartition des impôts directs (qui équilibrera le budget constitutionnellement) et la règle de l'uniformité des impôts indirects.

Par conséquent, le gouvernement fédéral ne peut non plus imposer de charge (taxe) sur un droit garanti par la Constitution des États-Unis. De plus, le pouvoir de taxation du gouvernement fédéral est suffisamment vaste pour fournir tous les fonds dont il pourrait avoir besoin par le biais d'une imposition légale. COMME INDIQUÉ PLUS TÔT, LE CONGRÈS N'A MÊME PAS UTILISÉ SON POUVOIR D'IMPOSITION DIRECTE DEPUIS LA GUERRE CIVILE!

Vous devez toujours vous rappeler que, pour être considérée comme un droit protégé par la Constitution, votre activité DOIT être licite, innocente et inoffensive.

O.S. nous a donné d'autres citations qui vous aideront à mieux comprendre et je donnerai crédit par la présente à la recherche et je cite:

La Cour Suprême des États-Unis a déclaré:

"La liberté mentionnée dans cet amendement (14^{ème}) signifie, non seulement le droit du citoyen de ne pas être soumis à la simple contrainte physique de sa personne, comme par incarcération, mais le terme est réputé englober le droit du citoyen d'être libre dans la jouissance de toutes ses facultés; d'être libre de les utiliser de toutes les manières licites; de vivre et de travailler là où il le voudra; de gagner sa vie par n'importe quelle occupation légale; de poursuivre n'importe quel moyen de subsistance ou vocation et tous les contrats qui peuvent être appropriés, nécessaires et essentiels pour mener à bien les objectifs susmentionnés". *Allgeyer vs. Louisiana*, 165 U.S. 578, à 589. (1987).

OUPS! Vous ne savez pas d'où viennent vos droits inaliénables; ces droits sur lesquels les gouvernements ne peuvent pas imposer une charge?

Ah donc:

"Nous considérons que ces vérités vont de soi, que tous les hommes sont créés égaux, que leur Créateur leur a attribué certains droits inaliénables, notamment la vie, la liberté et la recherche du bonheur". Serait-ce la même vieille DÉCLARATION D'INDÉPENDANCE du 4 Juillet 1776?

La Cour Suprême des États-Unis a déclaré dans *Butchers' Union Co. vs. Crescent City Co.*, III États-Unis 746, aux pages 756-757 (1883):

"Comme dans nos relations avec nos semblables, certains principes de moralité sont supposés exister, sans lesquels une société serait impossible, ainsi certains droits inhérents sont à la base de toute action, et sur seule la reconnaissance de ceux-ci, des institutions libres peuvent être maintenues. Ces droits inhérents n'ont jamais été aussi heureusement exprimés que dans la Déclaration d'Indépendance, ce nouvel évangile de la liberté adressé au peuple: "Nous considérons ces vérités comme allant de soi" -- c'est tellement évident que leur vérité est reconnue par leur simple déclaration -- "que tous les hommes sont dotés" -- non pas par des édits des Empereurs, des décrets du Parlement ou des actes du Congrès, mais "par leur Créateur de certains droits inaliénables" -- c'est-à-dire des droits qui ne peuvent être aliénés, ou donnés, ou enlevés sauf pour punir un crime -- "et que parmi ceux-ci, il y a la vie, la liberté et la recherche du bonheur, et pour assurer ceux-ci" -- non pas les accorder, mais les protéger -- des gouvernements sont institués parmi les hommes, tirant leur juste pouvoir du consentement des gouvernés".

Dharma, étant donné que ce chapitre prend trop de temps pour permettre l'absorption, donnons-nous un répit. Nous aborderons "l'évangile de la liberté", car je vois que pas même 5% des lecteurs ont une idée de ce que cela signifie. Eh bien, c'est une bonne nouvelle. Hatonn n'apporte en fait que de bonnes nouvelles aux non-contribuables. Vous voyez, le catastrophisme ou les merveilleux espoir et joie sont totalement dans l'esprit de l'observateur!

Salut,

Hatonn pour se retirer.

CHAPITRE 3

ENREG. N° 1 HATONN

LUNDI, 18 JUIN, 1990; 8H20. L'AN 3, JOUR 306.

NE MANQUEZ PAS VOS CONFIRMATIONS DE LA VÉRITÉ DES JOURNAUX

S'il vous plaît, mes chers, ne négligez pas de porter l'attention sur ces choses qui vous donnent la confirmation de la vérité. Laissez-moi vous donner quelques éléments à vérifier qui vous permettront de savoir que nous ne vous avons dit que la vérité.

PANAMA

Notez que vous trouverez dans le présent volume du magazine NEWSWEEK une référence à la mort et aux blessures de vos soldats Américains au Panama. Vous constaterez qu'un grand pourcentage des soldats tués l'a été par les erreurs de vos propres troupes; en outre, plus de 60% des blessures ont été causées par "des tirs amis", ce qui signifie que vos propres soldats se sont tirés dessus. S'il vous plaît obtenez un numéro pour ce bureau pour soutien.

BRÛLER LE DRAPEAU

L'amendement portant sur l'incendie du drapeau passe à la vitesse supérieure. Le Sénat est en train de pousser très fort -- ensuite il invoquera l'argument selon lequel puisque vous avez "besoin" d'un amendement sur le budget équilibré, "Ayons juste cette bonne vieille convention". Restez vigilants, frères, car à mesure que nous avançons dans nos Journaux, vous verrez que vous NE DEVEZ PAS adopter les amendements ni la convention constitutionnelle. La Constitution contient des instructions relatives à la non-profanation des drapeaux et à la manière d'équilibrer le budget. Si vous craquez pour les bobards, attendez-vous à perdre chèrement! Cela n'équilibrera pas le budget et n'arrêtera pas l'incendie des drapeaux -- il existe de nombreux moyens plus efficaces de mutiler votre emblème national que de l'incendier. C'EST UNE IMPOSTURE ET VOUS ÊTES LES VICTIMES PROJETÉES POUR ÊTRE DES PERDANTS.

KISSINGER/ROCKEFELLER/GORBATCHEV

Ceux-ci se sont réunis lors d'un sommet secret au cours duquel Rockefeller a présenté le format pour le Système Bancaire Soviétique et Gorbatchev l'a accepté sans faire de commentaire; indiquant bien sûr qu'il est bien pondé, planifié et orchestré.

ACCORD CÉRÉALIER

Le voyage de "tourné" dans le Minnesota était en fait un voyage visant à conclure des accords avec le Cartel Céréalié pour des quantités incroyables de céréales, ce qui laisserait l'Amérique très en manque de céréales. N'oubliez pas que vos silos sont déjà vides et que les céréales sont vendues à des intérêts étrangers. Vous ne disposez pas de réserve de lait en poudre, de fromage, de beurre ou d'autres produits laitiers -- ils ont également été vendus ou donnés pour mieux positionner le Cartel pour le contrôle. Cela commence à être sérieux, hélas.

LES RÉGIMES DE RETRAITE

Une mesure a été prise pour donner à la faction dirigeante une information accrue sur les Régimes de Retraite et une provision accordée pour "étudier" les situations dans lesquelles des personnes ont été privées de leurs régimes, etc. Je suggère que si vous rencontrez des problèmes avec vos retraites, commencez à accabler ceux qui exercent maintenant plus de pouvoir. Cependant, attendez-vous à découvrir que les dégâts sont beaucoup plus profonds et incroyables que vous ne pouvez l'imaginer, car, tout comme pour les S & L, les fonds ont été dilapidés et il ne s'agit que d'une façade pour vous faire penser "qu'ils" sont en train de faire quelque chose à ce sujet.

ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE DU MEXIQUE

Catastrophe! L'industrie et les emplois vont couler comme du vin vers le Mexique. Si vous extrairiez les informations que j'ai écrites sur la situation Mexicaine, Oberli, et les placerez en format pour un article dans l'Express, je l'apprécierai grandement, car je ne souhaite pas en parler ici. Cependant, voici ce que vous devez commencer à extraire pour des informations continues dans les Express.

AUTRES ÉCRITS/RÉCEPTIONS

À ce stade du travail, il pourrait y avoir des ajouts dans les Journaux à partir des écrits de Sananda et/ou de Dee. S'il vous plaît, ne détruisez pas ce que nous avons accompli avec les Journaux en les faisant évoluer dans une expérience humaine crédible. Un apport spirituel trop tôt dans les Journaux et Express amènera les nouveaux acceptants, du point de vue humain, à vous reclasser comme des extrémistes et projecteurs du nouvel âge. Tout sera travaillé dans l'ordre approprié. Lorsque les fonds commenceront à affluer dans un peu d'abondance, un Journal de totalité spirituelle pourra être offert aux lecteurs. Il est toutefois nécessaire de disposer d'informations immédiates pour "actions" qui doivent être communiquées à temps. Si les gens n'agissent pas sur cet apport, vous pouvez vous attendre à une horrible rupture de "timing". En d'autres termes, mes chers, n'en faites pas trop. Les autres écrits ont pour but de vous apporter soutien et information dans la vérité pendant que vous organisez vos tâches. Vous devez toujours "penser" à partir du "point de vue des masses" et nous ne commettrons pas d'erreur en proposant des choses que les masses ne peuvent pas croire ou ont appris à ne croire en aucune circonstance.

Par conséquent, vous, les bien-aimés qui écrivez en plus de Dharma, permettez la patience et retirez la pression sur vous. Vous êtes en train de faire avancer et de remettre en état un jardin dans l'accomplissement; ne portez pas un fardeau involontaire. Nous sommes débordés de joie lorsque nous voyons que vous vous concentrez sur la tâche et que vous partagez la charge. Ne portez pas ce qui est surchargé, car il reste encore le "timing" de la séquence et vous vous en sortez bien. Par exemple, si le jardin n'est pas planté maintenant, il n'y aura pas de temps pour la croissance et la récolte sera petite. Le flot -- ne "poussez" pas car nous sommes en train de pousser suffisamment fort. Laissez du temps pour vos "emplois" habituels sur le marché, de manière à ne pas compromettre votre subsistance et vos moyens d'existence, ce qui entraînerait d'autres problèmes au lieu de les résoudre. Permettez toujours une étape à la fois et des bénédictions d'une très grande reconnaissance vous sont données.

TIMING

Vous êtes continuellement distraits par ce qui est retardé; "Où est la dépression, etc.?" Vous y êtes -- le château de cartes est faussement soutenu afin de vous amener sous un contrôle total et il ne repose sur rien du tout. Il n'y a plus de fondement économique -- elle est renforcée par des mesures de contrôle total avec de l'argent qui n'existe pas. Vous êtes soigneusement programmés afin que le contrôle optimal soit obtenu lors de

l'effondrement -- par les banques et le cartel. Je vous avertis encore et encore, ILS ONT BIEN PLANIFIÉ ET PENDANT LONGTEMPS, ET LES SIONISTES RIVALISENT POUR LE CONTRÔLE ULTIME, AINSI CELA VOUS FAIT GAGNER JUSTE UN PEU PLUS DE "TEMPS". CEPENDANT, JE TIENS À PRÉCISER QU'IL EXISTE UNE CONFIRMATION QUE LE MOSSAD SIONISTE FORME DES TERRORISTES ET EXERCE DES ACTIVITÉS TERRORISTES DANS TOUS LES CONTINENTS DE VOTRE GLOBE ET JE FERAI UNE LONGUE PROJECTION SUR CE SUJET LORS D'UNE AUTRE SÉANCE. AINSI SOIT-IL -- PRENEZ DES MESURES DANS LA SUCCESSION QUE NOUS PRÉSENTONS ET VOUS COUVRIREZ TOUT DANS LA BONNE SÉQUENCE. MERCI DE VOTRE ATTENTION.

Revenons maintenant au sujet traité dans ce Journal -- L'Impôt Illégal sur le Revenu.

L'ÉVANGILE DE LA LIBERTÉ

Évangile signifie simplement la bonne nouvelle! Par conséquent, lorsque nous nous référons à l'évangile de la liberté, nous parlons d'une bonne nouvelle concernant la "loi" qui EST déjà! Ce n'est pas nouveau; c'est simplement une "bonne nouvelle" -- et l'une de ces lois est "Tu ne voleras point".

Par définition, un droit inaliénable ne peut être légalement ni justement transféré à un autre. Non seulement la Cour Suprême des États-Unis a-t-elle établi une distinction entre "l'octroi de droits" et "la garantie de droits", mais elle a précisé que ces droits inaliénables ne peuvent légalement être enlevés, même par 225 millions de personnes avec l'aide de leurs représentants au Congrès -- bien que le Congrès soit sur le point de faire cette chose même puisque vous le permettez. Voyez-vous, le Congrès et le Cartel ont l'intention de faire de ce qui est en réalité le "vol" d'une partie de l'extorsion légale de votre propriété. Ils appliquent déjà les lois "COMME SI"! Ils vous condamnent légalement COMME SI les lois étaient déjà "légal" en vertu de la Constitution; et par la supposition et l'application -- VOUS CROYEZ QUE C'EST LÉGAL!

EN DÉPIT DE CE QUE CERTAINES PERSONNES POURRAIENT PENSER, LE 16^{ÈME} AMENDEMENT N'A PAS SUPPRIMÉ VOS DROITS À LA PROPRIÉTÉ NI N'A JUSTIFIÉ, MÊME S'IL AVAIT ÉTÉ CORRECTEMENT RATIFIÉ, UNE EXTORSION "LÉGALE".

N'est-ce pas une bonne nouvelle? Vous tous, des millions de personnes ne pouvez pas voter pour écarter vos droits conférés par Dieu. Vous ne pouvez pas "voter contre" un droit donné par Dieu, peu importe le nombre de personnes qui "votent" pour ou

contre. MAINTENANT, NE PENSEZ-VOUS PAS QU'IL EST TEMPS DE RÉPANDRE CETTE BONNE NOUVELLE?

Examinons plus loin ce que la Cour Suprême des États-Unis à la suite dit: "Parmi ces droits inaliénables, tels que proclamés dans ce grand document, figure le droit des hommes de rechercher leur bonheur, ce qui signifie le droit de poursuivre toute activité ou vocation licite, de quelque manière que ce soit, non incompatible avec l'égalité des droits des autres, qui peut accroître leur prospérité ou développer leurs facultés, de manière à leur donner leur plus grand plaisir.

"Les affaires courantes et les métiers de la vie, les commerces et les activités ordinaires, qui sont inoffensifs en eux-mêmes et qui ont été poursuivis dans toutes les communautés depuis des temps immémoriaux, doivent donc être libres dans ce pays pour tous, aux mêmes conditions. Le droit de les poursuivre, sans entrave, sauf ce qui est appliqué à toutes les personnes du même âge, du même sexe et de la même condition, est un privilège distinctif des citoyens des États-Unis et un élément essentiel de cette liberté qu'ils revendiquent comme leur droit de naissance.

"Il a été bien dit que 'Le bien que chaque homme possède est son propre travail, tout comme l'est la fondation originelle de tous les autres biens, ainsi est-il le plus sacré et inviolable. Le patrimoine du pauvre réside dans la force et la dextérité de ses propres mains et l'empêcher d'employer cette force et cette dextérité de la manière qu'il juge appropriée, sans causer de préjudice à son voisin, constitue une violation flagrante de la propriété la plus sacrée". Butchers, précité, p. 757.

Si le travail est une propriété, il est aussi une activité; et pour la revendiquer comme un droit, l'activité doit être licite, innocente et inoffensive.

BONNE VIEILLE CALIFORNIE

La Constitution Californienne expose encore plus avant les droits inaliénables, notamment le droit d'acquérir des biens. Ils sont également les pires contrevenants dans la violation de la loi et l'extorsion des citoyens. Quoi qu'il en soit, dans la Constitution de l'État de Californie, l'Article 1, Paragraphe 1:

"Toutes les personnes sont par nature libres et indépendantes et ont des droits inaliénables.

Parmi ceux-ci sont, jouir de et défendre la vie et la liberté, acquérir, posséder et protéger des biens, rechercher et obtenir la sécurité, le bonheur et la vie privée.

Essayez la Cour Suprême des États-Unis dans une autre affaire; *Coppage vs. Kansas*, 236 U.S. 1, p. 14 (1915): "Inclus dans le droit à la liberté individuelle et le droit à la propriété privée -- participant à la nature de chacun -- est le droit de passer des contrats pour l'acquisition de biens. Parmi ces contrats, le plus important est celui de l'emploi personnel, par lequel de la main-d'œuvre et d'autres services sont ÉCHANGÉS contre de l'argent ou d'autres formes de BIENS".

Rappel: un "impôt sur le revenu" est un impôt indirect, et un impôt indirect est un impôt perçu sur la survenance d'un événement, par opposition à ses fruits concrets. Un impôt indirect ne concerne jamais un bien, mais une activité ou un événement. Un État ne peut imposer de charge (taxe) sur l'activité ou l'événement de "jouissance d'un droit" conféré par VOTRE CRÉATEUR et garanti par la Constitution! C'EST LA LOI QUI EST!! C'est la loi constitutionnelle, la loi sur les droits civils, le droit commun, la loi de la nature, la loi de Dieu, la loi du cosmos/univers. Si des ressortissants d'autres pays sont privés d'une partie de ce qu'ils gagnent dans des activités licites, innocentes et inoffensives, cette privation est tout aussi illégale qu'au sein des bons vieux États-Unis, mais ils n'ont aucun recours pour faire valoir leurs droits contre les maîtres d'esclaves. VOUS EN AVEZ! SI -- VOUS NE L'ABANDONNEZ PAS! Rappelez-vous toujours que TOUS les hommes...sont dotés par leur Créateur de certains droits inaliénables...!

NON IMPOSABLE

Vous pouvez tout parier sur les suivants: Le libre exercice du droit constitutionnellement garanti d'acquérir légalement des biens en contractant son propre travail pour s'engager dans des activités innocentes et inoffensives moyennant une rétribution légale N'EST PAS UNE ACTIVITÉ À REVENU IMPOSABLE!

Le droit de subvenir à ses propres besoins est un don de Dieu, et personne ne peut justifier d'imposer une charge sur l'exercice de ce droit donné par Dieu. Personne ne peut non plus justifier la retenue d'une partie des fruits tirés de l'exercice de ce droit Divin. Il est important de comprendre que la législation fiscale ne viole aucun des droits donnés par Dieu à un individu. C'EST LA MAUVAISE APPLICATION ILLICITE, INCONSTITUTIONNELLE ET ARBITRAIRE DE CES LOIS PAR D'AUTRES INDIVIDUS QUI ENTRAÎNE LA VIOLATION DE CES DROITS!

Une fois que l'on comprend que, à des fins de recettes fiscales, le terme "contribuable" ne s'applique qu'à la personne qui s'est livrée à une activité imposable à des fins

fiscales, vous verrez immédiatement à quel point certains des arguments antérieurs étaient frivoles.

ARGUMENTS FRIVOLES

"Je ne dois pas l'impôt parce que je n'ai reçu aucune somme d'argent 'légale'". C'est en effet un argument illogique. Si une personne a exercé une activité à revenu imposable, elle est maintenant sujette à un dédommagement. Peu importe si son gain ou son bénéfice provient de cette activité sous forme d'argent "légale", de monnaie fiduciaire, de monnaie légale, de Billets de la Réserve Fédérale, de chèvres, de moutons, de porcs, de poulets, de blé, d'arachides ou de popcorn (mais soufflé), de pommes de terre ou de fumier de cheval, elle s'est quand même rendue responsable du fait de son activité à revenu imposable, quelle qu'elle soit.

Cependant, une fois qu'il a été déterminé qu'une personne s'est rendue redevable d'un impôt sur le revenu en exerçant une activité imposable à des fins de recettes fiscales de manière odieuse ou scandaleuse, et est donc soumise à la législation fiscale, il peut alors être bien et approprié pour elle de demander ce que l'État ou le gouvernement fédéral peut légalement exiger d'elle en paiement pour s'acquitter de sa responsabilité résultant de cette activité odieuse.

La "question de l'argent" n'entre pas dans le cadre de cet écrit; mais, étant donné que le sujet est très important et intéressant, et que les Pères Fondateurs ont longuement réfléchi au sujet de la monnaie de compte des États-Unis et des interdictions absolues imposées aux États en matière de monnaie -- elle sera par la présente, brièvement survolée:

Mes amis, la Constitution Américaine stipule en effet: "Aucun État ne doit...frapper de monnaie; émettre des lettres de crédit; faire de toute Chose autre que des pièces d'or et d'argent, le moyen légal (monnaie) en paiement de dettes..." Constitution des États-Unis, Article 1 paragraphe 10, clause 1 (1787).

Non, ne répétez même pas encore une fois -- "C'est VIEUX ça"! Tant qu'une chose n'a pas été abolie légalement, elle est valable dans la loi!

Il existe trois interdictions concernant la monnaie:

1. Aucun État ne battra de monnaie.
2. Aucun État n'émettra des lettres de crédit.

3. Aucun État ne fera de toute Chose autre que des pièces d'argent et d'or, le moyen légal en paiement de dettes.

PAR CONSÉQUENT, IL EST ÉVIDENT QUE LA TROISIÈME INTERDICTION CITÉE A ÉTÉ ILLÉGALEMENT ET INCONSTITUTIONNELLEMENT, AUSSI BIEN QU'INTENTIONNELLEMENT VIOLÉE, PAR VOS SERVITEURS PUBLICS!

NE SOULEVEZ PAS LA QUESTION "D'ARGENT"

La question d'argent, cependant, n'est pas une question appropriée à soulever lorsqu'un individu tente d'établir qu'il n'est pas responsable ni assujetti à un impôt sur le revenu. Pourquoi un NON-CONTRIBUABLE, CELUI qui n'est PAS RESPONSABLE, devrait-il présenter une telle question? On ne se rend responsable que lorsqu'on s'engage dans une activité à revenu imposable, ce que la plupart d'entre vous ne font pas. C'est la nature de l'activité qui décide de la question. C'est l'activité, l'acte commis, qui crée la responsabilité.

Un autre argument frivole est le suivant: "Je ne suis pas redevable de l'impôt parce que je n'ai pas reçu d'évaluation". Si vous vous êtes engagé dans une activité imposable, vous avez créé la responsabilité au moment où vous vous y êtes engagé. Lorsqu'une personne exerce une activité qui ne justifie pas une protection constitutionnelle, elle s'est rendue responsable et est soumise aux lois de l'impôt sur le revenu. Toute personne qui s'est rendue responsable doit tenir des registres et faire une déclaration ou un rapport. [Sec. 26 U.S.C. 6001, 6011 et l'exception prévue aux alinéas 6012 (a) (A) et (C)]. Le redevable peut soit payer volontairement maintenant, soit payer plus tard, plus toutes les pénalités. Cela pourrait s'appeler "le choix du coupable". Il est à noter qu'il est absolument ridicule pour un NON-CONTRIBUABLE D'UTILISER LE DROIT DU 5^{ÈME} AMENDEMENT DE NE PAS TÉMOIGNER CONTRE LUI-MÊME, DANS L'ESPOIR DE PROUVER QU'IL N'EST PAS OBLIGÉ DE FAIRE UN DÉPÔT DE MANIÈRE À ÉLIMINER LA POURSUITE PÉNALE. La machine civile continuera de fonctionner et il subira toutes les conséquences des sanctions civiles pour dépôt tardif, défaut de fournir des informations, privilèges, prélèvements, etc., le tout COMME S'IL EST assujetti à l'impôt. SI VOUS N'ÊTES PAS ASSUJETTI À L'IMPÔT, LA SEULE QUESTION EST SIMPLEMENT QUE: VOUS N'ÊTES PAS ASSUJETTI À L'IMPÔT.

SI VOUS N'ÊTES PAS ASSUJETTI À L'IMPÔT, VOUS N'ÊTES *PAS* OBLIGÉ DE DÉPOSER QUOI QUE CE SOIT! *! *! Alors, ne ratez pas votre opportunité d'une

acceptation claire de vos droits. Ne déposez pas les formulaires de culpabilité sauf si vous voulez perdre la partie.

Un autre argument frivole pour un non-contribuable est le suivant: "J'ai rempli "exempté" sur mon formulaire W-4 et mon employeur ne l'a pas honoré". LE W-4 S'APPLIQUE UNIQUEMENT AUX "CONTRIBUABLES" TELS QUE DÉFINIS. N'UTILISEZ AUCUN DE CES TERMES:

"EXEMPTÉ" ET/OU "IMMUNISÉ". Ces termes ne sont tout simplement pas assez bons.

Par exemple, vous êtes sujet au SIDA. Vous recevez un vaccin contre le SIDA pour que vous puissiez devenir immunisé ou en être exempté. Vous n'êtes pas sujet à la maladie "Willow Bark", vous n'avez donc pas besoin d'acquérir d'immunité ou d'exemption. UN NON-CONTRIBUABLE N'EST SIMPLEMENT ET CLAIREMENT PAS SOUMIS À UN IMPÔT SUR LE REVENU ET N'A PAS BESOIN D'ACQUÉRIR UNE IMMUNITÉ OU UNE EXEMPTION. LE FORMULAIRE W-4 SIMPLEMENT NE S'APPLIQUE PAS À CELUI QUI N'EST PAS SOUMIS À L'IMPÔT.

NON ASSUJETTI À

LA PHRASE CORRECTE DANS UN TEL CAS EST "NON ASSUJETTI À" ET LA QUESTION DOIT ÊTRE POURSUIVIE SUR CETTE BASE.

Certes, les personnes qui ont fourni des formulaires exemptés W-4 avaient l'intention de s'en servir pour informer l'employeur qu'elles n'étaient pas assujetties à l'impôt, mais ces formulaires étaient inutiles et l'employeur devrait savoir qu'ils sont applicables uniquement à ceux qui sont employés pour exercer des activités imposables. Avant que l'employeur décide d'envoyer un formulaire W-4 aux organismes fiscaux, et avant de décider de la retenue d'argent COMME S'IL S'AGISSAIT D'IMPÔTS, il devrait être absolument certain que l'employé exerce une activité à revenu imposable et à cause de cette activité est soumis à un impôt sur le revenu. L'ignorance de la loi ne constitue pas une excuse pour l'employeur et nous le vérifierons plus en détail ultérieurement.

EXERCER VOTRE DROIT DONNÉ PAR DIEU

Si vous exercez simplement le droit d'exister que Dieu vous a conféré en engageant votre travail contre une rétribution légale en exerçant des activités licites, innocentes et inoffensives, vous n'avez créé aucune responsabilité envers qui que ce soit. Vous n'êtes simplement pas tenu de restituer à la société, ou à qui que ce soit d'autre, sous la forme d'un impôt de quelque nature que ce soit.

La communauté patriote semble être remplie d'arguments frivoles. C'est certainement qu'ils ne comprennent pas clairement ce qu'ils tentent d'accomplir. Quatre des arguments frivoles les plus importants et les plus criants sont ceux énumérés ci-dessus. Il y a plusieurs autres que nous aborderons plus tard, mais nous ne pouvons nullement les énumérer tous, et de plus, VOUS N'AVEZ MÊME PAS BESOIN D'ENCOMBRER VOS ESPRITS AVEC DES DISTRACTIONS INAPPROPRIÉES.

Vous rappelez-vous cette étiquette sur la porte d'entrée de l'Internal Revenue Code? "CONTRIBUABLE"! Si vous n'avez pas la qualité de "contribuable" au sens de la définition donnée, il semble totalement idiot de discuter avec quiconque de ce que le code dit que vous pouvez ou ne pouvez pas faire. Le code ne s'applique tout simplement pas à vous. Avez-vous déjà discuté avec votre patron ou avec le service de paie de ce que l'Internal Revenue Code (Code de l'Impôt sur le Revenu) dit que vous pouvez ou ne pouvez pas faire, alors que vous êtes seulement engagé dans un travail légal, innocent et inoffensif? Ainsi soit-il.

Avez-vous jugé bon de présenter devant la cour des arguments sur ce que l'Internal Revenue Code dit que vous pouvez ou ne pouvez pas faire? Vous êtes-vous présenté COMME SI vous étiez un "contribuable" au sens de la loi? Sic, sic -- si vous n'avez pas la qualité de "contribuable", l'ensemble de l'Internal Revenue Code et la multitude des règles et règlements édictés en vertu de ce code s'applique à certaines autres personnes, mais pas à vous, mes amis, pourquoi les traiteriez-vous comme si c'est le cas?

Si un individu a contracté légalement son travail et si, par un tel contrat, il s'est légalement engagé dans des activités innocentes et inoffensives, il n'a créé aucune obligation pour laquelle il serait tenu de faire quelque forme de restitution que ce soit.

Par conséquent, les exemptions ne s'appliquent pas, les formulaires W-4 ne s'appliquent pas, les formulaires 1040 ne s'appliquent pas et toutes les autres lois, règles et réglementations volumineuses de la législation fiscale, y compris les pénalités, NE S'APPLIQUENT PAS à un individu qui ne s'est pas engagé dans un événement ou une

activité à revenu imposable! Il est "hors du champ d'application" des lois fiscales! IL EST UN NON-CONTRIBUABLE!

Dharma, je pense qu'avant de poursuivre la discussion sur les formulaires W-4 et sur ce qu'il faut faire à leur propos, il est probablement préférable de mieux comprendre

Impôts "Direct" vs. "Indirect" et le 16^{ème} Amendement. Nous nous efforcerons de structurer le tout en format logique pour améliorer la compréhension du sujet dans une séquence logique. Seules une ou deux personnes ont poursuivi ce sujet dans la clarté de la compréhension du tout. Si vous êtes pris au piège d'utiliser des "arguments" fondés sur "contribuable" vs. "non-contribuable", vous avez perdu la moitié de votre force. Vous devez désormais poursuivre votre objectif comme le stipule votre propre statut -- NON-CONTRIBUABLE -- et ne permettre aucun "discours" sur "contribuable", à moins que vous ayez véritablement commis des activités corrompues, illégales, coupables et préjudiciables. Pour le reste de ce Journal, l'hypothèse sera que vous êtes réellement un NON-CONTRIBUABLE.

Permetts-nous un répit s'il te plaît et nous continuerons avec le sujet des impôts/taxes susmentionné à notre retour. Essayons de faire à peu près un chapitre supplémentaire ce jour. Il sera si avantageux que ce Journal soit prêt à être publié, au moins, d'ici la réunion de Juillet. Je te remercie.

Hatonn en standby.

CHAPITRE 4

ENREG. N° 2 HATONN

LUNDI, 18 JUIN, 1990; 12HI5. L'AN 3, JOUR 306.

IMPÔTS INDIRECTS VS. IMPÔTS DIRECTS/16^{IÈME} AMENDEMENT

Le soi-disant "impôt sur le revenu" est l'un des plus grands problèmes auxquels l'Amérique est confrontée aujourd'hui. Pourtant, la plupart des Américains n'ont même pas une compréhension élémentaire des principes constitutionnels de la fiscalité et s'interrogent au sujet de faire des choses illégales qu'ils ont été instruits à faire par ceux qui perpétuent des critères inconstitutionnels, et par conséquent illégaux, sur eux. La plupart sont incapables de définir un impôt direct ou indirect et ne comprennent pas l'importance de faire une distinction entre les deux catégories. Cela est impératif pour la préservation de vos libertés, et en effet, il est vital pour la survie même de votre nation d'individus "libres".

En échouant dans leur enseignement des faits, les écoles publiques ont contribué à garder les Américains, travaillant dur, dans l'ignorance totale des principes constitutionnels fondamentaux en matière de fiscalité et de droits civils. Vous pouvez maintenant voir pourquoi! Au fur et à mesure que ces nouvelles parviendront à l'esprit de la masse des citoyens, vous insisterez sur la perception des recettes de manière légale, l'équilibre du budget par des moyens légaux et l'obligation de vos représentants à répondre de leur odieux comportement au Congrès. Vous pouvez aussi voir que c'est seulement par la "vérité" que vous pouvez agir pour vous rendre "libres".

La plupart des Américains ont voté pour le candidat à la présidence qui avait promis de "réduire les taux du soi-disant impôt sur le revenu". Rappelez-vous que vous avez lu sur ses lèvres et elles ont dit "plus de nouvelles taxes", etc. ad nauseam? Eh bien, vous étiez plus lents que la main et les yeux -- il va simplement vous taper dessus avec de vieux impôts qui sont déjà illégaux depuis le début.

Vous pouvez également le savoir -- si vous arrêtez ce comportement illégal -- ils ont déjà un contrôle de suivi "d'urgence". La déclaration de l'état d'urgence sera la prochaine étape et, bien sûr, une guerre dans laquelle toutes sortes de mandats "d'urgence" pourront être déversés sur vos têtes -- SI VOUS LE PERMETTEZ! SI VOUS COMME UN PEUPLE EXIGEZ QUE LES LOIS DE VOTRE CONSTITUTION SOIENT SUIVIES TELLES QU'ÉCRITES, CELA EXIGERA AUSSI QUE LE PRÉSIDENT ARRÊTE SES ACTIONS ORIENTÉES ET PROFILÉES

DICTATORIALES. TOUS CES POUVOIRS DICTATORIAUX ACTUELLEMENT "ASSUMÉS" SONT ÉCRITS DANS CETTE "NOUVELLE CONSTITUTION" QU'ILS "ASSUMENT" SUR VOUS DÉJÀ. CELA DÉPEND VRAIMENT DE VOUS LE PEUPLE CE QUE CE SERA.

Il peut être présumé sans risque que les gens en ont assez de se faire prendre une grosse partie de leurs salaires, même avec ce qu'ils considèrent comme une imposition légale.

Cette information peut choquer les gens -- je l'espère sincèrement -- au maximum, comme le diraient les jeunes. Au moins maintenant, vous saurez que ce qui a été retenu sur le salaire qu'ils gagnaient d'un travail licite, innocent et inoffensif n'était pas un impôt; mais au contraire, leur argent (biens) durement gagné a été extorqué sous le simulacre, le prétexte et le subterfuge de "retenue d'impôts". Ils découvriront également que comprendre la différence entre les impôts directs et indirects n'est pas vraiment compliqué, et en ceci essayeront de présenter le problème dans un format compréhensible. Si vous "l'avez déjà", soyez patients car TOUS ne le comprennent pas encore suffisamment et vous pouvez faire preuve de patience avec votre camarade d'étude. Si vous connaissiez tous déjà cette documentation, vous ne seriez pas allés aussi loin dans ce Journal, en tout cas. En outre, si vous "supposez" que vous savez tout et vous continuez de commettre des erreurs, s'il vous plaît, n'écrivez pas de menaces ni de contradictions à ce scribe. Vous, le peuple, ne serez pas dans le pétrin où vous vous trouvez si vous aviez simplement pris le temps d'avoir connaissance de ce que vous faites.

La capitation et les impôts sur les biens sont des impôts directs; les impôts prélevés sur les activités ou les événements à revenu imposable sont indirects. Ces impôts indirects comprennent les droits de douane, les taxes et les accises. En examinant attentivement les affaires fiscales et les lois fiscales, vous constaterez que des impôts indirects sont toujours prélevés sur une activité imposable à des fins fiscales.

Même dans de tels cas de taxes d'accise sur les produits du tabac et de l'alcool, une activité ou un événement est toujours impliqué. Ces taxes sont perçues sur les produits fabriqués, importés ou distillés. Comme vous pouvez le constater, une activité ou un événement est toujours associé aux impôts indirects. Il convient également de noter que les termes "activité", "événement", "occasion" et "incident" sont utilisés de manière interchangeable en ce qui concerne les impôts indirects. Cela vous aidera et vous fera gagner du temps car ces termes apparaissent de temps en temps.

La Cour Suprême des États-Unis a estimé qu'un "impôt sur le revenu" constitue un impôt indirect sous forme d'accise, et a également jugé qu'un impôt sur la survenance

d'un événement (activité) est un impôt indirect. Il faut préciser que l'on ne comprendra jamais vraiment les décisions de justice ou les lois fiscales tant que l'on ne comprend pas que les taxes directes sont des capitations et des impôts/taxes sur les biens, et que les impôts/taxes indirects s'appliquent toujours à des activités ou événements imposables à des fins fiscales. LES IMPÔTS INDIRECTS NE SONT JAMAIS APPLIQUÉS SUR LA PROPRIÉTÉ.

C'est donc la simplicité même en action. Pourquoi alors, existe-t-il une telle confusion en ce qui concerne les "impôts sur le revenu"? Une partie au moins de cette confusion provient d'un manque de connaissance des principes constitutionnels fondamentaux en matière de fiscalité et de droits civils, ainsi que d'une interprétation erronée (interprétation erronée de la loi) du 16^{ème} Amendement.

Par conséquent, ce problème sera abordé dans le cadre des clauses d'imposition de la Constitution initiale et de l'interprétation appropriée du 16^{ème} Amendement.

Eisner vs. Macomber, 252 U.S. 189, page 205 (1920): "Le Seizième Amendement doit être interprété en relation avec les clauses d'imposition/taxation de la Constitution initiale et l'effet qui leur a été attribué avant l'adoption de cet Amendement". Par conséquent, examinons d'abord les clauses d'imposition/taxation de la Constitution initiale. L'article I, paragraphe 2, clause 3:

"Les représentants et les impôts directs seront répartis entre les différents États qui peuvent être inclus dans cette Union, en fonction de leur effectif respectif, lequel est déterminé en additionnant le nombre total de personnes libres, y compris celles qui sont liées au service militaire pour un certain nombre d'années et à l'exclusion des Indiens non imposés, les trois cinquièmes des autres personnes".

"Le Congrès aura le pouvoir de lever et de percevoir des impôts, droits, taxes et accises, de payer les dettes et d'assurer la défense commune et le bien-être général des États-Unis; toutefois, tous les droits (douane), impositions et accises seront uniformes dans l'ensemble des États-Unis. "Article I, paragraphe 8, clause 1

"AUCUNE CAPITATION OU AUTRE IMPÔT DIRECT NE SERA ÉTABLI SAUF EN PROPORTION DU RECENSEMENT OU DU DÉNOMBREMENT CI-DESSUS ORDONNÉ". Article I, paragraphe 9, clause 4

Conformément à la Constitution initiale, tous les impôts directs doivent être répartis et tous les impôts indirects, y compris les droits, taxes et accises, doivent être uniformes.

Puis, en 1913, est arrivé le 16^{ème} Amendement qui se lit comme suit:

"Le Congrès aura le pouvoir de lever et de percevoir des impôts sur les revenus, quelle que soit leur source, sans répartition entre les divers États, et sans égard à aucun recensement ou dénombrement".

Alors, qu'est-ce que cela pourrait signifier? On vous posera certaines des mêmes questions concernant le 16^{ème} Amendement qui ont été présentées devant la Cour Suprême des États-Unis en 1915 et 1916 -- toujours valables.

1. Le 16^{ème} Amendement entraîne-t-il un conflit irréconciliable entre une partie de la Constitution et d'autres?
2. Le 16^{ème} Amendement considère-t-il un impôt sur le revenu comme un impôt direct?
3. Le 16^{ème} Amendement autorise-t-il un nouveau type de taxe?
4. Le 16^{ème} Amendement donne-t-il au Congrès un nouveau pouvoir de taxation?
5. Le 16^{ème} Amendement conteste-t-il ou répudie-t-il la décision rendue dans l'Affaire Pollock de 1895? et,
6. Quel était le but du 16^{ème} Amendement?
7. Maintenant, voici la bizarre! Le 16^{ème} Amendement abroge-t-il une partie de la Constitution initiale? Celle-ci n'était pas devant la cour, mais nous allons certainement y répondre.

Celles-ci, à l'exception du numéro 7, faisaient partie des questions soumises à la Cour Suprême des États-Unis en 1916. Non, il n'a pas fallu longtemps pour que ces choses deviennent controversées, mais grâce à un bombardement médiatique et à de fausses informations, vous avez tout simplement été enterrés dans l'oubli des faits.

Deux affaires marquantes; notamment *Brushaber vs. Union Pacific R.R. Co.*, 240 U.S. 1 et *Stanton vs. Baltic Mining Co.*, 240 U.S. 103. Il est très intéressant de noter que ces deux affaires ont été débattues les 14, 15 Octobre 1915 mais non tranchées jusqu'en 1916. Il est en outre important de noter que l'affaire *Brushaber* est le cas le plus invoqué par l'IRS pour démontrer que "l'impôt sur le revenu" et le 16^{ème} Amendement sont constitutionnels. Il semble seulement juste d'utiliser la même affaire pour prouver qu'il n'est pas constitutionnel.

Eh bien, en fait, ils ont tout à fait raison, car les "impôts sur le revenu" avaient été imposés bien avant le 16^{ème} Amendement (et oui, les Rothschild et les Rockefeller étaient déjà dans le swing de l'Ordre Mondial). En outre, même si le 16^{ème}

Amendement avait été dûment ratifié, il ne modifiait pas la "loi fondamentale établie", ni la nature d'un "impôt sur le revenu", qui est celui d'un droit d'accise. Comme nous vous le montrerons, le 16^{ème} Amendement est simplement une reformulation de la législation fiscale générale et permanente des États-Unis en ce qui concerne les "impôts sur le revenu". En décidant de sa constitutionnalité, la cour a soigneusement examiné le libellé de ce nouvel amendement.

REVUE DES QUESTIONS CI-DESSUS

Examinons les questions ci-dessus. Les réponses viendront de la Cour Suprême des États-Unis.

1. Le 16^{ème} Amendement a-t-il amené une partie de la Constitution dans un conflit irréconciliable avec d'autres parties?

Ce numéro est particulièrement amusant à lire car il nous permet de présenter un quiz plutôt intéressant. Après avoir lu les clauses d'imposition de la Constitution initiale, vous apprenez que tous les impôts directs doivent être répartis entre les États en fonction de leur population et que tous les impôts indirects (qui comprennent les droits de douane, taxes et accises) doivent être uniformes dans tous les États-Unis. Vous savez également que le 16^{ème} Amendement se lit comme suit:

"Le Congrès aura le pouvoir de lever et de percevoir des impôts sur les revenus, quelle que soit leur source, sans répartition entre les divers États, et sans égard à aucun recensement ou dénombrement".

En regardant en arrière et en observant les avertissements de la Cour Eisner selon lesquels "le Seizième Amendement doit être interprété en relation avec les clauses d'imposition de la Constitution initiale et l'effet qui leur a été attribué avant l'adoption de l'amendement", vous êtes maintenant prêts à répondre au quiz.

Quelle catégorie d'impôt (direct ou indirect) peut être levée "sur les revenus, quelle que soit leur source, sans répartition entre les divers États, sans tenir compte du recensement ou du dénombrement" et toujours sans entrer en conflit inconciliable avec les autres parties de la Constitution?

S'il s'agissait d'un impôt direct sur les revenus (argent ou autres formes de propriété), il entrerait certainement en conflit inconciliable avec l'Article I, paragraphe 2, clause 3, et également l'Article I, paragraphe 9, clause 4, qui imposent que tous les impôts directs soient répartis entre les États selon le recensement ou le dénombrement.

Cependant, s'il s'agissait d'un impôt indirect, il n'y aurait pas de conflit avec une autre clause fiscale de la Constitution. En d'autres termes, mes amis, à condition de comprendre les clauses d'imposition de la Constitution initiale, il va sans dire que la seule catégorie d'impôts pouvant être imposée sans répartition, et sans tenir compte de tout recensement ou dénombrement, est un impôt indirect. C'est le langage "sans répartition" qui limite le 16^{ème} Amendement à la classe des impôts indirects.

Comme nous l'avons déjà vu, un impôt indirect est "un impôt sur la réalisation d'un événement (activité), par opposition à ses fruits tangibles". Par conséquent, tout impôt en vertu du 16^{ème} Amendement n'est pas un impôt direct sur le revenu (en tant que propriété), mais plutôt un impôt sur toute activité à revenu imposable et le montant du revenu est simplement utilisé pour mesurer le montant de l'impôt sur l'activité à revenu imposable.

On peut donc supposer, en droit, que les personnes impliquées dans la collecte des impôts (aussi bien dans les agences de taxation que les employeurs) comprennent parfaitement les clauses d'imposition de la Constitution Américaine. L'IRS comprend parfaitement que tous les "impôts sur le revenu" doivent être uniformes dans tous les États-Unis. On peut aussi supposer qu'ils savent que les "impôts sur le revenu" sont des impôts indirects qui sont prélevés sur des événements ou activités imposables.

Voyons à nouveau comment la Cour Suprême des États-Unis a traité la question là-bas en 1916 (toujours valable). Frank Brushaber, dans l'Affaire Brushaber, a presque présenté plus d'affirmations erronées que la Cour Suprême des États-Unis ne pouvait en traiter. Il est à noter qu'il sera beaucoup plus facile de lire et d'étudier l'Affaire Brushaber une fois que vous comprendrez que la cour passe beaucoup de temps à paraphraser les nombreuses affirmations, hypothèses, conclusions, etc. erronées de Mr. Brushaber. En tout état de cause, voici ce que la cour a dit:

"Les différentes propositions sont si mélangées qu'il est difficile de les classer. Nous estimons toutefois que la confusion n'est pas inhérente, mais découle de la conclusion selon laquelle le Seizième Amendement prévoit un pouvoir d'imposition/taxation, c'est-à-dire le pouvoir de percevoir un impôt sur le revenu qui, même s'il est direct, ne devrait pas être soumis à la réglementation de répartition applicable à tous les autres impôts directs. L'effet profond de cette hypothèse erronée sera explicite en généralisant les nombreuses affirmations avancées en arguments à son appui comme suit: (a) L'Amendement n'autorise qu'un caractère particulier d'impôt direct sans répartition, et donc si un impôt/taxe est perçu sous son autorité assumée qui ne partage pas les caractéristiques exigées par l'amendement, il n'est pas considéré comme un impôt direct au sens constitutionnel général car non réparti". Brushaber vs. Union Pacific R.R. Co., 240 U.S. 1, p. 10-11.

La cour s'attaque ensuite à ces hypothèses erronées, propositions et affirmations en continuant:

"Mais il en résulte clairement que les propositions et les affirmations qui la soutendent, si acceptées, provoqueraient la destruction d'une disposition de la constitution par une autre; c'est-à-dire qu'elles auraient pour conséquence que les dispositions de l'Amendement exonérant de toute répartition un impôt direct entreraient dans un conflit inconciliable avec l'exigence générale que tous les impôts directs soient répartis. En outre, l'impôt autorisé par l'Amendement, étant direct, ne serait pas soumis à la règle d'uniformité applicable en vertu de la Constitution aux impôts autres que les impôts directs, de sorte que l'Amendement aurait pour effet d'autoriser un impôt direct particulier non soumis à la répartition ni à la règle de l'uniformité géographique, donnant ainsi le pouvoir de lever dans un État ou des États un impôt différent de celui qui était perçu dans un ou d'autres États. Le résultat au lieu de simplifier la situation et de clarifier la limitation du pouvoir de taxation, que, de toute évidence, l'Amendement devait avoir été destinée à accomplir, créerait des changements radicaux et destructeurs dans notre système constitutionnel et multiplierait la confusion", pages 11-12.

"Par conséquent, dans un autre libellé, la cour a déclaré que, SI l'impôt autorisé par le 16^{ème} Amendement était considéré comme un impôt direct, comme l'avait supposé par erreur Brushaber, une disposition de la Constitution en serait détruite par une autre; ce qui met une partie de la Constitution en conflit inconciliable avec l'exigence générale de répartition de tous les impôts directs. Évidemment, cela ne pouvait pas être permis. SI le 16^{ème} Amendement était dans un conflit inconciliable avec d'autres parties de la Constitution, il aurait été déclaré inconstitutionnel".

Donc, la réponse à la question numéro un est NON.

Bien que la cour ait démontré que le 16^{ème} Amendement devait évidemment avoir pour objectif de simplifier la situation et de préciser les limites des pouvoirs d'imposition, et non de créer des changements radicaux et destructeurs dans votre système constitutionnel, ni de multiplier les confusions, *les fausses déclarations et l'application inconstitutionnelle des lois fiscales par ceux qui sont censés en savoir plus sur le droit sont en train de créer certainement beaucoup de confusion et violent les droits des individus.*

Maintenant, pour la question numéro deux et vous verrez plus loin, la réponse à cette question va également dans le sens de la première question.

2. Le 16^{ième} Amendement considère-t-il un impôt sur le revenu comme un impôt direct?

Regardons encore Brushaber, précité, page 18:

"L'argument selon lequel l'amendement considère un impôt sur le revenu comme un impôt direct bien qu'il soit exempt de la répartition et qu'il n'est donc nécessairement pas soumis à la règle de l'uniformité dans la mesure où cette règle ne s'applique qu'aux impôts qui ne sont pas directs, détruisant ainsi les deux grandes classifications qui ont été reconnues et appliquées dès le début, est également totalement sans fondement... ". Plus loin,

"La conclusion tirée dans l'Affaire Pollock n'impliquait en aucune manière de conclure que les impôts sur le revenu entraient nécessairement et génériquement dans la catégorie des impôts directs sur les biens, mais AU CONTRAIRE reconnaissait le FAIT que l'imposition du revenu était en soi un droit D'ACCISE autorisé à être appliqué en tant que tel..." Brushaber, précité, pages 16-17.

Alors avancez avec nous sur cette deuxième question dans l'Affaire Stanton; Stanton vs. Baltic Mining Co., 240 U.S. 103, p. 112 (1916):

"Le Seizième Amendement n'a conféré AUCUN NOUVEAU POUVOIR en matière d'imposition, mais a simplement interdit que le précédent pouvoir complet et absolu d'imposition du revenu que possédait le Congrès DEPUIS LE DÉBUT soit retiré de la catégorie des impôts indirects à laquelle il appartenait intrinsèquement..."

La réponse à la question numéro deux doit donc également être NON! Ensuite, nous passons simplement à la question suivante, qui répond également de manière plus substantielle au numéro deux, et recevra également une réponse négative.

3. Le 16^{ième} Amendement autorise-t-il un nouveau type d'impôt/taxe?

Non. Le Congrès possédait le pouvoir complet et absolu d'imposition des revenus depuis le début de votre Constitution Américaine, le 17 Septembre 1787.

4. Le 16^{ième} Amendement donne-t-il au Congrès un nouveau pouvoir de taxation/imposition?

Non. Comme l'a dit clairement la Cour Suprême des États-Unis dans l'Affaire Stanton.

5. Le 16^{ième} Amendement conteste-t-il ou répudie-t-il la décision dans l'Affaire Pollock de 1895?

Non. L'Affaire Pollock de 1895 sera examinée plus en détail ultérieurement. Cependant, pour l'instant, il faut souligner qu'aujourd'hui, beaucoup de gens croient à

tort que dans cette Affaire, la Cour Suprême des États-Unis a estimé que les "impôts sur le revenu" faisaient partie de la catégorie des impôts directs qui devaient être répartis selon la Constitution. Leur confusion est multipliée lorsqu'ils non seulement concluent à tort que le 16^{ème} Amendement a contesté et répudié la décision rendue dans l'Affaire Pollock, mais ils concluent également à tort que cet Amendement a supprimé la nécessité de la répartition pour un type particulier d'impôt direct. Rien ne pourrait être plus éloigné de la vérité. Dans l'Affaire Brushaber, la Cour Suprême des États-Unis a déclaré: "*L'Amendement ne contient rien qui répudie ou conteste la décision rendue dans l'Affaire Pollock ...*" Brushaber, précité, page 19.

Pour montrer que la Cour Pollock (1895) avait reconnu que les "impôts sur le revenu" étaient en réalité des impôts indirects, la Cour Brushaber (1916) a déclaré: "*La conclusion de l'Affaire Pollock n'impliquait nullement de retenir que les impôts sur le revenu rentrent génériquement et nécessairement dans la catégorie des impôts directs sur les biens, mais au CONTRAIRE a reconnu le fait que l'imposition du revenu était en soi un droit D'ACCISE pouvant être appliqué en tant que tel...*"

Maintenant, je vais prendre le quiz en désordre et répondre à la question numéro sept avant le numéro six car l'ordre sera plus raisonnable dans sa compréhension.

Prenons une pause et ensuite nous poursuivrons avec le numéro 7 lors de notre prochain écrit.

CHAPITRE 5

ENREG. N° 3 HATONN

LUNDI, 18 JUIN, 1990; 17H20. L'AN 3, JOUR 306.

ABROGATION?

7. Le 16^{ième} Amendement a-t-il abrogé une partie de la Constitution initiale?

Vous devez prendre en considération un autre exemple de situation dans laquelle un Amendement a été abrogé pour permettre une comparaison relative. Nous examinerons le 18^{ième} Amendement et son abrogation ultérieure.

Le 18^{ième} Amendement interdit la fabrication, la vente, le transport, l'importation et l'exportation de boissons enivrantes et il a été ratifié le 16 Janvier 1919. Parce que c'était une chose audacieuse à faire à l'époque, il s'en est suivi probablement que plus de gens ont commencé à boire des boissons alcoolisées qu'ils ne le feraient si le 18^{ième} Amendement n'avait jamais existé car c'est la nature du comportement humain. En tout état de cause, il a créé de nombreux problèmes et n'était pas un amendement populaire par la suite. Là encore, les gens pensent qu'ils vont résoudre leurs problèmes sans aucune idée de ce qu'ils font. Par conséquent, ceux qui désirent ardemment que quelque chose se produise s'assurent que cela se passe pendant que le reste, les parties non intéressées, attendent et rêvent. Ainsi, le 5 Décembre 1933, le 21^{ième} Amendement a abrogé le 18^{ième} Amendement.

Maintenant, ceci est extrêmement important, donc veuillez prêter une attention particulière car vous devez obtenir une vérité valable concernant le non-sens autour du 16^{ième} Amendement.

Voici le libellé du Paragraphe 1 du 21^{ième} Amendement:

"Le dix-huitième article d'amendement de la constitution des États-Unis EST PAR LA PRÉSENTE ABROGÉ".

Dans tous les amendements à votre Constitution, voyez-vous quelque chose de similaire concernant le 16^{ième} Amendement? Bien sûr que non -- en fait, vous pouvez voir clairement qu'il n'y a AUCUNE formulation dans le 16^{ième} Amendement pour indiquer que quelque chose est abrogé, ni dans aucun amendement suivant.

Le 16^{ième} Amendement stipule clairement et succinctement:

"Le Congrès aura le pouvoir de lever et de percevoir des impôts sur les revenus, quelle que soit leur source, sans aucune répartition entre les divers États, et sans considération de recensement ou de dénombrement".

Le 16^{ième} Amendement n'a non plus abrogé aucune partie de la Constitution Américaine, mais il s'agit plutôt d'une reformulation et d'une clarification des lois fiscales générales et permanentes des États-Unis en ce qui concerne "l'impôt sur le revenu".

Cela nous amène donc à votre sixième et peut-être la plus importante des questions.

6. Quel était le but du 16^{ième} Amendement?

Là encore, la Cour Suprême des États-Unis répond. Notez attentivement les mots et expressions utilisés par la cour, tels que interdit, prohibait, maintenant les limitations, harmonisant leurs opérations, empêchait, prévention, clarifiant et simplifiant la situation.

L'utilisation de ces termes par la cour va dans le sens de l'affirmation selon laquelle le 16^{ième} Amendement est une reformulation et une clarification des lois générales et permanentes des États-Unis en ce qui concerne les "impôts sur le revenu".

Ayant démontré ce que seraient les conséquences désastreuses sur la Constitution Américaine, si les propositions et affirmations erronées de Mr. Brushaber avaient été acceptées, la Cour Suprême des États-Unis a déclaré:

"Ce résultat, au lieu de simplifier la situation et de préciser les limitations du pouvoir d'imposition/taxation, lequel objectif il était évident que l'Amendement devait accomplir, créerait des changements radicaux et destructeurs dans notre système constitutionnel et multiplierait la confusion".

Après avoir paraphrasé un peu plus les affirmations erronées de Mr. Brushaber, la Cour Suprême Américaine a poursuivi:

"En effet, d'un autre point de vue, l'Amendement démontre qu'un tel objectif n'était pas voulu et montre au contraire qu'il a été dessiné dans le but de maintenir les limitations de la Constitution et d'harmoniser leur opération".

Ensuite, dans l'Affaire Stanton, la Cour Suprême des États-Unis a déclaré:

"Le Seizième Amendement ne conférait AUCUN NOUVEAU POUVOIR en matière d'imposition, mais interdisait simplement que le précédent pouvoir complet et absolu d'imposition des revenus que possédait le Congrès DEPUIS LE DÉBUT soit retiré de la catégorie des impôts indirects à laquelle il appartenait intrinsèquement..."

La Cour Suprême des États-Unis a déclaré que le 16^{ième} Amendement devait manifestement viser à simplifier la situation et à préciser les limites du pouvoir de taxation. La cour a également déclaré que le 16^{ième} Amendement avait été rédigé dans le but de maintenir les limites de la Constitution et d'harmoniser leurs opérations. La cour a en outre déclaré que le 16^{ième} Amendement interdisait simplement que le pouvoir complet et absolu d'imposition des revenus déjà acquis par le Congrès DEPUIS LE DÉBUT soit retiré de la catégorie des impôts indirects à laquelle il appartenait intrinsèquement.

Un amendement à la Constitution était-il vraiment nécessaire simplement pour clarifier et maintenir les limites du pouvoir d'imposition conféré au gouvernement fédéral dans la Constitution initiale? Quel était le problème? Qui a été empêché de retirer le pouvoir d'imposition sur le revenu, que le Congrès avait toujours dès le début, de la catégorie d'imposition indirecte à laquelle il appartenait intrinsèquement? Est-ce que quelqu'un avait déjà fait ça? Si oui, pourquoi?

Puisqu'il est UN FAIT qu'un impôt sur le revenu appartient par nature à la catégorie d'un impôt indirect qui est un impôt sur les événements ou activités à revenu imposable, comment aurait-il pu être retiré de sa catégorie appropriée? Après tout, les impôts indirects sont la seule catégorie d'impôts qui puisse être mise en place sans répartition entre les divers États et sans tenir compte du recensement ou du dénombrement. Peut-être qu'il y a une autre raison pour le 16^{ième} Amendement.

Enquêtons sur d'autres déclarations de la Cour Suprême des États-Unis dans l'Affaire Brushaber concernant l'Affaire Pollock. Celles-ci n'expliqueront pas, mais auront tendance à révéler, ce qu'est sans doute l'objectif principal pour lequel le 16^{ième} Amendement a été adopté; c'est-à-dire qu'il a été "établi dans le but de supprimer à l'avenir le principe sur lequel l'Affaire Pollock a été tranchée", et d'interdire "l'application à de tels impôts/taxes de la règle appliquée dans l'Affaire Pollock".

"L'Amendement a été rédigé dans le but de supprimer à l'avenir le principe sur lequel l'Affaire Pollock a été tranchée"; et,

"La stipulation de l'Amendement selon lequel tous les impôts sur le revenu ne doivent pas faire l'objet d'une répartition tenant compte des sources d'où peuvent provenir les

revenus imposés, interdit l'application à ces impôts de la règle appliquée dans l'Affaire Pollock..." et pourtant, la Cour Brushaber a déclaré:

"L'Amendement ne contient rien qui répudie ou conteste la décision dans l'Affaire Pollock selon laquelle le mot direct avait une signification plus large puisqu'il englobait également les impôts prélevés directement sur les biens personnels en raison de leur propriété..."

Examinons exactement quel était le principe sur lequel l'Affaire Pollock a été tranchée. Quelle règle a été appliquée dans l'Affaire Pollock? Qu'est-ce que la cour voulait dire quand elle a déclaré que la décision dans l'Affaire était que le mot "direct" avait une signification plus large puisqu'il englobait également les impôts prélevés directement sur les biens personnels en raison de leur propriété? Creusons un peu.

Aujourd'hui, beaucoup de gens croient à tort que la Cour Pollock a jugé qu'un "impôt sur le revenu" est inconstitutionnel. D'autres croient à tort que la Cour a considéré que les "impôts sur le revenu" étaient des impôts directs et que le 16^{ème} Amendement avait supprimé la nécessité d'une répartition, mais la Cour Brushaber a clairement montré qu'il ne s'agissait pas de l'estimation dans l'Affaire Pollock lorsqu'elle déclare clairement:

"La conclusion tirée dans l'Affaire Pollock n'impliquait en aucune manière de conclure que les impôts sur le revenu entraient nécessairement et génériquement dans la catégorie des impôts directs sur les biens, mais au CONTRAIRE reconnaissait le FAIT que l'imposition sur le revenu était par nature un droit d'ACCISE destiné à être exécuté en tant que tel sauf si et jusqu'à ce qu'il soit conclu que son application reviendrait à obtenir le résultat que l'exigence concernant la répartition des impôts directs a été adoptée pour empêcher, auquel cas l'obligation (c'est-à-dire l'obligation de la cour) se présenterait de ne pas tenir compte de la forme et de ne considérer que le fond et soumettre donc l'impôt à la réglementation en matière de répartition qui, autrement, en tant qu'accise ne lui serait pas applicable".

Il devient plus évident que vous aurez besoin de quelques informations de base supplémentaires si vous voulez vraiment comprendre le raisonnement qui sous-tend l'opinion de Brushaber. Par conséquent, régressons quelque peu afin d'obtenir des informations sur l'homme qui a rendu l'avis Brushaber ainsi que des informations sur certains des cas antérieurs qu'il cite. Cela n'aurait-il pas été plus facile et beaucoup moins embrouillé si vous aviez appris tout cela à l'école?

Le Juge en Chef Edward Douglas White a rendu les avis dans l'Affaire Brushaber ET dans l'Affaire Stanton. Il avait été impliqué dans cette question de "l'impôt sur le

revenu" pendant très longtemps. Il était même à la Cour Suprême en 1895 et avait émis un avis dissident quelque peu fervent dans l'Affaire Pollock. Pourtant, il n'a rien à redire sur le FAIT que le pouvoir d'imposition des revenus appartient à la catégorie des impôts indirects, et était tout à fait d'accord sur ce point. Son avis dissident dans la nouvelle audition de Pollock vs. Farmers 'Loan Assn., 158 U.S. 601 se trouve dans les dernières pages du cas documenté, pages 706-715. Edward Douglas White a été nommé Juge en Chef par le Président Taft en 1910 à la suite du décès du Juge en Chef Fuller. Il a été nommé à la Cour Suprême en 1894.

La raison pour laquelle White a exprimé son désaccord dans l'Affaire Pollock était le fait que l'opinion majoritaire de la cour allait perturber ce qu'il considérait comme un point de droit tranché dans la jurisprudence. Les cours ont toujours présumé, à partir de 1796 dans l'Affaire Hylton jusqu'en 1880 avec l'Affaire Springer, qu'une taxe imposée sur les biens personnels ne l'était pas réellement en raison de la propriété, mais plutôt sur son utilisation (activité) ou la consommation d'un produit (activité). Les cours avaient également supposé que si un impôt n'était ni une capitation ni un impôt sur les biens immobiliers, qui étaient des impôts/taxes directs, il devait donc entrer dans la catégorie des impôts indirects. White a également craint que si un impôt sur le revenu de la propriété était considéré comme un impôt direct exigeant une répartition, il serait extrêmement difficile, voire impossible, d'atteindre, par l'imposition, des montants importants de capital investi. Comme toujours, quand il y a une volonté, il y a certainement un moyen -- alors, ne vous inquiétez pas, un moyen a été trouvé, et ce moyen consistait à utiliser des mots spéciaux et intelligents dans les lois fiscales ultérieures et le 16^{ième} Amendement.

Lisons son opinion dissidente dans l'Affaire Pollock. White fait souvent référence à l'Affaire Hylton, qui a établi ce qu'il croyait alors être "l'interprétation judiciaire" depuis près de 100 ans.

L'Affaire Hylton, 1796

"C'était une ordonnance d'Erreur adressé à la Circuit Court du District de Virginie; et au moment du renvoi du dossier, la procédure suivante a été engagée. Une action en recouvrement avait été intentée à May Term,¹ 1795, par le procureur du district, au nom des États-Unis, contre Daniel Hylton, en recouvrement de la peine infligée par l'acte du Congrès du 5 Juin 1794, pour ne pas avoir enregistré et payé les droits sur un certain nombre de voitures, pour le transport de personnes qu'il a gardé pour son

¹ **May Term** est un programme de deux semaines qui a lieu après le trimestre printanier aux États-Unis.

usage. L'accusé a plaidé nil debet, à la suite de quoi la contestation a été engagée, mais les parties, renonçant au droit de procès par jury, ont mutuellement soumis la controverse à la cour dans une affaire qui a déclaré "Que l'Accusé, le 5 Juin 1794, jusqu'au dernier jour de Septembre, avait en propriété, possédait et conservait 125 carrosses pour le transport de personnes, et pas plus: que les carrosses étaient exclusivement réservés pour l'usage privé de l'Accusé, et à ne pas donner en location, ou pour le transport de personnes en location: et que l'Accusé avait reçu une notification en vertu de la loi du Congrès intitulée "Acte établissant des devoirs sur les carrosses (voitures) pour le transport de personnes", mais qu'il a omis et refusé de déclarer lesdits carrosses, et de s'acquitter des droits y afférant, comme dans et par ladite loi, il est requis, alléguant que ladite loi était inconstitutionnelle et nulle. Si la cour a estimé que l'Accusé était tenu de payer l'impôt et l'amende pour ne pas l'avoir fait et pour ne pas avoir déclaré lesdits carrosses, alors un jugement serait rendu pour le Plaignant pour 2000 dollars, moyennant le paiement de 16 dollars, montant des droits et pénalités; sinon, ce jugement sera rendu pour l'Accusé".

Après discussion, la cour a rendu ses avis; mais étant également divisée, l'Accusé, par accord des parties, a avoué son jugement comme fondement de la présente ordonnance d'erreur; qui a été introduite uniquement pour juger de la constitutionnalité de l'impôt". (Comme l'était la première procédure).

"La cour a rendu son avis successivement dans les termes suivants. Chase, Juge. Dans l'affaire susmentionnée, une seule question est soumise à l'avis de cette juridiction; à savoir si la loi du Congrès, du 5 Juin 1794, intitulée "Acte pour imposer des droits sur les carrosses (voitures) pour le transport de personnes" est inconstitutionnelle et nulle"?

Examinons maintenant les avis et s'ils ont rendu ou non un avis judiciaire sur la signification constitutionnelle du mot "direct".

Chase, Juge: "Je suis enclin à penser, mais je ne donne pas un avis judiciaire sur ce sujet, que les impôts directs prévus par la Constitution ne sont que deux, à savoir une capitation ou impôt local, simplement, sans égard à un bien, une profession ou toute autre circonstance; et un impôt foncier. Je doute qu'un impôt établi par une évaluation générale des biens personnels aux États-Unis soit compris dans le terme "impôt direct".

Patterson, Juge: "Je n'ai jamais douté que le principe, je ne dirai pas le seul, les objets, que les rédacteurs de la Constitution considéraient comme relevant de la règle de la répartition étaient une capitation et un impôt foncier".

Iredell, Juge: "Étant donné que tous les impôts directs doivent être répartis, il est évident que la Constitution n'envisageait aucun comme direct mais pouvant être réparti"; et "Peut-être qu'un impôt direct au sens de la Constitution ne peut signifier qu'un impôt sur quelque chose d'inséparablement annexé au sol: une chose capable d'être répartie dans de telles circonstances".

Maintenant, vous arrivez à certaines facettes intéressantes: Trois autres juges siégeaient à la Cour Suprême des États-Unis. Le Juge Wilson avait statué sur l'affaire devant la Circuit Court de la Virginie-Occidentale et avait maintenu ses sentiments en faveur de la constitutionnalité de l'impôt. Ainsi, il a pu voter deux fois sur la question. Son vote à la Cour Suprême des États-Unis en a fait une décision unanime, quelles que soient les actions des deux juges suivant.

Les noms des deux juges devant lesquels l'affaire a été débattue devant la Circuit Court ont été commodément omis des dossiers. C'est drôle comme les dossiers et documents disparaissent encore des dossiers des cours à des taux sans cesse croissants.

Il y avait deux autres juges mais le Juge Cushing avait été indisposé et, n'ayant pas assisté aux débats, avait également refusé de participer et le Juge Ellsworth venait d'être assermenté le matin même et avait refusé de prendre part à cette décision.

La seule question dont la cour était saisie était de savoir si la loi elle-même, telle que rédigée, était inconstitutionnelle. Les juges n'avaient vraiment pas à se prononcer sur la signification constitutionnelle du mot "direct", et en réalité, ils ne l'ont pas fait. Ils ont chacun conclu qu'un droit sur les carrosses entrerait dans la catégorie de droits de douane ou d'accises et ne nécessitait donc pas de répartition. Bon spectacle! Chacun, cependant, est arrivé à sa conclusion par un raisonnement différent. Voyez-vous à quel point vous êtes vraiment vulnérables? À propos, la Nouvelle Constitution est incroyablement plus ambiguë que le document original. Vous n'aurez aucune chance avec toute la corruption des sources de sagesse et de vérité d'aujourd'hui que vous envoyez à Washington et dans les législatures de vos États.

En tout état de cause, le libellé, et non une décision, dans ce cas, étant que les seuls impôts directs prévus par la Constitution étaient des impôts par capitation et des impôts sur l'immobilier, a été repris au fil des ans dans les arguments des différentes affaires fiscales. Il a simplement été supposé que si l'impôt n'était pas une capitation ni un impôt sur les biens immobiliers, il serait donc considéré comme un impôt indirect. Tout comme "ils" supposent que vous ne remarquerez votre emprisonnement qu'après les faits.

Il y avait ensuite l'Affaire Springer vs. US, 102 U.S. 586. Cela ressemblait beaucoup à l'Affaire Hylton; les deux cas affirment qu'un "droit" était un impôt direct et nul parce qu'il n'était pas réparti entre les États conformément à la Constitution. Aucune question n'a été posée à la cour sur le point de savoir si l'impôt s'appliquait réellement à la personne concernée.

Je pense que vous voyez le tableau sans plus de bavardage sur des cas individuels à ce stade. Ils sont tous là pour votre visionnage si vous avez besoin de les citer.

IMPÔTS DIRECTS SUR LES BIENS IMMOBILIERS

Comparé à d'autres formes de taxation, le processus d'évaluation et de recouvrement d'un impôt direct sur l'immobilier nécessite beaucoup moins de registres, ainsi qu'un nombre réduit de personnel administratif; surtout si les évaluations déjà établies dans les registres de l'État sont utilisées. Tout cela se traduit par une réduction des coûts de collecte des impôts pour l'ensemble du pays. En outre, un impôt direct sur l'immobilier est plus "immédiat" que les nombreux impôts indirects "cachés" dans le prix des différents articles de consommation, permettant ainsi au citoyen d'être plus conscient des dépenses publiques.

Comme indiqué précédemment, le Congrès n'a pas imposé un impôt direct depuis la Guerre Civile. Aujourd'hui, beaucoup de gens croient à tort que la "Victory Tax" de 1942 était un impôt direct sur les salaires, mais il ne s'agissait que d'un montant supplémentaire ajouté à ce droit d'accise indirect appelé "impôt sur le revenu", qui n'est appliqué correctement qu'aux événements ou aux activités imposables. En apparence, cela semblait tout à fait légal et serait tenté à nouveau, mes amis, si le besoin se fait sentir -- et "ils" veilleront à ce que le besoin se fasse sentir si vous le permettez.

Si le Congrès avait utilisé son pouvoir d'imposition directe pour payer les factures comme vous avez été d'accord avec, il n'y aurait plus de dette fédérale aujourd'hui. En outre, le Congrès aurait peut-être dépensé plus judicieusement et créé moins de factures chaque année, ou le peuple pourrait avoir élu de nouveaux membres au Congrès. C'est là l'essence même de pas d'imposition/taxation sans représentation et la raison pour laquelle la règle de répartition requise pour tous les impôts directs a été adoptée. VOUS POUVEZ LE FAIRE SI VOUS LE VOULEZ!

Si le gouvernement fédéral imposait des taxes directes sur les biens immobiliers, les détenteurs de biens, bien sûr, souhaiteraient alors que leurs membres du Congrès leur disent où va tout l'argent des impôts. Les membres du Congrès, à leur tour, seraient

obligés d'avoir de très bonnes réponses. Dans la mesure où le coût des impôts directs sur l'immobilier est répercuté sur les locataires, même ceux-ci seraient intéressés par les habitudes de dépense de leurs membres du Congrès. Avec ce type de collecte d'impôts, les individus sont en mesure d'exercer un meilleur contrôle sur les habitudes de dépense de leurs élus au Congrès et ainsi ressortent les raisons pour lesquelles cela N'EST PAS fait de cette façon.

En outre, dans le cadre de ce type de perception fiscale, le propriétaire ne renonce pas à son droit du Quatrième Amendement de confidentialité sur les documents, ni à son droit du Cinquième Amendement de ne pas témoigner contre lui-même sous peine de parjure, comme cela se produit lorsqu'un "contribuable" remplit un formulaire 1040 pour le soi-disant "impôt sur le revenu".

Dharma, la journée de travail a été longue, nous allons donc signer et aborder le sujet des Impôts sur le Revenu des États quand nous nous réunirons le lendemain.

Merci chéla et bonne journée.

Hatonn en standby, s'il te plaît.

CHAPITRE 6

ENREG. N° 2 HATONN

MARDI, 19 JUIN, 1990; 11H13. L'AN 3, JOUR 307.

IMPÔTS DES ÉTATS SUR LE REVENU

Les gens croient que les "impôts sur le revenu" des États appartiennent à la classe des impôts "directs" sur l'argent reçu à titre de revenu. Débarrassons-nous immédiatement de cette hypothèse erronée.

Les impôts sur le revenu des États sont modélisés en partie sur les impôts fédéraux sur le revenu. Ils sont copiés à la fois dans la forme et dans le fond, et sont donc également des impôts indirects, qui s'appliquent aux activités à revenu imposable. Cela semble-t-il répétitif? Bien -- cela montre que vous faisiez attention avant maintenant. Cependant, ces impôts indirects sont également appliqués et imposés COMME SI LA plupart des individus se livraient à des activités ou à des événements à revenu imposable, tout comme le fait le gouvernement fédéral, alors qu'en réalité la plupart des gens exercent simplement leur droit d'exister, conféré par Dieu et garanti par la Constitution, ce qui est une activité qui n'est pas imposable à des fins fiscales. Ho Hum-m-m. S'il vous plaît dites-moi que les formes-pensées prennent forme!

Les systèmes d'enseignement public d'État enseignent aux élèves comment remplir des formulaires fiscaux COMME S'ils allaient tous s'engager dans des activités ou des événements qui ne peuvent être poursuivis en vertu du droit constitutionnel. Les étudiants sont obligés d'obtenir leur diplôme dans l'ignorance et perpétuent le mensonge -- beaucoup deviennent avocats, médecins, marchands et chefs, mais aussi bouchers, boulangers et confiseurs de bougies et tous s'en vont simplement pratiquer le mensonge dont on les a nourris tel que présenté par la conspiration pour détruire la Constitution.

Les étudiants partent sans avoir la moindre idée qu'il existe une différence entre une activité à revenu imposable et le libre exercice du droit constitutionnellement garanti de subvenir à ses propres besoins et d'acquérir des biens (revenu ou autre rétribution).

Pourquoi certains d'entre vous, enseignants et parents audacieux, ne remettent-ils pas à vos jeunes un exemplaire de ces Journaux sur la Constitution et le 16^{ième} Amendement et voient s'ils ne s'illuminent pas comme des ampoules électriques. Vous vendez moins chers vos enfants -- ils connaissent la façade de la société pour ce qu'elle

est -- un mensonge. Pourquoi ne laissez-vous pas vraiment à vos enfants un héritage d'espoir et de liberté; et permettez-leur d'apprendre la vérité et ils cesseront de mettre une attention vulgaire et obscène sur des groupes de drogués et Sataniques et vous ramèneront à la liberté. La jeunesse n'attend que son but; ils refusent de rester plus longtemps de la chair à canon. Montrez-leur le chemin et permettez-leur la vérité et ils agiront dans l'honneur, le respect et l'unité et vous n'aurez pas à vous soucier des brûleurs de drapeau, mes chers amis.

Ils ne sont pas informés du fait qu'ils peuvent légalement engager leurs talents et leurs efforts dans des activités innocentes et inoffensives contre une compensation légale, sans pénalité ni vol des criminels que vous avez envoyés dans vos chambres de gouvernement. Ce n'est pas votre faute si vous aussi étiez dans l'ignorance -- MAIS PAS PLUS! VOUS N'ÊTES PLUS DANS L'IGNORANCE SI VOUS AVEZ LU JUSQU'ICI CE JOURNAL -- VOUS N'AVEZ PLUS D'ÉCHAPPATOIRE HONNÊTE. SI VOUS CHOISISSEZ DE CONTINUER DANS LE MENSONGE, FAITES-Y FACE; C'EST VOTRE CHOIX ET DITES SIMPLEMENT À VOS ENFANTS QUE VOUS AVIEZ PEUR DE POURSUIVRE LA VÉRITÉ. CETTE PERSPECTIVE VOUS FAIT-ELLE APPEL EN TANT QUE PARENTS AFFIRMANT VOULOIR LE MEILLEUR POUR VOS GÉNÉRATIONS FUTURES? VOS GÉNÉRATIONS FUTURES À CE STADE VENDENT DE LA DROGUE POUR ENTERRER LEUR AVENIR CAR ILS SAVENT NATURELLEMENT COMBIEN CELA EST DEVENU MAUVAIS.

Il y a plusieurs façons de démontrer que les impôts sur le revenu des États ne sont pas appliqués comme s'il s'agissait d'impôts directs sur l'argent reçu à titre de revenu. Comparez l'impôt foncier sur les biens immobiliers, qui est un impôt direct, à l'impôt sur le revenu de l'État. Les impôts fonciers sont évalués sur la base de la valeur de la propriété qu'un particulier détient à un moment donné. Peu de gens ont tout l'argent qu'ils gagnent en main à tout moment donné au cours de l'année. Cependant, les impôts sur le revenu sont évalués par le montant de revenu généré au cours d'une année, quelle que soit le montant de ce revenu disponible à une période donnée. Cela démontre haut et fort que l'impôt sur le revenu ne concerne pas l'argent que l'on détient, mais concerne l'activité à revenu imposable et est simplement évalué par rapport au montant du revenu tiré de cette activité au cours d'une année -- par conséquent, l'impôt est constitutionnellement ILLÉGAL.

De plus, considérez que les impôts fonciers sur une maison particulière, par exemple, ont le même montant, que le propriétaire soit célibataire, marié, sans personne à charge ou avec 20 personnes à charge. Si le montant de l'impôt sur les logements similaires était plus élevé pour une personne célibataire sans personne à charge que pour une personne mariée ayant 20 personnes à charge, cela équivaldrait à une protection inégale de la loi! La loi peut accorder beaucoup plus de latitude en ce qui

concerne l'application des impôts aux activités à revenu imposable, car la nature d'une activité imposable est telle qu'elle ne peut être exercée comme un droit constitutionnel.

Il n'existe tout simplement aucun moyen de faire en sorte que l'impôt sur le revenu soit LÉGAL en vertu de la Constitution, peu importe la façon dont nous pourrions tordre et nous agiter avec les écrits. Par conséquent, cela se résume à l'homme qui altère la Loi dans la Constitution, tout comme il a altéré les Lois de Dieu dans les Livres Saints -- pour satisfaire son propre pouvoir et son statut d'avidité.

IMPÔTS SUR LE CHÔMAGE ET L'ASSURANCE INVALIDITÉ

Oui, incidemment, les prétendus "impôts sur le chômage de l'État" et les "impôts de l'assurance invalidité d'État" SONT ÉGALEMENT DES IMPÔTS INDIRECTS ET DONC ILLÉGAUX SELON LA CONSTITUTION. Les seules personnes qui sont soumises à ces impôts sont donc celles qui se livrent à des activités à revenu imposable et nous approfondirons ce sujet lorsque nous en arriverons à la dissection et à la destruction de la Sécurité Sociale. Est-ce que vous commencez à vous rendre compte que vous agissez contre les lois mêmes de la Constitution depuis un certain temps? Bien, qu'allez-vous faire à ce sujet? Se plaindre, gémir et grommeler au sujet des révélations pessimistes de Hatonn? Cela dépend entièrement de vous. Ceux-là mêmes qui font partie de la partie criminelle des actions sont en train de tirer profit de votre don des gros morceaux de votre propriété constitutionnelle légitime -- utilisant une arme pour botter, pour vous la prendre!

Soit dit en passant, ils prévoient de récupérer toutes vos armes et disposent d'une force de police intégrée, toute armée et inscrite dans la "Nouvelle" Constitution, afin de s'assurer que vous n'êtes plus sous aucune protection. Un homme mentalement dérangé (qui écoute constamment les manipulations mentales Sataniques du cerveau) s'avance et tire sur des personnes saines et vous vous alignez pour EXIGER que le gouvernement prenne vos armes. ENVISAGEZ-VOUS DE TIRER SUR UN GROUPE DE PERSONNES? JE PENSAIS QUE NON! VOUS N'ALLEZ PAS RETIRER LES ARMES DES MAINS DES CRIMINELS -- TOUT CE QUE VOUS ALLEZ FAIRE, C'EST DÉARMER CEUX-LÀ MÊMES QUI POURRAIENT IMPACTER VOTRE SÉCURITÉ. AINSI SOIT-IL, C'EST UN AUTRE SUJET SUR LEQUEL JE REVIENDRAI SÛREMENT DANS UN AUTRE JOURNAL. C'EST UN DROIT CONSTITUTIONNEL ET VOUS FERIEZ MIEUX DE JETER ATTENTIVEMENT UN COUP D'ŒIL À VOTRE CONSTITUTION CAR VOUS ÊTES SUR LE POINT DE "VOTER" POUR SA MORT!

Avec une quantité raisonnable de connaissances et un bon raisonnement, on peut voir que les soi-disant impôts sur le revenu fonctionnent correctement comme des impôts indirects. Cependant, on peut également constater qu'ils sont mal appliqués à des personnes qui ne sont impliquées dans aucune activité imposable et ne sont donc pas soumises auxdits impôts sur le revenu ou sur d'autres recettes, et ne sont pas soumises à ces lois fiscales.

L'objectif principal de ce petit chapitre est d'imposer la vérité sur la situation qui va de l'État au Fédéral, puis de nouveau à l'État et ne prend jamais pour devenir légale au cours du processus.

Le message principal est que "l'impôt sur le revenu" a été établi par la justice depuis longtemps comme un impôt indirect sous forme d'accise, et qu'il est en réalité imposé sur des événements, occasions, incidents ou activités imposables, qui ne peuvent être poursuivis en tant que tels comme un droit constitutionnel, et la personne qui ne fait qu'exercer son droit constitutionnellement garanti d'acquérir légalement des biens (revenus ou autres compensations) en engageant légalement son propre travail pour se livrer à des activités innocentes et inoffensives en vue d'obtenir une rétribution légale n'est pas soumise à un tel impôt. Le fait de percevoir un revenu, en soi, NE DÉTERMINE PAS LA RESPONSABILITÉ FISCALE. C'est la nature de l'activité qui détermine la responsabilité et le revenu tiré de cette activité sert uniquement à mesurer le montant de l'impôt prélevé sur l'événement, l'occasion, l'incident ou l'activité imposable. Le soi-disant "impôt sur le revenu" NE PEUT PAS ÊTRE APPLIQUÉ LÉGALEMENT COMME SI C'ÉTAIT UN IMPÔT DIRECT SUR L'ARGENT REÇU, NI NE PEUT ÊTRE APPLIQUÉ LÉGALEMENT À UN INDIVIDU QUI N'EST PAS ENGAGÉ DANS DES ÉVÉNEMENTS, OCCASIONS, INCIDENTS OU ACTIVITÉS À REVENU IMPOSABLE.

ATTENDEZ UNE MINUTE S'IL VOUS PLAÎT

Maintenant, beaucoup d'entre vous sont complètement révoltés à ce stade et vous pensez "faire" quelque chose même si cela est mal. Attendez juste encore quelques heures et ensuite faites quelque chose -- mais faites-le BIEN! Je vais vous donner quelques sources d'informations pour m'assurer que vous gérez bien les choses. Cependant, elles ne disposeront pas des informations les plus utiles pour vous garder, vous les leaders, en premier lieu hors des cours.

À moins que vous ne souhaitiez entrer dans le système et être pris pour cible, "légalisé" dans la pauvreté, etc., vous prenez des mesures immédiates pour bien commencer.

Tout d'abord, si vous avez des actifs cachés ici et là et des actifs qui se manifestent un peu partout, RÉFLÉCHISSEZ BIEN! Il vous reste un an et demi avant qu'ils ne viennent avec les armes et vous pouvez faire des merveilles inimaginables en six mois. Voyez s'il est possible de constituer une société ou deux et de transférer vos actifs -- vous n'avez rien à perdre, sauf l'attention et la force de police de l'IRS.

Une fois encore, je vous dis de passer par le Nevada -- même si vous dépensez plus d'argent pour permettre que des affaires se déroulent dans votre État d'origine dans presque tous les cas. C'est le SEUL État de votre Union qui n'a pas d'impôt sur le revenu ni de réciprocité avec le gouvernement fédéral et/ou l'IRS. Évitez les confrontations ouvertes devant les cours jusqu'à ce que vous sachiez ce que vous faites -- si vous ne montrez aucun actif valable, il ne sert à rien de vous harceler tant que la loi constitutionnelle est de votre côté. Je vous dis maintenant que des millions de vos frères et voisins ne paient aucun impôt sur le revenu et personne ne les dérange à ce sujet. La grande démonstration de pouvoir est de vous terroriser jusqu'à la soumission et de vous faire supposer que ce qu'ils vous disent et vous font est légal. Quelle activité ou propriété digne d'intérêt pourriez-vous acquérir si vous pouviez conserver votre propriété et votre argent pour votre propre usage ou orienter votre contribution au système gouvernemental en fonction de la vérité et de vos besoins?

J'espère que vous réfléchissez très attentivement à ces choses. C'est urgent en effet. La porte est grande ouverte pour changer tout cela devant vos yeux clignant et il sera alors trop tard pour agir.

SI VOUS PERMETTEZ À CETTE CHOSE DE DESCENDRE SUR VOUS, NE BLÂMEZ PAS DIEU! DIEU A MAINTENANT ENVOYÉ CEUX-CI POUR VOUS APPORTER LA VÉRITÉ, DONC GARDER LA RESPONSABILITÉ DE L'INACTION À SA SOURCE. IL Y A UNE BIBLIOTHÈQUE REMPLIE DE PREUVES DE CETTE VÉRITÉ. C'EST À VOUS DE METTRE CELLE-CI À LA LUMIÈRE DU JOUR EN INFORMATIONS POUR LES MASSES.

LES BÉNÉFICIAIRES DE L'AIDE SOCIALE (DONT IL Y A PLUS QUE VOUS POUVEZ L'IMAGINER) SERONT D'ABORD CONTRE VOUS. ILS SEMBLANT AVOIR LE SENTIMENT QUE LE PUIT JAMAIS NE TARIRA. IL S'ASSÈCHERA AUSSITÔT QUE LE CONTRÔLE SERA TOTALEMENT TRANSFÉRÉ AU GOUVERNEMENT DICTATORIAL AVEC LA NOUVELLE CONSTITUTION. L'AIDE SOCIALE, TELLE QUE VOUS CHARMANTS BÉNÉFICIAIRES LA RECONNAISSEZ MAINTENANT, SERA ARRÊTÉE ET L'OPPRESSION SERA AU-DELÀ DE VOS RÊVES. LE SYSTÈME D'AIDE SOCIALE COMME UTILISÉ PRÉSENTEMENT EST STRUCTURÉ POUR ASSURER VOTRE

ASSERVISSEMENT À L'INTÉRIEUR ET CELA EXIGE QU'UNE PERSONNE AYANT BESOIN D'AIDE DEVIENNE ASSERVIE.

Tous vos systèmes gouvernementaux reposent sur des hypothèses sans fondement, qui n'ont aucune base en réalité. Ce sont des systèmes inventés pour vous piéger et vous rendre impuissants. Cela ne se produira que si vous restez assis et permettez que cela vous arrive. Reprenez le contrôle du gouvernement par le peuple, pour le peuple et du peuple -- vous avez tout simplement oublié la vérité du chemin tracé pour votre voyage.

Permettez-nous d'avoir un peu de répit et nous couvrirons le formulaire W-4 car je suis inondé de projections de requêtes. Si nous le pouvons, donnons-nous un peu plus de temps pour ce Journal et voyons si nous pouvons le diffuser rapidement au public. Les gens peuvent donner suite à leurs propres recherches à mesure qu'ils se rendent compte des possibilités. Nous devons également couvrir toutes les ramifications du lobby du contrôle des armes à feu en ce qui concerne votre protection et les droits constitutionnels et le temps presse pour l'action à travers la connaissance. Si l'homme n'agit pas après que nous ayons révélé la vérité, c'est sa responsabilité -- nous aurons porté notre mission, hélas. Nous avons beaucoup d'autres choses à faire et à construire, mais ceci est notre mission première et primordiale -- apporter la vérité à un monde en transition, en déroute, au service du Créateur/Création. Puissions-nous toujours aller de l'avant pour que nous ne regrettions pas d'avoir trop tardé dans notre travail. Nous devons faire très attention à maintenir les priorités dans l'ordre approprié.

Assurez-vous que Charles et John reçoivent les informations envoyées par Patrick Gage car vous aurez besoin de toutes ces informations concernant les abris, etc.

Quelque chose à méditer sur les abris. N'est-il pas étrange que ceux de votre gouvernement qui insistent sur la sécurité et l'absence de besoin d'abris -- continuent à mettre à jour annuellement tous les aspects des abris et de la survie? POURRAIT-IL ÊTRE QUE VOUS LE PUBLIC ÊTES LES NON INDISPENSABLES APRÈS TOUT? IL N'EST PAS BESOIN D'UN CADET DE L'ESPACE POUR VOIR CE QU'IL SE PASSE AUTOUR DE VOUS. LA VÉRITÉ EST GARDÉE LOIN DE VOUS ET IL EST TEMPS QUE VOUS ARRÊTIEZ DE LE PERMETTRE CAR IL Y A DES LIEUX POUR RECUEILLIR LA VÉRITÉ EN DÉPIT DES CONTRÔLEURS. VOYEZ VOUS, IL N'Y A QU'UN PETIT NOMBRE DE GENS CHOISIS QUI FONT RÉELLEMENT ET EFFECTIVEMENT PARTIE DES SURVIVANTS PRÉVUS DANS LE NOUVEL ORDRE -- CEUX QUI SE PERMETTENT D'ÊTRE DES OUTILS ET CROIENT QU'ILS SONT EN TRAIN DE GAGNER LEURS PLACES DANS LA SÉCURITÉ FERAIENT MIEUX DE SE RÉVEILLER À LA RÉALITÉ. ILS SERONT LES

PREMIERS ABANDONNÉS ET LAISSÉS POUR CONTINUER LE MENSONGE.
RAPPELEZ-VOUS, CEUX QUI COMMENCENT ET DÉCLARENT LA GUERRE NE
SONT PAS LES CORPS QUI SE TIENNENT AVEC LES ARMES SUR LE CHAMP
DE BATAILLE! RÉFLÉCHISSEZ-Y.

Hatonn pour se retirer.

CHAPITRE 7

ENREG. N° 4 HATONN

MARDI, 19 JUIN, 1990; 2H50. L'AN 3, JOUR 307.

CE JOUR MÊME DANS LES NOUVELLES, UN BULLETIN A ÉTÉ LANCÉ À TOUTES LES ÉMISSIONS MATINALES. IL DISAIT EN PARAPHRASE, QUE LE GOUVERNEMENT EST EN TRAIN D'AUGMENTER LE PERSONNEL D'APPLICATION DE LA LOI POUR ATTRAPER LES "FRAUDEURS FISCAUX" ET ETC., ETC., POUR "PRENDRE EN MAIN LES CONTRIBUABLES" PARCE QUE LES REVENUS SONT DRASTIQUEMENT RÉDUITS. HALLÉLUJAH, HALLÉLUJAH!!! AMEN ET AHO! CERTAINS SONT À L'ÉCOUTE! FAITES ATTENTION MAINTENANT À UNE PRESSION ACCRUE POUR LA CONVENTION. SOYEZ ALERTES ET INQUIETS CAR LE RENARD RODE ET SOUVENEZ-VOUS -- IL COURT POUR LE TICKET DE SON SOUPER; VOUS COUREZ POUR VOTRE VIE!

LE FORMULAIRE W-4

Les employeurs doivent bien comprendre que les lois sur les revenus ne s'appliquent qu'à ceux qui se livrent à des activités imposables. Ils doivent pleinement savoir que les formulaires W-4 ne s'appliquent qu'à un individu qui: 1. en tant que leur employé exerce une activité imposable, ET 2. Un tel employé réclame un certain degré d'exemption prévue par la loi; partiellement ou totalement exempté.

Les employeurs doivent savoir parfaitement que tout formulaire W-4, signé par une personne physique qui n'est pas engagée dans une activité imposable, EST NUL ET DE NUL EFFET!

Les employeurs devraient déjà savoir ces choses et vous devez en outre supposer qu'ils en ont connaissance. Comment savez-vous qu'ils peuvent savoir ces choses? Parce que les employeurs, par l'intermédiaire de leurs avocats ainsi que des organismes fiscaux, ont accès aux meilleurs juristes de la nation. Bien sûr, ils savent. L'ignorance de la loi n'est pas une excuse pour les employeurs. L'ignorance de la loi n'est certainement pas considérée comme une excuse pour les citoyens et/ou les employés.

Néanmoins, presque tous les employeurs ont exercé une influence et une coercition indues sur leurs employés, dont les emplois ne comportent aucune activité imposable,

pour remplir et signer les formulaires W-4 et fournir des numéros de Sécurité Sociale, lorsque ces employés ne sont soumis à aucun impôt sur le revenu ou tout autre recette.

Dans presque tous les cas, les employeurs ont laissé croire à leurs employés que la loi oblige tout le monde à fournir un formulaire W-4 signé relatif à leur emploi. De plus, presque tous les employeurs ont fait de la signature du W-4 une condition d'emploi; causant un double péril et responsabilité.

EXIGENCES POUR LES FORMULAIRES W-4

Est-ce que tout le monde doit fournir un formulaire W-4 comme condition de leur emploi? Est-ce que TOUTE PERSONNE est obligée de fournir un W-4 comme condition de son emploi? LE FAIT EST QUE NUL N'EST OBLIGÉ PAR LA LOI DE FOURNIR UN FORMULAIRE W-4 EN TANT QUE CONDITION DE SON EMPLOI ET FORCER CELA EST ILLÉGAL ET ILLICITE ET DISCRIMINATOIRE, PAR RAPPORT À LA NATURE DES DROITS ÉGAUX À L'EMPLOI.

En raison des fausses déclarations généralisées de la part des employeurs, les informations suivantes sont fournies. PROUVONS (vous autres aimez les Preuves!) les déclarations suivantes:

1. Les lois n'obligent personne à fournir à un employeur un formulaire W-4 comme condition d'emploi.
2. Les formulaires W-4 ne s'appliquent qu'aux personnes qui, en tant qu'employé, se livrent à une activité imposable, et un tel employé réclame un degré d'exemption ou d'abattement expressément autorisée par la loi.
3. L'employeur n'est pas tenu d'envoyer un formulaire W-4 à l'IRS si la personne ayant soumis le formulaire n'est pas assujettie à l'impôt. (La loi interdit en fait à l'employeur d'envoyer de tels formulaires à l'IRS).
4. Il ne peut y avoir d'accord volontaire de retenue d'impôt à moins que la personne ne soit soumise à la loi.

AHO!

PREUVE!

Dans les chapitres précédents, nous avons utilisé des décisions de la Cour Suprême pour prouver qu'un impôt sur le revenu est un impôt indirect de la nature d'une accise. En outre, ces décisions ont été utilisées pour montrer que les impôts indirects, y compris les taxes d'accise, sont des impôts perçus sur des événements ou activités imposables à des fins fiscales, et surtout, pour démontrer que le libre exercice des droits, garantis par la Constitution, à l'existence et à subvenir à ses besoins et acquérir des biens par des moyens légaux ne peuvent être imposés à des fins fiscales.

La principale question à aborder avec un employeur est probablement de savoir si la description du travail implique une activité imposable. Y a-t-il quelque chose dans l'activité professionnelle qui ne justifie pas une protection constitutionnelle ou qui crée une responsabilité envers le public? Sinon, l'employeur n'a aucune raison valable de s'attendre à ce qu'un individu remplisse un formulaire W-4; un formulaire qui ne s'applique qu'à une personne qui se rend responsable en se livrant à des activités imposables. Bien entendu, l'employeur devrait savoir que les lois sur les revenus ne concernent que les "contribuables" tels que définis, et non les "NON-CONTRIBUABLES". Certes, l'employeur sait qu'il ne peut retenir un impôt sur le salaire d'une personne qui n'est même pas assujettie à l'impôt. Mais qu'en est-il de l'individu qui y est assujetti? Est-il obligé de fournir un formulaire W-4 comme condition d'emploi?

Même dans le cas de l'employé qui exerce une "activité à revenu imposable", ce que presque aucun d'entre vous n'est, et même si cette activité est assujettie à une retenue à la source, un tel employé n'est toujours PAS OBLIGÉ par la loi de fournir un formulaire W-4 quand il obtient son emploi (vous avez juste "PRÉSUMÉ" qu'il est obligatoire et avez suivi aveuglément le show!).

Vous constaterez que l'Internal Revenue Code contient même des dispositions prévoyant la retenue d'impôts dans le cas où aucun formulaire W-4 n'a été fourni par cet employé "contribuable", mais ces dispositions ne peuvent être appliquées légalement qu'à un individu qui, comme l'employé, est engagé dans une activité à revenu imposable, à laquelle presque aucun de vous n'est admissible, et si vous en êtes, vous feriez mieux de regarder à nouveau cet emploi. Maintenant, pourquoi y aurait-il une loi écrite sur ce qu'il faut faire s'il n'y a pas de formulaire à moins qu'aucune loi ne l'exige en premier lieu? Commencez à regarder les petits caractères entre les lignes et vous économiserez des revenus considérables.

Si un tel employé souhaite réclamer un certain degré d'exemption de la retenue à la source, il peut le faire en fournissant un formulaire W-4. (Remarque: si un tel employé

"contribuable" a déjà fourni un W-4, il peut dans certaines circonstances être sanctionné par le gouvernement pour avoir omis de fournir un nouveau formulaire W-4). Chers amis, pourquoi pensez-vous que le tristement célèbre Al Capone ait été reconnu coupable d'évasion fiscale alors que rien de criminel ne pouvait être saisi -- PARCE QU'IL ÉTAIT UN CONTRIBUABLE AUTHENTIQUE, SORDIDE ET QUALIFIÉ SELON LA DÉFINITION DE LA LOI!

Si un tel employé réclame un certain degré d'exemption prévue par la loi, une telle exemption doit être réclamée en fournissant un formulaire W-4 à l'employeur. Si l'employé ne le réclame pas, aucun formulaire W-4 n'est nécessaire. Même un employé "contribuable" ne peut être tenu de réclamer des exemptions. Les employeurs savent que l'Internal Revenue Code fournit des instructions au cas où l'employé qui, dans le cadre de son emploi, exerce une activité imposable, ne fournit pas de formulaire W-4. L'employeur doit simplement retenir sur la base de célibataire avec aucune exemption -- maintenant, qu'en dites-vous?

Les employeurs savent aussi (ou savent mieux) qu'il n'existe pas dans le code d'obligation pour les employeurs de refuser d'engager une personne qui ne fournit pas un W-4. Le code ne prévoit pas non plus d'obligation pour l'employeur de licencier ou de sanctionner de quelque manière que ce soit un employé qui refuse ou omet de demander des exemptions (ou réductions) via un formulaire W-4.

Gardant à l'esprit le fait que les lois sur les revenus ne concernent que les "contribuables" et non les NON-CONTRIBUABLES, voyons comment la loi s'applique à un employé "CONTRIBUABLE", c'est-à-dire un employé qui exerce une activité à revenu imposable (ce que presque AUCUN de vous n'est). Les paragraphes de l'Internal Revenue Code sont cités uniquement pour montrer comment les lois sur les revenus ont été mal appliquées et surtout pour montrer que l'employeur ne peut, comme condition d'emploi, obliger ses employés à fournir un formulaire W-4. Le 26 U.S.C. 3402 (f) (2) (A) se lit:

Paragraphe 3402 (f) Exemptions de la retenue à la source

(2) Certificats d'exemption

(A) Début de l'emploi

Au plus tard à la date du début de l'emploi chez un employeur, le salarié doit fournir à l'employeur un certificat d'exemption de retenue signé relatif au NOMBRE d'exemptions de retenue qu'il réclame, qui ne doit en aucun cas dépasser le nombre auquel il est autorisé. Le 26 U.S.C. 2402 (f) (2) (A)"

Puisqu'il fournira un formulaire W-4 relatif (indiquant) au nombre d'exemptions réclamées, s'il ne réclame aucune exemption, il n'est pas tenu de fournir un formulaire W-4 en premier lieu. Il est simplement autorisé à fournir un formulaire W-4, s'il le souhaite. Mais que doit faire l'employeur si cet employé ne fournit pas de formulaire W-4? Le 26 U.S.C. 3402 (§) se lit en partie comme suit:

Paragraphe 3402 (§) Détermination et divulgation de l'état civil.

(1) Détermination du statut par l'employeur

Aux fins de l'application des tableaux des sous-paragraphes (a) et (c) à un paiement des salaires, l'employeur doit traiter l'employé comme une personne célibataire, à moins qu'un tel paiement de salaire soit régi par un certificat d'exemption de retenue fourni à l'employeur par l'employé après la date d'adoption du présent paragraphe indiquant que l'employé est marié.

(2) Divulgation du statut par l'employé

Un employé aura le droit de fournir à l'employeur un certificat d'exemption de retenue indiquant qu'il est marié....

L'employé "contribuable" n'a même pas à indiquer qu'il est marié. S'il ne le fait pas, l'employeur doit le traiter comme s'il était célibataire. Mais si l'employé "contribuable" veut indiquer qu'il est marié, il a le droit de le faire au moyen d'un formulaire W-4 conformément au 26 U.S.C. 3402 (§).

En outre, l'employé "contribuable" n'a même pas à demander des exemptions. Le sous-paragraphe 3401 (e) prévoit:

Paragraphe 3401 (c) Nombre d'exemptions de retenue réclamées

Aux fins du présent chapitre, on entend par "nombre d'exemptions de retenue réclamées" le nombre d'exemptions de retenue réclamées dans un certificat d'exemption de retenue en vigueur en vertu du paragraphe 3402 (f) ou en vertu du paragraphe correspondant de la loi antérieure, sauf si un tel certificat n'est pas en vigueur, le nombre d'exemptions de retenue réclamées sera considéré comme nul. 26 U.S.C. 3401 (e).

Si l'employé exerce une activité imposable et omet de fournir à son employeur un formulaire W-4, les sous-paragraphes ci-dessus fournissent des directives à l'employeur de retenir sur la base d'un célibataire, avec zéro "nombre d'exemptions demandées". Mais, avant que l'employeur décide de retenir quelque chose, il ferait

mieux de savoir que le salarié, en ce qui concerne son emploi, exerce une activité imposable et est donc soumis à une retenue à la source.

Paragraphe 3402 (S) (1) indique clairement "Aux fins de l'application des tableaux ...", et le Paragraphe 3401 (e) indique clairement "Aux fins du présent chapitre..." Les tableaux d'impôt et tous les chapitres du code ne s'appliquent qu'aux personnes qui sont soumises à un impôt sur le revenu (ce que NUL de vous n'est). On peut certainement s'attendre à ce que votre employeur sache s'il a embauché ou non une personne pour exercer une activité imposable.

À moins que l'employé "contribuable" ait précédemment fourni un formulaire W-4 et que son statut change de sorte qu'il ne peut plus bénéficier du nombre d'exemptions ou du statut d'exemption réclamé à l'origine, il n'y a AUCUNE OBLIGATION pour quiconque de fournir un formulaire W-4.

Si, toutefois, un particulier exerce une activité imposable et a précédemment fourni à son employeur un formulaire W-4 et que son statut change de sorte qu'il est admissible pour bénéficier de moins que le nombre d'exemptions précédemment réclamé, il est désormais tenu par la loi de: fournir un nouveau formulaire W-4 pour indiquer son statut nouveau et correct.

Le 26 U.S.C. 3402 (f) (2) (b) prévoit:

(B) Changement de statut

Si, à un moment quelconque de l'année civile, le nombre d'exemptions de retenue auxquelles l'employé a droit est inférieur au nombre d'exemptions de retenue réclamées par l'employé sur le certificat d'exemption de retenue alors en vigueur à son égard, il doit 10 jours après fournir à l'employeur un nouveau certificat d'exemption de retenue à la source indiquant le nombre d'exemptions de retenue à la source réclamées par le salarié, qui ne doit en aucun cas dépasser le nombre auquel il a droit ce jour-là. (En partie)

Vous voyez, ils ne vous encouragent sûrement pas à ajouter des exemptions si vous les faites apparaître. Cela ne se lit sûrement pas "plus"; il se lit certainement "moins".

Votre employeur vous a-t-il réellement dit que la loi vous obligeait à fournir un formulaire W-4 ou était-il SUPPOSÉ? Avez-vous remis en cause la procédure? Avez-vous renoncé à vouloir remplir le formulaire? Eh bien, je vous demande de bien regarder la dernière phrase du règlement du Trésor suivant. Le Règlement du Trésor 31.3402 (f) (2) -1 (a) est en partie libellé comme suit:

a) Au début de l'emploi...

L'employeur est tenu de demander à chaque employé un certificat d'exemption de retenue à la source, mais si l'employé n'a pas fourni ce certificat, cet employé sera considéré comme une personne seule ne réclamant aucune exemption.

Maintenant, ne devenez pas fous. Calmez-vous et vous commencerez à voir ce que vous pouvez faire -- correctement. Vous voulez récupérer ces impôts qu'ils ont illégalement retenus, n'est-ce pas? Alors soyez patients et faites le bien! Oh, vous n'êtes pas avocat? Eh bien, si vous avez un travail qui pourrait même être considéré à moitié de façon erronée pour faire de vous un "contribuable" (ce que presque AUCUN de vous n'est) -- alors vous pouvez RECOPIER DES CHIFFRES, NE LE POUVEZ-VOUS PAS?

Un pas à la fois et vous apprendrez à très bien marcher sans trébucher sur des pieds incompetents. De plus, vous garderez aussi vos pieds hors du plat!

Quelque chose peut-il être plus clairement dite que la citation ci-dessus? L'employeur est seulement tenu de demander un formulaire W-4. Bien entendu, même ce règlement ne s'applique qu'aux employés qui sont assujettis à cet impôt indirect appelé "impôt sur le revenu" et qui est créé pour les "contribuables" (ce que presque AUCUN d'entre vous n'est).

Il n'y a tout simplement PAS D'EXCUSE pour refuser d'engager quelqu'un au motif qu'il refuse de fournir un formulaire W-4 signé. Cela est particulièrement vrai lorsque les lois, règles et réglementations en matière de revenus ne s'appliquent qu'à ces "contribuables" de comportement ignoble, tel que cela est défini. Les NON-CONTRIBUABLES ne sont pas soumis à ces lois, règles et réglementations (et C'EST à cette catégorie que vous appartenez, presque vous TOUS).

L'IGNOBLE "PÉNALITÉ DE 500 \$"

Cela nous conduit à la pénalité de 500 \$ que les bureaux de paie ont si volontiers déduite du salaire de leurs employés en raison d'une "Notification de Prélèvement" pour les soi-disant faux ou frauduleux formulaires W-4. Qui est-ce qui a envoyé ce formulaire W-4 dangereux et stupide à l'IRS en premier lieu? Qui était responsable de savoir quels employés, le cas échéant, étaient engagés dans des activités à revenu imposable? Qui a insisté pour que les formulaires W-4 soient fournis par l'employé lorsqu'il a obtenu le poste pour la première fois?

En gros, de nombreux employeurs envoient à l'IRS les formulaires W-4 "Exempté", que les personnes soient soumises à l'impôt sur le revenu ou non. Cela déclenche la machine administrative et l'IRS traite toutes ces personnes comme si elles étaient des "contribuables" au sens des lois sur les revenus internes (pas les lois -- juste les lois sur les RI). Ceux qui ont fourni des formulaires W-4 avec EXEMPTÉ écrit dessus se souviendront bien des lettres et des formulaires de l'IRS demandant à l'individu d'indiquer pourquoi il était exempté. L'IRS est simplement une agence administrative. L'IRS a simplement envoyé un formulaire W-4 (qui ne s'applique qu'aux "contribuables"), et il dit simplement: "En tant que contribuable", prouvez que vous avez droit à ce statut d'exemption". N'oubliez pas que les lettres de l'IRS sont adressées à "Cher Contribuable" (ce que presque personne d'entre vous n'est). Le NON-CONTRIBUABLE se trouve maintenant dans une situation "sans issue", tout cela parce que l'employeur a fait des déclarations erronées à l'agence taxatrice indiquant que l'employé tirait un revenu d'une activité imposable et était donc un "contribuable" tel que défini.

MAINTENANT, LE 26 U.S.C. 6682 (A) ENTRE EN VIGUEUR PARCE QUE L'IRS "PENSE" QU'ILS TRAITENT AVEC UN "CONTRIBUABLE" (QUE PRESQUE AUCUN DE VOUS N'EST) TEL QUE DÉFINI.

Article 6682. Fausses informations concernant la retenue à la source

(A) Pénalité civile

En plus des sanctions pénales prévues par la loi, si ---

(1) tout individu fait une déclaration en vertu de l'article 3402 entraînant une diminution des montants déduits et retenus en vertu du chapitre 24, et

(2) qu'au moment où cette déclaration a été faite, il n'y avait pas de base raisonnable pour une telle déclaration, cet individu doit payer une amende de 500 \$ pour une telle déclaration.

Eh bien, ce paragraphe, ainsi que le reste de l'Internal Revenue Code, NE S'APPLIQUE TOUT SIMPLEMENT PAS AUX NON-CONTRIBUABLES (QUE VOUS ÊTES PRESQUE TOUS). UN NON-CONTRIBUABLE ne peut avoir une diminution des montants d'impôts déduits et retenus. Un non-contribuable ne peut avoir aucune retenue d'impôt. L'employeur a créé ce problème lorsqu'il a amené l'organisme fiscal à croire que le NON-CONTRIBUABLE était un "contribuable". L'employeur est donc responsable des pertes subies par le non-contribuable résultant de la déclaration inexacte.

PRÉTENTIONS DE L'EMPLOYEUR--AINSI SOIT-IL

Pourtant, les employeurs prétendent qu'ils sont tenus d'envoyer tous les formulaires W-4 Exempté à l'IRS. Ne le croyez pas, petits chélas NON-CONTRIBUABLES. Ne laissez personne vous dire que parce que vous avez rempli le formulaire, l'employeur était donc tenu de l'envoyer à l'IRS. La signature du formulaire NE transforme PAS une activité non imposable en une activité imposable. En outre, la loi interdit formellement à l'employeur d'envoyer un formulaire W-4 Exempté à l'IRS s'il ne s'agit pas d'un salaire gagné par un assujéti à l'impôt (auquel vous correspondez presque TOUS). Cette interdiction est énoncée clairement et succinctement dans la clause "EXCEPTION" deux (2) de la Règlementation du Trésor 31.3402 (f) (2)-1 (g) qui se lit comme suit:

(g) Présentation de certains certificats de retenue à la source -- (1) Règle générale. Conformément à l'alinéa (g) (3) du présent article, l'employeur soumettra une copie de tout certificat d'exemption de retenue à la source, accompagnée d'une copie de toute déclaration écrite reçue de l'employé à l'appui des affirmations portées sur le certificat, qui: est reçue de l'employé pendant la période de déclaration (même si elle n'était pas en vigueur à la fin du trimestre) si l'employé est employé par l'employeur le dernier jour de la période de déclaration et SI...

(i) Le nombre total d'exemptions de retenue (au sens de l'article 3402 (f) (1) et de ses règlements) réclamées sur le certificat est supérieur à 14, ou

(ii) Le certificat indique que l'employé revendique un statut l'exonérant de la retenue à la source, et l'exception prévue à l'alinéa (g) (2) du présent article ne s'applique pas.

(2) **Exception.** Une copie du certificat **ne sera pas** présentée en vertu de l'alinéa (g) (1) (ii) du présent article si l'employeur s'attend raisonnablement, au moment où le certificat est reçu, que le salaire de l'employé (en vertu du chapitre 24 du Code) reçu de cet employeur ne dépassera généralement pas 200 dollars par semaine.

Le chapitre 24 et le reste du Code ne s'appliquent qu'aux personnes qui se livrent à des activités imposables (ce que presque AUCUN d'entre vous n'est). L'employeur n'a absolument aucune raison de s'attendre à ce qu'un employé gagne 200 \$ par semaine dans des activités imposables alors que l'employé n'était même pas embauché pour participer à des activités imposables. L'employeur a certes le choix, mais trop souvent, il choisit de falsifier les documents publics aux dépens de la personne qui exerce simplement son droit naturel d'existence constitutionnellement garanti.

Dharma, permets-nous de quitter ceci un moment. Je demanderais à chacun de vous, lecteurs, de bien comprendre chaque segment à mesure que nous avançons -- de

manière approfondie et complète. Gérer maladroitement cette question fastidieuse peut être en effet coûteux à bien des égards. **SACHEZ CE QUE VOUS FAITES ET CETTE MERVEILLEUSE CONSTITUTION VOUS PROTÉGERA -- GAFFEZ ET VOUS PAYEREZ CHÈREMENT LES CONSÉQUENCES. SI JE DOIS DONNER UN CONSEIL DE QUELQUE MANIÈRE QUE CE SOIT -- C'EST DE PRÊTER ATTENTION ET DE SAVOIR CE QUE VOUS FAITES!**

Je vais passer en stand-by. Hatonn s'efface.

CHAPITRE 8

ENREG. N° 2 HATONN

MERCREDI, 20 JUIN, 1990; 8H08. L'AN 3, JOUR 308.

LA CAPACITÉ D'ENTREPRISE N'EST PAS UN DROIT NATUREL

Cette discussion n'est pas pour vous induire en erreur dans la pensée que vous devez maintenant vous inquiéter au sujet des entreprises. Nous soulignons quelques écarts qui méritent considération et rien de plus. En réalité, la naissance d'une entreprise/corporation est très peu différente de la naissance d'un être humain -- les lois de l'État dans lequel elle est née ont une incidence sur elle. Nous parlerons des entreprises plus tard -- nous parlons maintenant de "vous" la personne.

Faire des affaires dans une capacité de corporation n'est pas un droit "naturel". Les activités consistant à vendre de la drogue, à pratiquer le droit ou à émettre des billets de banque ne sont pas non plus des droits "naturels". Celles-ci doivent être effectuées par des "personnes", tout comme une société ne peut fonctionner qu'à travers des "personnes". Ces activités sont effectivement imposables à des fins fiscales et peuvent être et sont imposées de manière oppressive, jusqu'à la destruction effective. C'est pourquoi il est important dans quel état vous prenez vos droits de naissance.

Le gouvernement fédéral permettra des pauses pour les entreprises aussi longtemps que cela se passe comme d'habitude, parce que les conspirateurs du cartel sont propriétaires d'entreprises, de banques, etc. Vous constaterez que ces entreprises sont principalement nées dans le Nevada et n'exercent que leurs activités dans d'autres États. Elles sont également, en grand nombre, nées dans le Delaware, où les lois étaient merveilleuses pour les entreprises jusqu'à ces dernières années. On découvrira, comme avec les Cartels, qu'elles ont été créées également à l'étranger, au Panama, etc. C'est la raison de "l'Invasion du Panama" -- pour avoir le contrôle absolu des fondations d'entreprises et des banques. Vous voyez, cela n'a rien à avoir avec Noriega qui est un frère de sang du gouvernement Américain ou pour libérer "ces gens-là". C'était uniquement pour que les conspirateurs prennent le contrôle absolu des fonds de la drogue et des banques -- la concurrence devenait trop ardente à gérer. En outre, c'était un cadeau de Noël au peuple Américain pour lui montrer "à quel point il s'efforçait" de sauver votre monde de la drogue. ET PIRE, VOUS L'AVEZ GOBÉ! Les drogues illicites sont plus abondantes que jamais auparavant dans l'histoire. Interrogez Bo Gritz sur l'héroïne dans le Triangle d'Or et sur qui dirige le trafic de la drogue! Surprise! Dégoutante, terrible surprise!! Demandez au Colonel Gritz à propos de la connexion

USA/Britannique/Mossad. Posez-lui des questions sur Richard Armitage, Secrétaire d'État Adjoint des États-Unis pour l'Asie de l'Est. Renseignez-vous sur le Commandant en Chef Français, le Général Raoul Salan et la connexion Saigon -- et sur le Colonel Edward Lansdale, USA. Demandez-lui ensuite sur la connexion Kissinger et sur le refus de Bush d'examiner la preuve lorsqu'elle a été produite. Demandez votre confirmation à une personne humaine qui a emprunté le chemin et arrêtez de douter de Hatonn -- je ne suis qu'un "remplaçant" jusqu'à ce que la vraie chose se présente, frères. Assurez-vous ensuite que le plus grand nombre possible reçoive la lettre de Sutton. Vous n'êtes nourris que d'un mélange de subterfuges et de distracteurs de couverture, connu comme mensonges plantés, cultivés et fertilisés par tous les cinglés sur la piste de la distraction et de la tromperie, de l'ignorance et de la sottise.

Je m'excuse car je suis toujours très passionné par ce sujet et je deviens distrait. Retour aux entreprises, etc. En ce qui concerne le sujet susmentionné sur les entreprises, veuillez utiliser ces références à des fins de vérification: Springer v. U.S., 102 U.S. 586; Pollock vs. Farmers' Loan & Trust Co., 157 U.S. 429, p. 578-579; McCulloch vs. Maryland, 4 Wheat. 316; et Veazie Bank vs. Fenno, 8 Wall 533, 548. (Non, je ne vous les énumérerai pas toutes. Je vérifierai les références mises à ma disposition pour la meilleure contribution en général. VOUS ferez le reste si vous vous souciez assez. Aucune tentative ne sera faite pour lister toutes les activités à revenu imposable).

Les activités imposables sont toutes les activités qui sont ILLÉGALES, NON INNOCENTES et NUISIBLES! Le revenu NON-IMPOSABLE est tout ce qui est LÉGAL, INNOCENT et INOFFENSIF.

Cependant, le libre exercice et la jouissance du droit constitutionnellement garanti d'acquérir légalement des biens ou un revenu compensatoire, en contractant légalement son propre travail dans des activités innocentes et inoffensives à des fins de compensation légale, ne peuvent être et ne sont donc pas imposés à des fins fiscales. Les employeurs sont censés le savoir.

Même si un employé de société a accepté par erreur un formulaire W-4, on s'attend à ce que quelqu'un au sein de l'organisation employeuse sache, LE CAS ÉCHÉANT, lequel de ses employés exerce des activités imposables et que tout formulaire "contribuable" rempli par un non-contribuable est NUL et DE NUL EFFET!

SI QUELQU'UN DANS MES TROUPES VIOLE CES LOIS, J'AI PLEINEMENT L'INTENTION DE RÉDUIRE SON SALAIRE! VOYONS MAINTENANT, RIEN DE RIEN -- EH BIEN, JE VAIS PEUT-ÊTRE PENSER À UNE AUTRE PUNITION QUI CONVIENT À L'INFRACTION.

Compte tenu des faits susmentionnés, examinons les "sanctions pénales" applicables aux prétendus "faux ou frauduleux" formulaires W-4. Le 26 U.S.C. 7205 se lit:

Article 7205. Certificat d'exemption de retenue frauduleux pour non-communication d'informations.

Toute personne tenue de fournir des informations à son employeur en vertu de l'article 3402 qui fournit volontairement des informations fausses ou frauduleuses, ou qui omet volontairement de fournir des informations, en vertu de celui-ci, qui nécessiteraient une majoration de l'impôt en vertu de l'article 3402, en lieu et place de toute autre sanction prévue par la loi (à l'exception de la sanction prévue à l'article 6682), en cas de condamnation, encourra une amende maximale de 1000 \$, ou sera emprisonnée pour un an au maximum, ou les deux (26 U.S.C. 720). Fort aimable à eux, eh quoi?

Alors, qui est tenu de fournir des informations sur un formulaire W-4? C'est seulement l'employé qui:

1. Est employé dans une activité imposable (ce que presque AUCUN d'entre vous n'est), et aussi,
2. A précédemment fourni un formulaire W-4, réclamant un degré D'EXEMPTION auquel il n'est plus habilité à prétendre. (Si vous avez fait cela, vous feriez mieux de le défaire car vous êtes devenu un criminel quand vous l'avez fait pour la première fois)!

Tout employé qui exerce une activité imposable (que presque aucun d'entre vous n'est) est soumis à une retenue à la source. Si cet employé, lorsqu'il est tenu de fournir des informations, fournit volontairement des informations fausses et frauduleuses (ce que cela serait, si vous n'êtes pas éligible en tant que "contribuable"), il sera évidemment passible des pénalités du 26 U.S.C. 7205: 1000 \$, la prison et/ou les deux.

À qui s'appliquent ces pénalités? La personne qui, en tant qu'employé, n'a pas exercé d'activité imposable? BIEN SÛR QUE NON! Si son activité n'est pas imposable, elle n'est pas soumise à l'impôt et n'est soumise à aucune loi fiscale interne de quelque manière que ce soit, et par conséquent, elle n'est pas un "contribuable" au sens de la définition. ELLE EST UN NON-CONTRIBUABLE!

"Les lois sur les revenus constituent un code ou un système réglementant l'évaluation et la perception des impôts. ELLES CONCERNENT LES CONTRIBUABLES, ET NON LES NON-CONTRIBUABLES. Ces derniers sont hors de leur champ d'application. AUCUNE PROCÉDURE N'EST PRESCRITE POUR LES NON-CONTRIBUABLES et AUCUNE tentative n'est faite pour ANNULER leurs droits et

leurs recours en temps utile. D'eux, le Congrès n'assume pas traiter, et ils ne sont ni du SUJET ni de L'OBJET des lois fiscales".

Long vs. Rasmussen, 281 F. 236, 238. (1922); également, Economy Plumbing and Heating vs. U.S., 740 F. 2d 585, 589. (1972) [Ah, un assez nouveau pour vous, les sceptiques!]

Comme vous pouvez le constater, personne n'est tenu de fournir un formulaire W-4 comme condition d'emploi, mais seulement lorsqu'il se rapporte au nombre d'exemptions réclamées, le cas échéant. Bien sûr, les formulaires W-4 ne s'appliquent qu'à ceux qui engagent leur responsabilité en se livrant à des activités à revenu imposable (ce que presque AUCUN d'entre vous ne fait). En outre, les formulaires W-4 ne doivent pas être soumis à l'IRS si l'individu n'est "ni du sujet ni de l'objet de l'impôt sur le revenu" (et vous, les employeurs, comprenez mieux cela!). (Voir la clause "Exception" deux (2) de la Règlementation du Trésor 31.3402 (f)(2)-1(g); et aussi l'affaire Economy, précitée.

PRÉLÈVEMENT VOLONTAIRE * ?? *

Peut-il y avoir un accord volontaire pour retenir un impôt SI L'INDIVIDU N'EST PAS SOUMIS À L'IMPÔT? Par erreur, beaucoup d'entre vous ont considéré l'Article 3402 (p) de l'Internal Revenue Code comme un moyen de payer volontairement un "impôt" qui n'était pas dû de quelque manière que ce soit -- vous vouliez simplement être "l'un des nombreux" contributeurs volontaires aux criminels gestionnaires efficaces et altruistes du gouvernement (qui seraient bonnement qualifiés de "contribuables").

Cependant, une inspection plus minutieuse avec un raisonnement plus sain révèle que ce n'est pas le cas. Le 3402 (p) se lit en partie:

"Article 3402 (p): Accords de retenue volontaire

Les règlements autorisent le Secrétaire à prévoir la retenue -- [et si vous n'avez pas de secrétaire?]

(1) sur une rémunération pour des services rendus par un employé à son employeur qui (sans égard au présent paragraphe) ne constitue pas un salaire, et

(2) sur tout autre type de paiement pour lequel le Secrétaire estime qu'une retenue serait appropriée en vertu des dispositions du présent chapitre". (En partie)

Indépendamment de ce qui constitue ou ne constitue pas un salaire au sens des lois sur les revenus internes, examinons cette réglementation pour voir quel type de paiement le Secrétaire trouve approprié [que se passera-t-il si elle/il est vraiment sous-payé(e), stupide indicateur?], ou mieux encore, voyons ce que le Secrétaire au Trésor juge inapproprié. [Oh bon sang; ils devaient signifier le Secrétaire au Trésor; ne pouvaient-ils pas simplement le dire?] La Réglementation du Trésor 31.3402(p)-1(a) se lit en partie comme suit:

"Article 31.3402(p)-1. Accords de retenue volontaire.

(a) En général. L'employé et son employeur peuvent conclure un accord en vertu de l'article 3402(b) prévoyant la retenue d'impôt sur le revenu lors du paiement des montants visés à l'alinéa (b)(1) du 31.340(a)-3, fait après le 31 Décembre, 1970 [Ouf, Economy Plumbing l'a juste mis dans les nouvelles en 1972]. Un accord ne peut être conclu en vertu du présent article QUE POUR LES MONTANTS INCLUS DANS LE REVENU BRUT DE L'EMPLOYÉ EN VERTU DE L'ARTICLE 61, ET DOIT ÊTRE APPLICABLE À TOUT CES MONTANTS VERSÉS PAR L'EMPLOYEUR".

Ce que cela signifie? VOUS NE POUVEZ PAS CONCLURE UN ACCORD DE RETENUE VOLONTAIRE SAUF SI CELA CONCERNE DES MONTANTS INCLUS DANS LE "REVENU BRUT" EN VERTU DE L'ARTICLE 61 QUI EST SOUS "L'IMPÔT SUR LE REVENU" DE L'INTERNAL REVENUE CODE (AUQUEL PRESQUE AUCUN D'ENTRE VOUS N'EST QUALIFIÉ), QUI EST UNE TAXE D'ACCISE QUI N'EST IMPOSÉE QUE SUR LES ACTIVITÉS À REVENU IMPOSABLE (PAS LES PERSONNES OU LES BIENS), ET QUI N'EST BIEN SÛR PAS IMPOSÉ SUR L'EXERCICE LIBRE DU DROIT CONSTITUTIONNELLEMENT GARANTI DE GAGNER VOTRE VIE DANS DES ACTIVITÉS INNOCENTES ET INOFFENSIVES.

Tout ramène au terme "contribuable" tel que défini dans les lois sur les recettes fiscales. C'est la porte d'entrée même de l'Internal Revenue Code. Ce n'est qu'en exerçant des activités ou des événements à revenu imposable (ce que presque AUCUN d'entre vous ne fait) que l'on devient responsable et assujetti aux lois fiscales.

Les employeurs agissent à titre de fiduciaire. Ils occupent des postes de confiance. Ce n'est pas à l'employé d'enseigner la loi à l'employeur. En droit, les employeurs sont censés CONNAÎTRE LE LOI dans la mesure où elle s'applique à la retenue d'impôts et au paiement correct des salaires contractés. Pourtant, il semble que la plupart des employeurs aient refusé de reconnaître les décisions de la Cour Suprême des États-Unis quant à la véritable nature d'un prétendu "impôt sur le revenu" et continuent de

retenir ad nauseam illégalement, sous le prétexte, le simulacre et le subterfuge de retenues à la source!

Combien de fois les employeurs ont-ils été informés que les individus exerçaient simplement leur droit constitutionnel de travailler et n'étaient pas assujettis à l'impôt sur le revenu?

D'après vous, combien de fois les employeurs ont-ils été informés que l'impôt sur le revenu est un impôt indirect et, par nature, une accise ???

Combien de fois les employeurs ont-ils été informés de cas tels que Pollock, Flint, Brushaber et Stanton ???

Combien de fois ont-ils eu l'occasion d'obtenir des informations sur la véritable nature de l'impôt sur le revenu?

"*L'ignorance coupable* est ce qui résulte d'un défaut d'exercer une diligence usuelle pour acquérir la connaissance, et la connaissance qui pourrait être acquise par l'exercice d'une diligence usuelle est légalement imputée à la personne et elle est présumée avoir une connaissance constructive. Luck vs. Buffalo Utkes, Tcx.Civ.App., 144 S.W. 2d 672, 676". BLACK'S LAW DICTIONARY, 5^{ème} Edition, page 672.....!!!!

Les employeurs peuvent-ils maintenant dire: "Oh ça alors, on ne savait pas"? Si les employeurs avaient des doutes, ils auraient dû soumettre les descriptions de travail de leurs divers employés à un professionnel du SAVOIR afin de pouvoir obtenir un avis officiel permettant de déterminer si la nature du travail impliquait réellement une activité imposable à des fins fiscales. NOTE: JE N'AI PAS DIT "AVOCAT" CAR LES AVOCATS CONNAISSENT QUE DALLE, NUL, ZÉRO ET PIRE, DE LA LOI! ILS SONT DANS DES AFFAIRES QUI LES QUALIFIERAIENT ÉGALEMENT LA PLUPART EFFECTIVEMENT COMME DES "CONTRIBUABLES" POUR LA PRATIQUE D'ACTIVITÉS ILLÉGALES, NON INNOCENTES ET NUISIBLES. JE REPRENDRAI CELA AVEC EUSTACE MULLINS JUSTE DÈS QUE NOUS TROUVERONS LE TEMPS DE DÉCLARER COUPABLES LES "VIOLEURS DE LA JUSTICE", AIDÉS ET ENCOURAGÉS PAR LES LÉGISLATURES, LE CONGRÈS ET LES COURS D'INJUSTICE À TOUS LES NIVEAUX D'ABATTAGE DE LA JUSTICE.

Au lieu de ce qui précède, les employeurs soumettent de manière arbitraire et illégale le nom de tous leurs employés comme s'ils se livraient tous à des activités imposables (ce que presque AUCUN d'entre vous ne fait).

Si des employeurs pensent qu'ils ont été trompés par un avocat, un CPA ou une personne des services fiscaux (oh, Dieu l'interdit), alors leur action est proprement

contre les personnes qui, à leur avis, les ont trompés. Cependant, les employeurs sont toujours responsables des dommages et restitutions qu'ils ont créés pour le non-contribuable. ILS SONT TOUJOURS RESPONSABLES!

Oui, JE VAIS vous donner un exemple de lettre -- plus tard. Ceci, pour que vous ne bousilliez pas le travail. Je prends également l'attitude du "dégagement de toute responsabilité" du reste de vos qualificateurs du système judiciaire -- je ne pratique pas le droit, prenez ceci à vos risques et périls, je garderai mon nom, mon rang et mon numéro de série en secret et vous laisserai vous balancer à la corde du pendu tout seul. Eh bien, "quelqu'un" est allé de l'avant "pour vous préparer une place". Ainsi soit-il.

Eh bien, pourquoi ne pas juste "oser" un peu! Si vous vous organisez correctement à l'avance, qu'avez-vous à perdre? ENLEVEZ VOTRE NOM DE CETTE MAISON ET METTEZ-LA AU NOM D'UNE ENTREPRISE CRÉÉE DANS LE NEVADA AVEC LE RESTE DE VOS ACTIFS ET ALLEZ-Y! FAIS-LE BIEN! Vous pourrez être étiqueté "tordu", "a perdu la boule", "fauteur de troubles", "binoclard" et "balance". Alors quoi, vous aurez votre argent pour lequel vous rouspétez, gémissiez et pleurnichez toujours tous les 15 Avril environ. Lequel voulez-vous? Votre argent et gagner? Ou -- votre ego et pas d'attention amateur? Vous décidez et quand vous le ferez, nous passerons à autre chose.

VOUS N'AVEZ AUCUNE INTENTION DE FAIRE QUELQUE CHOSE AU SUJET DE VOTRE DÉSORDRE -- ALLEZ-VOUS EN! VOUS N'AUREZ PROBABLEMENT PAS D'AUTRE CHANCE CAR 'ILS "PRÉVOIENT DE BOUCLER LES LOIS AUTOUR DE VOUS -- CETTE ANNÉE ET CERTAINEMENT PAS PLUS TARD QUE "L'AN 2000 DU PLAN GLOBAL"! Les entraves légales "présumées" se resserreront encore et encore jusqu'à ce que vous ne reconnaitrez plus la différence, mes amis. Le nœud coulant vous engouffre déjà dans l'inconscience, ou du moins, quelque chose vous garde inconscients. Ne pouvez-vous pas jeter les changeurs de monnaie hors de VOTRE TEMPLE -- LE MAÎTRE L'A FAIT! FRAPPEZ SES SUCEURS DANS LA JUGULAIRE LÀ OÙ LE FLUX DE VIE CESSERA DE LES NOURRIR! MAIS VOUS DEVEZ CONSERVER VOTRE CONSTITUTION INALTÉRÉE ET COMMENCER À ENTRER EN PLEINE ACTION, MAINTENANT!

Dharma, permets une pause s'il te plaît. Nous entrerons dans le monde merveilleux mais anti-divin de la Sécurité Sociale, que vous constaterez est tout aussi illégale comme juste plus d'impôts indirects, pour lesquels pratiquement AUCUN d'entre vous n'est qualifié pour prendre part.

Puissions-nous avoir un merveilleux jour en amitié et puissions-nous nous réveiller pour la grande et glorieuse expérience que ce voyage d'expérience représente. Vous

vous ennuyez tous à mourir au point que vous ne pouvez regarder que Trump et le baseball -- jouons à de VRAIS jeux et donnons vie à votre nation -- un peu de patriotisme dans votre sang. Sauvons cette nation, indivisible, sous l'autorité de Dieu -
- VOUS POUVEZ LE FAIRE SI VOUS LE VOULEZ!

SALUT, HATONN SE RETIRE, S'IL TE PLAÎT.

JE TE REMERCIE.

CHAPITRE 9

ENREG. N° 2 HATONN

JEUDI, 21 JUIN, 1990; 8H57. L'AN 3, JOUR 309.

SÉCURITÉ SOCIALE

Ne vous attendez pas à trouver les informations suivantes correspondantes à celles qui vous ont été fournies. Ce sera contraire aux convictions de presque toutes les personnes en ce qui concerne la Sécurité Sociale. Malheureusement, beaucoup de gens croient à tort que l'argent qu'ils ont versé à la Sécurité Sociale est allé dans un compte spécial et qu'ils ont le droit de retirer cet argent à une date ultérieure, comme s'ils avaient souscrit à une assurance ou à un programme d'épargne. Ce n'est pas ainsi.

À mesure que les porte-parole de votre gouvernement entrent dans des discussions de confusion, il devient encore plus difficile de voir ce qu'il a été fait avec le programme. C'est un sujet tellement long que nous ne traiterons pas tant de la corruption après le vol de votre argent pour ce qui VOUS concerne et du fait que la Sécurité Sociale n'est en réalité qu'un impôt "indirect" supplémentaire.

L'argent "soi-disant légalement" collecté en vertu de la Loi sur la Sécurité Sociale n'est rien de plus que la perception d'une variété d'impôts indirects qui, comme nous l'avons vu dans les chapitres précédents, sont des impôts perçus lors de la réalisation d'un événement ou d'une activité imposable. Les seules personnes assujetties à ces impôts sont celles qui participent à des activités à revenu imposable et nous vous avons rappelé à plusieurs reprises que presque AUCUN de vous n'appartient à cette catégorie. Les impôts perçus en vertu de la Loi sur la Sécurité Sociale sont versés directement à la Trésorerie générale des États-Unis et ne font l'objet d'aucune affectation que ce soit. Retournez en arrière et relisez cette phrase. **LES FONDS ENTRENT DANS LA TRÉSORERIE GÉNÉRALE ET NE SONT D'AUCUNE MANIÈRE AFFECTÉS!** Vous noterez également que les paiements ou les dépenses au titre de la Loi sur la Sécurité Sociale sont considérés comme relevant du bien-être général. Cela vous semble-t-il "logique" de quelque manière que ce soit? Après tout, c'est votre bien durement gagné que vous pensiez mettre de côté pour votre sécurité ultérieure -- la protection sociale?

Beaucoup de gens croient également à tort que l'employé paie la moitié de la Sécurité Sociale et l'employeur, l'autre moitié. Vous verrez cependant que l'impôt payé par

l'employé "contribuable" est totalement différent de l'impôt payé par l'employeur. Il se trouve que les deux impôts/taxes "sont évalués" au même taux.

En d'autres termes, beaucoup de personnes pensent à tort qu'elles paient une sorte d'assurance qui leur donne le droit de recevoir ses avantages à une date ultérieure. Cela ne marche pas du tout comme ça. Vous verrez que la personne qui est assujettie à l'impôt et qui le paie ensuite n'a pas le droit de se demander où et comment l'argent va être dépensé -- il le verse simplement dans le fonds général.

Les créateurs de la Loi sur la Sécurité Sociale ont veillé à ce que les impôts perçus en vertu de la loi ne soient affectés à aucune fin particulière. Les rédacteurs de la Loi sur la Sécurité Sociale ont également veillé à ce que les impôts perçus sous cette loi soient véritablement des impôts indirects (pas le paiement de primes d'assurance) et qu'ils soient versés directement au Trésor fédéral et non dans un fonds spécial destiné à l'usage d'un individu ou d'un groupe d'individus en particulier. Beaucoup de gens auront du mal à croire ce qu'ils viennent de lire. Par conséquent, les affaires devant la Cour Suprême des États-Unis devront être utilisées pour corroborer les affirmations ci-dessus et vous prouver que nous délivrons la "vérité".

Regardons ce qu'il est écrit sur la SSA (Social Security Act). La SSA (14 Août 1935, chap. 531, 49 Stat. 620.) était divisée en onze titres différents. Certains des titres ont prévu l'affectation de fonds publics au bien-être général. D'autres titres de la loi ont prévu que certains impôts indirects devaient être versés directement dans le Trésor Américain, de même que tous les autres impôts, totalement libres, non affectés de quelque manière que ce soit, et disponibles pour le soutien général du gouvernement. Aucun de ces titres n'a garanti au "contribuable" un bénéfice pour l'argent versé.

Prenons l'exemple suivant: le Titre II a prévu l'affectation de fonds publics à la retraite (où la plupart d'entre vous ont le sentiment d'avoir contribué). Le Titre III a prévu l'affectation de fonds publics aux fins du chômage. Le Titre VIII a imposé un impôt dit de Sécurité Sociale sous la forme d'une ACCISE à payer par les employeurs, ainsi qu'un impôt différent à payer par les employés "contribuables", mais au même taux que l'impôt payé par les employeurs. Le Titre IX a imposé une autre taxe D'ACCISE à payer par les employeurs de huit personnes ou plus, qui est collectée sous le nom de "impôt sur le chômage". Indépendamment de l'étiquette utilisée, aucun de ces impôts/taxes n'est affecté à un but spécifique, mais tous vont directement au Trésor Fédéral pour être utilisés à quelque fin que ce soit, décidée par les fonctionnaires honnêtes et appliqués de votre gouvernement. Et dis donc, ils les ont utilisés! Les fonds entiers ont été dilapidés et c'est peut-être pour cette raison que vous "NON-CONTRIBUABLES" avez si diligemment et loyalement contribué, volontairement, avec vos propres fonds au système -- je ne vois aucune autre raison. C'est drôle que

vous ne puissiez pas déduire ces contributions en tant qu'organisme pour le bien-être. Oh eh bien, vous semblez tous penser que vous savez ce que vous faites parce que vous vous mettez en rang pour payer les ignobles ratés que vous avez mis au pouvoir pour vous contrôler et vous mutiler. Ainsi soit-il!

Une clause de séparabilité était prévue dans la loi (§ 1103), de sorte qu'il n'y aurait pas de relation directe entre les impôts versés au Trésor Fédéral et le but pour lequel les fonds publics devaient être dépensés. La clause de séparabilité était également motivée par le fait que, si les cours considéraient qu'un des onze titres de la Loi sur la Sécurité Sociale était invalide, cela n'aurait pas d'incidence sur les autres titres. Dans ce chapitre, nous nous intéressons principalement au Titre VIII qui a imposé un impôt à l'employé "contribuable" (où vous sembliez tous avoir cru avoir votre place) et un autre impôt au même taux aux employeurs. Dans ce chapitre, les Titres II, III et IX ne nous intéressent qu'incidemment. Une étape à la fois nous y mènera sûrement et savamment.

Les deux affaires marquantes *Steward Machine Co. vs. Davis*, 301 U.S. 548, et *Helvering vs. Davis*, 301 U.S. 619, sont celles ayant mis en cause la Loi sur la Sécurité Sociale (Social Security Act). Ces deux affaires ont été tranchées le même jour, le 24 Mai 1937.

Afin de jeter une bonne base et de démontrer l'approche de la Cour Suprême des États-Unis à l'égard de la Loi sur la Sécurité Sociale, nous allons d'abord discuter de l'affaire *Steward*. *Steward Machine Co.* était une entreprise de l'Alabama qui avait poursuivi un Mr. Harwell G. Davis à titre individuel et en tant que Percepteur des Impôts du District de l'Alabama, pour recouvrement des fonds versés en vertu du Titre IX qui a imposé la taxe d'accise à payer par les employeurs de huit employés ou plus. Il est intéressant de noter que la somme d'argent en cause dans cette affaire n'était que de 46,14 \$. Bon sang, étaient-ils toujours pointilleux dans ces "bons vieux jours".

Vous versez des milliers et des centaines de milliers de dollars dans le baril et ne semblez jamais vous en rendre compte.

L'entreprise a contesté la validité de la taxe d'accise imposée par le Titre IX de la loi, ainsi que la validité du Titre III, qui prévoyait l'affectation des fonds du Trésor Fédéral à des fins de chômage. L'entreprise a soutenu que les sommes perçues en vertu du Titre IX devaient être utilisées aux fins spécifiques du chômage en vertu du Titre III. En partie, elle a notamment soutenu que:

"Certes, l'imposition d'une taxe d'accise est constitutionnelle. Mais ici, le motif n'est pas dissimulé. Cela se démarque, révélant de manière frappante le pouvoir de taxation comme un simple prétexte.

"Quel rapport raisonnable avec le pouvoir de taxation du Congrès peut-on affirmer que cette mesure soutient? Il n'est pas prévu qu'un dollar des cotisations sociales soit utilisé pour les besoins généraux du gouvernement".

Argument du Pétitionnaire dans Steward, précité, page 551.

Le gouvernement, en revanche, a fait valoir que la taxe instituée par le Titre IX était un impôt indirect prélevé sur l'entreprise en ce qui concerne l'emploi de personnes, que l'utilisation des ressources fiscales serviraient au soutien général du gouvernement et qu'elles ne seraient pas réservées à des fins spécifiques. La Cour Suprême des États-Unis a confirmé l'argument du gouvernement.

La Cour Suprême des États-Unis a déclaré:

"La Loi sur la Sécurité Sociale (Loi du 14 Août 1935, C. 531, 49 Stat. 620, 42 U.S.C., c. 7 (Supp.) est divisée en onze titres distincts, dont seuls les titres IX et III sont ainsi liés à ce cas pour besoin de résumé.

"Le Titre IX est intitulé "Impôt pour les Employeurs de Huit ou Plus". Chaque employeur (à quelques exceptions près) doit payer pour chaque année civile "une taxe d'accise pour avoir des personnes à son service", la taxe devant être évaluée par les pourcentages prescrits des salaires totaux payables par l'employeur durant l'année civile en relation avec cet emploi. 901. On n'est toutefois pas un "employeur" au sens de la loi, à moins qu'on emploie huit personnes ou plus.....Les recettes, lorsqu'elles sont perçues, vont au Trésor des États-Unis comme les collectes de recettes fiscales en général. 905(a). Elles ne sont affectées d'aucune manière". Steward, précité, page 574.

"Le Titre III, qui est également contesté comme invalide, est intitulé "Subventions aux États pour l'Administration de l'Indemnisation du Chômage". Sous ce titre, certaines sommes d'argent sont "autorisées à être affectées" afin d'assister les États dans l'administration de leurs lois d'indemnisation du chômage.....le titre n'autorise que des crédits futurs.....Les crédits ainsi constitués n'étaient pas spécifiquement prélevés sur les recettes de l'impôt sur l'emploi, mais sur des fonds du Trésor". Steward, précité, pages 577-578.

Les articles cités dans l'affaire Steward démontrent que les "impôts sur le chômage" payés par les employeurs sont en fait des taxes d'accise qui ne sont pas affectées à un usage particulier et qui ne sont certainement pas destinées spécifiquement aux

allocations de chômage, mais sont plutôt versées au Trésor comme tout autre impôt sur le revenu. Si cet impôt avait été versé directement dans un fonds spécial au profit des chômeurs, cela aurait été assimilé à une prise de propriété privée sans juste compensation, et donc inconstitutionnel. Cette affaire démontre également que, s'agissant d'une accise, la taxe n'est pas perçue sur les salaires ni sur toute autre forme de propriété, mais que les salaires versés par l'employeur servent uniquement à mesurer le montant de la taxe imposée à l'activité professionnelle de l'entreprise.

Les dispositions relatives à l'évaluation et à la perception de la taxe d'accise, qui est simplement appelée "impôt sur le chômage", figurent maintenant au Sous-titre C, Chapitre 23 de l'Internal Revenue Code. Le chapitre 23 a pour titre "Loi Fédérale sur l'Impôt sur le Chômage", mais ce titre n'est utilisé que parce que le Congrès a adopté une loi autorisant son utilisation. L'Article 3311 de l'Internal Revenue Code se lit comme suit:

Article 3311. Titre abrégé

Le présent chapitre peut être qualifié de "Loi Fédérale sur l'Impôt sur le Chômage". 26 U.S.C. 3311

En réalité, ce titre est trompeur car, comme vous pouvez le constater à la page précédente concernant l'Affaire Steward, les recettes de la taxe d'accise ("en ce qui concerne l'emploi de personnes physiques") ne sont en aucun cas affectées, et surtout pas aux fins du chômage. Il est important de noter que les titres de chapitre et les entêtes d'article ne font pas partie de la loi. Le profane moyen n'aurait aucune raison de le savoir, mais les employeurs, via leurs avocats et les instructions pour faire des affaires, sont censés le savoir.

Avant d'aborder le Titre VIII, qui est la principale préoccupation, nous mettrons une de plus hors du chemin pour éviter d'autre distraction. La citation suivante de l'Affaire Steward est fournie pour démontrer deux faits. Premièrement, la reconnaissance continue des cours en 1937 de la règle constitutionnelle de la répartition appliquée aux impôts directs ainsi que la règle de l'uniformité appliquée aux impôts indirects. Deuxièmement, le fait que les cours ne considèrent pas le nom de l'impôt comme important.

"L'objet de la fiscalité ouverte au pouvoir du Congrès est aussi complet que celui du pouvoir des États, bien que la méthode de répartition puisse parfois être différente. "Le Congrès aura le pouvoir de lever et de percevoir des taxes, des droits, des impôts et des accises". Article I, 8. Si l'impôt est direct, il sera réparti selon le recensement ou le dénombrement. S'il s'agit d'un droit, d'une taxe ou d'une accise, il doit être uniforme

dans tous les États-Unis. Ensemble, ces classes comprennent toutes les formes d'impôts propres à la souveraineté (citation omise). Que l'impôt soit classé comme une "accise" n'est en réalité pas l'importance cruciale. Sinon, c'est un "impôt" (citation omise) ou un "droit" (citation omise). Une capitation ou un autre impôt "direct" ne l'est certainement PAS". Steward, précité, pages 581-582.

Aucun des impôts imposés par la Loi sur la Sécurité Sociale n'est réparti entre les États comme cela serait nécessaire pour les impôts directs. Il est évident que ce ne sont pas des impôts directs qui sont les impôts prélevés sur des personnes ou des biens, mais plutôt des impôts indirects qui sont prélevés sur la survenance d'événements imposables, par opposition aux fruits tangibles. (Il serait sage de revenir à la discussion sur l'Affaire Tyler) La Cour Suprême des États-Unis montre qu'il importe peu qu'un impôt indirect soit appelé une taxe, un impôt, une accise, un impôt sur le revenu ou autre, tant qu'il n'entre pas dans la catégorie d'un impôt direct qui devrait être réparti entre les États.

D'autre part, comprendre la différence entre les impôts directs et les impôts indirects est d'une importance cruciale pour comprendre n'importe lequel des impôts prélevés par la Loi sur la Sécurité Sociale -- vous devez donc bien les définir dans vos esprits.

Permettons à l'Affaire Steward d'établir le background de la Loi sur la Sécurité Sociale, et repréciser certains des principes fondamentaux de la fiscalité constitutionnelle; nous pouvons maintenant aborder facilement une autre affaire introduite comme l'Affaire Helvering avec la principale préoccupation, le Titre VIII. Notez que le "Mr. Davis" dans l'Affaire Steward est un Mr. Davis différent de celui de l'Affaire Helvering, pour ceux d'entre vous qui étudiez ces affaires.

Mr. George P. Davis, actionnaire de la Edison Electric Illuminating Co. de Boston, a intenté une action en justice pour empêcher cette société de procéder aux paiements et déductions prévus au Titre VIII de la Loi sur la Sécurité Sociale. (Voir Davis vs. Edison Electric Illuminating Co. de Boston, et autres, 89 F.2d 393). Mr. Davis a soutenu que les deux dispositions du Titre VIII en matière de taxation étaient inconstitutionnelles et nulles. Il a également affirmé que le Titre II était inconstitutionnel et nul parce que les pensions de vieillesse prévues au Titre II devaient être utilisées pour un groupe de personnes spécifique et non pour le bien-être général des États-Unis. En outre, Mr. Davis a affirmé que les deux titres se rejoignaient de telle manière que le Congrès n'aurait pas voulu adopter l'un sans l'autre. (Notez, s'il vous plaît, que Mr. Davis a également poursuivi en justice la Boston and Main RR Co., 89 F.2d 368, en raison des dispositions des Titres IX et III). (J'aime et apprécie Mr. Davis presque autant que j'apprécie Eustace Mullins, Howard Freeman et quelques autres "fauteurs de troubles" pour les "hommes du mensonge" et "fabricateurs polis"

établis). Davis vs. Boston n'a aucune incidence réelle sur cette affaire Helvering vs. Davis, nous ne l'examinerons donc pas davantage ici.

Avant que l'affaire n'arrive devant la Cour Suprême des États-Unis, la Cour d'Appel du Premier Circuit a convenu avec Mr. Davis et conclu que le Titre II était nul en tant qu'invasion des pouvoirs réservés aux États ou à la population par le Dixième Amendement et avec le Titre II en effondrement, il a emporté également le Titre VIII.

À propos, Guy Helvering, qui était Commissaire aux Recettes Fiscales et Percepteur du District de Massachusetts, est intervenu et a porté les questions devant la Cour Suprême des États-Unis, qui a infirmé les décisions de la Cour d'Appel du Premier Circuit. Eh bien, c'est ce à quoi vous êtes confrontés, vous les bons petits "non-contribuables", car vous avez permis aux idiots de "s'en tirer" avec ce comportement.

Regardez les arguments présentés par les pétitionnaires (Holvering et autres, qui représentaient le gouvernement). Ils sont tout à fait contraires aux convictions de la plupart des gens en matière de Sécurité Sociale. Une petite partie de l'argument se lit comme suit:

"Étant donné que l'employeur n'est qu'un agent de retenue à la source en ce qui concerne l'impôt des employés, ni l'entreprise ni l'actionnaire ne peuvent demander d'en être soulagés.

"L'impôt des employés (un impôt spécial sur le revenu) (citation omise) et l'impôt des employeurs (une accise) sont conformes à l'exigence d'uniformité.

"Ce sont de véritables taxes, leur but étant simplement de générer des recettes. Aucune conformité avec un plan de réglementation fédérale n'est impliquée. Les recettes sont versées sans restriction au Trésor public sous forme de recettes fiscales, disponibles pour le soutien général du Gouvernement. [Eh bien, ils ont certainement dit la vérité dans cette déclaration]. Bien que le Congrès ait pu prévoir que, sur plusieurs années, les taxes compenseraient à peu près les pertes générées par les affectations totalement indépendantes autorisées en vertu du Titre II, une telle équivalence budgétaire approximative n'est pas suffisante pour priver le Titre VIII de sa qualité en tant que véritable mesure d'imposition/taxation.

"La Cour d'Appels du Circuit a commis une erreur en s'engageant à se prononcer sur la validité du Titre II. (Citations omises) Un contribuable n'a aucun pouvoir pour contester le bien-fondé de quelque dépense que ce soit du Trésor Fédéral. Cette règle n'a été assouplie que là où l'usage des impôts est affecté à un but spécifique. [Si vous n'êtes pas nauséeux à ce point, je suis extrêmement déçu].

"L'impôt des employés est une retenue à la source, l'employeur étant un agent percepteur ou un intervenant. Les dispositions relatives à la retenue elles-mêmes ne sont pas contestées, ni ne peuvent être attaquées avec succès. (Citations omises)

"L'entreprise ne peut que se plaindre de la violation de sa propre immunité constitutionnelle. (Citations omises) Aucun employé ne se plaint. (Citations omises) [Ah, ceci est-il en train de s'insinuer pour ce qui est des probabilités?] La qualité d'actionnaire ne peut être meilleure que celle de son entreprise. [FAITES-LE BIEN, CHÉLAS! UNE GAFFE ET ILS JETTERONT LE BÉBÉ AVEC L'EAU ET VOUS FERONT RÉPARER LES DÉGÂTS].

"Le pouvoir d'affecter pour le bien-être général accordé par l'Article I, 8, clause 1, n'est pas limité par ou aux autres pouvoirs énumérés du Congrès. (Citation omise) La question de savoir si une dépense est destinée au bien-être général relève complètement de la détermination du Congrès (citation omise) La décision du Congrès ne peut faire l'objet d'un examen juridictionnel si "par une possibilité raisonnable, c'est pour le bien-être général". (Citation omise) "L'argument de Helvering dans Helvering vs. Davis, 301 U.S. 619, pages 621-622.

La Cour Suprême des États-Unis s'est prononcée en faveur du gouvernement, infirmant ainsi la décision de la juridiction inférieure. La Cour Suprême des États-Unis a déclaré:

"La Loi sur la Sécurité Sociale (Loi du 14 Août 1935, chap. 531, 49 Stat. 620, 42, U.S.C., chap. 7, (supp.)) est à nouveau contestée.

"Dans l'Affaire Steward Machine Co. vs. Davis, tranchée ce jour, ante, p. 548, nous avons confirmé la validité du Titre IX de l'acte qui impose une accise aux employeurs de huit personnes ou plus. Dans ce cas, les Titres VIII et II constituent le sujet de contestation. Le Titre VIII impose une autre accise sur les employeurs en plus de celle imposée par le Titre IX (bien qu'avec des exemptions différentes). Il impose aux employés un impôt spécial sur le revenu à déduire de leur salaire et à payer par les employeurs. Le Titre II prévoit le paiement des Prestations de Vieillesse, et fournit le motif et l'occasion, compte tenu des assaillants de la loi, pour le prélèvement des impôts prévus par le Titre VIII. Le schéma des deux titres va maintenant être résumé plus en détail.

"Le Titre VIII, comme nous l'avons dit, prévoit deux types d'impôts différents: un "impôt sur le revenu des employés" et "un impôt d'accise sur les employeurs". L'impôt sur le revenu des employés est calculé en fonction des salaires versés au cours de l'année civile. 801. L'impôt d'accise de l'employeur doit être payé relativement à

l'emploi de personnes physiques et, comme l'impôt des employés, est évalué par les salaires. 804. Les deux impôts sont au même taux. 801, 804....Les recettes de ces deux impôts doivent être versées au Trésor, comme les impôts sur les recettes fiscales en général, et ne fait l'objet d'aucune affectation. 807 (a)". Helvering, précité, 6344-365.

Comme vous pouvez le constater, aucun des deux impôts prélevés par le Titre VIII n'est versé dans un compte spécial, mais au Trésor comme tout autre impôt. Vous pouvez également constater que l'impôt n'est pas basé sur les salaires, mais est évalué SELON les salaires. S'il s'agissait d'un impôt direct, il devrait être réparti entre les États. Il ne s'agit pas d'un impôt direct, mais d'un impôt indirect sur la survenance d'un événement ou d'une activité qui doit être imposable à des fins fiscales (à laquelle pratiquement AUCUN d'entre vous ne participe), avec le revenu, sous forme de salaire, servant uniquement à évaluer l'impôt. Par conséquent, il va sans dire que le SEUL employé qui serait assujéti à cet "impôt spécial sur le revenu", simplement appelé "Impôt Au Titre de la Sécurité Sociale", EST UN EMPLOYÉ QUI EST EMPLOYÉ DANS UNE ACTIVITÉ À REVENU IMPOSABLE (ce qui vous laisse presque TOUS en dehors). En outre, vous pouvez également constater que l'employeur ne paie pas la moitié de la Sécurité Sociale, mais verse une taxe différente sur l'activité qui consiste à "avoir des personnes à son service", et que le taux de cette taxe différente "se trouve" être au même taux que l'impôt du salarié qui est employé dans une activité imposable (ce que presque AUCUN d'entre vous n'est). De plus, qu'est-il arrivé aux "huit employés ou plus"?

Dis donc, est-ce que celui-ci est aussi allé à vau-l'eau? Mais, si vous êtes intelligents et craignez que le "Juge" puisse un jour se prononcer contre vous -- N'AYEZ JAMAIS PLUS DE HUIT EMPLOYÉS DANS UNE ENTREPRISE. MIEUX, N'AYEZ AUCUN EMPLOYÉ EN TANT QUE TEL! ENQUÊTEZ SUR LA GESTION D'ENTREPRISE ET D'AUTRES POSSIBILITÉS. QUE DITES-VOUS? "PLUS D'UNE FAÇON D'ACCOMMODER UN LAPIN"? EH BIEN CHÉLAS, VOUS DEVEZ ÊTRE AUSSI CRÉATIFS QUE LES MAÎTRES DE PRISON.

Alors que la Cour Suprême des États-Unis, et interrompons ici -- Où trouvez-vous votre Cour Suprême? N'ai-je pas raison en ceci que les Juges sont "nommés par" le PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS et simplement "approuvés par" vos représentants, etc.??? Ne sont-ils pas nommés pour occuper le poste à vie ou pour leur propre choix de retraite?

Ne "pencheraient-ils pas en quelque sorte" dans le sens de statuer en faveur de celui qui paie leurs salaires de vie et leurs programmes de retraite s'ils décident de prendre une retraite anticipée? Ne vous attendez pas à ce que la Cour Suprême soit de VOTRE côté s'il existe un moyen en ENFER de se prononcer contre vous en matière d'argent.

Cela, bien-aimés, est le troc de Satan! Cela, avec le contrôle, l'ego, la position et le POUVOIR! Vous devrez simplement mieux jouer au jeu et faire preuve de persistance jusqu'à ce que les masses puissent passer outre en très grand nombre!

Est-ce que vous réalisez que vous autorisez volontiers les auteurs d'infractions criminelles contre vous le peuple à aller de l'avant et prendre leur retraite de "l'arnaque de votre-non-service" avec une indemnité de retraite et des privilèges complets sous ces manipulations légales !! Même si la paie est initialement retirée pour faire valoir votre point de vue citoyen, elle est ensuite rétablie lorsque vous ne regardez pas en raison d'une autre distraction créée pour que vous ne le remarquiez pas. C'est un sale jeu mené contre vous les contribuables. Pourquoi ne pas simplement marcher quelques portes plus loin chez votre voisin -- ou le marchand local, et jeter votre argent sur la table et payer ses factures? En outre, pourquoi ne pas simplement lui créer un fonds de retraite afin qu'il ne soit plus jamais obligé de travailler, dans sa vie restante et au-delà -- car cette retraite se poursuivra avec son/sa conjoint(e) après son décès. Gentil garçon! N'est-ce pas gentil de votre part? Vous payez même pour la protection d'anciens fonctionnaires -- TELS QUE HENRY KISSINGER qui exige et continue d'avoir des gardes du corps et des protecteurs des services secrets. Il n'y a tout simplement aucune limite à la bonne nature de vous contributeurs à votre propre pauvreté. VOUS PROTÉGEZ CERTAINS COMME CEUX-LÀ PENDANT QU'ILS ONT LEURS PROPRES RICHESSES CRIMINELLES ACQUISES POUR METTRE DES CONTRATS SUR VOS VIES MÊMES, VOUS AGNEAUX AVEUGLES. AINSI SOIT-IL, AINSI SOIT-IL.

Retournez à la Cour Suprême des États-Unis (ainsi qu'à Helvering), qui a déclaré que le Titre VIII prévoyait deux types d'impôts différents (un impôt sur le revenu des employés et une accise sur celui des employeurs); la cour a également déclaré que le fait de qualifier la taxe d'accise n'est en réalité pas d'une importance cruciale. Il n'est pas non plus d'une importance cruciale si un impôt est appelé "impôt sur le revenu". Les deux impôts sont conformes à la règle de l'uniformité et ne peuvent être prélevés qu'en tant qu'impôts indirects. Maintenant, vous pouvez voir que celui qui exerce le pouvoir de la Loi de l'Amirauté et du contrôle dictatorial peut établir ses propres règles et règlements au fur et à mesure et elles deviennent "légales" simplement à cause des circonstances de l'arme sur la tempe.

La question d'une importance cruciale pour vous dans le présent document, pour un employé, est de savoir si son travail implique ou non une activité imposable à des fins fiscales, donc ne vous laissez pas distraire. Sinon, il n'entre pas dans le champ d'application de la législation fiscale, y compris de celle qui implique ce que l'on appelle les Impôts de Sécurité Sociale. En outre, les employeurs, par le biais de leurs avocats, sont censés SAVOIR CELA!

Dharma, permets-nous une pause à ce stade. Une bouchée à la fois est plus facile à digérer. Nous terminerons la conférence sur la Sécurité Sociale cet après-midi. Merci pour ton service et ton temps, nous devons vraiment permettre d'autres écrits pour rendre ce Journal disponible en temps utile pour au moins le lister comme disponible à la réunion de Juillet. Tu vas avoir ce jour de congés n'importe quelle année maintenant, n'oublie pas le merveilleux cadeau que tu offres à tes frères -- une augmentation d'au moins 20% de leur "propriété" de salaire net pour lequel ils ont pleinement le droit d'exister et de gagner une récompense libre et claire pour leur production légale, innocente et inoffensive! Peut-être que certains d'entre eux t'enverront un bouquet de roses à l'occasion ou, mieux encore, peut-être que l'humanité verra ses propres chaînes et les rejettera!

SALUT!

CHAPITRE 10

ENREG. N° 3 HATONN

JEUDI, 21 JUIN, 1990; 12H32. L'AN 3, JOUR 309.

SÉCURITÉ SOCIALE; PLUS DE RÉVÉLATIONS

Bien qu'une multitude de lois différentes aient apporté de nombreux changements à l'Internal Revenue Code depuis 1935, les principes de la taxation constitutionnelle restent exactement les mêmes et vous devez garder cela au premier plan de votre attention. Les principes constitutionnels sur lesquels la Cour Suprême des États-Unis a statué sur la validité des titres particuliers de la Loi sur la Sécurité Sociale restent également les mêmes. Les descendants du Titre VIII figurent dans le Sous-titre C du Chapitre 21 de l'Internal Revenue Code. Le chapitre 21 a pour titre "Federal Insurance Contributions Act" (Loi Fédérale sur les Contributions d'Assurance). Ce titre ne faisait pas partie de la Loi sur la Sécurité Sociale de 1935. Le Congrès a simplement adopté une loi autorisant l'utilisation de ce titre.

L'Article 3126 du code se lit comme suit:

Article 3126. Titre abrégé

Le présent chapitre peut être qualifié de "Loi Fédérale sur les Contributions d'Assurance". 26 U.S.C. 3126

Ce titre est également trompeur car, comme vous pouvez le constater dans l'Affaire Helvering, les impôts perçus sont de véritables impôts qui vont à la trésorerie générale et ne sont affectés à aucune fin spécifique. Les impôts perçus en vertu du chapitre 21 sont maintenant divisés en deux groupes pour l'employé "contribuable" et deux groupes pour l'employeur. N'oubliez pas que les titres de chapitre, les en-têtes d'article et les légendes ne font pas partie de la loi. Les articles applicables se lisent comme suit:

Sous-chapitre A -- Impôt Des Employés

Article 3101. Taux d'imposition

(a) Assurance vieillesse, survivants et invalidité

Outre les autres impôts, le revenu de chaque individu est soumis à un impôt égal au pourcentage ci-dessous des salaires (au sens de l'article 3121 (a)) perçu en raison de son emploi (au sens de l'article 3121 (b)) --

(1) en ce qui concerne les salaires perçus au cours des années civiles de 1974 à 1977, le taux est fixé à 4,95%;

(2) en ce qui concerne les salaires perçus au cours de l'année civile 1978, le taux est fixé à 5,05%;

(3) en ce qui concerne les salaires perçus au cours des années civiles 1979-1980, le taux est fixé à 5,08%;

(4) en ce qui concerne les salaires perçus au cours de l'année civile 1981, le taux est fixé à 5,35%;

(5) en ce qui concerne les salaires perçus au cours des années civiles 1982 à 1984, le taux est fixé à 5,40%;

(6) en ce qui concerne les salaires perçus au cours des années civiles 1985 à 1989, le taux est fixé à 5,70%; et

(7) en ce qui concerne les salaires perçus après le 31 Décembre 1989, le taux est de 6,20%. 26 U.S.C. 3101(a). [Croyez-vous réellement que cela durera vraiment pour toujours? Eh bien, peut-être qu'une fois que les vauriens auront réalisé qui sont les "contribuables" "éligibles" "qualifiés", le montant baissera rapidement. Tant "qu'ils" pensent que vous êtes qualifiés comme des "contribuables", cela continuera à croître et à croître].

Les montants suivants à retenir sur le salaire de l'employé "contribuable" sont indiqués à l'Article 3101(b)

(b) Assurance hospitalisation

En plus de l'impôt établi par le paragraphe précédent, il est prélevé sur le revenu de chaque individu un impôt égal aux pourcentages suivants du salaire (tel que défini à l'article 3121(a)) reçu par lui en ce qui concerne l'emploi défini à l'article 3121(b)) --

(1) en ce qui concerne les salaires perçus au cours des années civiles 1974 à 1977, le taux est fixé à 0,90%;

(2) en ce qui concerne les salaires perçus au cours de l'année civile 1978, le taux sera de 100%;

(3) en ce qui concerne les salaires perçus au cours des années civiles 1979 et 1980, le taux est fixé à 1,05%;

4) en ce qui concerne les salaires perçus au cours des années civiles 1981 à 1984, le taux sera de 1,30%;

(5) en ce qui concerne les salaires perçus au cours de l'année civile 1985, le taux est à 1,35%; et en ce qui concerne les salaires perçus après le 31 Décembre 1985, le taux est fixé à 1,45%. 26 U.S.C. 3101 (b)

L'impôt qui doit être payé par l'employeur est indiqué dans le Sous-chapitre B du Chapitre 21.

Sous-chapitre B -- Impôt Des Employeurs

Article 3111. Taux de l'impôt

(a) Assurance vieillesse, survivants et invalidité

Outre les autres impôts, chaque employeur est soumis à une taxe d'accise, relative à l'emploi de personnes physiques, égale aux pourcentages ci-après des salaires (tel que défini à l'article 3121(a) et (t)) payés par lui en ce qui concerne l'emploi (tel que défini à l'article 3121(b)) --

(1) en ce qui concerne les salaires versés au cours des années civiles de 1974 à 1977, le taux sera de 4,95%;

(2) en ce qui concerne les salaires payés au cours de l'année civile 1978, le taux sera de 5,05%;

(3) en ce qui concerne les salaires versés au cours des années civiles 1979 et 1980, le taux est fixé à 5,08%;

(4) en ce qui concerne les salaires versés au cours de l'année civile 1981, le taux est fixé à 5,35%;

(5) en ce qui concerne les salaires versés au cours des années civiles 1982 à 1984, le taux est fixé à 5,40%;

(6) en ce qui concerne les salaires versés au cours des années civiles 1985 à 1989, le taux est fixé à 5,70%; et

(7) en ce qui concerne les salaires versés après le 31 Décembre 1989, le taux est de 6,20%. 26 U.S.C. 3111 (a)

J'énumère tous ces montants en pourcentages afin que vous puissiez VRAIMENT AVOIR LE "SENTIMENT" de l'ampleur du vol "illégal" de vos biens. Les montants suivants à payer par l'employeur sont indiqués à l'article 3111(b), qui se lit comme suit:

(b) Assurance Hospitalisation

En plus de la taxe établie par le paragraphe précédent, il est prélevé sur chaque employeur une taxe d'accise, relative à l'emploi de personnes physiques, égale au pourcentage ci-après des salaires (défini à l'article 3121(a) et (t)) payés par lui au titre de l'emploi (au sens de l'article (3121 (b)) --

(1) en ce qui concerne les salaires versés au cours des années civiles de 1974 à 1977, le taux est fixé à 0,90%;

(2) en ce qui concerne les salaires versés au cours de l'année civile 1978, le taux est fixé à 1,00%;

(3) en ce qui concerne les salaires versés au cours des années civiles 1979 et 1980, le taux est fixé à 1,05%;

(4) en ce qui concerne les salaires versés au cours des années civiles 1981 à 1984, le taux est fixé à 1,30%;

(5) en ce qui concerne les salaires versés au cours de l'année civile 1985, le taux est fixé à 1,35%; et

(6) en ce qui concerne les salaires versés après le 31 Décembre 1985, le taux est fixé à 1,45%. 26 U.S.C. 3111(b)

Il est important de souligner certains faits importants concernant les articles 3101(a), 3101(b), 3111(a) et 3111(b) de l'Internal Revenue Code. Premièrement, les en-têtes "ASSURANCE VIEILLESSE, SURVIVANTS, INVALIDITÉ" et les en-têtes "ASSURANCE HOSPITALISATION" sont en effet trompeurs. Les taxes imposées par ces articles n'ont absolument rien à avoir avec une assurance. Comme vous pouvez le constater dans l'Affaire Helvering, le gouvernement a déclaré qu'il s'agissait d'une véritable accise et que les recettes étaient versées sans restriction au Trésor, disponible pour le soutien général du gouvernement. En outre, la Cour Suprême des États-Unis l'a accepté!

Un fait supplémentaire important à souligner est que, lorsque les articles du code spécifient "chaque personne" ou "chaque employeur", il ne peut s'agir que des personnes qui exercent des activités imposables à des fins fiscales. AUXQUELLES PRESQUE AUCUN D'ENTRE VOUS NE PARTICIPE).

RAPPELEZ-VOUS,

"Un État ne peut imposer de charge pour la jouissance d'un droit reconnu par la Constitution Fédérale".

Murdock vs. Pennsylvania, 319 U.S. 105, page 113 (1943)

ET,

"L'individu, contrairement à l'entreprise, ne peut être imposé pour le simple privilège d'exister. L'entreprise est une entité artificielle qui doit son existence et ses pouvoirs conférés par sa Charte à l'État; mais les droits des individus à vivre et à posséder des biens sont des droits naturels pour la jouissance desquels une ACCISE NE PEUT ÊTRE IMPOSÉE". Redfield vs. Fisher, 292 P. 813, page 819 (1930)

ET,

"Les lois sur les recettes fiscales constituent un code ou un système réglementant l'évaluation et la perception des impôts. ELLES CONCERNENT LES CONTRIBUABLES ET NON LES NON-CONTRIBUABLES.

Ces derniers sont hors de leur champ d'application. AUCUNE PROCÉDURE N'EST PRESCRITE POUR LES NON-CONTRIBUABLES et AUCUNE tentative n'est faite pour annuler leurs DROITS et LEURS RECOURS EN BONNE ET DUE FORME. D'eux, le Congrès n'assume pas traiter, et ils ne sont ni du SUJET ni de l'OBJET des lois fiscales".

Long vs. Rasmussen, 281 F. 236, à la page 238 (1922);

Economy Plumbing and Heating vs. U.S., 470 F.2d 585, page 589 (1972) (Emphase ajoutée)

Rappelez-vous également que dans l'Affaire Brushaber (pages 16 à 17), la Cour Suprême des États-Unis a déclaré que la taxation des revenus était par nature une accise pouvant être appliquée en tant que telle. Tous les soi-disant "impôts sur le revenu" et les soi-disant "impôts au titre de la Sécurité Sociale" sont appliqués en tant

qu'impôts indirects (accises, droits ou impôts), mais sont appliqués (MIS) à des individus qui ne sont pas engagés dans des activités imposables (qui comprend presque vous TOUS).

Il convient également de souligner que dans les Affaires Steward et Helvering, les contestations sont venues en relation à l'impôt des entreprises en question. Les entreprises, bien sûr, sont des créations de l'État et, en tant que telles, n'ont aucun droit naturel -- mais, mes chers amis, elles ont certainement **DES DROITS ET DES PROTECTIONS DANS CE MERVEILLEUX ÉTAT OÙ ELLES SONT NÉES!**

Dans l'Affaire Flint, il a été décidé que le Congrès avait le pouvoir de taxer les activités des entreprises privées. L'Affaire Flint indique clairement que les impôts indirects ne sont JAMAIS DIRECTEMENT appliqués aux biens, mais uniquement aux activités taxables.

Ni l'entreprise ni l'actionnaire n'avaient le droit de contester l'impôt prélevé sur les employés, et il n'y avait pas de question soulevée quant à savoir quels employés, le cas échéant, des entreprises en question exerçaient des activités imposables. Une fois encore, il est évident que les seuls employés, ainsi que les seuls employeurs, qui sont soumis à l'un de ces impôts indirects sont **CEUX QUI SE LIVRENT À DES ACTIVITÉS QUI NE PEUVENT PAS ÊTRE TRAITÉES COMME UNE QUESTION DE DROIT CONSTITUTIONNEL!**

NUMÉRO DE SÉCURITÉ SOCIALE

Parlons brièvement de la question de l'employé qui fournit un numéro de Sécurité Sociale à l'employeur. Nous devons adopter une approche pratique et constitutionnelle de cette question. Pour quelle raison l'employeur pourrait-il exiger que l'employé NON-CONTRIBUABLE fournisse un numéro de Sécurité Sociale? L'employé moyen de la liste des salariés déclarerait que le numéro était nécessaire pour que l'employeur puisse retenir les cotisations de Sécurité Sociale, sans aucun doute. Mais si la description de travail de l'employé ne comporte aucune activité imposable, il n'est soumis à aucun de ces impôts indirects en aucune circonstance. Le droit de contracter légalement son propre travail pour s'engager dans des activités innocentes et inoffensives contre rétribution légale ne peut être (et n'a donc pas été) imposé à des fins fiscales. Assurément, le libre exercice d'un tel droit garanti par la Constitution ne peut être limité aux seuls individus qui fournissent un numéro. Il ne peut y avoir aucun acte du Congrès qui exigerait qu'un tel numéro soit fourni par un NON-CONTRIBUABLE.

"Lorsqu'il est question de droits garantis par la Constitution, il ne peut y avoir de réglementation ou de législation qui les abrogerait".

Miranda vs. Arizona, 384 U.S. 436, 491.

L'Internal Revenue Code contient en effet des articles demandant un numéro de Sécurité Sociale à ceux qui SONT assujettis à un impôt, mais le NON-CONTRIBUABLE n'entre pas dans le champ d'application de la législation fiscale. (Voir l'Affaire Economy, précitée).

De nombreuses personnes dans le "freedom movement" ont essayé d'obtenir un emploi sans donner un numéro de Sécurité Sociale, simplement pour voir l'employeur citer un article de l'Internal Revenue Code. Bien entendu, ce n'est pas une raison valable dans le cas d'un non-contribuable, car la législation fiscale ne concerne que le "contribuable" tel que défini. Si un employeur estime qu'un non-contribuable est tenu de fournir un numéro de Sécurité Sociale, la charge de la preuve incombe à l'employeur -- et non au NON-CONTRIBUABLE. L'employeur vivra des moments difficiles ici, car le numéro ne peut être demandé qu'aux assujettis à l'impôt (CE QUE PRESQUE AUCUN D'ENTRE VOUS N'EST)!

Même si l'employé a fourni un numéro à l'employeur, cela ne l'assujettit pas à l'impôt. *La remise d'un numéro ne change pas une activité non imposable en une activité imposable. C'est la nature de l'activité qui crée la responsabilité.*

Regardons maintenant l'Affaire Helvering. Après avoir discuté du Titre VIII dans l'Affaire Helvering, la Cour Suprême des États-Unis discute ensuite du Titre II de la loi.

"Le Titre II est intitulé "Assurances Vieillesse Fédérales". Les prestations sont de deux types: premièrement, les pensions mensuelles et deuxièmement, les paiements forfaitaires, les paiements de la deuxième classe étant relativement peu nombreux et sans importance.

"La première section de ce titre crée un compte dans le Compte du Trésor Américain....201. Toutefois, aucun crédit actuel n'est affecté à ce compte. La loi ne fait qu'autoriser les crédits annuellement par la suite...Un dollar ne va pas dans le Compte par la force de la loi attaquée seul, sans l'aide de lois à suivre". Helvering, précité, pages 635-636.

Il est maintenant évident qu'aucune des sommes collectées à partir des soi-disant impôts au titre de la Sécurité Sociale ne va directement dans un compte spécial. La seule manière dont l'argent entre dans le compte mentionné ci-dessus est lorsque le

Congrès s'approprie l'argent de la Trésorerie générale. Lorsque le public apprend que le compte de la Sécurité Sociale est épuisé, c'est uniquement parce que le Congrès n'a pas affecté suffisamment de fonds à la Trésorerie générale pour que le compte reste solvable.

L'argent collecté sous forme d'impôts au titre de la Sécurité Sociale va dans les fonds de la Trésorerie générale et, n'étant plus identifiable, est dépensé avec le reste de l'argent collecté. Prêtez attention aux arguments des politiciens concernant le statut du Système de la Sécurité Sociale et entendez VRAIMENT au sujet de quoi ils se disputent. Si le Congrès choisit d'affecter des fonds aux prestations de la Sécurité Sociale, il le peut. Toutefois, si le Congrès choisit de ne pas le faire, les "contribuables" (tel que défini) qui ont acquitté les soi-disant impôts au titre de la Sécurité Sociale ne peuvent légalement prétendre à ces fonds. Maintenant, ne commencez-vous pas à être heureux d'être des NON-CONTRIBUABLES (tels que définis)? Le paiement des impôts dans la Trésorerie générale est complètement séparable du choix du Congrès quant à la manière et là où les fonds publics doivent être dépensés.

Le Congrès peut imposer des taxes sur tous les sujets légitimes de taxation. S'il s'agit d'un impôt direct, il doit être réparti. S'il s'agit d'un impôt indirect (droit, taxe ou accise), il doit être uniforme. (Voir Steward, précité, pages 581-582). TOUTEFOIS, voici un autre cas auquel je parie vous n'aviez pas pensé: LE CONGRES PEUT SEULEMENT DÉPENSER DE L'ARGENT À DES FINS AUTORISÉES PAR LA CONSTITUTION AMÉRICAINE !!!!!

* * * * *

"Le Congrès aura le pouvoir de lever et de percevoir des Taxes, Droits, Impôts et Accises, de payer les Dettes et d'assurer la Défense commune et le Bien-être général des États-Unis; toutefois, tous les Droits, Impôts et Accises seront uniformes dans l'ensemble des États-Unis".

Constitution Américaine, Article 1, paragraphe 8, clause 1.

* * * * *

À condition que les dépenses soient considérées comme destinées à la défense commune et/ou au bien-être général de la nation, ces dépenses sont dans les limites de la Constitution. D'un autre côté, si les dépenses sont considérées comme destinées au bien-être de personnes spécifiques, par opposition au bien-être général de la nation, elles ne sont pas conformes à la Constitution et sont donc inconstitutionnelles.

Si une telle dépense de fonds publics pour les prétendues prestations de Sécurité Sociale est réputée être destinée au bien-être général de la nation, alors cette dépense est dans les limites de la Constitution. Les bénéficiaires ont droit aux avantages procurés par les crédits du Congrès, quelle que soit la source de revenu de laquelle la Trésorerie générale obtient ses impôts.

La taxe versée au Trésor est exactement cela; une taxe. Les sommes provenant de la trésorerie générale et ensuite dépensées pour le bien-être général sont exactement cela; le bien-être général. Le fait est qu'il est inutile pour une personne de dire que, parce qu'elle a payé de prétendus impôts au titre de la Sécurité Sociale, elle a droit à des prestations de Sécurité Sociale. Les deux sont séparables, ce qui était l'un des principaux objectifs de la clause de séparabilité de la Loi sur la Sécurité Sociale à la page 1103.

Malheureusement, l'incompréhension répandue de la Sécurité Sociale par les travailleurs et travailleuses Américains est d'une telle ampleur qu'il y en aura beaucoup qui ne croiront pas ce qu'ils ont lu dans ce livre et qui ne voudront pas le croire même s'ils vont à une bibliothèque de droit et obtiennent des copies des affaires judiciaires citées. Je le SAIS parce que cette information est déjà disponible pour vous de cette manière, depuis au moins 1986. En outre, elle est disponible depuis bien plus longtemps dans d'autres formats qui fonctionnent à partir d'un point de vue différent, mais fonctionnent néanmoins. VOUS ÊTES CONTRÔLÉS PAR LES MENSONGES ET LA PEUR -- PAS PAR LES LOIS CONSTITUTIONNELLES DE VOTRE TERRE. Il y aura cependant des Américains qui feront des recherches dans les affaires judiciaires pour tenter de faire la lumière sur les problèmes et les mensonges de "taxation" auxquels sont confrontés les travailleurs et travailleuses Américains, et l'un comprenant et agissant en conséquence ajouté à un autre agissant dans la compréhension, il y aura la vérité et le retour aux Lois et Droits Constitutionnels. Ne sera-t-il pas merveilleux quand le jour des profonds mensonges et de la mise en œuvre par la force sera mis derrière vous en tant que nation et peuple?

La Cour de l'Impôt des États-Unis a déclaré dans l'Affaire Penn Mutual, ce qu'il faut ici est une compréhension des principes fondamentaux. Gardant cela à l'esprit, faisons une pause pour donner plus de matière à réflexion. Si vous pouvez reprendre le contrôle dans une mesure où vous recouvrez la vérité dans votre SYSTÈME DE "JUSTICE", vous aurez de nouveau franchi le plus grand obstacle à votre réussite dans la voie de la liberté, des Droits et Egalité Constitutionnels sous la Loi. Vous récupérerez votre gouvernement du peuple, pour le peuple et par le peuple. C'EST TOUT DROIT LÀ DANS LES ÉCRITS DE VOTRE CONSTITUTION DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, UNE NATION, SOUS DIEU, INDIVISIBLE -- AVEC LIBERTÉ

ET JUSTICE POUR TOUS. UN RÊVE? PAS SI VOUS VOULEZ LE RÉPARER! VOUS POUVEZ LE FAIRE SI VOUS LE VOULEZ!

Avant d'affecter des fonds publics, le Congrès doit déterminer si les dépenses sont destinées au bien-être général de la nation. En lisant les différentes affaires judiciaires, vous constaterez que les cours n'interféreront pas avec le jugement du Congrès si, dans la mesure du possible, les dépenses sont destinées au bien-être général.

Si la fourniture de chèques de Sécurité Sociale à des millionnaires à la retraite chaque mois est réputée être destinée au bien-être général de la nation, de telles dépenses sont en effet légales et constitutionnelles. Si, en revanche, ces dépenses sont réputées ne pas concerner le bien-être général de la nation, elles constituent un détournement illégal et inconstitutionnel de fonds publics et constituent assurément un comportement criminel. Mais alors, le millionnaire n'a-t-il pas aussi probablement contribué à ce compte? Est-ce que n'importe qui en possession même d'une partie de ses facultés appropriées peut honnêtement soutenir que ce type de dépenses est pour le bien-être général de la nation?

Si l'utilisation de fonds publics pour financer les dépenses liées à l'avortement (au meurtre) de bébés à naître est considérée comme relevant du bien-être général de la nation, ces dépenses sont alors légales et constitutionnelles! Si, en revanche, ces dépenses ne sont pas réputées être destinées au bien-être général de la nation, elles sont également illégales et inconstitutionnelles.

Qu'une femme ait ou non le "droit" d'assassiner son propre bébé est un problème qui ne se pose pas ici. Que des fonds publics puissent être utilisés ou non légalement à cette fin est tout à fait une question différente.

Il semblerait toutefois que les questions relatives à la constitutionnalité de la dépense des fonds publics à des fins particulières ne soient PAS directement soulevées devant le Congrès ou devant les cours. Lorsque les travailleurs et travailleuses Américains comprendront mieux les principes fondamentaux de la fiscalité constitutionnelle et des dépenses constitutionnelles, ces questions seront alors correctement soulevées par les citoyens devant le Congrès, en plus d'être soulevées profondément devant les cours.

Un grand nombre de personnes souhaitent se débarrasser de la Sécurité Sociale car elles constatent que c'est mauvais, qu'elle est mal gérée et que ceux qui paient actuellement les coûts n'en bénéficieront probablement pas ultérieurement. D'autres, bien sûr, veulent conserver les programmes, car ils craignent avec raison que beaucoup de personnes âgées et pauvres ne disposent pas autrement de ressources suffisantes

pour subvenir à leurs besoins. Regardez bien, cependant, car vous pouvez constater dans les affaires de la Cour Suprême, les dispositions relatives à la taxation sont complètement distinctes des dispositions relatives à l'affectation de fonds publics pour le bien-être général.

Autrement dit, le Congrès peut légalement affecter des fonds au bien-être général de la nation s'il le souhaite -- et l'a fait constamment, sans même que vous en preniez note. Il peut aussi imposer tous les sujets légaux de la taxation/imposition -- et vous qui n'êtes pas soumis à l'impôt, vous êtes d'une certaine manière convaincus de faire un don (contribuez volontairement) selon les taux fournis plus les pénalités pour ne pas avoir donné assez.

Le Congrès peut même utiliser son pouvoir d'imposition directe, **ce qu'il n'a pas mis en œuvre depuis plus de 100 ans**, je suppose, car vous tous, NON-CONTRIBUABLES, continuez à faire des dons et à contribuer si librement en fonction de leurs besoins et de leurs taux. Je ne peux trouver aucune autre raison pour envoyer votre argent et remplir des formulaires, etc., car vous faites cela le plus illégalement alors que vous n'êtes même pas "éligibles" comme "contribuables".

S'il est évident que des millions de travailleurs ont de l'argent retenu sur leurs salaires sous le couvert, le prétexte, le simulacre et le subterfuge de retenue à la source, dite impôt au titre de la Sécurité Sociale, cette dépossession illégale et inconstitutionnelle des biens peut être brusquement interrompue sans compromettre le bien-être des nécessiteux. **Le Congrès aura toujours le pouvoir d'obtenir des revenus suffisants auprès des sujets légaux de taxation et les besoins de la nation pourront toujours être satisfaits de manière tout à fait constitutionnelle et le peuple pourra suivre le tout.**

Il est manifestement évident que vous devez prendre des mesures car tous les programmes destinés au bien-être général, ainsi que ceux dans lesquels les dépenses sont faites sous le prétexte de bien-être général, ont besoin d'être entièrement réexaminés et les programmes entièrement refondus.

Cependant, le peuple Américain ne sera pas en mesure de donner des instructions claires et significatives à ses fonctionnaires du Congrès tant qu'il n'aura pas compris les principes constitutionnels de taxation et les principes constitutionnels applicables à l'utilisation de fonds "publics".

SI VOUS PERMETTEZ À VOTRE CONSTITUTION D'ÊTRE RE-ÉCRITE OU D'ÊTRE MODIFIÉE TELLE QUE DÉJÀ RÉÉCRITE ET UNE MISE EN ŒUVRE

ASSURÉE DÉJÀ EN ROUTE, VOUS POUVEZ BIEN CONTINUER DANS VOTRE SOMMEIL CAR IL SERA TROP TARD!

ENTRE-TEMPS

Il reste beaucoup à faire pour mettre fin aux actes illégaux des employeurs qui retiennent volontairement, sciemment, dans la corruption et illégalement une partie du salaire de leurs employés sous le prétexte, le simulacre, le simulacre et le subterfuge de "retenue à la source" dans les cas où les descriptions de travail des employés ne comportent aucune activité à revenu imposable (qui est la catégorie à laquelle vous appartenez presque TOUS).

Les employeurs doivent savoir que les lois fiscales ne s'appliquent qu'aux personnes exerçant des activités imposables; c'est-à-dire: illégales, nuisibles et non innocentes. Ils doivent savoir que la retenue de fonds sous le couvert de l'imposition de ceux qui sont des non-contribuables et ne sont pas assujettis à l'impôt est totalement et manifestement illégal. Ce n'est que par manque de connaissances des travailleurs et travailleuses que ce crime continue encore et encore, sans relâche.

Je pourrais signaler un autre point d'intérêt à ces employeurs: ILS TROUVERONT SANS DOUTE QUE L'INTERNAL REVENUE SERVICE NE VIENDRA PAS À LEUR AIDE QUAND ILS SERONT POURSUIVIS EN JUSTICE PAR L'EMPLOYÉ NON-CONTRIBUABLE PRÉJUDICIÉ; pourvu que ce non-contribuable se présente comme un non-contribuable, tel que décrit dans l'Affaire Economy, et non comme un "contribuable" au sens de l'Internal Revenue Code.

Les lois fiscales autorisent les employeurs à retenir les impôts de leurs employés dont les descriptions d'emploi impliquent des activités imposables. Les lois ne les autorisent pas à violer les droits constitutionnels d'un individu ou à commettre une fraude et une extorsion contre un employé qui exerce simplement son droit garanti par la Constitution, conféré par Dieu, d'acquérir légalement des biens en engageant légalement son propre travail pour se livrer à des activités innocentes et inoffensives contre une compensation légale.

Terminons ce chapitre avec quelques mots de sagesse de la part de deux de vos Pères Fondateurs (je le sais, car j'étais là!).

"LA LIBERTÉ NE PEUT ÊTRE PRÉSERVÉE SANS UNE CONNAISSANCE GÉNÉRALE PARMİ LE PEUPLE". John Adams

"SI UNE NATION S'ATTEND À ÊTRE IGNORANTE ET LIBRE, ELLE S'ATTEND À QUELQUE CHOSE QUI NE PEUT ÊTRE". Thomas Jefferson

Et s'il vous plaît, juste quelques éléments de réflexion supplémentaires:

La liberté n'est pas une chose qui est à donner à n'importe qui; la liberté est quelque chose que les gens prennent et les gens sont aussi libres qu'ils souhaitent l'être.

La liberté supprimée et à nouveau retrouvée mord avec des crocs plus vifs que la liberté jamais mise en danger. (Je vous suggère de réfléchir à celui-ci avec le plus grand soin car vous en êtes à ce point maintenant -- vous pouvez aller dans un sens comme dans l'autre, amis bien-aimés).

L'Américain se sent tellement riche dans ses possibilités perçues d'illusion de liberté d'expression et d'expérience qu'il ne sait souvent plus pourquoi il se croit libre; il ne reconnaît plus ses autocrates natifs quand il les voit -- il est devenu engourdi et bête dans son cocon de mensonges et de tromperies tissés qui se dispersent tout autour de lui. Il a trop longtemps compté sur les projections des soi-disant experts et autorités qu'il a perdu son chemin et sa vérité -- en d'autres termes, il a perdu sa liberté et trop tard se réveillera-t-il pour trouver qu'elle n'est plus.

Un homme est libre ou ne l'est pas. Il ne peut y avoir d'apprentissage pour la liberté. La liberté est la volonté d'être responsable envers soi-même.

Ne vaut-il pas mieux mourir debout que de vivre éternellement à genoux?

Vous vous souvenez tous de la merveilleuse prière de "grâce", qui demande à Dieu de vous donner la possibilité de changer les choses que vous pouvez; d'accepter les choses que vous ne pouvez pas changer -- **ET LA GRACE ET LA CAPACITÉ, LA SAGESSE ET LES CONSEILS POUR RECONNAÎTRE LA DIFFÉRENCE!**

RECONNAISSEZ LA DIFFÉRENCE, CHÉLAS, CAR IL VOUS EST ACCORDE PAR LA GRACE D'AVOIR L'OPPORTUNITÉ DE CONNAÎTRE LA DIFFÉRENCE ET DE CHANGER VOTRE DESTIN!

Bien-aimée secrétaire, permets-nous de clôturer cette partie car la fatigue est lourde. Nous avons encore beaucoup à faire et peu de temps en effet, mais nous le prendrons comme nous pourrons. Pour l'instant, repose-toi et nous déterminerons si nous pouvons en faire plus ce jour. Je te suis reconnaissant, chéla.

Bon après-midi, Hatonn

CHAPITRE II

ENREG. N° 4 HATONN

JEUDI, 21 JUIN, 1990; 6H07. L'AN 3, JOUR 309.

AMENDEMENT SUR L'INCENDIE DE DRAPEAU (21/6/90)

Vous avez encore quelques (très peu) Sénateurs intelligents. Est-il possible que certains commencent à comprendre qu'ils devront eux aussi payer les conséquences d'une nouvelle constitution et de la Destruction venant du Nouvel Ordre Mondial? Nous n'allons pas trop insister, mais au moins l'amendement proposé visant à mettre un terme à l'incendie de drapeau n'a pas été adopté par le Sénat aujourd'hui. Ce n'est pas mort comme une question; mais terriblement atteint.

Il y a encore de l'espoir, car les Sionistes d'Israël sont en train de surestimer leur position et d'avoir des marques et des démérites très sombres pour leur manque flagrant continu de coopération envers tout semblant de paix.

Et ensuite, prions pour le grand nombre de personnes qui ont péri physiquement en Iran ce jour. Ce n'est qu'un avant-goût d'un plus grand à venir, mais nous devons avoir de la compassion car l'ancien est changé et la Mère se retourne et tremble dans son travail. Méfiez-vous des tremblements dans votre propre état ce jour, le vôtre à avenir ne sera pas loin non plus. La Californie tremble en réponse car vous ne pouvez pas avoir une telle douleur au même endroit sans être tous touchés par le puissant changement. Accrochez-vous étroitement au Père pour que le chemin puisse vous être montré.

LA VICTORY TAX (1942)

On parle souvent de quelques impôts supplémentaires et nous les évoquerons brièvement. Ils ne sont pas non plus ce qu'ils semblent être et sont de bons exemples de double langage et d'application de lois "supposées".

Le 21 Octobre 1942, le Congrès a adopté la "Loi sur le Revenu de 1942", Chapitre 619, 56 Loi 798. Une partie de cette loi comprenait ce que l'on appelle "Victory Tax" (Impôt

sur la Victoire), qui n'était rien de plus qu'un autre impôt indirect ajouté aux "impôts sur le revenu" qui étaient déjà établis à cette époque.

La "Victory Tax" semble être aussi mal compris que le 16^{ième} Amendement. Il est étonnant de constater à quel point de nombreuses personnes croient à tort que "l'Impôt Sur La Victoire" autorisait un impôt direct sur le salaire de l'individu. Nous allons entrer dans cette discussion car elle renforcera tout ce que nous vous avons donné à ce jour. SI "L'IMPÔT SUR LE REVENU" N'EST PAS POUR VOUS EN TANT QUE NON-CONTRIBUABLE, ALORS LA VICTORY TAX NE PEUT NON PLUS VOUS ÊTRE APPLIQUÉ À L'ÉPOQUE -- OU JAMAIS.

Cette croyance erronée a bien sûr commencé pendant la Seconde Guerre Mondiale, lorsque les Américains étaient sous le stress de la guerre. Les hommes et les femmes travailleurs acharnés de l'Amérique ont toujours été patriotes et ils ne se sont pas opposés à la retenue. Il aurait été considéré comme anti-Américain de s'y opposer. Après tout, vous aviez une guerre à gagner et l'effort de guerre devait être financé. À cette époque, vous n'aviez aucun moyen de savoir que la guerre avait été mise en scène, organisée et financée par des puissants au sein de votre propre structure élite de "tour de pouvoir", approuvée par vos plus hauts responsables politiques.

L'idée fausse concernant la Victory Tax, combinée aux idées fausses concernant la Sécurité Sociale, a fourni les éléments de base du plus grand racket d'extorsion jamais commis contre une nation de travailleurs acharnés. Ce qui est malheureux, c'est que le Congrès dispose d'un pouvoir fiscal suffisant pour fournir tout l'argent dont il a besoin, et qu'il n'y avait pas de besoin légitime, même en temps de guerre, d'extorquer de l'argent à des personnes sous prétexte de percevoir des impôts. Je le répète: le mal choisira toujours la méthode ferme et trompeuse, même si la vérité et les lois établies serviraient beaucoup mieux.

Voyez-vous, en adoptant une approche ferme et en la faisant adopter sans contradiction, la résolution passe pour vous mettre de plus en plus la pression car alors vous supposez qu'une chose est légale et cela est nécessaire pour se conformer à la loi. La loi devient alors un fait sans aucune contradiction -- après tout, qui sciemment truciderait son propre pays et ses citoyens?

Alors que la Loi Sur Le Revenu de 1942 était "légale" puisqu'elle ne s'appliquait qu'à ceux qui étaient assujettis à l'impôt, c'était la mauvaise application illégale de la loi qui avait créé les problèmes auxquels vous êtes confrontés aujourd'hui.

Je suppose que nous devrions démontrer que l'Impôt Sur La Victoire (Victory Tax) n'est pas un impôt direct sur les salaires, mais simplement un impôt indirect de plus

qui s'ajoute aux "impôts sur le revenu" déjà établis. Nous faisons cette chose ennuyeuse pour vous permettre de fixer dans votre mental que VOUS N'ÊTES TRÈS PROBABLE PAS UN CONTRIBUABLE DANS TOUTE CATÉGORIE QU'ILS PEUVENT ÉVOQUER POUR L'AFFIRMER À VOTRE ENCONTRE. Examinons quelques-unes des dispositions de la Revenue Tax Act de 1942 :

Regardez dans la partie inférieure de la page 801, sous l'Article 801, paragraphe (b), la Loi prévoit que, lorsqu'un amendement fait référence à un chapitre, à un sous-chapitre, à un titre, à un sous-titre, etc., il est fait référence à cette partie particulière de l'Internal Revenue Code. Juste en dessous du paragraphe (b), le paragraphe (c) stipule que les termes utilisés dans la présente Loi auront la même signification que dans l'Internal Revenue Code. Chaque fois que la Loi fait référence à une partie du code qui est sous l'impôt sur le revenu ou utilise un terme en référence à l'impôt sur le revenu, il va sans dire qu'elle s'applique uniquement aux personnes qui sont assujetties à cet impôt indirect en raison de leurs activités à revenu imposable.

À moins qu'une personne comprenne les dispositions fiscales de la Constitution initiale et connaisse l'interprétation correcte du 16^{ème} Amendement, elle ne comprendra jamais correctement une loi fiscale.

La page 884 de cette Loi se lit, en partie:

ARTICLE 172. IMPÔT TEMPORAIRE DES PERSONNES PHYSIQUES.

(a) L'Internal Revenue Code est modifié par l'insertion, à la fin du Chapitre 1, du nouveau sous-chapitre suivant:

SOUS-CHAPITRE D -- IMPÔT SUR LA VICTOIRE DES PERSONNES PHYSIQUES

Partie I -- Taux et Calcul de l'Impôt ARTICLE 450. PRÉLÈVEMENT D'IMPÔT.

Il sera levé, perçu et payé, pour chaque année fiscale commençant après le 31 Décembre 1942, un impôt sur la victoire de 5% du revenu net de l'impôt sur la victoire de chaque individu...

Pour la personne qui ne connaît pas les principes constitutionnels d'imposition, l'Article 450 semblerait s'appliquer à tout individu, que celui-ci soit impliqué dans des activités imposables ou non. Cependant, étant donné que le terme "revenu net d'impôt sur la victoire" a sa propre définition, vous verrez que tout revient à ce vieil impôt indirect appelé "impôt sur le revenu" qui ne s'applique qu'aux personnes impliquées dans des événements ou activités imposables. L'Article 451, à la page 884, dit en partie ceci:

ARTICLE 451. REVENU NET DE L'IMPÔT SUR LA VICTOIRE.

(a) Définition. Le terme "revenu net de l'impôt sur la victoire" dans le cas d'une année fiscale signifie...le revenu brut pour cette année à la page 888, l'Article 466 se lit comme suit:

ARTICLE 466. IMPÔT PERÇU À LA SOURCE.

(a) Exigence de Retenue. Il sera retenu, perçu et payé sur tous les salaires de chaque personne, dans la mesure où ces salaires peuvent être inclus dans le revenu brut, un impôt égal à 5% de l'excédent de chaque paiement de ces salaires pardessus la déduction de retenue à la source permise en vertu de cette partie.

Étant donné que le terme "revenu brut" est défini au chapitre 1 de l'Internal Revenue Code et s'applique uniquement aux "contribuables" tel que défini dans le code, c'est le langage de "dans la mesure où ce salaire est inclus dans le revenu brut" qui limite l'application des dispositions de la loi sur la retenue à la source aux seules personnes qui sont soumises à ce que l'on appelle "l'impôt sur le revenu" *en raison de leurs activités à revenu imposable*.

Pour démontrer davantage que l'impôt sur la victoire était simplement plus d'impôt indirect sur le revenu, citons l'Article 456 à la page 887 de la Loi.

ARTICLE. 456. LIMITATION DE L'IMPÔT.

L'impôt prévu à l'article 450 (impôt sur la victoire), calculé sans tenir compte des crédits prévus aux articles 453, 454 et 466 (e), ne doit pas dépasser 90 pour cent du revenu net du contribuable pour l'année fiscale pardessus l'impôt prélevé par les articles 11 (impôt normal) et 12 (surtaxe), calculé sans tenir compte des crédits prévus aux articles 31, 32 et 466 (e).

Tous les "impôts sur le revenu" ne s'appliquent qu'à ceux qui sont des "contribuables" au sens défini en raison de leurs activités ou événements imposables. Si les systèmes d'enseignement public avaient correctement éduqué les étudiants sur les principes constitutionnels en matière d'imposition et des droits civils, les hommes et femmes Américains travailleurs acharnés n'auraient jamais été trompés en leur faisant croire que l'employeur était "tenu" de retenir à la source sur les salaires qu'ils gagnent en engageant leur travail et leurs talents dans des activités légales, innocentes et inoffensives.

L'Impôt Sur La Victoire a été abrogé, mais essentiellement remplacé par la "Loi Actuelle sur le Paiement d'Impôt de 1943", Chapitre 120, 57 Loi 126. La "Loi Actuelle

sur le Paiement d'Impôt de 1943" est toujours en vigueur et autorise le recouvrement de "l'impôt sur le revenu" à la source sur les salaires. Cette perception d'impôts sur le revenu peut légalement être appliquée, toutefois, uniquement à ceux qui y sont assujettis en raison de leurs activités taxables.

Il est facile de comprendre pourquoi les gens ne se sont pas opposés à la retenue à la source en temps de guerre. L'Amérique est un grand et merveilleux pays. Cinq pour cent d'un salaire n'est pas grand-chose pour en "faire don" lorsque d'autres donnent leur vie pour protéger les libertés garanties par la Constitution des États-Unis. Mais la façon dont ce simulacre, ce racket d'extorsion de fonds, aurait pu être perpétré contre des Américains par leurs compatriotes Américains pendant plus de 40 ans depuis la Seconde Guerre Mondiale, dépasse tout entendement.

Éclairons une autre idée fautive avant de passer à un autre sujet. Beaucoup de gens, y compris des patriotes, croient à tort que le Congrès peut percevoir un impôt direct sans répartition en temps de guerre. NON, ILS NE PEUVENT PAS CONSTITUTIONNELLEMENT FAIRE UNE TELLE CHOSE! Une partie de l'idée fautive, cependant, découle d'une interprétation erronée de l'Article 1, Paragraphe 8, Clause 12 de la Constitution des États-Unis, qui dispose:

"Le Congrès aura le pouvoir....de lever et d'entretenir des armées, mais aucune affectation d'argent à cet usage ne sera accordée pour une durée supérieure à deux ans". Constitution Américaine, Article 1, Paragraphe 8, Clause 12.

Cette disposition de la Constitution ne modifie pas la règle selon laquelle tous les impôts directs DOIVENT ÊTRE RÉPARTIS. Elle n'autorise le Congrès qu'à prélever de l'argent de la trésorerie générale pour lever et entretenir des armées, mais pas pour une période supérieure à deux ans! Cette disposition d'affectation est la même en temps de guerre qu'en temps de paix et le pouvoir d'imposition du Congrès est le même en temps de guerre et en temps de paix. Bien que certains articles aient été écrits affirmant que le Congrès peut percevoir un impôt direct sans répartition en temps de guerre, cette conclusion n'est tout simplement pas fondée en droit.

Bien que les lois sur les revenus aient été appliquées illégalement et de manière arbitraire par de nombreux employeurs depuis des années à des individus dont l'emploi n'occasionne aucun événement ou aucune activité imposable à des fins fiscales, cette retenue de fonds sous prétexte de percevoir des impôts comme cela a été le cas pendant la Guerre Civile est illégale. Le fait que cela dure depuis environ un demi-siècle ne les rend PAS plus légales.

"Nul ne sera...privé de vie, de liberté ou de biens sans une procédure régulière; la propriété privée ne sera non pas plus prise pour un usage public, sans juste compensation".

Constitution Américaine, 5^{ème} Amendement (en partie)

La Cour d'Appel du 9^{ème} Circuit a déclaré:

"une pratique condamnée par la Constitution ne peut être sauvée par l'acceptation historique et la convenance présente". U.S. vs. Woodley, 726 F.2d 1328, 1338.

Ne pensez-vous pas qu'il est temps d'arrêter les pratiques et actes illégaux de ces employeurs qui retiennent sur les salaires sous la couverture, le prétexte, le simulacre et le subterfuge de percevoir des impôts?

C'est une grande sagesse de réaliser que vous pouvez tromper trop de gens trop souvent pour garder la vérité en perception. Une duperie a besoin de beaucoup d'autres, et ainsi toute la maison est construite dans les airs et doit bientôt tomber au sol -- et il en est ainsi, mes amis, il en est ainsi.

CHAPITRE 12

ENREG. N° 1 HATONN

VENDREDI, 22 JUIN, 1990; 9H21. L'AN 3, JOUR 310.

LA CONSTITUTION/THOMAS JEFFERSON:

Bien que des constitutions écrites puissent être violées dans des moments de passion et de désillusion, elles fournissent néanmoins un texte auquel ceux qui sont vigilants peuvent à nouveau rallier et rappeler le peuple; elles fixent également pour le peuple les principes de leur credo politique.

* * * * *

Quel est votre credo politique? C'ÉTAIT: UNE NATION, SOUS L'AUTORITÉ DE DIEU, INDIVISIBLE -- AVEC LIBERTÉ ET JUSTICE POUR TOUS!

Dans vos efforts pour "n'offenser" aucun homme et répondre aux désirs égoïstes de tous, bons ou mauvais, avez-vous oublié votre chemin? Avez-vous permis à des hommes sans conscience et avec une intention cupide de gouverner le monde, de profaner et de détruire ce qui est fondamental pour votre existence?

Pendant que nous traversons ces jours de souvenirs, assez de gens vont-ils écouter le cri du Phénix dans son agonie pour "rassembler et remémorer le peuple"?

Nous pouvons vous rappeler le chemin tel que certains de vos frères Américains ont essayé de le faire en ces temps difficiles avec le temps qui s'épuise. Allez-vous entendre et écouter? Nous verrons!

Il n'y a que deux choses que vous "devez" faire dans la vie. Non, l'une d'elles n'est PAS l'impôt et c'est le but de ce Journal -- de vous montrer un meilleur moyen et, dans le changement, vous rappellerez votre peuple aux droits Constitutionnels de la Vie, de la Liberté et de la poursuite (Libre) du Bonheur. Vous pouvez reprendre le contrôle de votre gouvernement DU PEUPLE, POUR LE PEUPLE ET PAR LE PEUPLE. Alors, quelles sont les deux choses?

Vous "devez" mourir et vous "devez" VIVRE JUSQU'À CE QUE VOUS MOURIEZ. VOUS DÉCIDEZ DE TOUT LE RESTE. Alors, comment cela va être, frères? Nous pouvons vous aider mais vous devez "vivre jusqu'à votre mort" -- vous allez choisir comment cette vie sera!

Rappelez-vous que pendant que vous vous plaignez de comment cela "devrait être" et de comment "je ne peux rien y faire, je ne suis qu'une personne -- et pas très intelligente ou forte", souvenez-vous: DIEU NE FAIT PAS DE PRODUITS DÉFECTUEUX! Arrêtez le non-sens sur votre manque de perfection car vous êtes un produit de Dieu. Vous allez sûrement perdre cette chose que vous n'utilisez pas -- et votre liberté et votre Constitution sont presque perdues. Réfléchissez-y très diligemment.

Retour à notre travail sur "l'imposition", s'il vous plaît.

LOI SUR L'IMPÔT DES SALAIRES PUBLICS

Nous examinerons un autre impôt qui trouble certains d'entre vous simplement parce qu'il est "là". Nous passerons ensuite aux descriptions pratiques d'actions de différents types. Je me suis efforcé de vous dire comment cela "en fin de compte" EST. Vous pouvez consulter les références à des fins de preuve ou prendre mes informations comme valides, ou peu importe. Cependant, il existe d'autres mesures moins drastiques que de leur dire d'aller se faire voir. Je vous conseille de ne JAMAIS être moins que gracieux, coopératifs et affreusement amicaux et gentils avec les scélérats qui viendront vous pendre.

De plus, vous êtes déjà "dans le pétrin", alors cela peut être la meilleure partie de l'intelligence pour vous en sortir plus facilement. L'homme avec le fusil gagnera toujours l'escarmouche; si vous êtes diligents, persévérants et faites les choses correctement, vous gagnerez la guerre. NE LAISSEZ JAMAIS CELA GLISSER LA PRINCIPALE ATTENTION HORS DE VOTRE ESPRIT LORSQUE VOUS TRAITEZ AVEC LE GOUVERNEMENT ET LEURS HOMMES DE MAIN: CE QU'ILS FONT EST TOUJOURS LÉGAL! MÊME SI CELA EST ILLÉGAL, TOUTE ACTION QU'ILS PLACENT DANS LE RÈGLEMENT 'DEVIENT *LÉGALE*! C'est pourquoi vous jouez le jeu correctement, avec précaution et dans une douce vérité innocente. Vous n'êtes PAS là pour renverser un gouvernement de quelque manière que ce soit -- VOUS RAPPELEZ SIMPLEMENT LES LOIS DE VOTRE CONSTITUTION POUR RESTAURER VOTRE NATION SOUS CES LOIS TELLES QU'INDIQUÉES DANS VOTRE CONSTITUTION. NI PLUS, NI MOINS. VOUS POUVEZ RÉALISER UNE RÉVOLUTION SANS VOUS RÉVOLTEZ!

L'Impôt sur les Salaires Publics est mal compris par presque tout le monde. Vous avez été amené à croire que la LISP percevait un impôt sur les employés du secteur public. Un examen plus attentif et un raisonnement sain révéleront la conclusion erronée.

La Loi sur l'Impôt des Salaires Publics n'a imposé de taxe à personne, mais constituait un acte législatif en vertu duquel le Congrès avait simplement consenti à l'impôt sur la rémunération de certains employés de la fonction publique.

Comme vous l'avez appris des affaires judiciaires citées dans la présente, l'imposition "des" revenus relève de la catégorie des impôts indirects et, par nature, des accises. Vous avez également appris de ces affaires judiciaires qu'une accise ne concerne JAMAIS les biens, l'argent ou autre, mais les activités ou événements imposables à des fins fiscales. Par conséquent, il va sans dire que les seuls agents publics qui seraient vaguement soumis à un tel impôt sont ceux dont les activités ne peuvent être exercées conformément à un droit constitutionnel. Si, en revanche, l'activité est légale, innocente et inoffensive, elle ne peut être imposée à des fins fiscales, peu importe où elle est exercée.

Il reste également vrai que la Loi sur L'Impôt des Salaires Publics (Public Salary Tax Act) de 1939 n'a pas levé d'impôt direct sur cette rémunération, car, comme l'a répété maintes fois la Cour Suprême des États-Unis, tous les impôts directs doivent être répartis conformément à la Constitution des États-Unis. Pour démontrer en outre que la présente loi s'applique à cet impôt indirect, appelé "impôt sur le revenu", l'Article 1 du Titre I de cette loi se lit comme suit:

Article 1. Article 22(a) de l'Internal Revenue Code (relatif à la définition du "revenu brut") est modifié par l'insertion, après les mots "compensation pour service personnel", de ce qui suit: ("y compris le service personnel en tant qu'agent ou employé d'un État, ou de toute subdivision politique de celui-ci, ou de tout organisme ou instrument d'un ou plusieurs de ce qui précède").

L'Article 22(a) de l'Internal Revenue Code de 1939 a donné la définition du "revenu brut" aux fins de "l'impôt sur le revenu", qui se trouve maintenant à l'Article 61(a) de l'Internal Revenue Code de 1954. Bien entendu, le code se rapporte uniquement à ceux dont les activités sont imposables à des fins fiscales.

Revenons en arrière et examinons l'exemple utilisé précédemment (Mr Untel, le concierge). Mr Untel a le droit, garanti par la Constitution et conféré par Dieu, de contracter légalement son travail pour s'engager dans des activités innocentes et inoffensives. Que Mr Untel balaye le sol pour l'épicerie du coin, ou pour les installations hydrauliques de la ville, pour l'IRS, la FRB, le FBI ou le KGB, l'activité est tout aussi légale à un endroit qu'à un autre. Le même principe peut être appliqué à toute autre occupation, telle que celle de secrétaire, de commis au classement, de pompier, ou de toute autre activité qu'une personne peut exercer de plein droit.

Étant donné que toute activité qui ne peut être exercée en vertu d'un droit constitutionnel peut être imposée à des fins fiscales, quelle était la raison de l'adoption de la Loi sur l'Impôt sur les Salaires Publics de 1939? De telles activités ne seraient-elles pas imposables en vertu des lois antérieures sur l'impôt sur le revenu?

Vous remarquerez que dans l'Article 4 du Titre I de la loi, le consentement à l'imposition d'une telle rémunération est conditionnel; en d'autres termes, si cette imposition n'est pas discriminatoire à l'égard de cet agent ou employé en raison de la source de cette rémunération".

Un peu plus tôt dans l'histoire de votre nation, les cours avaient statué qu'en vertu de la Constitution, les États n'étaient pas habilités à imposer les administrations des États-Unis, et vous pourriez peut-être jeter un coup d'œil à *McCulloch vs. Maryland*, 4 Wheat. 316 (1819)) et que les États-Unis n'avaient pas le pouvoir d'imposer le salaire d'un agent de l'État (voir *Collector vs. Day*, 11 Wall. 113 (1871)). En outre, en 1931, la Cour Suprême des États-Unis a déclaré:

"C'est un principe établi de notre système constitutionnel de gouvernement dualiste que les administrations, les moyens et les opérations permettant aux États-Unis d'exercer leurs pouvoirs gouvernementaux soient exemptés de toute imposition par les États, et que les administrations, les moyens et les opérations permettant aux États d'exercer les pouvoirs qui leur appartiennent soient également exemptés de toute imposition par les États-Unis. Ce principe découle de l'indépendance du gouvernement national et des gouvernements des États dans leurs domaines respectifs et des dispositions de la Constitution qui prévoient le maintien du système dualiste".

Indian Motorcycle Co. vs. U.S., 238 U.S. 570, 575 (1931)

La raison de ces décisions est que, si l'un des gouvernements imposait une fonction spécifique de l'autre, cela entraverait la fonction de celui qui est imposé. Comme établi dans l'Affaire *McCulloch vs. Maryland*, le pouvoir de taxer est le pouvoir de détruire. La Constitution laisse entendre qu'un gouvernement n'a pas le pouvoir de détruire une fonction nécessaire de l'autre.

Cependant, au fil du temps, la Cour Suprême des États-Unis a examiné de plus près la situation dans un certain nombre de cas. La cour a estimé que si l'impôt était non discriminatoire de sorte qu'il s'appliquerait de manière égale, que la fonction soit exercée dans le secteur privé ou pour le compte d'un gouvernement, cela ne ferait pas obstacle à ses activités. Il n'est pas nécessaire d'examiner ces cas en détail, car il va sans dire que si l'activité N'EST PAS imposable à des fins fiscales, elle n'est pas plus imposable si elle est exercée pour le compte d'un gouvernement que si elle était

exercée dans le secteur privé. Si vous souhaitez étudier ce problème, commencez par *Helvering vs. Garhardt*, 304 U.S. 405, *Helvering vs. Terrell*, 303 U.S. 218 et *Graves vs. N. Y. Ex. Rel. O'Keef*, 306 U.S. 466.

Un grand nombre d'employés de la fonction publique tentent également de défendre leurs droits conférés par Dieu et garantis par la Constitution. Une fois que l'on comprend qu'un "impôt sur le revenu" est un impôt indirect qui a la nature d'une accise et que l'accise ne porte jamais sur des biens, de l'argent ou autre, mais uniquement sur des activités qui sont des sujets légitimes d'imposition de revenus, le traitement du fonctionnaire est clairement le même que s'il faisait le même job dans le secteur privé. Le critère légal ou la norme selon laquelle un employé doit être déterminé pour savoir s'il est ou non employé dans une activité imposable n'a absolument rien à avoir avec le montant de son salaire ou de l'argent qu'il gagne, mais est exclusivement déterminé par la description factuelle et la nature précise de son emploi en termes de ce qu'il a fait ou fait et qu'il s'agisse ou non de tout type d'activité qui ne peut être exercée en tant que droit constitutionnel. La soumission à l'impôt sur le revenu n'est pas engagée par le libre exercice d'un droit garanti par la Constitution.

Il ne peut être juste de dire que le fonctionnaire dispose d'un privilège accordé par le gouvernement en travaillant pour le compte de ce dernier. Le Congrès, ainsi que les assemblées législatives des États, n'ont pas le pouvoir de déclarer comme un privilège et d'imposer à des fins fiscales les occupations de droits naturels ou de droit commun qui sont des droits garantis par la Constitution.

"Lorsqu'il est question de droits garantis par la Constitution, il ne peut y avoir de réglementation ou de législation qui les abrogerait". *Miranda vs. Arizona*, 384 US 436, 491.

En ce qui concerne ce sujet, vous ne serez de nouveau confronté qu'à un choix parmi deux: vous êtes un "contribuable" ou un "non-contribuable" et les définitions ne sont aucunement modifiées. N'entrez pas dans une discussion frivole à ce sujet pour perdre du temps et des avantages. N'y allez pas avec un autre argument futile, tel que "je ne suis pas assujetti à une retenue à la source parce que je ne suis pas un employé au sens de l'Internal Revenue Code". C'est stupide et une perte de temps totale. SI VOUS ÊTES ENGAGÉ DANS UNE ACTIVITÉ IMPOSABLE, VOUS AVEZ CRÉÉ UNE RESPONSABILITÉ FISCALE EN RAISON DE CETTE ACTIVITÉ. SI VOUS N'ÊTES PAS ET N'AVEZ PAS ÉTÉ ENGAGÉ DANS UNE ACTIVITÉ IMPOSABLE, VOUS ÊTES HORS DU CHAMP D'APPLICATION DES LOIS SUR LE REVENU: QUE VOUS SOYEZ UN NON-CONTRIBUABLE, UN FONCTIONNAIRE PUBLIC OU NON!

Je suis un peu déchiré par l'indécision à ce stade dans le Journal parce que je ne veux pas que vous vous précipitiez et fassiez des bêtises sans informations suffisantes; cependant, puisqu'il a été discuté jusqu'à présent dans le Journal le fait que vous êtes un "non-contribuable" -- les instructions pour les actions utilisant cette approche doivent être placées de manière séquentielle. Si je vous renvoie à l'annexe pour les informations, vous pouvez aussi facilement sauter les segments suivants. Par conséquent, je placerai ici une "LETTRE À L'EMPLOYEUR", à titre d'exemple, et je vous demanderai de l'analyser et de ne rien faire tant que vous n'aurez pas parcouru tout le Journal ou vous pouvez très bien manquer une approche bien meilleure d'une situation individuelle.

Vous devez comprendre, je vais vous dire par la suite que vous n'êtes PAS un United States Citizen (Citoyen des États-Unis) -- vous êtes un CITIZEN of the United States (CITOYEN des États-Unis) ou réécrit; United States' Citizen. Vous êtes LE par le peuple, pour le peuple et du peuple. Est-ce une définition de "ruse"? Non, mais alors le gouvernement des États-Unis est un gouvernement de "ruse" et il vous posera cette question "ruse" très souvent et vous feriez mieux d'apprendre à répondre. Êtes-vous un United States Citizen (Citoyen des États-Unis)? Soyez prudents, mes amis.

Vérifiez votre Constitution et mettez ensuite la question en perspective. Prenons un exemple simple: "the car of Mr Jones" (la voiture de Mr. Untel). Nous pouvons le réécrire comme suit "Mr Jones' car" (la voiture de Mr. Untel). Avez-vous noté l'apostrophe? Dans la plupart des mots, vous ajouteriez une apostrophe et un "s", mais lorsqu'un mot se termine par "s", vous n'avez pas besoin d'en ajouter un autre. Oui, vous vous souvenez de cette règle grammaticale, n'est-ce pas? Ensuite, comme je viens de le dire, a Citizen of the United States (Citoyen des États-Unis) pourrait être réécrit comme United States' Citizen (Citoyen des États-Unis), MAIS JAMAIS United States Citizen ! Cela fait une différence extrêmement importante. Assez de sorte que je le répèterai quand nous aborderons le sujet. En attendant, nous discuterons d'un exemple de lettre pour le faire correspondre aux précédents passages du Journal et nous espérons que vous ne sauterez pas devant le train dans votre hâte de traverser les voies ferrées.

Prenons un court repos et nous continuerons plus tard, Dharma. Merci pour ton service.

Hatonn pour se retirer, s'il te plaît. Je te remercie.

CHAPITRE 13

ENREG. N° 2 HATONN

VENDREDI, 22 JUIN, 1990; 13H29. L'AN 3, JOUR 310.

LETTRE À L'EMPLOYEUR

Nous sommes ici pour vous servir de la meilleure façon possible; cependant, pour protéger les rédacteurs, les éditeurs, les imprimeurs et tous ceux qui sont impliqués ou qui feront partie de la publication de ce document, nous déclinons toute responsabilité pour toute perte subie du fait de l'utilisation et de l'application, directement ou indirectement, de toute partie de ce livre, y compris toute partie de la lettre suivante adressée à un employeur. Nous venons vous rapporter les faits. Vous vivez dans un monde de conspirateurs corrompus contre votre liberté et vos droits constitutionnels. Si vous gérez vos affaires avec une aptitude à la perfection et comprenez ce que vous faites, tout ira bien.

Le modèle de lettre suivant est conçu comme un schéma de base pour l'individu qui n'est pas un "contribuable" tel que défini dans le livre de l'Internal Revenue; il n'est pas conçu pour fournir des conseils juridiques, car ceux-ci ne peuvent être obtenus qu'auprès d'un professionnel compétent dans le domaine de la pratique du droit qui est autorisé à exercer le droit. Ceci est une protection massive des avocats du monde et qui suis-je pour outrepasser un tel protectionnisme de droits pour vous débarrasser de votre argent par le biais de l'injustice? Je doute que vous en trouverez beaucoup qui sauront quelque chose sur le sujet.

Nous avons constaté, au sein même de ce groupe, que l'on se moquait de la Constitution ou de tout droit constitutionnel en ce qui concerne même le droit à un procès et que les juges et les avocats impliqués dans le business de vous séparer de vos biens menacent ou sanctionnent l'outrage à la cour et les mettent dans leurs poches. Dans le Journal qui traitera davantage de "Justice", nous détaillerons les litiges en cause ici même en cet endroit. Tant que vous n'avez pas expérimenté le système dans tout son carnage, vous ne pouvez vraiment pas apprécier la détérioration de tout ce qui est vaguement supposé être "loi".

De toute façon, je ne sais pas vraiment COMMENT vous allez vous y prendre et mon scribe est complètement à l'épreuve du jugement. De plus, je ne vous donne rien qui ne soit déjà imprimé et public quelque part. Je rends hommage à ceux qui ont non seulement écrit sur ces sujets, mais qui ont gracieusement permis l'utilisation de la

documentation. Howard Freeman, un ami si prestigieux, a déclaré: "S'il vous plaît, utilisez juste tout ce que j'ai, mais s'il vous plaît, ne donnez pas mon adresse, car je suis noyé dans des affaires et ne peux plus en supporter". Nous énumérerons quelques-uns des plus dévoués et honorés et je respecterai la vie privée.

Nous avons étudié avec soin des centaines de volumes d'informations sur ce sujet. Nous n'avons choisi que des méthodes et informations valables et applicables. Certains auteurs ont couvert divers aspects de la matière et d'autres ont associé certaines actions à d'autres -- nous n'avons trouvé AUCUN qui l'a présenté en entier. Veuillez donc comprendre POURQUOI nous ne pouvons pas simplement vous envoyer dans une bibliothèque pour obtenir un livre donné. Par exemple, personne ne présente l'utilisation des corporations pour "vous perdre". J'en ai longuement parlé dans un Journal séparé et, après la réunion de Juillet à Las Vegas, nous allons relier la chaîne, mais nous n'avons pas accès au choix des orateurs appropriés pour la réunion et les gens ne vont tout simplement pas avoir le tableau dans sa totalité ni assez correctement mis en ensemble -- mais il faut bien commencer quelque part. En outre, nous trouvons que si nous dépassons au maximum 200 pages dans un Journal -- les lecteurs sont embourbés et n'étudieront pas complètement les informations. Suivez-nous au cours des mois à venir et nous vous donnerons des informations et instructions aussi longtemps que nous pourrons fonctionner.

Ce modèle de lettre est donné dans un petit livre intitulé "THE BEST KEPT SECRET" d'Otto Skinner. Vous pouvez l'obtenir auprès de Liberty Library ou, si vous le demandez, America West peut peut-être le mettre à votre disposition. Je ne peux que vous rappeler que vous devez reconnaître et soutenir ces auteurs qui ont effectué des recherches et leur travail de la manière la plus physique possible, et ce n'est que par la confirmation physique que vous en viendrez à accepter les possibilités qui se présentent à vous. Notre objectif est d'intégrer les informations et de vous aider à mener à bien les actions susceptibles de vous permettre de retrouver votre stabilité nationale. Nous avons le privilège de "voir les deux bouts de la route" -- nous pouvons vous conseiller et nous pouvons vous aider -- VOUS DEVEZ LE FAIRE!

Mr. Skinner a une très bonne suggestion. Si vous avez des questions sur le fait de savoir si vos activités professionnelles impliquent ou non une activité imposable, nous vous suggérons de prendre conseil auprès d'un avocat BIEN INFORMÉ. Mais assurez-vous qu'il dispose de toutes ces informations-ci, car presque aucun des avocats qui pratiquent le droit aujourd'hui ne se soucie en rien de la Constitution. La plupart d'entre eux sont issus des moules à cookies des académies juridiques et ne connaissent que ce qu'il leur a été "demandé d'appliquer" et comment "contrôler le client et faire en sorte de garder le compteur d'heure en marche". Soyez prudents en effet, sinon vous perdrez plus que prévu et vous n'aurez toujours pas la vérité sur le droit

constitutionnel. S'IL CROIT QUE VOTRE ACTIVITÉ PARTICULIÈRE EST IMPOSABLE À DES FINS FISCALES, FAITES LUI DIRE QUELLE AUTORITÉ A DÉTERMINÉ QUE CETTE ACTIVITÉ PARTICULIÈRE EST IMPOSABLE À DES FINS FISCALES.

Par exemple, la Cour Suprême des États-Unis a déterminé dans certaines affaires, comme dans l'Affaire Flint vs. Stone Tracy Co., que les activités commerciales des entreprises privées étaient imposables à des fins fiscales. Cela peut ou peut ne pas être factuel ou même légal, mais rappelez-vous, pour le moment, nous ne traitons PAS des entreprises, car elles sont mieux protégées contre les manipulations légales actuelles que vous ne l'êtes en tant que simple citoyen.

Insistez pour que cet avocat vous dise LESQUELLES, le cas échéant, de vos activités sont imposables en vertu de la Constitution. Rappelez-vous toujours que la nature d'une activité imposable est telle qu'elle ne peut être entreprise en tant que droit constitutionnel. Cela n'en laisse pas beaucoup sauf les activités criminelles, n'est-ce pas?

Malheureusement, vous constaterez probablement que presque tous les avocats n'ont même pas lu, et encore moins étudié, les décisions importantes en matière de fiscalité, en particulier les avocats FISCALISTES. Ils sont là pour récupérer votre argent et vos impôts par tous les moyens ou pour chercher à s'abriter ou d'autres bêtises et passent à côté de l'essentiel. Méfiez-vous du soi-disant avocat "fiscaliste".

À moins de connaître parfaitement les affaires judiciaires citées et beaucoup d'autres affaires connexes, un avocat peut difficilement être considéré comme compétent pour donner des conseils sur des activités imposables, et certainement pas compétent pour conseiller un individu qui ne s'est engagé dans aucune activité à revenu imposable.

En étudiant les affaires citées, vous serez beaucoup mieux placé pour déterminer si un avocat est vraiment compétent pour vous conseiller et vous aider dans ce domaine. Il est également préférable que vous obteniez des copies de ces affaires dans une bibliothèque de droit et que vous effectuiez vos propres études et recherches. Même un avocat compétent aurait du mal à assister une personne qui ne connaît même pas la différence entre un impôt direct et un impôt indirect.

Étant donné que l'on doit exercer une activité imposable avant d'être soumis à un impôt sur le revenu, les employeurs n'auront pas de fondement juridique sur lequel s'appuyer pour tenter de justifier la retenue de l'argent d'une personne qui n'est pas engagée dans une activité imposable identifiable, à condition que les problèmes soient correctement présentés.

Ne laissez pas l'employeur se tirer d'affaire, et vous qui êtes des employeurs -- vous ne méritez pas de vous en tirer tant que vous n'avez pas compris la "loi". L'employeur a la charge de savoir si vous avez été embauché ou non pour exercer des activités imposables. C'est l'employeur qui dirige les activités de l'employé. L'employeur occupe une position de confiance. En droit, on suppose que l'employeur sait ce qu'il fait.

Protéger et défendre vos droits constitutionnels est une affaire sérieuse et la seule façon pour "vous le peuple" de reprendre le contrôle de votre gouvernement qui est hors de contrôle et de votre destinée. Ainsi soit-il et puissiez-vous vous mettre en avant et montrer le chemin à vos frères les moins audacieux -- Dieu et la Constitution sont de VOTRE côté, mes amis.

Mr. Skinner a placé cette notation dans son livre: "Les acheteurs de ce livre peuvent utiliser tout ou partie de cette lettre pour leur usage personnel". Je vous exhorte à soutenir cet homme dans son travail, alors s'il vous plaît, respectez cette mention -- et achetez son livre. La recherche, la rédaction, la publication et l'impression coûtent très chères et ce que tout citoyen moyen qui suit ces instructions ajoutera à sa masse monétaire privée est tout simplement incroyable.

Vous faites le calcul puis vous commandez son livre, s'il vous plaît. Je pense que le livre coûterait environ 10 dollars et, pour préserver votre vie privée, je vous demanderai simplement de passer par America West qui vous instruira ou mettra le titre à votre disposition.

Ce qui suit sera cité, mais je gagnerai de la place en ne l'affichant pas comme "citations".

* * * * *

Votre nom
Adresse
Ville, État et Code Postal

Date
Cert. Courrier #.....

REMARQUE

Directeur du Personnel
Le nom de votre entreprise
Adresse
Ville, État, Code Postal

Concernant:

EXIGE PAIEMENT TOTAL DU SALAIRE ET EXIGE QUE L'EMPLOYEUR CESSE ET S'ABSTIENT DE RETENIR SUR LE SALAIRE SOUS LE COUVERT, LE PRÉTEXTE, LE SIMULACRE ET LE SUBTERFUGE DE LA RETENUE À LA SOURCE DES IMPÔTS D'UN EMPLOYÉ QUI N'EST PAS SOUMIS AUX IMPÔTS SUR LE REVENU OU D'AUTRES RÉMUNÉRATIONS, ET LE PAIEMENT DE TOUS LES MONTANTS RETENUS.

Cher....."

Veillez prendre note que moi (votre nom), je demande par la présente le paiement intégral de mon salaire contractuel et exige que vous cessiez de retenir quoi que ce soit de mon salaire sous le couvert, le prétexte, le simulacre et le subterfuge de retenue à la source.

Vous savez très bien que ma description de travail ne concerne aucune activité, événement ou incident imposable et vous savez que, en tant que votre employé, je n'ai encouru aucune obligation fiscale et que je ne suis donc soumis à aucun impôt sur le revenu ou aucune retenue à la source.

Vous savez pertinemment que le libre exercice et la jouissance du droit donné par Dieu et sécurisé par la Constitution d'acquérir légalement des biens ou un revenu compensatoire, en engageant légalement son travail dans des activités innocentes et inoffensives, ne peut être (et n'a donc pas été) imposé à des fins fiscales.

Vous savez qu'un droit garanti par la Constitution est l'antithèse de et ne doit jamais être confondu avec des activités imposables telles que l'exercice d'activités

professionnelles en entreprise ou l'exercice de certaines professions à but lucratif telles que la pratique du droit.

Vous savez très bien que l'Internal Revenue Code ne concerne aucune personne qui ne participe à aucune activité imposable et que, par conséquent, le code ne fait absolument aucune référence et ne s'applique d'aucune manière à qui que ce soit, à l'exception des personnes assujetties à l'impôt sur le revenu en raison de leurs activités imposables. Vous savez que les cours Américaines ont statué:

"Les lois fiscales constituent un code ou un système réglementant l'évaluation et la perception des impôts. ELLES CONCERNENT LES CONTRIBUABLES ET NON LES NON-CONTRIBUABLES.

Ces derniers sont hors de leur champ d'application. AUCUNE PROCÉDURE N'EST PRESCRITE POUR LES NON-CONTRIBUABLES, et AUCUNE tentative n'est faite pour annuler leurs DROITS et leurs recours en temps utile".

Long vs. Rasmussen, 281 F. 236, p. 238. (1922)

Economy Plumbing and Heating vs. U.S., 470 F.2d 585, p. 589. (1972) (Emphase ajoutée)

Vous savez que le terme juridique "contribuable" est défini de manière très étroite dans l'Internal Revenue Code aux articles 1313 (b) et 7701 (a) (14).

(b) Nonobstant l'article 7701 (a) (14), le terme "contribuable" désigne toute personne assujettie à un impôt en vertu de la législation fiscale applicable.

26 U.S.C. 1313(b) (Emphase ajoutée)

et,

(a) Lorsqu'utilisé dans le présent titre, où il n'est pas autrement exprimé distinctement ou manifestement incompatible avec l'intention associée:

(14) Contribuable -- Le terme "contribuable" désigne toute personne soumise à un impôt sur le revenu. 26 U.S.C.7701 (a) (14) (Emphase ajoutée)

Vous savez que le terme "contribuable" ne s'applique manifestement qu'aux personnes assujetties à un impôt en vertu de la loi fiscale applicable.

Vous savez que "l'impôt sur le revenu" est un impôt indirect et non un impôt direct sur le revenu. Vous savez bien entendu que la Constitution Américaine établit une distinction claire entre les impôts directs et les impôts indirects.

"En matière de fiscalité, la Constitution reconnaît LES DEUX grandes catégories d'impôts directs et indirects et fixe deux règles par lesquelles leur imposition doit être régie, à savoir: la règle de répartition en matière d'impôts directs et la règle d'uniformité en ce qui concerne les droits, impôts et accises".

Pollock vs. Farmers 'Loan & Trust Co.,
157 U.S. 429, p. 557. (1895); et

Brushaber vs. Union Pacific R.R. Co.,
240 U.S. 1, p. 13. (1916) (Emphase ajoutée)

Vous savez bien entendu que le Seizième Amendement a été introduit dans notre Constitution Américaine en 1913. Le Seizième Amendement se lit comme suit:

"Le Congrès aura le pouvoir de lever et de percevoir des impôts sur les revenus, quelle que soit leur source, sans répartition entre les différents États, et sans égard à aucun recensement ou dénombrement". Seizième Amendement, Constitution, États-Unis d'Amérique. (1913)

Vous savez que la seule catégorie d'impôts pouvant être levée sur les revenus sans répartition entre les différents États, sans tenir compte d'un quelconque recensement ou dénombrement, est un impôt indirect. Vous savez que c'est le langage "sans répartition" qui limite un "impôt sur le revenu" à la classe des impôts indirects.

Vous savez, bien sûr, que dans les Affaires Brushaber vs. Union Pacific R.R., 240 U.S. 1 et Stanton vs. Baltic Mining Co., 240 U.S. 103, la Cour Suprême des États-Unis (1916) a statué que le Seizième Amendement et la loi sur l'impôt sur le revenu adoptée en vertu de ce dernier sont constitutionnels parce qu'ils ne concernent que les impôts indirects, et parce que l'Amendement n'autorise PAS l'imposition directe des revenus, ni même ne confère aucun nouveau pouvoir d'imposition, et n'altère, ne modifie, n'élargit ni n'affecte en aucun cas le pouvoir d'imposition conféré à l'origine au Congrès par l'Article 1, Paragraphe 8 de la Constitution.

"(L)'affirmation selon laquelle l'Amendement considère un impôt sur le revenu comme un impôt direct...est... totalement dénuée de fondement.....".

Brushaber vs. Union Pacific R.R. Co., 240 U.S. 1, À LA PAGE 18. (1916) (Emphase ajoutée)

"(L)e Seizième Amendement n'a conféré AUCUN NOUVEAU POUVOIR en matière d'imposition, mais a interdit simplement que le précédent pouvoir d'imposition sur le revenu, complet et absolu, détenu par le Congrès DEPUIS LE DÉBUT, soit retiré de la catégorie des impôts indirects à laquelle il appartenait intrinsèquement..."

Stanton vs. Baltic Mining Co., 240 U.S. 103, page 112. (1916) (Emphase ajoutée)

"(L)a conclusion tirée dans l'Affaire Pollock n'impliquait nullement de conclure que les impôts sur le revenu entraient génériquement et nécessairement dans la catégorie des impôts directs sur la propriété, mais reconnaissait, au CONTRAIRE, le FAIT que l'imposition du revenu était de par sa nature une ACCISE autorisée à être appliquée en tant que telle...."

Brushaber, précitée, aux pages 16017. (Emphase ajoutée)

Vous savez que l'impôt sur le revenu, étant par nature un droit d'accise, n'est pas réellement sur le revenu en tant que bien, mais sur des événements, incidents ou activités imposables, pour lesquels le revenu est simplement utilisé pour évaluer l'impôt. D'où le nom "impôt sur le revenu". C'est en fonction du revenu et non sur le revenu lui-même. La catégorie des impôts indirects comprend les droits de douane, les impôts/taxes et les droits d'accise. Ces impôts ne s'appliquent jamais à aucun type de bien, mais uniquement aux activités imposables, qui comprennent notamment l'exercice de certains privilèges procurés, tels que faire des affaires en entreprise, où la mesure du montant de l'impôt est généralement le revenu, les ventes, les stocks, etc.

Vous savez qu'en 1916, lorsque la Cour Suprême des États-Unis s'est prononcée sur la constitutionnalité du Seizième Amendement et sur la nature d'un impôt sur le revenu, elle s'est fondée sur la décision antérieure qu'elle avait rendue en 1911 dans l'Affaire Flint vs. Stone Tracy Co. 220 U.S. 107. La Cour Suprême des États-Unis a déclaré dans l'Affaire Flint qu'un impôt calculé en fonction du revenu des sociétés ou des compagnies d'assurance n'est pas un impôt directement sur le revenu en tant que bien, mais un impôt indirect ou une accise sur l'activité économique des sociétés qui sont des sujets légaux de taxation. La Cour Suprême des États-Unis a déclaré:

"Dans la catégorie des impôts indirects, comme nous aurons de nouveau l'occasion de le montrer, il est inclus un impôt sur les entreprises commerciales..."

Flint vs. Stone Tracy Co., 220 U.S. 107, page 150. (1911)
(Emphase ajoutée)

et,

"Nous devons également nous rappeler que les revenus des États-Unis doivent être obtenus sur le même territoire, auprès des mêmes personnes, et que les droits d'accise doivent être perçus pour les mêmes activités que celles auxquelles ont également souscrit les États pour soutenir leur gouvernement local".

Flint, précitée, p. 154.
(Emphase ajoutée)

et,

"Concédant le pouvoir du Congrès d'imposer les activités commerciales d'une société privée...l'impôt doit être mesuré selon une norme....."

Flint, précitée, page 165. (Emphase ajoutée) et,

"Il est donc bien établi dans les décisions de cette cour que, lorsque l'autorité souveraine a exercé son droit d'imposer un sujet d'imposition légitime à titre d'exercice d'une franchise ou d'un privilège, il n'y a aucune objection que la mesure d'imposition se trouve dans le revenu...."

Flint, précitée, page 165, (Emphase ajoutée)

Vous savez très bien que le libre exercice d'un droit garanti par la Constitution n'est pas un sujet d'imposition légitime. Vous savez que la Cour Suprême des États-Unis a statué:

"Un État ne peut imposer de charge pour la jouissance d'un droit reconnu par la Constitution Fédérale".

Murdock vs. Pennsylvania, 319 U.S. 105, page 113. (1943)

Vous savez que le gouvernement fédéral et les gouvernements des États ne peuvent et ne doivent donc pas taxer le libre exercice des droits garantis par la Constitution.

Vous savez qu'une personne qui engage légalement son propre travail dans des activités innocentes et inoffensives en échange d'une rétribution légale ne peut être imposée à des fins fiscales, et n'est donc pas un "contribuable" au sens de la loi, et est donc un NON-CONTRIBUABLE et a le droit à TOUS les fruits de son travail.

"Le droit au travail et à sa protection contre les ingérences illégales est un droit constitutionnel aussi bien qu'un droit commun. Tout homme a naturellement le droit aux fruits de sa propre industrie".

U48 Am Jur 2d, Article 2, page 80. (Emphase ajoutée)

Vous savez qu'un impôt indirect n'est jamais un impôt sur le fruit tangible, mais plutôt sur l'événement ou l'activité imposable.

"Un impôt sur la survenance d'un événement, par opposition à ses fruits tangibles, est un impôt indirect.....".

Tyler vs. U.S., 281 U.S. 497, page 502. (1930) (Emphase ajoutée)

Sachant que le soi-disant impôt sur le revenu est un impôt indirect et de par sa nature une accise, vous savez qu'une taxe d'accise ne peut être (et n'a donc pas été) imposé sur un individu ou le libre exercice d'un droit naturel d'un individu garanti par la Constitution Américaine.

"L'individu, contrairement à la société, ne peut être taxé pour le simple privilège d'exister. La société est une entité artificielle qui doit son existence et ses pouvoirs de Charte à l'État; mais les droits des individus à vivre et à posséder des biens sont des droits naturels pour lesquels une ACCISE ne peut être imposé".

Redfield vs. Fisher, 292 P. 813, page 819. (1930) (Emphase ajoutée)

Vous savez également que dans les affaires historiques Steward Machine Co. vs. Davis, 301 U.S. 548 (1937) et Helvering vs. Davis, 301 U.S. 619 (1937), la Cour Suprême a jugé que les impôts au titre de la Sécurité Sociale sont également des impôts indirects, et que la Loi sur la Sécurité Sociale prévoit un "impôt spécial sur le revenu des employés". Dans l'Affaire Helvering vs. Davis, la cour a décrit le Titre VIII de la Loi sur la Sécurité Sociale comme suit:

"Le Titre VIII, comme nous l'avons dit, prévoit deux types d'impôt, un "impôt sur le revenu des employés" et une "taxe d'accise sur les employeurs". L'impôt sur le revenu des employés est mesuré en fonction des salaires versés au cours de l'année civile. 801. La taxe d'accise sur l'employeur doit être payée "en relation avec le fait d'employer des personnes" et, comme l'impôt des employés, elle est mesurée en fonction du salaire....804.....Les deux impôts sont au même taux. 801, 804.....Les recettes de ces deux impôts doivent être versées au Trésor, de la même manière que les impôts sur revenu, et ne font l'objet d'aucune affectation. 807 (a)".

Helvering vs. Davis, 301 U.S. 619 à 635. (Emphase ajoutée)

Vous savez très bien que les articles 3102 (a) et 3402 (a) de l'Internal Revenue Code prévoient:

L'impôt prélevé par l'article 3101 est perçu par l'employeur du contribuable, en déduisant son montant du salaire au fur et à mesure du paiement.

26 U.S.C. 3102(a) (en partie)

et,

Sauf disposition contraire du présent article, tout employeur qui paie un salaire doit prélever et retenir sur ce salaire un impôt..."

26 U.S.C 3402 (a) (I) (en partie)

ne vise que les salaires des personnes (employés) qui sont des "contribuables", c'est-à-dire des personnes assujetties à un impôt en vertu des lois fiscales applicables en raison des activités imposables.

Vous savez très bien que le critère juridique ou la norme selon laquelle vos employés doivent déterminer s'ils sont ou non employés dans une activité imposable n'a absolument rien à avoir avec le montant de leur salaire ou de l'argent qu'ils gagnent, mais plutôt: déterminé exclusivement par la description factuelle et la nature précise de leur emploi, en termes de ce qu'ils ont réellement fait ou font, et s'il s'agit ou non d'une activité qui ne peut être exercée en tant que droit constitutionnel. L'impôt sur le revenu n'est pas encouru par le libre exercice d'un droit garanti par la Constitution et, par conséquent, les revenus illimités tirés de cette activité ne sont pas imposables à des fins fiscales. Vous savez très bien qu'un impôt sur le revenu n'a rien à avoir avec le montant des salaires gagnés par le libre exercice des droits garantis par la Constitution.

Vous savez très bien que l'on encourt un impôt à payer de la même manière que tout autre type de responsabilité, c'est-à-dire en agissant de manière à affecter les droits d'autrui ou du public, et en conséquence de quoi naît une obligation de répondre pour les dommages. On répond selon le même devoir qu'un témoin a devant un grand jury de répondre, dès lors qu'il bénéficie de l'immunité de poursuites pénales. (Voir Garner vs. U.S., 424 U.S. 648, p. 652.) En d'autres termes, vous ne serez pas poursuivi pénalement pour implication dans une activité imposable, si vous faites honnêtement et en temps opportun un rapport, ou faites une déclaration, concernant vos revenus provenant de cette activité, et calculez l'impôt sur celle-ci. Le montant du revenu que

vous avez tiré de cette activité imposable n'est pas directement imposable en tant que tel, mais il est confiscable ou saisissable en tant que produit de cette activité imposable et, selon les barèmes ou les tables d'imposition de la loi sur le revenu, il sert à mesurer ou à calculer le montant de l'impôt sur ces activités.

Vous savez également que le statut juridique de vos employés non assujettis à l'impôt sur le revenu, qui inclut l'impôt au titre de la Sécurité Sociale, n'implique pas la déclaration d'exemptions ni le statut d'exemption sur un formulaire W-4, puisque ce formulaire ne peut être légalement utilisé que par ceux qui sont assujettis à l'impôt en raison de leurs activités imposables et qui sont définis légalement dans l'Internal Revenue Code comme des "contribuables", et pourtant vous avez délibérément et de façon malhonnête exercé une influence induite sur vos employés, qui ne sont pas assujettis à l'impôt sur les revenus, pour remplir et signer les formulaires W-4 et vous fournir des numéros de Sécurité Sociale.

Vous savez que vous ne pouvez pas, en tant que condition d'emploi, obliger ou demander à un employé, en particulier un qui n'est pas dans une activité imposable, à soumettre un formulaire W-4. Vous savez qu'un formulaire W-4, lorsqu'il est signé par une personne qui ne se livre pas à une activité imposable, est NUL et DE NUL EFFET.

Vous savez également que la loi, à savoir la Règlementation du Trésor 31.3402(f)(2)-1(g)(2), qui a pleine force de loi, interdit formellement à un employeur d'envoyer un formulaire W-4 à l'Internal Revenue Service si ce formulaire a été signé par un individu qui n'est soumis à aucun impôt sur le revenu.

"31.3402(f)(2)-1(g)(2) Exception. Une copie du certificat ne doit pas être présentée en vertu du paragraphe (g)(1)(ii) du présent article si l'employeur s'attend raisonnablement, au moment où le certificat est reçu, que le salaire de l'employé (en vertu du chapitre 24 du Code) reçu de cet employeur ne dépassera généralement pas 200 dollars par semaine".

Treas. Reg. 31.3402(f)(2)-1(g)(2) (en partie) (Emphase ajoutée)

Vous savez pertinemment que le Chapitre 24 de l'Internal Revenue Code ne s'applique qu'à ceux qui se livrent à des activités imposables. Vous savez très bien que vous n'avez aucune raison de vous attendre à ce que je gagne 200 dollars par semaine grâce aux activités imposables alors que je n'étais même pas embauché pour exercer une activité imposable. Vous savez très bien que vous ne pouvez pas retenir un impôt sur un non assujetti à l'impôt. Seul un "contribuable" peut avoir une retenue d'impôt. Le fait de retenir des fonds sous le couvert, le prétexte, le simulacre et le subterfuge de

percevoir un impôt constitue un détournement criminel, une extorsion de fonds, un abus du privilège des sociétés et prive cet individu de biens sans une procédure régulière.

Sachant très bien que les organismes fiscaux fédéraux et des États dépendent des employeurs, tels que vous, pour savoir quels employés, le cas échéant, sont employés dans des activités imposables, et pour identifier et déclarer sincèrement le nom de ces employés, le cas échéant, vous avez soumis volontairement et de façon malhonnête mon nom comme fausse déclaration de statut fiscal à l'Internal Revenue Service et au Franchise Tax Board, comme si j'étais employé dans une activité imposable et donc soumis à l'impôt sur le revenu et à la retenue d'impôt, que vous saviez et savez être faux, concernant la vraie nature de mon emploi, et que vous saviez et savez n'est pas de nature imposable. Vous avez toujours su que, du fait de mon emploi, je ne serais redevable d'aucun impôt sur le revenu ni assujetti à aucun impôt en vertu d'une loi fiscale.

Vous savez qu'en soumettant aux organismes de perception d'impôts fédéraux et des états les formulaires W-4 et les numéros de Sécurité Sociale de vos employés non assujettis à l'impôt sur le revenu, vous avez volontairement et frauduleusement fait une fausse déclaration factuelles auxdits organismes, le tout dans la poursuite du stratagème illicite consistant à obtenir desdits organismes des "ordonnances" de retenue d'impôt à la source fictivement fabriquées et juridiquement nulles en tant que qualité de votre fausse couleur et prétention d'une autorité légale pour priver illégalement lesdits employés de leur salaire intégral.

En droit, il est supposé que vous, agissant en qualité de fiduciaire, connaissiez et connaissez les faits énoncés ci-dessus.

Malgré votre connaissance des faits susmentionnés, vous avez néanmoins, de façon malhonnête et fausement, présenté aux organismes fiscaux fédéraux et étatiques que je suis et étais employé par vous dans une activité imposable et de ce fait, vous avez engagé une redevabilité à l'impôt sur le revenu et êtes devenu assujetti à l'impôt. Comme résultat direct et immédiat desdites déclarations inexactes, vous avez délibérément, malhonnêtement et illégalement obtenu de faux ordres et instructions desdits organismes de retenir illégalement sur mon salaire comme si j'étais employé dans une activité imposable et comme si mon travail impliquait un événement ou incident imposable et comme si j'étais par conséquent soumis à un impôt en vertu d'une loi fiscale.

Le fait que je vous ai fourni un numéro de Sécurité Sociale et que j'ai signé un formulaire W-4 ne vous dégage pas de votre responsabilité. La remise de numéros ou

la signature de formulaires ne transforment pas une activité non imposable en une activité imposable. En droit, on suppose que vous savez lesquels de vos employés, le cas échéant, sont engagés pour exercer des activités imposables.

Par vos actes illicites, vous avez violé notre contrat et vous avez violé mes droits constitutionnels. J'exige de vous donc ce qui suit:

1. Cessez et abstenez-vous de la retenue à la source sous le simulacre, le couvert, le prétexte et le subterfuge de retenue à la source, et
2. payez-moi immédiatement tout l'argent que vous m'avez illégalement retenu, et
3. Payez-moi une somme d'argent supplémentaire et raisonnable, qui sera déterminée soit par négociation entre nous, soit par décision judiciaire, pour compenser les dommages que vous avez causés, à caractère exemplaire, punitif, et autres dommages.

Cordialement, votre signature)
votre nom dactylographié)

VÉRIFICATION

Je déclare, sous peine de parjure, avoir lu la lettre ci-dessus et en connaître le contenu. Autant que je sache, les déclarations y figurant sont vraies et exactes, sauf en ce qui concerne les faits sur lesquels je me fonde sur des informations et/ou des convictions, et quant à ces questions, je les crois vraies et correctes.

Daté:

/ s /

(JURAT DU NOTAIRE)

* * * * *

Eh bien, maintenant vous êtes tous remontés et soit vous voulez faire quelque chose ou vous avez trop peur pour faire quoi que ce soit. Pire encore, comment pouvez-vous jamais faire taper une aussi longue lettre, etc. etc. Je pourrais peut-être demander à America West de rendre disponibles des copies vierges de la lettre, de telle sorte qu'il ne vous reste plus qu'à en commander quelques-unes et à remplir les blancs appropriés. Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour que vous vous en tiriez avec vos avoirs pour passer à l'action.

Oh, eh bien vous êtes trop terrifiés? Permettez-moi de vous soutenir un peu sous la forme de la citation d'un cas qui a une application très pratique des principes. Une fois encore, je suis redevable à Mr. Skinner. En fait, pour faire en sorte que vous mettiez bien la main sur son livre, je vais vous donner cette information et pour plus d'informations et de photocopies de cas, de références, de documents concrets, etc., vous devrez vous procurer son livre -- et oui, vous devriez avoir les informations d'appui. Vous devez vous rendre au box des coups avec la batte à la main ou vous pouvez vous attendre à décocher un coup.

L'AFFAIRE SANOCKI

Tout au long de ce Journal, l'accent a été mis sur le fait que les "impôts sur le revenu" se limitent à la catégorie des impôts indirects et sur le fait que les impôts indirects ne visent jamais les biens, l'argent ou autre, mais uniquement des activités imposables dans lesquelles les recettes qui en résultent servent simplement à évaluer l'impôt sur ces activités imposables.

En outre, l'accent a été mis sur le fait que quiconque n'est pas engagé dans une activité ou un événement imposable ne relève pas du champ d'application de la législation fiscale.

L'Affaire Sanocki fournit au lecteur une démonstration de l'application pratique de ces principes. Mr. Skinner a dans son livre une pièce à conviction G qui contient des copies de pages sélectionnées des archives publiques de l'affaire pénale US vs. Sanocki, CR 81-364, qui ont été obtenues auprès du greffe de la Cour de District des États-Unis, District Central de Californie, situé au 312 N. Spring Street, Los Angeles, Californie. (Mieux vaut avoir le livre!)

En l'espèce, la "prévenue" avait été inculpée de quatre chefs d'accusations de violation du 26 U.S.C. 7201 (Tentative Délibérée de Se Dérober Aux Impôts sur le Revenu) et quatre chefs d'accusation de violation du 26 U.S.C. 7203 (Défaut Délibéré de Produire des Déclarations de Revenus).

Les pages sélectionnées du document du "prévenu" intitulé:

AVIS DE REQUÊTE ET REQUÊTE POUR:

1) RÉEXAMEN, ANNULATION ET RÉVOCATION DES ORDRES POUR ÉVALUATION PSYCHIATRIQUE;

2) REMPLACEMENT DU CONSEIL DÉSIGNÉ PAR LA COUR, MR. JOSEPH WALSH AVEC LE CONSEIL QUI ASSURERA UNE ASSISTANCE SIGNIFICATIVE ET EFFICACE AU PRÉVENU;

3) SUSPENSION DE L'EXÉCUTION DE L'ORDONNANCE D'ÉVALUATION PSYCHIATRIQUE ATTENDANT AUDIENCE SUR LA REQUÊTE EN RÉEXAMEN, ANNULATION ET RÉVOCATION DE CETTE DERNIÈRE.

seront trouvées dans la Pièce à conviction G du THE BEST KEPT SECRET, par Otto Skinner.

Certaines des pages du document ont été volontairement omises de la pièce à conviction afin d'attirer l'attention sur la contestation de compétence de la "prévenue" selon laquelle la cour n'avait pas la compétence matérielle parce que l'acte d'accusation ne portait pas sur une infraction et qu'elle n'était pas une personne relevant de l'Internal Revenue Code.

Votre attention est portée principalement sur le point 4 à partir de la page 10 du document. En particulier pour le Patriote qui a cherché des réponses, il est suggéré que le point 4 soit étudié en profondeur. En l'espèce, la "prévenue" a essentiellement contesté l'opposition en affirmant que l'acte d'accusation n'énonçait pas suffisamment de faits indiquant que l'intéressée avait été impliquée dans une activité ou un événement impossible. En l'absence de telles preuves, la cour n'a pas la compétence matérielle pour garder qui que ce soit en procès.

Plus tôt, vous avez été questionnés. Selon vous, que va-t-il se passer lorsque les gens commenceront à exiger des audiences pour que les cours puissent établir les faits et tirer des conclusions de droit afin de déterminer s'ils étaient effectivement impliqués dans une activité ou un événement impossible? L'Affaire Sanocki fournit la réponse. La "prévenue" dans cette affaire n'était pas sur le point de laisser le "gouvernement" s'en remettre à ses propres conclusions juridiques selon lesquelles elle disposait d'un "revenu brut" ou d'un "revenu imposable", ou était "obligée de payer" ou était "requis par la loi". Au lieu de cela, elle a soulevé la question de son "droit à une audience", ce qui obligerait le "gouvernement" à produire des faits étayant ses conclusions juridiques. En l'absence de la preuve de ces faits, la cour n'avait aucune compétence matérielle pour la garder en procès. La question de la compétence doit toutefois être soulevée, ce que cette "prévenue" a fait.

Il convient de souligner que la compétence de la cour à l'égard de la personne doit être contestée avant le procès, mais que la compétence matérielle de la cour peut être contestée à tout moment, car personne ne peut la renier. (Voir US vs. Kahl, 583 F.2d

1351, page 1356; Lott vs. U.S., 280 F.2d 24; et U.S. vs. Andreas, 458 F.2d 491. En outre, en ce qui concerne l'absence de compétence matérielle d'une cour, voir Giordenello vs. U.S., 357 US 480).

Remarquez comment directement la "prévenue" Sanocki a traité les bonnes questions. La "prévenue" n'a présenté aucun argument compliqué ou frivole. Un individu est soit assujéti à cet impôt indirect qui est de la nature d'une accise perçue sur une activité ou un événement imposable aux fins fiscales, soit il ne l'est pas. Un individu est soit dans le champ de compétence de la législation fiscale en raison de ses activités imposables, soit il n'a occasionné aucune activité ni aucun événement imposable et n'est donc pas couvert par la législation fiscale. C'est aussi simple que ça.

En lisant l'Affaire Sanocki, vous verrez que certaines personnes, y compris certains avocats, considéreront un individu comme "fou" lorsqu'il défend ses droits conférés par Dieu et garantis par la Constitution. Cependant, vous remarquerez également que certaines personnes haut placées reconnaissent les arguments corrects. Le document de la "prévenue" a été déposé à Los Angeles le Vendredi, 11 Décembre 1981 et le REJET et L'ORDONNANCE figurant dans cette Pièce à conviction G ont été déposés à Los Angeles le Mardi, 29 Décembre 1981. Tout ceci pendant les vacances de Noël.

Considérant que les principales décisions dans ces affaires dites "d'impôt sur le revenu" sont rendues à Washington, DC, et en supposant que des copies des documents des "prévenus" aient été envoyées à Washington, pour examen, il semble assez sûr de dire que les accusations dans ce cas, ont été abandonnées comme la proverbiale "patate chaude".

Il est important de noter que Sanocki et des milliers d'autres Patriotes Américains qui tentent de défendre leurs droits garantis par la Constitution ne sont pas des "contestataires du fisc" comme ils sont souvent accusés d'être. C'est une chose de contester un impôt. C'en est une autre de protester contre une extorsion de fonds qui est commise sous le prétexte, le simulacre et le subterfuge de perception d'impôts.

Maintenant qu'allez-vous faire? J'espère que vous les Américains travailleurs acharnés êtes encouragés à apprendre à défendre et à protéger vos droits, conférés par Dieu et garantis par la Constitution, d'acquérir légalement des biens (revenus ou autres rémunérations) en engageant légalement votre propre main-d'œuvre dans des activités légales, innocentes et inoffensives pour une rétribution légale, et à reconnaître le fait que ces activités ne peuvent pas être, et n'ont donc pas été, imposées à des fins fiscales.

Je vous exhorte toujours à vous retenir une minute avant d'agir sans réfléchir. Vous pouvez poursuivre et remporter ceci si vous le souhaitez, mais nous allons vous

donner quelques approches supplémentaires pour gérer l'IRS quand il commencera à vous écrire, etc. Parce qu'évidemment en tant que NON-CONTRIBUABLE, vous cesserez de remplir des formulaires de toute sorte traitant des "contribuables".

Vous avez atteint de sérieux problèmes dans votre gouvernement et votre État policier et il ne sera pas facile de recouvrer vos droits. Cependant, vous le pouvez si vous agissez avec prudence, légalement et avant tout -- déplacez vos avoirs, sauvez vos avoirs et récupérez les avoirs qu'ils vous ont volés.

Samuel Adams, 1772:

"Si les hommes, par crainte, fraude ou erreur, renonçaient ou abandonnaient tout droit naturel, la loi éternelle de la raison et le grand but de la société évacueraient absolument cette renonciation. Le droit à la liberté étant le don de Dieu Tout-puissant, il n'est pas dans le pouvoir de l'homme d'aliéner ce don et de devenir volontairement un esclave".

AMEN

CHAPITRE 14

ENREG. N° 1 HATONN

SAMEDI, 23 JUIN, 1990; 17H00. L'AN 3, JOUR 311.

CHOC ILLIMITE

Si vous n'êtes pas encore sous le choc total ou n'avez pas arrêté de respirer, laissez-nous vous donner quelques options supplémentaires. Vous n'avez pas besoin de vous sentir stupides de n'avoir pas connaissance de ces choses concernant votre gouvernement ou l'IRS -- telles que: l'IRS est une SOCIÉTÉ PRIVÉE au même titre que la RÉSERVE FÉDÉRALE. Et pour vous faire sentir moins seuls, quelque 30 millions de personnes ne paient pas d'impôts cette année et donc le spectacle sera plus pour cette Convention Constitutionnelle en vertu de laquelle le gouvernement peut légaliser, par mandat, le harcèlement des forces de police et supprimer vos autres libertés. Je suis très sérieux, vous êtes sur le point de perdre tout cela!

ÊTES-VOUS UN UNITED STATES CITIZEN?

NON! Vous êtes un Citizen of the United States.

Maintenant, pour plus d'examens grammaticaux: essayez le terme "United States". Est-ce singulier (une chose) ou pluriel (plus d'une chose)? Par la Constitution, il est pluriel. Vous savez cela parce que les termes "leurs" et "eux" ont été utilisés comme pronoms se référant à United States, c'est-à-dire que: la trahison envers les "United States" équivaut à "rejoindre leurs ennemis"; "soutenant la guerre contre eux". Vous avez probablement mémorisé les noms des United States en cinquième année plus ou moins et que c'était ennuyeux de devoir mémoriser TOUS ces noms d'états.

Mais le terme "United States" est également utilisé au sens singulier. C'est une seule nation. Une nation est une chose naturelle. La vôtre existe à cause des frontières des états. Il n'est jamais défini en d'autres termes. Le terme "United States" est un nom géographique -- une chose, une nation. Les United States sont une seule "union"; l'United States est une nation.

Confus? Non, vous ne l'êtes pas? Je forme un arc!

Parce que "United States" est un nom se terminant par "s", il peut être singulier ou pluriel. "Jones" car (la voiture de Jones) pourrait signifier la voiture d'une seule personne (Mr. Jones) ou de plusieurs personnes (Mr. et Mme Jones et les 20 enfants). Mais dans les deux cas, comme vous l'avez appris en quatrième année plus ou moins, l'apostrophe doit suivre le "s".

Êtiez-vous né en United States? La préposition "en" montre que "United States" dans cette question est un lieu, un lieu géographique nommé "United States" et est singulier et se réfère à un lieu naturel, une nation -- une terre.

Lorsque "United States" est pluriel, il fait référence à "l'union" des États. Les unions sont des choses "Non-naturelles", et ce sont des choses, pas des lieux. Les unions, comme NOUS le Peuple l'avons dit, ont besoin d'être perfectionnées, les nations ne peuvent l'être. Les unions, toutes les unions, existent par accord. Les nations existent naturellement. Oh oui, en effet, cela fait une grande différence, alors apprenez les définitions MAINTENANT et vous en comprendrez le sens à mesure que nous avançons.

La seule condition requise pour la citoyenneté est "le lieu" de naissance. Chaque personne est un citoyen naturel d'une nation. La nature est tellement importante pour la citoyenneté que les personnes souhaitant changer de citoyenneté doivent être NATURALISÉES. Pour ceux qui apprécient les termes vieux de 2000 ans, "naturalisé" signifie né de nouveau. Par exemple, tous ceux qui se considèrent comme "nés de nouveau" ceci ou cela, tel que Chrétien -- sont simplement des Chrétiens "naturalisés". Mais ce n'est pas si important, sauf comme définition et référence. Rappelez-vous juste que la citoyenneté d'origine existe à cause des lieux et non des accords.

Si vous êtes né en United States (singulier), vous êtes automatiquement citoyen de l'United States (États-Unis), l'United States, un lieu, une nation. Souhaitez-vous également rejoindre "l'Union", les United States (pluriel), "les/eux"? Désolé, seuls les États peuvent adhérer à cette Union, pas les "gens".

C'ÉTAIT AU MOINS COMME CELA QUE CELA DEVAIT ÊTRE

En 1867, "United States": était soit le nom d'un lieu géographique, soit le nom d'une union d'États. En 1868, un nouveau sens a été créé -- un troisième sens. Le quatorzième (14e) Amendement a accompli cet exploit. Il commence ainsi: "*All persons born...in the United States and subject to the jurisdiction thereof, are citizens of the United States*" (Toutes les

personnes nées...en United States (États-Unis) et soumises à la juridiction de ce dernier sont des citoyens de l'United States).

Le problème est que l'amendement utilisait le terme "United States", d'abord au sens singulier, géographique, national (en United States), puis au pluriel, au sens d'un accord d'union (juridiction de cette dernière). MAIS, cela n'a pas rendu le mot "juridiction" au pluriel. Il aurait dû se lire "jurisdiction's' thereof". Mais cela aurait été assez illogique, car les lieux n'ont pas de juridiction. L'Union avait juridiction sur les États, mais pas sur le peuple et NOUS LE PEUPLE avions juridiction sur l'Union -- du moins ainsi l'avez-vous dit. Selon les définitions de 1867 du terme "United States", l'amendement n'avait aucun sens.

Plutôt que d'admettre la sottise de l'amendement, un nouveau sens a été donné à "United States". C'EST DEVENU UN TITRE. Ce sens n'a pas été imaginé par les Fondateurs de la constitution initiale. Ils ont pris grand soin de n'octroyer AUCUN TITRE au gouvernement. La constitution décrit simplement le gouvernement des united states (states united). Elle n'a utilisé AUCUN titre. Le meilleur exemple de ce fait est que la Cour "suprême" est décrite avec un petit "s". La constitution n'a rien "intitulée". "NOUS le Peuple" est le seul titre utilisé dans le document! NOUS le Peuple avait eu un remplissage de Rois et de nobles de Rois et de titres en général. Vous alliez être la seule noblesse de votre nation. VOTRE TITRE ÉTAIT VOTRE DROIT DE NAISSANCE, il n'a pas été accordé par le gouvernement. Ce n'était pas un privilège -- C'ÉTAIT UN DROIT!

La création stupide de ce "titre" n'a pas éliminé ni changé le sens antérieur du terme "United States" tel qu'il était utilisé dans la constitution initiale. Ainsi, depuis 1868, le terme "United States" a trois sens: 1) *le nom géographique d'une nation*, 2) *le nom d'une union d'États, qui définit à son tour la nation*, et 3) *un titre de noblesse. Le premier est singulier et naturel; le second, pluriel et créé par accord; le troisième, singulier et octroyé.*

Mais attendez. *Le gouvernement ne peut octroyer aucun titre de noblesse! Vrai? VRAI. Le gouvernement des États-Unis peut ne le PAS, MAIS VOUS LE POUVEZ!*

En tant que noble, vous pouvez accorder un titre, seulement vous. De plus, vous pouvez abdiquer votre titre; vous pouvez l'échanger contre un nouveau. Mais vous ne pouvez négocier que vers le bas, le titre avec lequel vous êtes né est le plus élevé. Vous pouvez échanger votre titre élevé contre un titre inférieur; c'est un droit que vous possédez. C'est facile à faire. Trop facile.

Tout ce que vous faites, c'est prétendre que votre nouveau titre est "United States Citizen" (pas d'apostrophe (')). Faites cela et vous montrerez instantanément que vous êtes une personne "soumise à la juridiction" de l'United States (États-Unis). Vous

utiliserez "United States" comme titre précédant le mot "citizen" (citoyen) et prouverez que vous pensez que "United States" est quelque chose (quelqu'un) d'autre qu'une description géographique ou le nom d'une union d'États. En prétendant qu'il a une juridiction supérieure à la vôtre, vous lui accordez un TITRE. Un ROI est une "personne" qui détient le titre le plus élevé d'une nation et soumet le peuple à sa juridiction.

Avez-vous déjà revendiqué le titre "United States Citizen"? Avez-vous une carte de Sécurité Sociale? VOUS l'avez fait. Que diriez-vous d'un passeport? Même titre. Les passeports et la Sécurité Sociale sont des droits (en-TITRE-ment -- TITRER). Ils sont accordés par le "grand noble", aux nobles inférieurs. Les droits sont accordés par les "United States Citizens" (pas d'apostrophe). Ce gouvernement est un gouvernement de titre. Il existe côte à côte avec le "gouvernement des united states (United States)" décrit dans la Constitution.

Oh, ainsi vous voulez une preuve? Regardez bien tout ce que possède ce gouvernement. Sur l'objet, vous trouvez une étiquette ou un signe. On dit: propriété du Gouvernement des États-Unis. Il possède plus de biens qu'aucun roi féodal n'a jamais rêvé en posséder, mais alors il a plus de sujets qu'un roi féodal.

En tant que personne de titre inférieur sous le Gouvernement des États-Unis, vous êtes tenu d'obéir non seulement à la loi, mais également à un code. *Rappelez-vous comment les chevaliers féodaux devaient obéir à un code -- un code de la chevalerie?* Eh bien, le "code" auquel un United States Citizen est lié est appelé (titré) "United States Code" (Code des États-Unis) (pas d'apostrophe). À l'origine, il s'appelait "Code of Law of the United States" (united states). Mais il a été rapidement rempli de non-droit que le nom a été changé, de sorte que les personnes revendiquant un titre inférieur sachent que c'est à elles d'obéir et **NON VOUS QUI AVEZ CONSERVÉ VOTRE ORIGINAL TITRE DE DROIT DE NAISSANCE**. Vous ne vous en êtes pas rendus compte? Eh bien, vous ne méritez peut-être pas un titre aussi merveilleux et glorieux!

Dans le même temps, un autre problème s'est posé. Les cours décrites dans la constitution étaient compétentes (pouvoir judiciaire) dans les affaires relevant de la Constitution, des traités et des lois des États-Unis, créées sous LEUR autorité. Pluriel. "Union". Si les contrevenants au code devaient être punis par les cours, ou si ces dernières devaient entendre une affaire relevant du "code", il fallait mettre en place un nouveau système judiciaire. Un système judiciaire pour les personnes de titre inférieur; ce seraient des Cours de Titre.

Les titres des Cours? "United States District Court" (Cour de District des États-Unis); "United States Court of Appeals" (Cour d'Appel des États-Unis). Les cours décrites par la constitution seraient les "Cours de district des états unis (États-Unis)"; "Cours d'appel des états unis (États-Unis)"; "Cour suprême des états unis (États-Unis)". Il semblerait que, dans la mesure où les cours titrées et les cours constitutionnelles doivent maintenant exister, les juges doivent siéger dans l'une ou l'autre.

Ils occupent deux emplois.

Vous déterminez quelle cour en adressant votre requête à l'une ou à l'autre. Vous choisissez. Les cours titrés ne sont pas un lieu pour un homme libre, un citoyen de l'United States. Les cours ont des tas de règles (publiées dans le "code"), allant jusqu'au type de papier et au style de machine à écrire que vous devez utiliser. Les cours des united states (états unis) sont tout le contraire, n'ayant pas de règles publiées. Ces cours sont DE DROIT, POUR LA JUSTICE. Les éléments triviaux tels que le papier et le style, les étiquettes fantaisies et les pages de couverture de certaines formes n'ont aucune incidence sur l'une ou l'autre.

Si vous êtes un United States Citizen, vous devrez vous présenter devant une cour de TITRE, du moins dans les affaires civiles régies par le code. La compétence en matière pénale est toujours laissée aux "district Courts of the united states". Heureux les criminels, qui peuvent entrer dans l'une de ces cours qui assument toujours leur structure de la constitution. Ainsi, les contrefacteurs et les pirates s'en sortent beaucoup mieux que les personnes de titre inférieur! Eh bien, ils devraient, car leur cour suit la Loi et la Justice, alors qu'un United States District Court ne suit que le "code".

Les cours titrées sont sévères dans leur application du code car elles ne sont tenues à rien d'autre. Ces cours se feront un plaisir de mettre la parole d'un Procureur des États-Unis au-dessus de celle d'un petit United States Citizen (Citoyen des États-Unis). DANS LES COURS DE TITRE -- LE RANG A CERTAINEMENT SES PRIVILÈGES, MES AMIS. CES COURS N'ONT AUCUNE ALLÉGÉANCE À LA CONSTITUTION, elles n'ont pas besoin de statuer selon les Lois des États-Unis. Elles suivent un code, elles obéissent à leur maître, le Gouvernement des États-Unis. Ces cours fonctionnent exactement de la même manière que les infâmes cours de la Couronne d'Angleterre, pour lesquelles vous avez combattu une révolution pour vous en débarrasser en premier lieu.

Ce système de "double Cour" est probablement l'unique raison de ce qui, à première vue, apparaît comme une "jurisprudence" contradictoire. Même si un esprit raisonnable peut comprendre le potentiel de jugements divergents d'un état à l'autre,

les contradictions dans le jugement d'une cour "fédérale" devraient être très inquiétantes pour vous, bons citoyens. Vous êtes-vous déjà demandés comment la Cour Suprême pouvait se retourner contre elle-même? Très probablement elle ne le fait pas. Mais on peut rapidement voir que les décisions des cours de titre ou des "United States Courts" seraient souvent en conflit avec les décisions rendues par les "courts of the united states" constitutionnelles. L'une n'entend que les affaires rapportées par des Citoyens titrés, l'autre rapportées par des hommes libres. Les décisions étant publiées en un seul volume, sans distinction entre les cours, la jurisprudence semble se contredire.

Si vous trouvez ce concept de "double cour" un peu farfelu, examinez l'Internal Revenue Code. Les articles 7402(b) et 7604(a). Vous trouverez que ces articles confèrent l'autorité à deux différentes cours pour faire appliquer les assignations à comparaître. Les articles sont identiques, mot à mot à tous égards -- SAUF UN: l'un donne l'autorité aux "United States District Courts", l'autre aux "district courts of the united states".

RETOUR AUX IMPÔTS ACCISES SUR LE REVENU!

Pourquoi les deux? Ah ha! *Les impôts sur le revenu sont des taxes d'accise. Ils constituent une taxe d'accise/d'occupation sur un "privilège". Le privilège est votre TITRE, United States Citizen. Une citation à comparaître d'une "première partie" est faite sur une personne titrée. Mais une citation à comparaître d'une "tierce partie" peut être faite sur quiconque, qu'elle soit titrée ou non. Ainsi, une cour doit exécuter la première; l'autre cour doit appliquer l'autre. Pensez-vous toujours que "ils" ne savent pas exactement ce qu'ils "font"?*

Dans la mesure où, selon le code, un individu titré est tenu de conserver des livres de compte, des registres et des documents, la cour de titre peut exiger la remise de ces documents, sans les décrire particulièrement, sans indiquer le lieu de la fouille, sans présentation d'accusation par une partie sous serment ou affirmation. Si une personne titrée omet de remettre de tels documents, elle se retrouvera en prison pour outrage -- PAS POUR OUTRAGE À LA COUR -- outrage au code. Une cour de titre peut l'emprisonner pour ne pas avoir produit des documents que personne n'a même prétendu exister! Elle sera libérée de prison lorsqu'il "créera" les documents qu'une personne titrée doit posséder.

SYSTÈME DE DOUBLE JURIDICTION TRÈS APPARENT EN MATIÈRE FISCALE

Nulle part ailleurs, le système de double juridiction/double gouvernement n'est plus apparent qu'en matière fiscale. *En droit commun, les personnes titrées (MAIS PAS LE ROI) sont liées par un serment d'allégeance afin d'y avoir droit.* Ainsi, les formulaires d'impôt sur le revenu ne doivent être signés que par des personnes sous serment. Vous voyez, le formulaire doit être signé par le "United States Citizen".

DE CE FAIT, UN FORMULAIRE D'IMPÔT SIGNÉ EST TOUJOURS PRÉSENTÉ À TITRE DE PREUVE DANS UNE ACTION EN JUSTICE "PÉNALE" INDIQUANT QUE LE DÉFENDEUR A REVENDIQUÉ UN TITRE!

Peut-être avez-vous entendu dire que les déductions fiscales sont accordées par la "grâce" du Gouvernement des États-Unis. C'est vrai. La grâce est une faveur ou un privilège. Les Rois dispensent la grâce. Les Rois refusent la grâce. Ce qui est donné en grâce peut être refusé. L'IRS refusera souvent les déductions fiscales. Quoi qu'il en soit, il est impossible de découvrir où, dans la constitution, le gouvernement était autorisé à dispenser ou à refuser la "grâce".

Mais le government of the united states (United States) ne dispense ni ne refuse la grâce, le United States Government le fait. Il dispense et refuse la grâce à ses sujets (souvenez-vous de l'assujetti à), les United States Citizens. Ce roi ne porte pas de couronne, car il n'a pas de tête. Il ne peut être tué; il ne peut être blessé. Il ne peut même pas être poursuivi, à moins d'avoir "accordé" sa permission ou sa grâce. Ce n'est guère le même gouvernement dont vous avez exigé qu'il vous permettrait toujours d'exiger le redressement des torts!

Ce gouvernement-roi existe depuis plus d'un siècle. Au début, c'était assez anodin, alors que vous tous somnochiez et faisiez la sieste, car il y avait très peu de sujets. Mais quand il a dupé LE PEUPLE à renoncer à son droit de naissance via des tonnes de formulaires incompréhensibles, ses pouvoirs sont devenus immenses et NOUS LE PEUPLE l'avons juste ASSUMÉ----!

Aujourd'hui, ce gouvernement de titre est si puissant que le gouvernement constitutionnel originel des États-Unis est devenu totalement "perdu" dans son ombre juste comme "ils" l'avaient prévu.

Il y a toujours deux gouvernements. L'un exige que vous deviez le servir; l'autre cherche seulement à vous servir. Le gouvernement de titre vous séduira par des promesses d'aides et de titres: aide sociale, sécurité sociale, prêts à faible taux d'intérêt, octroi d'exemption, octroi de déductions. Mais c'est

comme Satan -- il ne peut vous "donner" quoi que ce soit. Il n'existe que par VOTRE autorité. Il ne peut rien vous donner que vous ne possédiez déjà. Essayer de vous tromper comme il pourrait, il existe par votre grâce -- et non l'inverse!

VOUS POUVEZ VOUS FAIRE À VOUS-MÊME ET À VOS CAMARADES CITOYENS UNE GRANDE FAVEUR; RÉTRACTEZ-VOUS ET REFUSEZ VOTRE GRACE. SOYEZ UN CITIZEN OF THE UNITED STATES (CITOYEN DES ÉTATS-UNIS) DE NOUVEAU. Arrêtez d'essayer de servir deux maîtres; vous ne pouvez pas le faire. Arrêtez de prétendre que vous êtes soumis à la juridiction de l'United States. Vous ne le serez pas à moins que vous choisissiez de l'être. Même le plus grand roi n'est roi qu'avec le consentement de ses sujets. Arrêtez d'être un sujet. Soyez un homme libre!

Refusez de prétendre que vous êtes un "United States Citizen". Refusez la compétence des cours titrés. Et par tous les moyens, arrêtez d'appeler ce roi sous son titre -- "United States Government".

L'IRS EST-IL UNE CORPORATION ÉTRANGÈRE?

De plus, comment se fait-il que le budget de fonctionnement de l'IRS (qui EST une société privée et NON UNE BRANCHE GOUVERNEMENTALE) soit inclus dans le budget du Gouvernement Américain qui est voté par le Congrès?

En outre, ce sont les dépenses extravagantes du Congrès dépassant les recettes perçues qui sont la principale cause de l'inflation, et non certaines convolutions ésotériques de l'IRS.

Oui, le Congrès finance le "Internal Revenue Service". Le PREMIER a eu lieu en 1954. Jusque-là, les lois ne mentionnaient pas "l'IRS". Jusque dans les années 1940, le terme "recettes fiscales" était réservé aux taxes payées sur les produits de base, payées par timbre. Jusqu'en 1954, "IRS" était un terme semi-argotique décrivant, PAS DÉFINISSANT, les personnes qui percevaient les taxes D'ACCISE. "IRS" était un terme comme "G-man" ou "T-man". Bien que souvent utilisé par le public, il n'avait aucune fonction en droit.

En 1954, avec la première utilisation du terme, le Congrès a montré que l'IRS était devenu une entité. Qui est IRS? Cela reste sans réponse, car le Congrès doit encore abordé la question en termes positifs. On peut spéculer que l'IRS peut être une société ou une fédération étrangère. *On ne peut spéculer sur le fait que l'IRS est une agence, car ce serait*

une affaire de notoriété publique -- une affaire de droit. La spéculation serait tout à fait inutile dans ce cas.

En 1982, le Congrès a adopté une version codifiée du Titre 31. Ce titre commence par une liste des agences du Trésor. D'après le rapport de la Chambre qui accompagnait le projet de loi et les notes de l'encodeur dans le U.S.C., VOUS TROUVEREZ CETTE LISTE COMPLÈTE, le rapport et l'encodeur l'appelant ainsi trois fois.

L'IRS N'EST PAS DANS CETTE LISTE COMPLÈTE! Ainsi, alors que le Congrès n'a pas réussi à vous dire ce qu'est l'IRS, il vous a clairement expliqué ce que l'IRS N'EST PAS. L'IRS n'est pas une agence du Trésor. Le Titre 26 dit que les taxes peuvent être collectées UNIQUEMENT PAR LES AGENTS, LES EMPLOYÉS ET LES AGENCES DU TRÉSOR. Dommage; l'IRS ne peut pas percevoir de taxe.

Il y a quelques années, le Congrès a simplement déclaré: "L'Empereur n'a PAS de vêtement". Oui, ils paient toujours les escrocs (un accord est un accord). Ils sont certainement très réconfortés de savoir que l'argent provient de personnes comme vous, des gens qui défient la logique en considérant leur roi comme vêtu des plus beaux vêtements -- une étoffe si noble que même les membres du Congrès sont incapables de discerner sa substance! Ou, peut-être que les déjeuners bien arrosés ont floué la vision. Peut-être que ce que le Congrès voit est mieux gardé sous silence conformément à la loi; votre roi, privé du conseil d'une mère, porte le même sous-vêtement depuis plus de 30 ans. Réfléchissez et riez de peur que le dernier rire ne soit vraiment sur vous car au Congrès, ils se moquent de vous hystériquement tous les jours de l'année pendant qu'ils gaspillent vos biens, durement gagnés, de toutes les manières odieuses imaginables pour l'homme.

Le Code Américain ne contient PAS d'acte d'habilitation ayant établi l'IRS; par conséquent, il est tout à fait correct que la constatation ait été notée que le nouveau Titre 31, chapitre 3, contient une "liste complète" de toutes les agences du Trésor et que cette "liste complète" ne fait aucunement référence à l'établissement de l'IRS.

JE VOUS PROMETS QUE SI VOUS PERMETTEZ À LA CONVENTION CONSTITUTIONNELLE DE SE DÉROULER, CETTE PETITE ERREUR SERA RÉPARÉE. C'EST À VOUS DE DÉCIDER SI VOUS PERMETTEZ QUE CELA SE PRODUISE OU NON.

Il est évident que l'IRS n'est pas gouvernemental, mais privé. Si vous étudiez une biographie de l'infâme PHILANDER KNOX (Secrétaire d'État lorsque le 16^{ième} Amendement a été frauduleusement déclaré ratifié), vous pourrez apprendre qu'il dirigeait les affaires étrangères selon une doctrine connue sous le nom de "diplomatie

du dollar". KNOX A ÉTÉ PROFONDÉMENT IMPLIQUÉ DANS DES PRÊTS FAITS PAR LES GRANDES BANQUES DE NEW YORK EN FAVEUR DU PANAMA ET DE LA CHINE. LES BANQUES, POUR GARANTIR CES PRÊTS, ONT REÇU DES CESSIONS DE REVENUS FISCAUX, ET MÊME JUSQU'À ÉTABLIR UNE AGENCE AU PANAMA POUR RECOUVRER CETTE DETTE.

OH BON SANG---***---J'AI FINALEMENT VOTRE ATTENTION !!! ET QUI PENSEZ-VOUS POSSÉDAIENT, À L'ÉPOQUE COMME AUJOURD'HUI, CES BANQUES ET POURQUOI POUVAIT-IL ÊTRE UTILE "D'ENVAHIR LE PANAMA" POUR AVOIR UN CONTRÔLE TOTAL DE CE GÂCHIS?

Il existe de nombreuses autres preuves que les compagnies privées collectent le revenu national. Ce n'est certainement pas une idée nouvelle qu'un service national de collecte d'impôts pourrait être une organisation privée -- en fait, pour les grippe-sous cupides cela est hautement probable!

OK, petits agneaux, prenez note: L'INTERNAL REVENUE TAX ET L'AUDIT SERVICE, INC., étaient nés en tant que société dans l'État du Delaware. La constitution a eu lieu le 12 Juillet 1933...Trois minutes au téléphone avec le bureau du Secrétaire d'État dans le Delaware peuvent vous informer (avec des rires d'humour depuis leur bout de la ligne) que, oui, les Statuts ont été déposés le 12 Juillet, 1933, puis annulés le 6 Avril 1936 pour non-paiement des Taxes de Franchise de l'État! Oh oh! Attention! Pire encore -- cette société était une société constituée comme l'équivalent de ce qui est maintenant reconnu partout sur vos terres (surtout en Avril) sous le nom de H. & R. BLOCK! Mais pourquoi un tel service serait-il même envisagé à cette époque? L'un des meilleurs moyens de "perdre une piste" dans les constitutions de sociétés est de délocaliser une société viable hors du pays et de permettre à l'originale d'être enterrée.

Chélas, je réalise que tout cela est ahurissant pour vous. Vous vous sentez ridicules; dupés; violés, pillés, ravagés et saccagés. Ainsi soit-il, car tout ceci est un plan fonctionnel et bien établi pour que l'Ordre Mondial prenne le contrôle d'ici à l'an 2000 au plus tard. Le "Global Plan 2000" est sur la bonne voie et vous dormez dessus. Oh oui, il y a tout ce que vous pouvez faire à ce sujet et nous vous en donnerons plus lors du prochain écrit.

Nous avons une scribe très fatiguée et vous devez vous en rappeler, elle aussi est dans un état de choc aggravé et furieuse. Ainsi soit-il, et je vous laisse maintenant pour y réfléchir. À la prochaine fois, ici votre sympathique rapporteur qui rend l'antenne---
Hatonn

CHAPITRE 15

ENREG. N° 3 HATONN

MARDI, 23 JANVIER, 1990; IHH00. L'AN 3, JOUR 160.

UNE AUTRE VUE MAJEURE DEPUIS LA MONTAGNE

Cette information à venir est un autre aspect et une approche de suivi à utiliser séparément ou conjointement avec celle qui vous a été fournie jusqu'à ce stade.

Cela prend en considération le fait par lequel vous avez presque tous cru que vous vivez et agissez au sein de et comme "un" États-Unis d'Amérique, NON, ce n'est pas le cas. Il y en a plus d'un et c'est là que réside votre espoir de rétablissement et votre direction. N'oubliez pas que si vous vivez dans l'un des 50 États membres de l'Union des États-Unis, vous êtes un Citizen of the united states of America. Vous n'êtes PAS un United States citizen. La différence est tellement incroyable que cela changera votre position d'un impuissant désespoir en une positive puissante position. Vous, les citoyens pouvez avoir le dernier mot si vous vous en tirez avec vos avoirs et bougez!

La plupart de ces informations seront répétées au milieu de l'année à mesure que nous passerons à un Journal informatif très complet qui traitera de l'ensemble de la question des "impôts sur le revenu" et de son illégalité.

Je rends hommage à un certain H. Freeman pour l'information qui suit. Il demande que nous utilisions ses documents dans toute la mesure du possible, mais demande que nous ne fournissions pas d'informations statistiques concernant sa personne pour des raisons de confidentialité et de sécurité.

Les quelques chapitres suivants seront principalement extraits de matériel de cours et nous le laisserons fondamentalement inchangé. Il est donné de manière descriptive et je pense que les lecteurs peuvent très bien comprendre les concepts présentés. Les noms et les récits peuvent être quelque peu modifiés, mais les informations et la conceptualisation sont absolument vérifiées. Les citoyens du monde doivent beaucoup à H. Freeman, et ces merveilleux patriotes seront bientôt en mesure de se manifester pour honneur sans craindre pour leurs vies mêmes.

Vous sur la planète connue sous le nom de Terre, êtes les otages de quelques banquiers internationaux -- un Cartel engagé sur la voie de la domination et de l'appropriation Globales. Ils ont accompli la tâche, car le monde est en faillite et tous les avoirs sont

détenus par ces rares personnes. Cependant, le jeu n'est pas terminé, mes amis, car l'intention est de convoquer une Convention Constitutionnelle et de remplacer votre Constitution par celle dont nous venons de parler -- et ce sera la fin -- ils seront propriétaires du monde.

Si toutefois, vous ouvrez les yeux, suivez les instructions qui vous sont données et passez à l'action et vous tenez fermement sur ce rocher qui EST votre Constitution, vous pouvez l'inverser et l'inverser vraiment très rapidement. Mr. Freeman et les personnes qui travaillent avec lui nous ont fourni une documentation d'appui qui peut éventuellement être mise à votre disposition. Cependant, nous ne retiendrons pas le Journal à la publication en attente de toutes les copies et autorisations, etc., pour le matériel supplémentaire car vous serez toujours en mesure d'obtenir des informations supplémentaires auprès de America West et vous en aurez assez dans le Journal pour bien commencer adéquatement. Étudiez jusqu'à ce que vous compreniez les concepts exposés dans chaque leçon et méthode et vous maîtriserez bien les approches et les concrétisations. Votre base grandira en force à mesure que vous grandissez dans la vérité.

OBTENEZ UN PEU DE LIBERTÉ

Votre Bible vous dit que vous saurez la vérité et la vérité vous libérera. Maintenant, cela ne signifie pas que vous permettez à quelqu'un de connaître la vérité et vous le suivez; cela dit que vous apprendrez la vérité et vous serez alors libre. Nous pouvons présenter les lignes directrices, mais si vous vous y précipitez et les bâclez, vous avez été vraiment stupide. Si vous souhaitez jouer au jeu à la perfection et gagner, vous accepterez que d'autres en savent plus que vous et si vous souhaitez utiliser cette connaissance -- très bien; sinon, vos arguments actuels ne nous intéressent pas. Si vous êtes convaincus que ces choses ne sont pas valables et ne fonctionneront pas -- elles ne le feront pas -- et vous rendrez le chemin des autres beaucoup plus difficile. Nous ne sommes intéressés par aucun "Maître du Débat" -- si vous avez quelque chose à ajouter de nature positive -- salut, sinon, retirez votre contribution.

Nous vous amenons des Maîtres professeurs et si vous pensez que vous savez déjà tout -- ainsi soit-il; épargnez-nous la misère du temps perdu. Ce que vous faites avec ces Journaux ou les informations qu'ils contiennent est votre affaire personnelle et cela ne nous regarde pas ce que vous en pensez. Je suggère que vous connaissiez vos faits quant à savoir si une chose est valable ou non jusqu'à ce qu'elle ait été essayée ou votre visage pourrait bien être éclaboussé avec des œufs -- nos vérifications de la vérité sont généralement assez précises.

INFORMATIONS DE BACKGROUND

Vous devez comprendre certaines informations de background. Vous faites face à une situation qui existe mais, à tout prix, ceux qui ont créé la situation ne veulent pas que l'on sache exactement qu'elle est.

Le fait est que l'Amérique est considérée comme une nation en faillite. Elle appartient à ses créanciers, Les Maisons Bancaires Internationales. En outre, si elle appartient à ses créanciers, alors les créanciers sont propriétaires des organes législatifs -- à la fois le congrès national, la législature d'État, tous les membres de l'exécutif, toutes vos cours et VOUS ÊTES LEURS ESCLAVES.

Et par conséquent, ils doivent faire adopter par leurs propres assemblées législatives des "lois de politique publique" dans l'intérêt des créanciers de la nation.

Les juges font tous silencieusement un constat juridique que l'Amérique est une nation en faillite et c'est exactement ce que la situation est. À mesure que nous expliquons les choses, vous verrez à quoi se résument les choses et ce que vous pouvez faire pour y remédier. Maintenant, comprenez -- et je le répète; ils ne sont pas encore prêts à admettre que ceci est vrai. En ce moment, les banquiers internationaux, en tant que groupe, ont fait faire faillite au monde entier. Je peux seulement vous demander de retourner aux JOURNAUX précédents car je reçois tellement de plaintes au sujet de la répétition et la seule façon de réduire le nombre de répétitions est si vous suivez bien vos leçons précédentes. Le monde Communiste, le monde Libre, le Tiers monde -- tous pourraient être saisis. Ils pourraient saisir toutes les nations du monde, car toutes les nations du monde sont en faillite.

Pourquoi ne saisissent-ils pas? Parce qu'ils n'ont toujours pas le contrôle de toutes les armes! MAIS ILS TRAVAILLENT TRÈS DILIGEMMENT POUR SE DÉBARRASSER DE CE PETIT INCONVÉNIENT. Par conséquent, ils doivent essayer de gagner du temps pendant un moment jusqu'à ce qu'ils aient tout arrangé et puissent ensuite vous dire que vous êtes tous des esclaves et que vous ne pouvez rien y faire; qu'ils possèdent le monde et que le monde fera simplement ce qu'ils disent. Ils sont "légalement" dans cette position, mais il ne serait pas opportun pour le moment que La Conspiration le déclare. En ce moment, ils se heurteraient à trop d'opposition. Vous pouvez imaginer ce qu'il se passerait si vous disiez au peuple Américain, en ce moment, qu'ils sont des esclaves et qu'il n'y a rien à faire et "vous ferez comme nous le disons". Cependant, vous êtes traités comme si vous êtes des esclaves et, en réalité, ils vous ont déjà convaincus que vous devez faire ce qu'ils disent.

Ce qui est en votre faveur, c'est que vous savez qu'ils ne vont pas admettre que vous êtes des esclaves pour le moment et qu'ils doivent donc "prétendre" que l'Amérique est toujours une nation souveraine et que la Constitution est toujours en vigueur. Ils vont l'ignorer ou le cacher mais ils n'osent pas dire que ça n'existe pas. Ils continueront toutefois à jouer au chat et à la souris en supposant que le public ne sera pas au courant du canular.

Par conséquent, si vous prétendez que votre nation est toujours intacte, vous pouvez aller de l'avant et bénéficier de leur prétention continue. Vous devez jouer au jeu aussi longtemps que vous le pouvez.

DROIT, ÉQUITÉ ET AMIRAUTÉ

Voyons la différence dans ces termes. Trois juridictions sont mentionnées dans la constitution. Les cours ont été créées par vos pères fondateurs comme des cours de justice, des cours d'équité et des cours de l'Amirauté.

En définissant les trois, rappelez-vous que nous parlons de "juridictions". Le "droit commun" relève de ce que l'on appelle une "juridiction de droit commun".

L'équité est une juridiction de performance forcée et qui relève de la "juridiction de l'équité". Ce n'est pas un "droit", c'est l'application des obligations contractuelles.

L'Amirauté est à la fois civile et pénale, mais nous y reviendrons plus tard car nous souhaitons d'abord discuter de "Qu'est-ce la loi?"

Par exemple; si vous entrez dans un état, et qu'il y a un panneau qui se lit "BOUCLEZ VOS CEINTURES -- C'EST LA LOI". N'est-ce pas?

Comme meilleur exemple, Mr. Freeman cite un autre exemple de gens à San Diego qui possédaient un magasin Health Foods. Elles vendaient des herbes, des peroxydes, des suppléments de protéines et des choses du même genre. Elles dirigeaient l'entreprise depuis leur maison.

Tout récemment, à 7H00, leur lieu a été encerclé par des dizaines de policiers armés. Ils ont exigé qu'on les laisse entrer et les gens, toujours en tenue de nuit, ont été arrêtés, menottés et emmenés au département de la police. Il y avait une fille également dans la résidence et elle a pu décrire la scène qui a suivi.

La police a pris le peroxyde et l'a versé dans les toilettes. Ensuite, ils ont vidé tous les comprimés et pilules, etc., dans des boîtes et les ont bien mélangés au point de ne plus pouvoir séparer les produits. Ils ont complètement détruit les entrepôts, les papiers et ont généralement dévasté le domaine.

Bien sûr, c'était une situation prédéterminée, car lorsque les gens sont arrivés au poste de police, les médias étaient partout et ces pauvres gens ont été paradés en menottes et n'ont été autorisés à changer que leurs vêtements de nuit et rien d'autre.

Maintenant, rappelez-vous que la police n'agit que sur ordre -- elle fait simplement son travail comme il lui est ordonné. En outre, ils font grand cas de la "possibilité" de détention de drogues illicites, etc. Ils se sont bien sûr assurés de se débarrasser de tout produit qui pourrait prouver le contraire. "Ils protégeaient le public contre d'éventuelles fraudes et dommages!" se lisent les titres.

IL Y A QUELQUE CHOSE QUE VOUS DEVEZ SAVOIR -- TOUT CE QUE LE GOUVERNEMENT FAIT EST UN ACTE "LICITE" -- TOUT! MAIS CELA PEUT NE PAS ÊTRE UN ACTE "LÉGAL"! Cependant, il sera PRÉSUMÉ ÊTRE UN ACTE LÉGAL À MOINS QU'IL SOIT OPPORTUNÉMENT ET SPÉCIFIQUEMENT ÉLEVÉ UNE OBJECTION CONTRE.

Vous devez garder la déclaration ci-dessus à l'avant, car c'est très important – qu'il ne soit opportunément et spécifiquement contre.

Maintenant, ce qu'il s'est passé à San Diego se passe partout et je vous ai parlé d'autres incidents récents. C'est un choc pour tout le peuple Américain, mais cela se produit de mille façons différentes dans tout le pays.

Les gens disent: "Comment dans le monde peuvent-ils faire cela"? Eh bien, "TOUT CE QUE LE GOUVERNEMENT FAIT EST UN "ACTE LICITE". Vous devez connaître la différence entre "licite" et "légal". Par exemple, vous pouvez être accusé de distribution illicite de peroxyde d'hydrogène, mais s'agit-il nécessairement d'une distribution "illégal" de peroxyde d'hydrogène? Vous devez CONNAÎTRE ces termes.

LA LOI N'OBLIGE PAS LA MISE EN APPLICATION. Les pères fondateurs de votre nation ne voulaient pas créer une nation semblable à celle contre laquelle ils venaient de mener une guerre pour se libérer. Ils ne voulaient pas d'un autre Roi George ou César. Ils voulaient une nation avec la protection de leurs droits et ne pas enlever plus de droits. Ainsi, en créant un gouvernement national avec une union d'états, ils ont fait très attention de ne pas donner trop de pouvoir à ce gouvernement.

En mettant sur pied le gouvernement, ils l'ont établi de manière à ce que le congrès, l'organe législatif du gouvernement, n'avait aucun contact direct avec le peuple. Ils se sont uniquement occupés des ÉTATS et LES ÉTATS TRAITAIENT AVEC LE PEUPLE. Il n'existait pas de loi votée par le Congrès qui ait eu un effet sur le peuple de votre nation. Ils en ont été isolés -- ils étaient protégés par LA CONSTITUTION NATIONALE ET ÉGALEMENT PAR LA CONSTITUTION DE LEUR ÉTAT DE TOUTE ACTION DIRECTE DU CONGRÈS. C'EST TOUJOURS UNE LOI VALIDE! ET RAPPELEZ-VOUS TOUJOURS QUE LA LOI N'OBLIGE PAS LA MISE EN APPLICATION. La loi est purement négative; vous êtes libres de faire ce que vous voulez par la loi tant que vous ne portez pas atteinte à la vie, la liberté ou la propriété de qui que ce soit. Ce n'est que lorsque vous interférez avec quelqu'un que la loi peut entrer en vigueur.

Par exemple: quand vous voyez un policier en patrouille, ce policier est comme un juke-box. Tant que personne ne s'approche, il reste silencieux, mais si vous passez à la boîte et y introduisez une pièce de monnaie, la musique est jouée. Eh bien, c'est ce que vos policiers sont autorisés à faire en Amérique. Ils ne font que patrouiller dans les rues et quiconque a subi un dommage occasionné par quelqu'un doit venir vers l'officier et le lui dire: "Cet homme m'a causé un dommage et je veux que vous l'arrêtiez". Il doit ensuite signer une plainte déclarant que l'homme lui a causé un dommage. Ceci est l'objet de la loi -- vous protéger de ceux qui vous nuisent en portant atteinte à votre vie, à votre liberté ou à vos biens.

Mr. Freeman décrit ce qui précède: "Je dois faire marche arrière pour sortir de mon allée tous les jours. Une fois, j'ai regardé dans les deux directions et il n'y avait pas de voiture. Donc, au lieu de faire une courte marche arrière, j'ai pris un grand virage. Soudain de nulle part une voiture arrive et je lui suis rentré dedans par le côté.

"Immédiatement, je suis sorti de la voiture et j'ai dit: "D'où êtes-vous venu?" et il a répondu: "Eh bien, je viens juste d'arriver ici pour me garer et vous m'êtes rentré dedans".

"Nous sommes allés faire le tour une minute, puis je lui ai demandé de me suivre à l'atelier de carrosserie pour savoir comment réparer les dégâts. Puis, après avoir obtenu un devis, je lui ai demandé comment il souhaitait que la situation soit gérée, laisser la voiture pour la réparation ou préféreriez-vous avoir le montant estimé et vous en charger vous-même. Ils venaient de l'extérieur de la ville, il a donc préféré l'argent. Alors je lui ai donné l'argent et c'était la dernière fois que je les voyais".

Parlons maintenant de l'implication de la police. "Supposons que je rentre en marche arrière dans la voiture puis que je suis parti. S'ils obtiennent mon numéro

d'immatriculation, ils pourront s'adresser à n'importe quel policier pour déposer une plainte et me faire arrêter. Maintenant, le policier est comme le juke-box, il a reçu sa pièce de monnaie et maintenant sort, m'arrête et m'amène à la cour. La charge de la preuve incombe à la personne qui a déposé la plainte et elle doit prouver que je suis rentré dans sa voiture. Si je niais l'infraction, il devrait alors prouver que j'avais été celui qui a commis l'offense. Cela arrive à Judge Wapner tous les jours. S'il l'emporte, la cour peut m'obliger à payer tous les dommages et intérêts.

Mais voyons maintenant comment la loi a "apparemment" changé. "Supposons que vous êtes garé juste en face de mon allée et que je sors de mon allée comme si j'avais eu un dépassement en marche arrière et que vous aviez toutes sortes de crises cardiaques, etc., mais j'ai arrêté ma voiture à moins d'un quart de pouce de la vôtre et je suis juste parti. EN VERTU DE LA LOI, VOUS NE POUVEZ RIEN FAIRE SI VOUS N'AVEZ PAS SUBI UN DOMMAGE. LE POLICIER, EN VERTU DE LA LOI, NE POURRAIT RIEN FAIRE, NON PLUS, PARCE QUE VOUS N'AVEZ SUBI AUCUN DOMMAGE PHYSIQUE. IL DOIT Y AVOIR DES DOMMAGES AVANT QU'UN POLICIER SOIT AUTORISÉ À ARRÊTER QUI QUE CE SOIT. De plus, une plainte signée doit être déposée par la partie lésée.

Ce qui est triste, c'est qu'aujourd'hui, il y a tant de pots-de-vin et de corruption que vous pouvez très facilement être dressé et piégé comme si vous aviez causé des dommages et les actions de la cour sont pour vous condamner jusqu'à ce que vous puissiez prouver votre innocence. Ce sont les signes des temps et nous ne pouvons pas traiter tous les "et si" de ce dialogue.

Retour en Californie et aux ceintures de sécurité. C'est la loi en Californie -- mais ce n'est pas la "loi". "LA LOI" N'OBLIGE PAS LA MISE EN APPLICATION.

Par exemple, "La liberté est le droit d'un homme de se ridiculiser s'il n'interfère pas avec la vie, la liberté ou les biens de quelqu'un d'autre". Et qui est le "Dieu" qui décide quelle est la définition de "ridicule"?

Eh bien, en Californie, les pouvoirs qui présumant être ne veulent pas que vous vous ridiculisiez -- après tout, qui sera blessé si vous ne bouclez pas votre ceinture de sécurité et que vous vous exposez à un accident? Les grands joueurs vous aiment tellement qu'ils ne veulent pas que vous vous cogniez la tête et ils vont veiller sur vous, que cela vous plaise ou non. C'est ainsi que se résume la "loi" -- ils disent qu'ils vous aiment tellement et veulent protéger votre tête si bien que s'ils vous trouvent en train de vous couvrir de ridicule et ne respectant pas la règle, ils vous soulageront de 50 \$. Maintenant -- ce n'est PAS LA "LOI", alors comment est-elle appliquée?

Regardez quelle est la vraie histoire -- Les Maisons Bancaires Internationales voient les automobilistes Américains se promener en voiture et ils voient des personnes se cogner la tête contre le pare-brise et se tuer peut-être. Par conséquent, ils disent: "Normalement, nous ne nous soucions pas des gens, en général, mais nous les possédons et les esclaves morts ne produisent rien -- nous devons garder vos imbéciles d'esclaves en vie afin que nous puissions continuer à en tirer des revenus. Par conséquent, vous obligez ces imbéciles d'esclaves à boucler leur ceinture de sécurité ou ce sera une amende". Ensuite, vos membres du Congrès reçoivent cette instruction et s'engagent à établir ces règles sécurisées afin que vous ne vous couvriez pas de ridicule.

Voici le point: il existe une différence entre le "droit" public et la "politique" publique et il est intéressant de savoir où "la politique publique" est entrée en vigueur au lieu du "droit public".

Mr. Freeman a un bon exemple: il n'a pas fait de déclaration d'impôt sur le revenu depuis 1969. Ils lui ont écrit une lettre en 1974 et il a répondu, puis il n'a plus rien entendu pendant cinq ans. Mais ensuite, ils ont découvert qu'il était l'un des fondateurs d'une organisation qu'ils n'avaient pas approuvée et que l'organisation avait vraiment beaucoup évolué. Donc, en tant que bon petit personnel de surveillance, l'organisation a été infiltrée et ils ont reçu les noms de toutes les personnes présentes à une réunion majeure. Soudainement, tous les membres de l'organisation étaient audités. Eh bien, cela a plutôt bien démantelé l'organisation car de nombreuses personnes y étaient impliquées simplement pour éviter de payer des impôts et n'avaient aucun intérêt particulier à déterminer si c'était Constitutionnel ou non.

Ils ont envoyé à Mr. Freeman une mise en demeure de 68.000 \$. Il ne possédait pas 68.000 \$ alors comment pourrait-il avoir à payer de telles taxes sous n'importe quelles circonstances?

Ceci est une astuce et voici un point très important et quelque chose que VOUS NE VOULEZ JAMAIS FAIRE -- NE DISPUTEZ PAS LE MONTANT. NE MENTIONNEZ JAMAIS MÊME LA QUANTITÉ QUE CE SOIT 10.000 \$ OU 10 CENTS. C'EST LA LOI QUI NE S'APPLIQUE PAS À VOUS ET VOUS INVOQUEZ LA JURIDICTION. Peu vous importe, si la loi ne s'applique pas à vous, que vous ayez une dette de 10.000 \$ ou de dix cents? C'EST AUSSI SIMPLE -- NE DISPUTEZ PAS LE MONTANT, DISPUTEZ LE PRINCIPE QUI EST IMPLIQUÉ.

LA COUR SUPRÊME A STATUÉ QUE L'IMPÔT SUR LE REVENU NE CONSTITUAIT PAS UNE IMPOSITION DU REVENU. Elle a déclaré que l'impôt sur le revenu est un impôt sur l'exercice d'un "privilège" accordé par un gouvernement et que la valeur du

privilège exercé est mesurée par le revenu de la personne qui l'exerce. C'est ce que la Cour Suprême a déclaré à propos de l'impôt sur le revenu.

Eh bien, Mr. Freeman a pris les documents de la Cour Suprême et est allé voir son agent de l'IRS et a raconté l'histoire de cette façon: "Après une longue entrevue menaçante, je lui ai demandé qui était son supérieur. Après un moment, il m'a donné le nom de son supérieur et je lui ai écrit. Ensuite, j'ai reçu une lettre, puis j'ai écrit à son supérieur et j'ai reçu une lettre. Finalement, je suis descendu moi-même et chaque fois, ils me disaient qu'ils ne savaient rien de la loi mais le code dit ceci et cela. Si j'avais des questions, je pouvais simplement demander à la cour de l'impôt.

"Finalement, j'y suis retourné en personne. Cette fois, j'ai eu l'Agent de Résolution des Problèmes et je lui ai présenté tous mes problèmes. Il a dit la même chose que tous les autres dans cette phrase: "Je ne sais rien de la loi, Mr. Freeman, mais soit vous payez ce montant, soit vous vous adressez à la cour de l'impôt et il n'y a pas d'autres points en jeu. C'est tout. J'ai suggéré qu'ils se plaignaient tout le temps devant les cours, je voulais donc savoir où se trouvaient tous leurs avocats puisque personne ne semblait rien savoir sur la loi.

"Il a dit: "Je suis aussi haut que vous pouvez aller, Mr. Freeman -- vous ne pouvez pas aller plus haut que moi et je vous dis que vous allez payer ce montant ou vous irez à la cour de l'impôt et que c'est définitif parce que le seul au-dessus de moi est le Directeur de District". J'ai simplement dit: "Merci, où est-il"? Il a dit qu'il était à l'étage, alors je me suis éloigné et j'ai pris l'ascenseur, j'en suis sorti et il y avait une jeune femme assise à l'extérieur du bureau du Directeur de District. Je suis allée la voir et j'ai demandé à voir le Directeur de District. Elle a dit qu'elle était désolée, mais qu'il était sorti du bureau et ne serait pas de retour pour le reste de la journée. Mais oups, j'ai entendu un homme tousser juste derrière là où elle était assise et dans le bureau du Directeur. Ah Ha -- mais ne soyez pas assez idiot -- stupide pour contrer ce que la dame vous a dit. Vous pouvez être extrêmement désolé. Acceptez la parole de la secrétaire et n'allez pas plus loin.

"Dans ce cas, je l'ai remerciée et suis parti, puis j'ai pris l'ascenseur et me suis dirigé vers l'Édifice Fédéral. J'ai monté les escaliers et le premier bureau que j'ai vu à droite était le bureau du Sénateur Simpson. J'y suis entré et j'ai trouvé une fille assise en train de lire un roman et évidemment pas du tout occupée. Je lui ai dit 'Quand le Sénateur soumettait sa candidature, il allait installer ces bureaux locaux de manière à ce que à chaque fois que nous avons un problème, nous n'aurions pas à aller Washington'. Elle a juste rayonné de partout et a demandé si elle pouvait faire quelque chose pour moi. J'ai dit oui, et je lui ai raconté mon problème et que je pensais vraiment que le Directeur était dans son bureau. Je lui ai demandé d'appeler l'IRS et de dire c'est le

bureau du Sénateur Simpson et j'aimerais parler au Directeur de District et, si vous l'avez au téléphone, dites ceci: "C'est le bureau du Sénateur Simpson et j'ai juste appelé pour savoir si vous êtes là. Pourriez-vous rester là cinq minutes pendant que j'envoie un monsieur vous voir?" Cela a marché comme un charme -- il était dedans!

"Je l'ai remerciée, je suis retournée dans l'immeuble de l'IRS, j'ai pris l'ascenseur et j'en suis descendue. La fille m'a vu et m'a dit: " Oh, vous avez de la chance, il vient d'arriver à la minute".

Je suis passé devant elle et il m'a rencontré à la porte et m'a dit: "Bon après-midi, Mr Freeman, asseyez-vous. Aimez-vous le café? Crème? -- et pendant tout ce temps, j'admirais juste son point de vue et commentais sur son bon goût en matière de mobilier de bureau. Il a continué pour produire quelques biscuits, et nous en avons tous pris un et avons pris du café avec et avons eu un joli petit échange. Puis il a dit: "Pourquoi voulez-vous me voir, Monsieur Freeman"?

Maintenant, moi, Hatonn, je souhaite que vous accordiez une attention particulière à la conversation suivante. "Je ne crois pas que vous lisez tout le courrier qui sort de ce bureau sous votre signature". Il a dit: "Oh, Monsieur Freeman, c'est tellement vrai. Je ne pouvais absolument pas lire tout le courrier qui sort de ce bureau, car il sort par sacs complètement remplis". J'ai dit: "C'est ce que je pensais et vous réalisez que certains de vos collaborateurs envoient des lettres qui contredisent ce que la Cour Suprême des États-Unis a déclaré? Mais ils ne le font pas sous leur nom, ils ont votre nom au bas de la page". Il a déclaré, "Eh bien, c'est très intéressant, Monsieur Freeman, avez-vous des détails à ce sujet? J'ai dit "Oui" et lui ai montré les lettres qu'ils m'avaient envoyées. Je lui ai montré les affaires documentées de la Cour Suprême et j'ai dit: "Voyez-vous, la Cour Suprême des États-Unis a dit ceci; que ceci est une taxe d'accise et que la taxe résulte de l'exercice d'un privilège accordé par le gouvernement. "Et ici, votre propre agent -- je ne sais pas quel homme a écrit cette lettre, mais votre nom est au bas de la page, mais il dit qu'il s'agit d'un impôt sur le revenu. Ceci semble vous mettre sous un mauvais jour; cela vous met en contradiction avec la Cour Suprême des États-Unis". Et je lui ai montré un peu plus de ces documents.

"Il a dit: 'Je suis vraiment heureux que vous soyez venu ici, Mr. Freeman. J'apprécie vraiment votre visite. Si vous pouviez me laisser ces papiers pendant environ trois jours, vous aurez de mes nouvelles. Je suis un peu trop occupé pour rendre justice à ceci maintenant, mais je vous garantis que vous récupérerez vos papiers et que vous aurez de mes nouvelles dans trois jours. Je lui ai suggéré de garder les papiers car j'avais des doubles. Nous nous sommes serrés la main et nous sommes séparés comme de meilleurs amis et tout, puis trois jours plus tard, il m'a appelé et m'a dit: "Je pense que vous serez ravi, Mr. Freeman, de savoir que nous avons déterminé que votre mise

en demeure a été retirée et que vous êtes une personne qui n'est pas tenue de produire un impôt sur le revenu et vous n'entendrez plus rien de notre part". Je n'ai plus entendu un autre piaillage de leur part depuis là jusqu'à ce jour".

Ce qui est intéressant, c'est que les arguments qu'il a utilisés venaient des affaires de la Cour Suprême. Il s'est rendu compte que toute sa collection de documents de la Cour Suprême lui donnait une connaissance réelle et a donc commencé à aider certains de ses compatriotes.

"Alors", a poursuivi Mr. Freeman, "j'avais un ami accusé d'avoir omis volontairement de déposer une déclaration d'impôt. Je m'étais entretenu avec le groupe qu'il fréquentait et je lui ai dit: 'Lorsque vous vous présentez devant la cour, assignez-moi à comparaître comme témoin. Lorsque vous m'appelez à la barre, vous demandez ce que j'ai dit lors de ces réunions et une fois que vous avez cela, vous pouvez déclarer que je vous avais convaincu que vous n'étiez pas tenu de déposer une déclaration d'impôt, ainsi quand vous ne l'avez pas fait, ce n'était pas volontaire de votre part'. Voyez-vous, un crime n'est pas un crime à moins que cela soit fait volontairement. Par exemple, même Hinckley, qui a tiré sur Reagan, n'a pas compris les accusations et n'a donc jamais été jugé. Il est juste devenu complètement disjoncté et n'a jamais été jugé -- parce qu'il n'a pas compris les accusations portées contre lui".

Eh bien, si vous ne comprenez pas les accusations, rien n'est volontaire. Voyez-vous, vous pourriez tirer sur quelqu'un accidentellement -- par exemple, pendant que vous nettoyez votre arme et celle-ci tire pendant que quelqu'un passe devant la fenêtre -- ce n'est pas un meurtre, car ce n'était pas un acte volontaire. La personne pourrait être aussi morte, mais c'est accidentel et non volontaire.

Eh bien, l'IRS devrait prouver que l'action était volontaire pour pouvoir faire comparaître Mr. Freeman à la barre et ensuite il lui serait demandé de dire à la cour ce qui a été dit. Eh bien, tout s'est très bien passé. Ils ont convoqué Mr. Freeman à la barre des témoins et l'ont laissé palabrer sans interruption.

Cela semblait être une affaire serrée et tous sentaient la célébration à la récréation, puis tous ont été rappelés à la salle d'audience. Mais, dans le résumé final de l'affaire, le juge a accusé le jury de la manière suivante: "Vous allez déterminer les faits de l'affaire -- Mr. S. a-t-il produit une déclaration de revenus ou ne l'a-t-il pas fait". Eh bien, Mr S. avait ouvertement prétendu qu'il n'avait pas produit de déclaration, alors regardez où cela a laissé le jury. La "loi" vous oblige à déposer une déclaration. Cela a mis fin à l'affaire.

Mr. Freeman a demandé au juge par quelle autorité il a infirmé la décision de la Cour Suprême. Il a déclaré: "Ces cas que vous m'avez donnés étaient des cas anciens, antérieurs à 1938. Si vous citez des cas postérieurs à 1938, je les honorerais, mais rien d'avant 1938, je n'accepte. Depuis 1938, ils ont adopté des lois de "politique publique". Toutes les affaires de la Cour Suprême depuis 1938 concernent la politique publique et toutes les affaires antérieures à 1938 concernent le "droit public".

L'année 1936 a été l'année où ils ont fusionné le droit avec l'équité -- eh bien, comment pouvez-vous associer "mise en application forcée" à "liberté"? VOUS NE POUVEZ PAS, MAIS ILS L'ONT FAIT -- EN D'AUTRES MOTS, ILS ONT CONTOURNÉ LA LIBERTÉ.

L'année 1938 a également été l'année où la décision Swift vs Tyson de 1840 prise par la Cour Suprême a été annulée par une autre affaire lorsque la Cour Suprême a déclaré qu'il n'y avait "PAS DE DROIT COMMUN AU NIVEAU FÉDÉRAL". Toutes ces choses se sont passées en 1938 et doivent être gardées à l'esprit chaque fois que l'on prend position concernant l'IRS. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de moyens pour gérer la situation, c'est simplement que vous devez savoir ce que vous faites et éviter de vous faire piéger par des détails techniques, car toutes les cours essaieront de mélanger règlements et lois.

Dharma, permets-nous une pause s'il te plaît.

CHAPITRE 16

ENREG. N° 2 HATONN

DIMANCHE, 24 JUIN, 1990; 8H28. L'AN 3, JOUR 312.

TOUTES VOS COURS SONT DES COURS DE L'AMIRAUTÉ

Comment cela est-il venu à se passer? Tous les juges ont pris une note judiciaire silencieuse que l'Amérique est une nation en faillite. En cas de faillite, le débiteur est le serviteur du prêteur. Le prêteur vous possède. Ils possèdent la nation -- ils possèdent tout. Si vous ne suivez pas les ordres de vos maîtres, vous en paierez la pénalité, peu importe ce que "ils" choisiront comme pénalité. Aujourd'hui, tout ce que vos cours veulent savoir est "avez-vous ou n'avez-vous PAS OBÉI AU RÈGLEMENT? COUPABLE OU NON COUPABLE"? C'est tout ce qu'ils veulent savoir, amis, et absolument tout ce dont ils traiteront -- "selon les RÈGLEMENTS".

Si vous plaidez "non coupables", ils "prouveront" simplement le contraire et, de toute façon -- ils l'arrangeront de sorte que VOUS NE GAGNEREZ PAS! De toute façon, "ils" vont gagner et dans tous les cas, vous devrez payer l'amende et les pénalités pour ne pas avoir suivi "leur" règlement. C'est ainsi que sont maintenant structurées les cours.

Mais, nous vous rappelons et vous devez le garder au premier plan dans votre esprit -- IL Y A UN PRÉTEXTE IMPLIQUÉ; ILS N'OSENT PAS ADMETTRE QUE LES COURS SONT OPÉRÉES SOUS UNE JURIDICTION DE L'AMIRAUTÉ. Pourquoi ne l'admettent-ils pas? Parce que s'ils vous disaient que cette cour était une cour de l'Amirauté, la défense sous l'Amirauté est très différente de votre défense en droit commun. La défense sous l'Amirauté est la suivante: le juge dira: "Oui, vous êtes dans une cour de l'Amirauté". Ensuite, vous répondez "Merci, votre honneur" et, mais, votre Honneur, vous devez reconnaître que cette cour n'aurait aucune juridiction sur ma personne, à moins qu'un CONTRAT MARITIME INTERNATIONAL VALIDE AIT ÉTÉ VIOLÉ. JE N'AI PAS CONSCIENCE D'AVOIR CONCLU UN CONTRAT MARITIME INTERNATIONAL -- JE NIE DONC L'EXISTENCE D'UN TEL CONTRAT. JE DOIS INSISTER, VOTRE HONNEUR, QUE CE CONTRAT SOIT PRODUIT EN PREUVE DANS CETTE AFFAIRE AFIN QUE JE PUISSE DÉFIER SA VALIDITÉ; PARCE QUE VOUS SAVEZ, VOTRE HONNEUR, AUCUNE COUR NE PEUT METTRE EN APPLICATION UN CONTRAT INVALIDE".

Voyez-vous dans quel pétrin vous l'avez mis? Quel est le contrat maritime international qui vous a amené devant cette cour? C'EST LA DETTE NATIONALE! Par conséquent, ils devraient aller devant la cour et démontrer que les États-Unis d'Amérique sont la propriété de leurs créanciers. Ils sont propriétaires du Congrès et de tous les organes législatifs; tous les gouvernements des états; tout le gouvernement fédéral et le peuple sont leurs esclaves et ils possèdent tous les biens -- ils possèdent même votre propre maison, etc. Ils peuvent vous ordonner, en tant qu'esclaves, de faire exactement ce qu'ils vous ordonnent de faire. Oh oui, C'EST cela la situation, peu importe ce que vous ressentez à ce sujet.

Ils devraient exposer ce fait s'ils avouent qu'ils opèrent la cour sous une juridiction de l'Amirauté. ILS ONT SIMPLEMENT DÉTERMINÉ QU'IL N'ÉTAIT PAS OPPORTUN EN CE MOMENT DE RECONNAÎTRE QUE L'AMÉRIQUE EST UNE NATION EN FAILLITE POSSÉDÉE PAR SES CRÉANCIERS -- PARCE QU'IL Y A TROP D'ARMES LÀ-DEHORS ET QUE CERTAINS POURRAIENT REFUSER ET ILS VEULENT S'ASSURER QUE TOUTES LES ARMES SOIENT DE "LEURS" CÔTÉS AVANT DE FAIRE UNE TELLE ANNONCE PUBLIQUE DE CETTE SITUATION.

Mais, ils fonctionnent EXACTEMENT sur ce principe et vous êtes d'accord avec parce que vous n'avez apparemment pas connu mieux. Rappelez-vous: *tout ce que le Gouvernement fait est un "acte licite" et il sera présumé avoir été un "acte légale" à moins qu'il soit élevé opportunément et expressément une objection contre* -- de manière appropriée. Donc, vous allez devoir élever une objection, ou vous continuerez simplement à être des esclaves et à obéir à leurs ordres et à travailler pour leur bénéfice.

VOUS DEVEZ SAVOIR CEPENDANT -- COMMENT ÉLEVER UNE OBJECTION! Vous devez objecter non seulement en temps opportun; car beaucoup de patriotes objectent, mais ils ne le font pas spécifiquement -- ils le font juste "en temps opportun". Deux points principaux sont à l'œuvre ici: "opportunément" et "spécifiquement".

PRENEZ LES TICKETS DE CIRCULATION

Étant donné que la plupart d'entre vous n'ont pas le temps de rédiger des documents destinés aux cours de manière constante, voyons comment vous pouvez vous débarrasser des contraventions plus rapidement, si vous devez y aller "oralement". Ne vous disputez pas avec un policier; il est juste un bureaucrate. Il a des ordres et pense à peine deux fois avant de vous tuer si c'est approprié et ils pensent, en outre, qu'ils

servent Dieu pendant qu'ils le font. NE VOUS DISPUTEZ PAS AVEC LES POLICIERS!

Mais qui lui donne des instructions? Le procureur et les juges (qui sont des avocats agréés) disent quelles seront les instructions. Ainsi, lorsque vous vous présenterez à l'audience, le juge lira l'accusation; qu'il s'agisse d'une violation concernant l'IRS, l'OSHA (Occupational Safety and Health Administration), l'EPA (Environmental Protection Agency), HUD (Housing and Urban Department) ou simplement d'un ticket de circulation, peu importe, c'est une poursuite "PÉNALE".

Une fois encore, pourquoi l'État ne vous accuse-t-il pas dans une poursuite "civile"? Ils pourraient très facilement dire que votre permis de conduire est un contrat, que vous avez renoncé à votre "droit" de conduire lorsque vous avez accepté le "privileège" de conduire -- de l'État. C'est cela la considération d'un contrat. Vous avez demandé le permis de conduire et cela montre votre accord. Maintenant, vous avez l'obligation de respecter les codes tels qu'ils figurent dans la lettre de ce code.

Pourquoi ne font-ils pas des infractions au code de la route une "équité"? La raison pour laquelle ils ne le font pas est qu'ils ne vous diront jamais que votre permis de conduire "est un contrat" et QUE c'est ce qu'ils font respecter. Parce que s'ils le faisaient, ce serait une action "civile" et une action "civile" entre vous et l'État corporatiste doit être renvoyée devant une COUR "FÉDÉRALE". L'Article 3, Paragraphe 2 de la Constitution dit: "Si un État corporatiste s'en prend à un citoyen de ce même État dans une action civile, l'État ne peut utiliser sa propre cour corporatiste pour juger sa propre cause". Vous avez droit à une justice impartiale. Ainsi, il est dit "la Cour suprême détient la juridiction d'origine". Eh bien, si chaque contravention (ticket de parking) devait être renvoyée devant une cour Fédérale, vous pouvez imaginer pourquoi ils ne veulent pas attirer l'attention sur ce fait. Ils ne vous diront JAMAIS que votre permis de conduire est un contrat. C'est parce que vous diriez immédiatement: "Eh bien, j'ai le droit de renvoyer ceci à la Cour Fédérale; au revoir Juge, nous allons à la cour Fédérale"! Vous pouvez donc voir que les Fédéraux ne l'aimeraient pas et que les politiciens ne pourraient rien en retirer si cela passait au Fédéral et était retiré à la juridiction "locale". Surtout avec les infractions routières, ils aiment le revenu qu'ils vous pillent, gardés localement piégés. Ils ne vous diront JAMAIS que c'est un CONTRAT. Si ce n'est pas un contrat, alors c'est une action pénale.

Mais la Constitution ne mentionne que deux juridictions pénales: l'une est une juridiction pénale au sens du droit commun et l'autre est la rupture d'un contrat maritime international relevant des aspects pénaux d'une juridiction de l'Amirauté -- ce sont les deux SEULES poursuites pénales.

Donc, voici la façon de gérer un ticket de circulation, ou l'IRS, s'ils vous ont conduit immédiatement devant la cour et que vous n'avez pas le temps de déposer des documents, la correspondance, etc. Bon, si vous vous présentez devant le juge, il vous lira les accusations de crime, et ils doivent toujours vous demander: "Comprenez-vous les accusations"? Si vous vous souvenez de Hinckley, il n'a jamais eu de procès parce qu'il a tiré sur Reagan mais il "n'a pas compris les accusations" et ils ne pouvaient donc pas le traduire en justice. Par conséquent, lorsque le juge dit: "Comprenez-vous les accusations?", dites toujours au Juge: "NON, VOTRE HONNEUR, JE NE LES COMPRENDS PAS"! Maintenant, il répondra: "Eh bien, qu'est-ce qui est si difficile là-dedans? La loi telle et telle dit: "Vous ne devez pas passer devant cette école à une vitesse supérieure à 40 kms à l'heure et vous êtes accusé d'avoir roulé à une vitesse de 48 kms à l'heure; pourquoi ne pouvez-vous pas comprendre ça"? Vous vous attardez et répondez: "Oh, Votre Honneur, ce n'est pas la lettre de l'accusation, c'est la NATURE DE CETTE ACTION que je ne peux pas comprendre. Votre Honneur, le sixième Amendement à la Constitution (et citez-le ici), me donne le droit de demander à cette Cour "la NATURE DE CETTE ACTION PÉNALE CONTRE MOI" et, à ma demande, il incombe à la Cour de me montrer la nature de cette action". Le Juge vous demandera alors probablement: "Eh bien, que voulez-vous savoir"? *TOUJOURS POSER D'ABORD LES QUESTIONS FACILES, qui établissent qu'ils répondent sous votre autorité à demander.* Ensuite, vous dites: "Eh bien, Votre Honneur, s'agit-il d'une poursuite civile ou pénale"? Nous vous avons dit pourquoi il va devoir dire que c'est une poursuite PÉNALE, parce que s'il dit que c'est CIVIL, il a vraiment des ennuis puisque cela ira directement de sa cour à la Cour Fédérale. Il DOIT dire que c'est "pénal". Alors, il dit: "C'est une poursuite pénale". Alors, "Merci, Votre Honneur, laissez paraître au procès-verbal la preuve que cette Cour a déclaré que cette action contre (votre nom) est une poursuite pénale". "Maintenant, Votre Honneur, j'ai une autre question concernant la nature de cette action". Eh bien, il voit maintenant que celle-ci était facile à répondre: "Quel est ce problème que vous avez"? "Votre Honneur, la Constitution autorise deux juridictions pénales pour cette cour; l'une est en droit commun, mais il ne peut s'agir d'une action pénale en droit commun, car en droit commun, IL DOIT Y AVOIR UN CORPUS DELICTI OU UNE PARTIE LÉSÉE AVANT QUE CETTE COUR NE PUISSE RECONNAÎTRE TOUTE JURIDICTION et puisque personne n'a été lésée -- Je n'ai ni heurté aucun élevé, ni heurté aucune voiture -- rien n'est arrivé à personne -- je me suis contenté de parcourir à 48 kms à l'heure une zone scolaire marquée 25. Mais il n'y a pas eu de dégâts et personne ne s'est plaint de dégâts ainsi, sans plainte sous serment d'une partie lésée, cette cour n'a pas de juridiction pénale en droit commun", et "Mais, Votre Honneur, ce qui me surprend vraiment, c'est que la SEULE AUTRE JURIDICTION PÉNALE AUTORISÉE PAR CETTE COUR est la rupture d'un contrat maritime international sous l'aspect pénal d'une juridiction de l'Amirauté", par conséquent, "je n'ai aucune conscience de la conclusion ou de la non-exécution d'un

contrat maritime, je nie donc qu'il en existe un. Voyez-vous donc, Votre Honneur, pourquoi je suis perplexe à propos de la NATURE de cette action pénale contre moi. Pouvez-vous m'expliquer quelle compétence cette cour exerce dans cette action contre moi"?

À ce stade, le Juge s'énervera un peu -- mais PAS VOUS! Il dira ensuite quelque chose comme ceci: "Je ne suis pas autorisé à pratiquer le droit à l'audience. Maintenant, si vous voulez des réponses à des questions comme celle-là, vous obtenez un avocat agréé. Maintenant, si vous ne pouvez pas vous payer un avocat, la cour doit vous en fournir un, mais c'est une question à laquelle un avocat peut répondre et cette cour ne va pas répondre à cette question". "Oh, Votre Honneur, je ne pense pas que quiconque vous accuserait de "pratiquer le droit à l'audience" si vous remplissez vos fonctions en vertu du Sixième Amendement et me dites simplement sous quelle juridiction cette action pénale contre moi sera poursuivie. Vraiment, je ne sais pas comment défendre cela car je ne sais pas sous quelle juridiction je défends". Le Juge dira: "Eh bien, il s'agit d'une 'juridiction légale'". "Oh, merci, Votre Honneur. Laissez apparaître au procès-verbal la preuve que cette Cour a décidé juridiquement qu'elle est habilitée à engager une action pénale au titre d'une "juridiction légale". Votre Honneur, je n'ai jamais entendu parler de cette juridiction et la Constitution ne mentionne aucune juridiction de ce type. Aussi, si vous pouviez me dire où obtenir les règles de procédure pénale publiées concernant la "juridiction légale", je vous en serais très reconnaissant". À ce stade, le Juge est en colère et vire du rouge au violet, et il élèvera probablement sa voix retentissante: "Je vous l'ai déjà dit, je ne réponds pas à des questions de cette nature en Audience! Je ne vais pas pratiquer le droit à l'Audience, et je vous ai dit que cela s'appliquait à un avocat agréé -- si vous n'avez pas les moyens d'en payer un, cette Cour vous en fournira un parce que vous en avez besoin, et vous lui posez ensuite ces questions, car je ne répondrai pas. Toute autre "pression" sur cette Cour dans ce domaine, et je vous trouverai dans un outrage à la cour". Mais, 'Merci, Votre Honneur, mais laissez simplement le procès-verbal montrer alors que cette Cour a établi une DÉTERMINATION LÉGALE SELON LAQUELLE ELLE A LE POUVOIR DE MENER UNE ACTION PÉNALE SOUS UNE JURIDICTION SECRÈTE CONNUE UNIQUEMENT DE CETTE COUR ET DES AVOCATS AGRÉÉS, NIANT AINSI AU PRÉVENU LE DROIT DE DÉFENDRE SA PROPRE PERSONNE".

Une fois que vous avez consigné cette déclaration dans le procès-verbal, IL N'Y A NULLE PART OÙ ILS PEUVENT ALLER. Dans ce cas, le procureur va probablement faire un pas en avant et dire: "Je ne pense pas qu'il y ait suffisamment de mérite dans cette affaire pour perdre mon temps ou celui de la Cour à la juger; je propose que l'affaire soit classée". Le juge répondra "L'affaire est classée".

Parfois, le Juge peut dire: "C'est dans la Bibliothèque de Droit, à l'étage (ou ailleurs) -- les règles de procédure pénale pour la compétence légale".

Cela n'existe pas, mais vous devez vous assurer que le Juge SAIT que vous avez vérifié. Il y a toujours un moyen D'ARRÊTER ou d'interrompre un procès -- même si c'est "Oups, Votre Honneur, j'ai une nécessité biologique, je dois aller aux toilettes". Ils ne peuvent pas continuer le procès et tout ce qui est en cours doit s'arrêter avec une pause d'au moins dix minutes. Cela vous donne le temps de rassembler vos esprits, de vérifier la référence ou de demander que l'affaire soit poursuivie jusqu'à ce que vous puissiez rechercher les références suggérées. Vous pouvez simplement demander à quelqu'un de vous aider avec des instructions sur la manière de trouver les lois, etc. Demandez à un avocat désigné de vous aider -- cela rend toujours le Juge agréable et heureux (sic, sic), car cela va probablement interférer avec la charge de travail à venir. En fait, cela le rend tellement en colère qu'il peut même vous suivre à l'extérieur de la cour pour vous citer un "outrage à la loi" s'il peut trouver une quelconque excuse.

Un Juge a suivi des contrevenants au code de la route depuis sa salle d'audience pour vérifier s'ils vont conduire après avoir vu leur permis de conduire révoqué, même à titre temporaire. Ou bien leur infliger une amende s'il peut établir qu'ils ont enfreint une loi impliquant une infraction antérieure.

C'est un excellent conseil à suivre: aller à la recherche des lois selon les instructions du Juge. Lorsque le greffier de la Bibliothèque de Droit ne peut les trouver, demandez-lui de signer un affidavit dans lequel il est écrit: "Il n'existe pas maintenant une copie des règles de procédure pénale relatives à la "compétence légale" dans la Bibliothèque de Droit et il n'en a jamais existé". Vous constaterez que la plupart des membres du Haut personnel de la cour, tels que les Juges, sont très axés sur l'ego et jouissent de leur Divinité en tant que Roi de la vie et de la mort et sont très impopulaires auprès des plus modestes greffiers, etc.

Maintenant, si vous n'avez ni le temps ni les équipements nécessaires pour effectuer cette recherche, procédez comme suit: Retournez devant la cour et, lorsque votre affaire sera appelée, dites: "Votre Honneur, je fais appel de la décision judiciaire rendue par cette cour, à l'effet qu'elle peut mener une action pénale en vertu d'une juridiction légale. Et dans mon appel, je vous laisse, Votre Honneur, en tant que témoin en ma faveur et j'émettrai une citation à comparaître "duty pecum" (ce qui signifie qu'il devra apporter des documents avec lui) dans laquelle vous devrez apporter une copie des règles de procédure pénale concernant votre compétence légale lorsque vous vous présenterez à la cour". Ensuite, adressez-vous au procureur (qui est toujours "au lit" avec le juge) et, pour en faire un élément du dossier de la cour, dites: "Et je vous assigne à comparaître, Monsieur le Procureur, comme mon témoin pour confirmer le fait que

le Juge a, en réalité, déclaré qu'une copie de ces règles est disponible à la Bibliothèque de la Cour". Le Juge et le Procureur seront ainsi au moins instantanément retirés de l'affaire et de nouveaux devront être nommés.

Ne les laissez pas "filer" si vous avez le temps de faire un suivi, car vous ferez beaucoup de bien à vos concitoyens. Cela dépend de vos sanctions, bien sûr, mais dans certaines situations de circulation -- où il y a de l'alcool impliqué, ou des accusations de drogue qui sont le plus souvent "fabriquées de toutes pièces", etc., la prison peut être très longue et les amendes incroyablement chères -- quand, en fait, aucun dommage ni plainte n'ont du tout été impliqués.

Lorsque vous commencez à causer des problèmes notoires aux ringards du "Roi" qui établissent leurs propres règles et fixent des primes pour une arrestation, etc., vous serez appelés à plusieurs reprises, très probablement, dans le but de vous faire taire.

Dans le cas de Dharma, par exemple, tout ce qu'elle a ou aura jamais, elle et tous ceux qui travaillent dans le groupe, n'aura rien sous leurs noms à être établi ou à être pris. La maison et les biens font l'objet de litiges depuis plus de trois ans, pour un montant de plus de 100.000 \$, rien qu'en frais de justice personnels. Si, toutefois, le titre avait été payé et inscrit à leur nom, il était prévu de dissimuler des drogues dans la propriété, et confisquer toute la maison et les biens, ainsi que les véhicules. METTEZ TOUT AU NOM D'UNE CORPORATION; JOUEZ LE JEU PLUS ASTUCIEUSEMENT QUE VOS ENNEMIS -- C'EST POUR CELA QUE NOUS SOMMES ICI POUR VOUS AIDER. IL Y A DES MOYENS DE PROTÉGER VOTRE PROPRIÉTÉ SI VOUS LE VOULEZ, MAIS, ÉTUDIEZ CES INSTRUCTIONS ET SUIVEZ-LES. NE PENSEZ PAS DE QUOI QUE SOIT QU'IL EST "TROP PETIT" POUR QUE VOTRE ENNEMI LE REMARQUE -- IL N'Y A RIEN D'AUSSE PETIT.

Rappelez-vous, cependant, que ceux du système judiciaire sont entraînés au subterfuge et à la tromperie, au camouflage et à la cupidité et ils OUTREPASSERONT leurs limites et ne voudront PAS entrer dans la vérité publique. Ceux-ci (ici, le scribe, etc.) ont "délogé" un Juge "Brent" en exercice (car nous aimons donner crédit à un mauvais comportement) et maintenant, il travaille par le biais de son cabinet d'avocats précédent pour "les avoir" à cause de cela.

AIDE, S'IL VOUS PLAÎT!

Ce qui amène une requête de ma part; s'il vous plaît, qu'une personne de la profession juridique se présente pour aider ceux-ci -- mais, l'abondance devra venir "après" l'affaire, car l'approche typique des avocats s'est produite -- faire en sorte que les

clients manquent d'argent et que l'affaire soit finalement perdue par défaut et pauvreté.

Dans cette affaire, le Juge appartenait auparavant à la firme Shea and Gould (oui, en effet, d'une très grande taille), à New York. Ensuite, Jason Brent a été transféré à la branche de Beverly Hills; puis, après avoir fait des dons importants à la campagne électorale du Gouverneur, Dukmejian a nommé Brent à la cour de Mojave, en Californie. Le Cabinet d'Avocats aurait détenu une participation dans Santa Barbara Savings (la S&L maintenant saisie), ceux qui poursuivent ceux-ci pour la propriété. Il y avait une saisie contre les anciens propriétaires et ceux-ci ont été invités à aller à la vente publique et à prendre soin de la question -- ah ha, aucune vente n'a eu lieu. Il existe également une collusion entre la Auction company (société de vente aux enchères), California Newspaper Service Bureau, Inc., de Los Angeles, Santa Barbara Financial, Specialized, Inc. (une filiale), Home Federal Savings et ainsi de suite jusqu'à ce que cela ressemble à des spaghettis. Chaque jour apporte de nouvelles et merveilleuses révélations, mais un cabinet comptant des milliers d'avocats peut très bien brouiller les pistes.

Ceux-ci ont un gentil jeune homme du nom de Hornback, à Bakersfield, qui est un jeune membre de Bunker, Byrum, & Kimball et autres, mais les membres les plus âgés du cabinet lui ont ordonné de "sortir de là" car ils connaissent le fonctionnement des ventes pré-arrangées, etc. Par conséquent, les charges pour des quantités de travail minimales (car très peu de choses se passent, mis à part un panel de trois Juges siégeant le 6 Juillet pour envisager le renversement du jugement préjudiciable "par défaut" pris par Brent qui ne permet que de vivre dans la maison à deux fois la valeur locative jusqu'à ce que l'appel puisse être entendu -- ce qui peut prendre jusqu'à trois ans de plus). Entre-temps, ils ne peuvent pas améliorer la propriété, pour laquelle il n'y a plus de fonds disponibles, et doivent vivre avec des cartons emballés parce que les règles sont que si le jugement par défaut pris par Brent sur un format incorrect de documents de la cour est respectée -- ils évacuent dans les 72 heures. Cette affaire sera présentée en détail avec les noms, les lieux, le rang et les numéros de série dans le Journal sur l'Injustice; mais nous avons besoin d'aide maintenant pour savoir COMMENT raccorder cette information de manière terrestre. La piste était facile jusqu'à ce que la Resolution Trust Corporation prenne le contrôle, car nous en avions une qui nous fournissait des informations sur qui est au service de et ferment les banques, etc., pour la FDIC.² Maintenant, le couvercle est descendu et les vers ont rampé dans leurs trous. Dharma et Oberli travaillent mieux que 18 heures par jour pour publier ces Journaux. Ils sont fatigués et n'ont plus le temps de jouer à ce jeu -- AIDEZ, S'IL VOUS PLAÎT! La parole d'un cadet de l'espace ne tiendra pas devant une Cour Supérieure des États-

² Federal Deposit Insurance Corporation

Unis -- souvenez-vous des règles susmentionnées. Même s'ils doivent quitter les lieux, l'appel est toujours valable et nous aurons besoin des informations de toute façon. Vous pouvez dire aux avocats car il est dit à la défense de ceux-ci de se débarrasser de l'affaire car la facture d'Avril (où rien ne s'est passé) était de 9500 dollars et de 4500 dollars pour Mai où moins encore s'est produit.

C'est sérieux, en effet, mes amis -- et ceux-ci sont les "bons" avocats.

Le jeune homme qui représente ces personnes s'appelle Hornback (l'avocat de l'opposition s'appelle Steven Horn). L'enfant de Hornback s'est noyé dans la piscine de son domicile la semaine où il a accepté l'affaire. Dieu a restauré l'enfant à un état de brillance supérieur à celui qui était présent avant l'accident! Quelle situation triste pour un jeune homme qui ne fait que faire de son mieux comme l'enseigne la Faculté de Droit. Je l'ai personnellement rencontré et il n'y a pas de défaillance de sa part -- mais sa firme le déclare "cinglé"! Nous verrons qui rira le dernier. Malheureusement, il "ne trouve pas du temps disponible" pour suivre les Journaux. Ainsi soit-il, car je suggère qu'il devrait vraiment suivre les plus récents. Je vous le rappelle -- il peut sembler que Dieu perd quelques-unes des escarmouches.

Non, il ne fait que le mettre en place pour que la guerre soit gagnée sans faute! Vous commencerez de plus en plus à vous réunir et à partager vos talents -- et vous triompherez; c'est la promesse. Et quand vous le ferez, même dans ces affaires apparemment mineures, elles se répandront dans tout le pays et la répercussion germera et s'épanouira. Si un "hibou tacheté" peut arrêter le travail dans une forêt, je pense que vous pourriez en faire de même si vous vous en tirez un jour avec vos avoirs et associez vos talents.

Vous pensez que votre travail n'est pas assez important pour que ces types-là puissent "vous avoir"? Repensez-y! PEU IMPORTE COMBIEN VOUS CROYEZ QUE VOTRE SYSTÈME EST CORROMPU -- IL EST INFINIMENT PIRE! AU DÉBUT DE CETTE AFFAIRE, ELLE ÉTAIT RIDICULISÉE ET IL ÉTAIT DIT QUE "CECI EST LE MODUS OPERANDI" POUR METTRE LA MAIN SUR UNE PROPRIÉTÉ SAISIE CAR, TOUT CELA EST ÉLABORÉ ENTRE LES PARTIES "PRENANTES" LONGTEMPS AVANT LA DATE DE LA VENTE. LE RTC ÉTABLI POUR S'OCCUPER DE LA S&L A ÉTÉ PLANIFIÉ ET DES PROPRIÉTÉS TELLES QUE CELLE DE CEUX-CI ONT ÉTÉ LONGTEMPS ÉTABLIES DE SORTE QU'ELLES SERAIENT REPRISES PAR LES BANQUIERS ET LES S&L RÉABSORBÉES SIMPLEMENT DANS LES GRANDES BANQUES, RAMENANT TOUTES LES PROPRIÉTÉS, LES S&L ET LES DÉFAUTS DE PAIEMENT DANS UN ABRI DU TOP CARTEL BANCAIRE. RUSÉ? OH EN EFFET! FACILES, AUSSI, CAR LE GOUVERNEMENT EST PROGRAMMÉ, SOUDOYÉ, CONTRÔLÉ ET PIÉGÉ. SI

QUELQUE CHOSE EST FAIT, C'EST VOUS QUI LE FEREZ! "CHOSE DRÔLE" À PROPOS DE L'AFFAIRE CI-DESSUS; UNE NOUVELLE SITUATION PRESQUE DOUBLE EST ARRIVÉ EN MOINS D'UN AN APRÈS LA PREMIÈRE NON-AUDIENGE DE CEUX-CI DEVANT LA COUR DE BRENT, À NOTRE RESSOURCE INFORMATIQUE, UN VÉTÉRAN DU VIETNAM UNIJAMBISTE, ET IL A ÉTÉ ABUSÉ, CITÉ POUR OUTRAGE À LA COUR, ET UN EMPRISONNEMENT A ÉTÉ ORDONNÉ POUR RAISON "D'OUTRAGE À LA COUR". SA CAUSE? IL A EXIGÉ "UNE AUDIENGE TELLE QU'INSCRITE DANS LA CONSTITUTION". CETTE FAMILLE (LES STENDER, SOIT DIT EN PASSANT, ONT 7 ENFANTS) A ÉTÉ EXPULSÉE DE SON DOMICILE LE DERNIER JOUR DE NOËL! PLUS AMUSANT - Dharma et Oberli ont également reçu des dates d'éviction et d'audience à la cour entre Noël et le nouvel an et il leur a été donné cinq jours pour mettre la main sur un nouvel avocat afin de déposer des conclusions le weekend du nouvel an, qui compte officiellement quatre jours fériés. Quand, à propos, ils devaient être allés au Panama pour finaliser le financement avant la fin de l'année, pour des modules d'usine de logement en ciment et des machines pour terre comprimée. Quelques 30 millions de dollars partis en fumée et regardez maintenant le désordre au Panama!

Un autre point intéressant. Les plus gros prêts au développement des S&L, etc., ont été placés dans ce secteur de croissance extraordinaire.

Au début de l'affaire, des amis ont écrit au Sénateur Thomas, au Gouverneur Dukemajian, au Procureur Général Van DeKamp et au Superviseur Ben Austin, parmi beaucoup d'autres, à ce propos, car elle était tellement incroyable. Les personnes appelaient depuis leurs bureaux suggérant une éventuelle audience du Grand Jury du Comté et deux ont suggéré de la porter éventuellement à l'attention du Procureur Général, sous forme d'audience. Comme il est intéressant qu'elle soit "morte" prématurément, comme un raisin qui se fane à la sécheresse Vous autres avez encore beaucoup de chemin à parcourir pour mettre de l'ordre dans ces merveilleux gâchis manipulés. Mais vous LE POUVEZ -- SI VOUS LE VOULEZ.

OH OUI, EN EFFET, CES ÉLÉMENTS SONT LÀ POUR VOUS ARRÊTER ET JAMAIS N'ENLEVER CELA DE VOTRE TÊTE PENDANT UNE SEULE MINUTE. TOUTEFOIS, IL SERAIT APPARU QU'AUSSI HAUTEMENT POPULAIRE QU'EST 007, VOUS AUTRES AIMERIEZ PARTICIPER À L'EXCITATION ET AIMERIEZ ARRÊTER D'ÊTRE SIMPLEMENT DES "TÉLÉPHAGES" (ACCROS DU CANAPÉ).

Une autre chose amusante; ce Juge est abusif, insultant, irrationnel et dégradant, verbalement -- à la cour. Ceci est enregistré, mais d'une manière ou d'une autre, les cassettes se retrouvent "perdues et manquantes" lorsque la victime se présente pour obtenir des transcriptions. Il y a une telle collusion que la victime est toujours épuisée sur le plan financier et ne peut continuer son travail juridique, car les avocats "embauchés" sont de mèche avec les ignobles conspirateurs.

Soit vous commencez à vous impliquer -- et le talent et la "connaissance" sont la meilleure contribution possible, ou il n'y aura plus aucune défense à votre disposition contre cet énorme broyeur de personnes qui s'abat sur vous.

Dharma, ce chapitre est assez long, alors mettons-y fin à ce stade.

CHAPITRE 17

ENREG. N° 1 HATONN

LUNDI, 25 JUIN, 1990; 9H37. L'AN 3, JOUR 313.

CAS EN QUESTION

Il y a un cas où la situation était celle décrite concernant la compétence légale qui pourrait être décrite ici, mais je ne prendrai pas le temps de le faire. Il s'agissait d'un jeune homme contre qui il a été monté un coup et accusé de trafic de drogue et aurait reçu une condamnation de 20 ans de prison. Un nouveau procureur et un nouveau Juge ont dû être nommés et le jeune homme a fini par avoir trop peur de continuer après qu'une offre lui ait été faite par le procureur d'une peine de six mois avec sursis. Il y a toujours la meilleure partie de l'intelligence à considérer car, rappelez-vous -- tout ce qu'ils "font" est "licite" même si c'est illégal et ils peuvent vous flanquer dans le monde irréel du donjon où vous ne pouvez pas leur donner d'autres problèmes.

Dans le cas présent, l'accusation était très grave car votre Président Bush avait sa "guerre contre la drogue" et son système de quotas de "captures" en opération à l'attention du public et parce que ce jeune homme travaillait dans le programme anti-drogue -- il n'usait pas et n'avait jamais fait usage de la drogue -- il a été piégé pour l'exemple. Si vous n'avez pas encore été un exemple monté, ne fermez pas les yeux, car vous le serez avant la fin, car ils vous entraînent pour un asservissement servile sans recours et ils préfèrent que vous avanciez sans problème.

PAR LA PAPERASSE

Ce qui précède a discuté de ce qu'il faut faire si on est obligé oralement de répondre. Nous allons maintenant discuter de ce qu'il faut faire si vous pouvez gérer une situation similaire à l'aide de la paperasse.

Vous vous souviendrez que nous avons discuté dans un précédent Journal d'un cas dans lequel des personnes avaient été perquisitionnées et accusées de trafic de drogue, etc., arrêtées pour avoir vendu des peroxydes et d'autres "pratiques de la médecine sans permis" et ainsi de suite.

Ils sont venus voir Mr. Freeman et voici ce qu'ils ont élaboré -- dans son propre langage descriptif.

Il créerait une "controverse en droit". Il l'utilise souvent et raconte sa propre expérience dans laquelle il a été accusé de "conduite dans le mauvais sens dans une rue à sens unique". L'histoire est la suivante:

La petite ville venait de faire une rue à sens unique à partir d'une rue à double sens quelques jours avant l'incident. Je n'ai pas remarqué le changement (la ville n'a qu'une population de 1400 habitants et le comté en entier ne compte que 2600 habitants, la nécessité de rues à sens unique était donc douteuse), mais les pères de la ville ont trouvé le moyen de gagner un peu d'argent alors une rue à sens unique a été désignée et la police placée stratégiquement pour en tirer le meilleur parti. J'ai donc été l'un des premiers à aller dans le sens inverse dans la rue.

J'ai bien sûr été arrêté et, en attendant la date de l'audience, j'ai envoyé des documents à ce sujet. Je devais cependant comparaître alors à la cour j'ai demandé au Juge: "Avez-vous lu les documents versés au dossier, dont je vous ai envoyé une copie personnellement"? "Eh bien", a-t-il dit, "J'ai vu des documents ici mais, Mr. Freeman, vous devriez savoir mieux que quiconque dans cette ville que nous sommes ici pour faire respecter les lois de cette communauté et si vous les violez, vous allez payer comme tout le monde".

J'ai répondu, Votre Honneur, êtes-vous sûr d'avoir lu les documents que je vous ai envoyés personnellement et qui sont dans les dossiers de la cour? Il a déclaré: "Je me fiche des documents que vous avez envoyés. Vous pouvez envoyer et déposer tous les documents que vous voulez, mais vous devez savoir mieux que quiconque, les lois, etc., etc.".

Alors, j'ai dit: "Laissons simplement au procès-verbal la preuve qu'il existe une controverse en droit, qu'il a été demandé à cette cour de régler. Et puisque cette cour l'a ignorée, elle doit se conformer à la position énoncée dans les rapports en bref".

"Je me fiche de vos papiers, Mr. Freeman", a-t-il hurlé, "Vous allez payer juste comme tout autre personne va payer". Donc, il a perdu l'affaire -- MAIS, il a fait appel. Et quand il a été interjeté appel, le Juge de "Comté" (il est passé d'un Juge de Paix au Juge de Comté) n'a pas voulu prendre part et a donc renvoyé l'affaire à la Cour Suprême de l'État. Ils étaient tellement mécontents d'avoir à prendre cette décision qu'ils ont signalé le Juge à l'Ordre des Avocats et il a perdu son poste de Juge.

Voyez-vous, il y a des morceaux d'informations encourageantes de temps en temps.

ÉTABLISSEMENT DE "LA CONTROVERSE EN DROIT"

Voyons maintenant exactement quoi faire et comment le faire. Mr. Freeman présente le document suivant:

"La Corporation Municipale de la ville, l'état, a conclu en droit que toute personne qui pénètre sur le territoire de la corporation a perdu ses droits conférés par Dieu, garantis comme inaliénables par les Constitutions Nationale et Étatiques, et dès l'entrée sur ce territoire de la corporation, les lois et les ordonnances de la ville sont la loi suprême; et sur la base de ces lois civiles, des poursuites pénales peuvent être engagées et la seule procédure régulière qui est autorisée est le droit d'être entendu sur la lettre de la loi.

"Je m'oppose à cette conclusion en droit, ma conclusion étant contraire à la loi.

Ma conclusion contraire en droit est que le droit conféré par Dieu, garanti comme inaliénable par les Constitutions Nationale et Étatiques, je le porte en moi partout où je voyage dans les 50 États; même lorsque j'entre sur le territoire corporatiste de la ville de.....Avant de pouvoir engager toute action pénale contre moi, et cette cour en prend acte, il doit y avoir un corpus delicti (corps du délit)³ ou une partie lésée qui a déposé une plainte confirmée à l'effet que je lui ai causé des dommages".

"Comme cette cour n'a aucune plainte confirmée concernant un quelconque dommage, elle n'a pas compétence pour entendre l'affaire".

Maintenant, c'était la "controverse en droit" dans le dossier.

Rappelez-vous toujours qu'aucune agence administrative ne prend de décision "juridique". IRS, HUD, DEA, EPA -- elles semblent toutes prendre des décisions juridiques, mais elles ne font que tirer des "conclusions de droit" et VOUS avez le droit de faire une "conclusion de droit contraire". Seuls les cours peuvent prendre des décisions juridiques.

FAITES-LE BIEN

Le "ruse" derrière ce que vous pouvez faire est que votre adversaire ne veut pas admettre, pour l'instant, ce qu'il a fait.

³ Corps du délit (corpus delicti) est un terme de droit occidental se référant au principe selon lequel un crime doit être prouvé avoir eu lieu avant qu'une personne ne puisse être reconnue coupable d'avoir commis ce crime. (Wikipédia)

Cela peut être assez bien relié à l'histoire de Daniel et de l'ancien Roi Nabuchodonosor et à son rêve. Le vieux Nabu était le premier Roi de Babylone et il avait eu un rêve qui l'effrayait. Il a donc appelé tous ses médiums pour voir s'ils pouvaient interpréter le rêve. Alors tous les prophètes sont venus et ils ont dit que s'il leur racontait le rêve, ils l'interpréteraient. Il a dit non, s'ils étaient de bons prophètes, ils pourraient lui dire ce qu'est le rêve ET l'interpréter. Ils ne pouvaient pas le faire, bien sûr. Le tour de Daniel est finalement venu et il a prié Dieu et IL lui a révélé le rêve et son interprétation.

Daniel dit au vieux Nabu qu'il avait rêvé d'une statue géante, d'un homme qui avait une tête en or, une poitrine et des bras en argent, un ventre en bronze, des jambes en fer et des pieds en fer et en argile. Le vieux Nabu dit "Bon sang, c'est exactement ça -- qu'est-ce que ça veut dire"? Eh bien, Daniel lui dit avoir aussi vu une pierre sortir de nulle part et avoir frappé l'image sur les pieds de fer et d'argile et qu'ils se sont brisés en morceaux et l'image entière s'est écroulée dans la poussière, etc.

Interprétation; Daniel dit que la tête en or "est un système mondial", qui, lorsque Nabu serait remplacé, créerait un autre système mondial qui resterait à peu près le même que le système Royal -- le Roi étant représenté par la tête en or, le prochain système mondial était représenté par le nouvel ordre mondial. Maintenant, vous savez par l'histoire que, lorsque Babylone est tombée, les Médo-Perses avaient un empire (deux bras), puis, une fois ce système démolé, il en existerait un autre (le ventre de bronze) et ils continueraient à peu près de la même manière et vous savez que c'était Alexandre le Grand (Empire Grec), et après la dissolution de ce système, un autre exerçant les mêmes pouvoirs englobants le remplacerait -- c'est-à-dire les deux jambes de fer et une jambe était à Rome et l'autre à Constantinople (Istanbul) et quand Rome tomberait, le gouvernement mondial final serait remis en place et ce dernier est symbolisé par les pieds de fer mélangés à de l'argile -- le fer serait vigoureux comme avec César qui était aussi puissant qu'aucun autre Empereur; à présent, le gouvernement mondial final travaille sur le même système, mais il a la force du fer comme vous le voyez -- mais l'argile y est également mélangée. Ces pieds d'argile qui vont renverser le fer du dictateur mondial -- EST LA CONSTITUTION DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE! L'Empereur semble avoir le contrôle total, mais la fondation d'un tel empire rencontre la base d'argile et lorsque ce système mondial s'effondrera, le retour attendu se réalisera comme il est écrit. Ainsi, le système mondial, qui ne fait que commencer à attirer votre attention sur son pouvoir gigantesque, tombera si vous faites votre part, car il a de graves problèmes.

Imaginez juste que votre pays a été pris sous le contrôle de la partie "fer" du gouvernement mondial et vous en ressentez les effets de manière massive maintenant.

Dans la colonisation de votre nation, vous avez été un peu loyaux envers Dieu et avez été bénis pour cela. Vous êtes devenus désobéissants envers Dieu et êtes ainsi en train de subir une partie du contrecoup de ce comportement qui est devenu totalement incontrôlable lorsque cela s'est précipité dans l'opposition à la Divinité.

Il y a toutefois de bonnes nouvelles, puisque finalement la Justice l'emporte car Dieu vous dit que Son peuple l'emportera s'il y a un revirement vers Lui. De plus, si vous vous tournez vers Lui, il guérirait votre pays.

C'est simplement que la plupart dorment encore ou sont terriblement somnolents et ne réalisent pas encore le désespoir de la situation qui vous a frappée. L'IRS vous aide à vous rapprocher de cette situation de crise extrêmement rapidement maintenant. Ils ne semblent pas reconnaître la meilleure partie dans l'intelligence et poussent leurs pouvoirs "inexistants" et illégaux comme des transistors-boules et ils se dressent pour échouer; car beaucoup finiront par se rebeller et refuser d'entendre les mensonges plus longtemps. Trente millions de personnes l'ont entendue cette année et n'ont déposé aucun formulaire fiscal.

Considérez l'IRS comme votre ami car ils mettront beaucoup de bons soldats à vos côtés et vous pourrez aller de l'avant et réclamer vos droits Constitutionnels sous Dieu. Où pensez-vous que le gouvernement ira pour la constitution de ces revenus fiscaux? C'est correct -- DIRECTEMENT VERS VOUS!

LE RESTANT DE DIEU

Considérez-vous comme faisant partie du Restant de Dieu et sachez que vous pouvez survivre pendant cette période de tribulation. Dieu vous dit qu'un millier tombera à votre droite et un millier à votre gauche, mais si vous suivez Ses instructions et écoutez les instructeurs qui vous sont envoyés, vous ne serez pas touchés et vous l'emporterez. Donc, nous apportons ces instructions pour l'action et vous enseignons, vous le Restant de Dieu, des choses que vous devez savoir et les actions que vous DEVEZ entreprendre. Le peuple de Dieu ne périra que s'il n'accepte pas la connaissance produite. Nous nous efforçons ici de faire notre part pour vous apporter des informations dans la vérité de sorte que vous aurez la connaissance nécessaire pour prendre des mesures et reconquérir votre droit de naissance.

Dieu a dit qu'Il vous envoie comme des moutons parmi les loups -- eh bien, je suppose que vous commencez à reconnaître qui sont les loups et qui sont les moutons car vous êtes tondus et plumés chaque jour de votre existence actuelle.

"SOYEZ RUSÉ COMME UN SERPENT ET DOUX COMME UNE COLOMBE". Soyez donc sage et agissez comme une colombe de manière pacifique, coopérative et amicale -- mais le sage Maître a dit: "Vous connaîtrez la vérité et ce sera la vérité qui vous affranchira"! (À condition de vous rappeler que vous êtes un mouton au pays du loup!)

Maintenant, si vous écoutez ce conseil et que vous vous présentez comme "un loup dans le pays des moutons noirs" et tentez de vous débarrasser des limites salissantes, vous perdrez la bataille très rapidement. Parmi les poules, ces loups sont plus sages et plus rusés que le renard, il vaut donc mieux être poli, courtois, gentil, souriant et agréable -- mais vous portez le gros bâton de la LOI Constitutionnelle à la perfection - - et non maladroitement avec des lacunes typographiques.

Allez de l'avant comme le petit agneau innocent sans compréhension; et ne vous pavanez pas avec des plumes -- juste une petite personne innocente essayant d'agir conformément aux seules lois que vous pouvez trouver -- celles de la Constitution. Laissez-les s'enfermer dans le coin, avec bon espoir, avant qu'ils comprennent ce qui leur est arrivé. Je peux vous promettre que c'est la seule chose qui a maintenu Dharma et Oberli en vie dans cette affaire; ils ne savaient pas mieux et nous avons parcouru avec eux chaque étape du processus en frustrant simplement l'opposition dans la distraction à chaque tournant de la corde.

CONNAISSEZ VOS TECHNIQUES ET VOS DÉCLARATIONS

Vos déclarations devant une cour ne sont "pas susceptibles d'appel". Tout Juge vous dira qu'il ne lit généralement même pas les déclarations des accusés lorsqu'il prononce un discours devant une cour. L'accusé pense que tout ce qu'il dit devant la cour sera enregistré et qu'il pourra alors faire appel de cela. Les juridictions supérieures ne lisent même pas les documents contenant les déclarations des accusés à la cour. Elles ne font que réviser les décisions judiciaires prises par la cour inférieure de la juridiction dans laquelle celle-ci a opéré. Il appartient à l'accusé d'établir la compétence de la cour et de faire attention, nous allons examiner cela avec vous. Vous devez savoir COMMENT ÉTABLIR LA COMPÉTENCE.

Vous devez le faire correctement !! COMMENT PUIS-JE LE SOULIGNER ASSEZ PLEINEMENT? FAIS-LE BIEN! Vous pouvez utiliser tous les arguments appropriés et les présenter de manière incorrecte, et cela ira plus mal pour vous que cela n'aurait été autrement.

VOUS NE POUVEZ PAS FAIRE APPEL DE VOS PROPRES DÉCLARATIONS; TOUT CE QUI EST FAIT DANS UNE COUR SUPÉRIEURE, EST DE RÉVISER LES DÉCISIONS JURIDIQUES RENDUES PAR LA COUR INFÉRIEURE. LA BONNE FAÇON EST DE POSER DES QUESTIONS. CHAQUE FOIS QUE VOUS POSEZ UNE QUESTION À LA COUR ET QU'ELLE VOUS RÉPOND, C'EST UNE DÉCISION JURIDIQUE SUSCEPTIBLE D'APPEL ET VOUS DEVEZ INDIQUER LA DÉCISION "POUR LE PROCÈS-VERBAL". SI LA COUR REFUSE ET QUE VOUS AVEZ DEMANDÉ SOUS L'AUTORITÉ DU SIXIÈME AMENDEMENT ET QU'ILS REFUSENT DE RÉPONDRE -- ILS ONT JUSTE RENDU UNE DÉCISION JUDICIAIRE À L'EFFET QUE LA COUR A LE POUVOIR DE CONDUIRE UNE ACTION PÉNALE EN DÉFIANCE AU SIXIÈME AMENDEMENT. CELA EST SUSCEPTIBLE D'APPEL, DONC QU'ILS RÉPONDENT OU NON À LA QUESTION, TOUT CE QU'IL S'EST PASSÉ EST SUSCEPTIBLE D'APPEL SI ON UTILISE CE FORMAT ADÉQUAT.

SI VOUS POUVEZ APPRENDRE À GARDER VOS GRANDES BOUCHES FERMÉES ET JUSTE POSEZ DES QUESTIONS, ALORS CHAQUE FOIS QUE LA COUR RÉPOND À UNE QUESTION, CELLE-CI EST EN TRAIN D'ÉMETTRE UNE DÉCISION JURIDIQUE ET CELA EST SUSCEPTIBLE D'APPEL. Soyez prudents, car chaque patriote commet l'erreur susmentionnée.

ÉTABLISSEMENT DES CONTROVERSE EN DROIT

N'UTILISEZ JAMAIS UN ADJECTIF OU UN ADVERBE EN EXPOSANT VOTRE CONCLUSION DE DROIT OU CELLE DE VOS ADVERSAIRES.

Exemple: dans le cas de Mr. Freeman, supposons qu'il vient d'ajouter le mot "faux". Comme dans "La ville de.....a fait une 'fausse' conclusion de droit comme suit:.....et l'a ensuite énoncée comme avant". Dès que le mot "faux" est ajouté, la "controverse en droit" est annulée. Ceci parce qu'en utilisant le mot, il y a une indication que vous avez déjà "jugé" l'affaire et l'avez déclarée "fausse". La ville et le Juge ont déjà jugé votre acte comme criminel. Le conflit oppose donc deux juges. Qui règle un conflit entre deux Juges? Un chancelier. Qu'est-ce qu'un chancelier? Un DIEU Créé par l'État. VOUS NE GAGNEREZ PAS!

Alors, soyez extrêmement prudents car un mot de jugement peut ruiner toute l'affaire et elle sera rejetée et vous avec.

Indiquez simplement que "la ville a fait cette conclusion de droit" et comment le savez-vous? Eh bien, vous avez vu ce qu'ils ont fait. Puis faites-vous entendre raison --

"Qu'est-ce que la loi devrait être pour rendre légal ce qu'ils ont fait"? Cela devient alors leur conclusion de droit. Regardez le cas de la voie à sens unique. La ville de.....a rendu une conclusion de droit à l'effet que toute personne qui entre sur son territoire corporatiste a perdu ses droits donnés par Dieu garantis comme inaliénables par la Constitution nationale et les constitutions étatiques.

Avez-vous des droits dans les cours des affaires routières? Bien sûr que non, alors voyez juste CE QU'ILS FONT et c'est la conclusion qui le justifiera. Leur conclusion est que l'État qui est engendré par la Constitution et ne peut nier vos droits, peut créer une corporation au sein de l'état qui peut le faire. Donc, dans ce cas précis, ils ont conclu que la corporation municipale et le territoire ont le droit de nier vos droits.

Maintenant, vous devez savoir que le Créateur ne peut créer une création supérieure à lui-même, mais vous n'allez pas dire une chose pareille. Vous voyez juste quelle est leur conclusion de droit et l'exprimez de manière succincte et directe. Ne vous trompez pas en ajoutant des embellissements avec des adverbes ou adjectifs, énoncez simplement la conclusion évidente constatée.

Ils avaient tiré plusieurs conclusions de droit, notamment que quiconque pénétrait sur ce territoire corporatiste était régi par ses lois et ses ordonnances en tant que loi "suprême". Déclarez-le exactement de cette manière, sans observations ni commentaires.

Et que la ville a le droit d'écrire des lois "civiles" et de les utiliser comme preuve de loi dans une action pénale. Maintenant, cela peut être confirmé même si constitutionnellement illégal, c'est donc ce qu'ils font. C'est donc leur conclusion de droit évidente. La seule procédure régulière dans l'action pénale autorisée est le "droit d'être entendu sur les faits de la 'lettre' de la loi", c'est-à-dire "avez-vous ou n'avez-vous pas dépassé la limite de vitesse affichée"? C'est la seule question -- la lettre de la loi.

Donc, pour déterminer quelle serait la conclusion, il suffit de voir ce qu'ils font et de déterminer ensuite ce que la loi devrait être pour justifier cette conclusion. Ne dites pas que c'est faux ou stupide, bon ou mauvais, énoncez-le mieux qu'ils ne peuvent le faire -- clairement, succinctement, sans jugement. Vous pouvez leur donner l'occasion de le changer s'ils le souhaitent. Dites: "Si vous ne le changez pas, bien que je ne voudrais pas présumer quelle est exactement la position de la ville, néanmoins il semble que cette conclusion de droit justifierait ce que la ville est en train de faire; mais, si la ville souhaite modifier ceci dans ses propres mots, je lui donnerai 30 jours pour ce faire. Si après trente jours, ils ne l'ont pas modifié, ceci est leur position". Ne notez jamais que votre conclusion est "constitutionnelle" ou une pareille description -- juste les faits!

À ce stade, vous avez créé une véritable "controverse en droit" qui implique une Question Constitutionnelle pouvant être traitée dans tous les appels. Cela aboutit avec n'importe quelle situation juridictionnelle, même l'IRS.

Après la pause, nous discuterons d'une affaire concernant l'IRS, telle que gérée par Mr. Freeman. Il n'y a probablement aucun groupe qui puisse semer la panique plus que l'IRS; il est donc temps de les placer là où ils appartiennent, quelque part près du dépotoir. Ainsi soit-il.

CHAPITRE 18

ENREG. N° 1 HATONN

MARDI, 26 JUIN, 1990; 9H29. L'AN 3, JOUR 314.

IRS -- LE CAUCHEMAR

Pour rendre ceci compréhensible et utiliser des ressources qui ne sont pas des paraboles hypothétiques, je vous demanderai de reproduire le plus fidèlement possible le dialogue verbal de Mr. Freeman. Je demande que les noms et les emplacements soient modifiés pour des raisons de protection et de confidentialité.

Nous entrons dans des domaines de grande importance où vous DEVEZ fonctionner conformément à la "lettre des instructions", sinon vous ne gagnerez pas et il est essentiel que vous l'emportiez.

Analysez toujours votre situation personnelle, vos avoirs et votre historique fiscal pour profiter du mode d'action le plus avantageux. Vous ne passez PAS du paiement de 150.000 \$, ni de 15.000 \$, ni même de 5.000 \$ d'impôts chaque année à l'utilisation d'abris fiscaux, au défaut de produire des déclarations, etc. Si tout n'est pas en ordre à la période des dépôts -- alors commencez à la période des dépôts -- mais commencez !

Vous avez presque six mois pour une action personnelle. Commencez toujours par une action personnelle car, assez étonnement, il y a des endroits où vous êtes rongés. Ensuite, nous pouvons vous aider à "gérer" des entreprises afin que vous utilisiez vos fonds avant de générer suffisamment de bénéfices pour payer des impôts sur les sociétés. Faisons un pas sûr vers le prochain et bientôt vous serez en train de conduire vos affaires et n'aurez pas à regarder en arrière pour la traque de l'IRS.

Mettez la main sur les Journaux qui traitent de la Gestion des Entreprises (assurez-vous de TOUJOURS passer par le Nevada -- peu importe là où vous résidez ou QUI vous dit le contraire). S'il y a une raison de ne pas se constituer en entreprise dans le Nevada, vous serez guidés -- mais, en règle générale; TOUJOURS LE NEVADA! Ensuite, enlevez votre nom de TOUTES vos propriétés et mettez-les dans une ou plusieurs entreprises selon les circonstances (voir gestion des biens personnels par le biais d'entreprises "familiales"). Je ne prévois pas de répéter les instructions à ce sujet.

À mesure que nous progressons, nous rédigerons des Journaux comprenant des informations provenant de sources bien informées appartenant à toutes les catégories

d'expertises, dans un langage compréhensible de contributions terrestres. Actuellement, nous nous occupons de vous éveiller aux problèmes, de l'urgence des problèmes et de vous donner des mesures initiales.

Par exemple, nous écrivons un chapitre dans ce livre décrivant COMMENT vous allez utiliser deux timbres de trois centimes et un message de droit dans votre courrier de première classe (par once), pour revenir à la LOI SUR LE SERVICE DE COURRIER/POSTAL. Bien sûr, dans un premier temps, le courrier sera retourné ou livré avec l'affranchissement "dû". Non, vous lui donnez suite jusque dans votre bureau de poste. Pendant que vous dormiez, vous "pensiez" qu'ils avaient le droit, en vertu de la "loi", de prélever des frais d'envoi -- NON, ILS N'EN AVAIENT PAS!

Oh, vous pensez que la poste mérite les fonds supplémentaires? VOUS pensez probablement aussi que votre gouvernement mérite vos fonds durement gagnés pour continuer à tirer votre pays dans le compacteur de déchets. EH BIEN, ILS N'UTILISENT PAS LES FONDS DU CARTEL ELITE QUI BÉNÉFICIE DE VOS DONNS ET CONTRIBUTIONS. ÊTES-VOUS SATISFAITS DE LA FAÇON DONT LE MONDE FONCTIONNE? OH, VOUS L'ÊTES, PARCE QUE "REGARDEZ LA LIBERTÉ SE RÉPANDANT DANS LE MONDE"! NON CE N'EST PAS LE CAS, LES NOUVELLES NATIONS SOUS LA "LIBERTÉ" SONT MAINTENANT PASSÉES À LA PAUVRETÉ ET SONT AU BEAU MILIEU DE LA FABRICATION DE NOUVELLES CONSTITUTIONS À LEUR IMPOSER, QUI DÉPASSENT TOUT CE QUI A ÉTÉ PERPÉTRÉ SUR ELLES ANTÉRIEUREMENT. VOS GRANDES INDUSTRIES CORPORATISTES PASSERONT AUX MARCHÉS À FAIBLE COÛT DE MAIN D'ŒUVRE ET VIDERONT L'AMÉRIQUE DE TOUS LES ACTIFS DE PRODUCTION ET LE CHÔMAGE EN AMÉRIQUE DEVIENDRA L'ÉTAT DE LA NATION.

Retour à l'IRS et Mr. X (John Q. Public).

Mr. X a reçu un préavis du Conseil de District de l'IRS, dans lequel il était dit: "Vous comparaitrez en XXX, devant la cour XXX à la date XXX, date indiquée, et vous apporterez avec vous tous vos dossiers et documents remontant à 1980 et votre défaut à comparaitre à cette heure, lieu et date entraînera une action pénale contre vous en vertu de l'article 7203 du Code IRS". Que pouvait-il faire? Il était terrifié et donc paniqué.

Eh bien, il existe une réponse que nous reproduirons ici, car elle peut être adaptée à presque toutes les situations dans lesquelles vous devez répondre à un tel préavis. Il y aura des préavis de 90 jours, des préavis "antérieurs" et des préavis signés par "le grand garçon" et signés par les "petits commis" -- toutes sortes de préavis menaçants; vous restez calme et alerte et vous pouvez modifier les réponses en fonction de votre

circonstance. Arrêtez le "et si" et regardez ce qui est entre vos mains et conformez votre réponse dans le format direct mais en répondant à la demande sur le "préavis". ÉTABLISSEZ UNE "CONTROVERSE EN DROIT".

Voici un "et si" et nous allons y frayer votre chemin comme si c'était VOUS. Supposons maintenant que vous avez omis de déposer une déclaration, ils vous ont contacté et maintenant, au lieu de s'en aller -- ils vous envoient des exigences de suivi. Ils le feront si vous avez été une bonne betterave rouge jusqu'à maintenant et que vous avez prélevé le sang et êtes devenu un navet pâle et anémique. Qu'allez-vous faire? Nous allons mot pour mot dans la réponse à cette situation particulière susmentionnée et vous pourrez voir comment elle peut être modifiée pour répondre à VOS besoins.

"SI" il y a une signature sur votre "préavis", ce sera très insignifiant si vous "commencez" la correspondance; alors il deviendra plus pointu et enfin, il portera les noms (et les titres faisant autorité) pour vous secouer un peu plus. Enfin, la correspondance sera transmise aux plus hautes autorités, généralement sous l'autorité du Directeur de District et finalement du responsable de l'IRS, je suppose. NE VOUS ALIMENTEZ PAS DE LEURS JEUX DE LA PEUR.

Permettez-nous de vous rappeler les "deux" États-Unis, car cela influe lourdement sur ce que vous ferez ensuite. Reprenons-le brièvement pour que ce soit directement dans vos pensées.

LES VRAIS ÉTATS-UNIS SE METTRONT-ILS DEBOUT, S'IL VOUS PLAÎT!

Les deux premiers États-Unis: l'un est le United States, l'Union des 50 États régis par la Constitution et la "RÉPUBLIQUE" dotée de trois branches de gouvernement.

Maintenant, l'entité restante provient d'une faille dans la Constitution (oh oui, il y en a eu quelques-unes), à savoir l'Article I, Paragraphe 8, Clause 17. Cela donnait au "Congrès", le pouvoir législatif, l'autorité exclusive sur un territoire donné et le peuple vivant sur ce territoire.

Chaque fois qu'une instance dirigeante a l'autorité exclusive sur un territoire désigné et toutes les personnes qui y vivent, vous avez une nation. Ainsi, les Pères Fondateurs ont créé une République Constitutionnelle et au sein de cette République Constitutionnelle, ils ont créé une Démocratie Législative. L'Article I, Paragraphe 8, Clause 17, donnait au Congrès l'autorité exclusive sur un groupe de personnes. Lorsque vous avez une autorité exclusive, VOUS N'ÊTES LIÉ À RIEN DANS LA CONSTITUTION -- TOUT CE QUE VOUS VOULEZ FAIRE POUR LEQUEL UNE

MAJORITÉ DU CONGRÈS VOTENT "POUR", VOUS POUVEZ LE FAIRE ET C'EST POURQUOI C'EST APPELÉ UNE DÉMOCRATIE LÉGISLATIVE.

VOUS AVEZ UNE RÉPUBLIQUE CONSTITUTIONNELLE, mais vous remarquez qu'elle est toujours appelée une Démocratie. Eh bien, ce qu'ils font, c'est de prétendre que vous êtes sous la Démocratie Législative.

Dharma, copie l'exemple de réponse s'il te plaît:

* * * * *

De: John Q. Public
Shootyoudead, TX
XXXXXXXX

DATE:

À: U. R. Rippingme.....(exemple: District Director)
Internal Revenue Service, Inc.
Shootyoudead, Texas

Cher Monsieur:

En regardant le 18 U.S.C. Article 2, je trouve que vous correspondez à la définition qui y est donnée de ce que l'on appelle "un Mandant": concernant les actions illégales commises en votre nom par d'autres personnes sous votre direction. Les deux personnes impliquées dans lesdites actions illégales sous votre autorité, le Mandant, sont votre avocat, Headly Gunman de Shootyoudead, et votre Agent, D.U.R. Will de Ripoff, Texas. Ils ont peut-être outrepassé l'autorité que vous leur avez déléguée. Je dois donc vous informer de la nature de leur comportement illégal avant que leurs actions ne causent des dommages sans que vous soyez au courant de ce qui se fait en votre nom.

Par ce que l'on appelle: *La Doctrine de la Séparation des Pouvoirs*, le Préambule, les Citoyens, et leurs héritiers, de cette nation se sont vus garantir un gouvernement à trois branches, connu sous le nom de République, et appelé les États-Unis d'Amérique. Cette Doctrine garantit en outre qu'aucune branche de la République à trois branches n'assume la prérogative d'exercer les fonctions de l'une ou l'autre des deux branches. Nous savons maintenant que, dans tout différend juridique entre un citoyen de notre pays et les Pouvoirs Législatif, ou Exécutif de notre gouvernement, il est du devoir du Pouvoir Judiciaire de notre gouvernement de résoudre le problème. Nous pouvons également constater que le fait de se présumer de la prérogative d'une Cour de Justice en statuant sur une question de Droit National constitue une

infraction à l'encontre des États-Unis, en tant que nation, par quiconque dans les Branches Législative ou Exécutive de notre gouvernement, où seule, dans l'Article III, la Cour de Justice, exerçant le Pouvoir Judiciaire, est autorisée à exercer cette fonction.

Puisque vous êtes le Mandant dans un délit contre les États-Unis, ce délit est commise par d'autres personnes en votre nom, il est de mon devoir de vous informer de ce fait et de vous familiariser avec les détails d'un crime en cours avant que des dommages substantifs en résultent occasionnant d'autres accusation.

Une étude du dossier que votre agence détient, avec référence à mon nom, montrera qu'il existe une question de droit non résolue qui y est contenue: entre Conclusions de Droit contradictoires impliquant une question Nationale ou Constitutionnelle, que seule une Cour de Justice au titre de l'Article III, exerçant le Pouvoir Judiciaire, peut résoudre. Ceux qui parlent en votre nom, et supposément sous votre autorité, ont pris l'initiative de se prononcer juridiquement sur cette question de droit, de manière à pouvoir avancer sur une "question de fait" pouvant être traitée par une Cour Législative. Ayant réglé la question du droit en leur faveur, (illégalement), ils procèdent maintenant, sous le couvert de la loi, pour prendre des dépositions sur des "questions de fait" qui, espèrent-ils, pourraient établir une Compétence Législative sur ma personne et sur mes biens, qui n'existe pas actuellement, pourtant, pour assurer son existence, ils agissent en vertu de la prétendue loi, ou sous le Couvert de la Loi, pour me priver de droits protégés par la Constitution des États-Unis, en violation flagrante du 18 USC. Article 242, dans lequel la pénalité est mentionnée. C'est le deuxième crime, qui découle du premier, dans lequel vos Agents Législatifs se sont fait passer pour un Juge, dont l'infraction est contre les États-Unis et la Doctrine de la Séparation des Pouvoirs, pierre angulaire de notre République.

Pour votre commodité, je vais exposer les Conclusions de Droit Contraires, sur lesquelles un crime est survenu en votre nom et dans lesquelles vous êtes le Mandant. L'action de vos Agents est fondée sur leur Conclusion de Droit, à savoir que le 16^{ème} Amendement à la Constitution Américaine, dans son adoption, a abrogé les 10 premiers Amendements, connus sous le nom de Déclaration des Droits (Bill of Rights), et a ainsi donné au Congrès le pouvoir d'écrire les lois civiles, connues comme le 26 USC, dans lesquelles aucun droit n'existe dans les actions civiles ou pénales basées sur ces lois civiles, sauf le droit à une audience devant une Cour Législative, qui statue sur la lettre des Lois Civiles dans les affaires Civiles et Pénales.

Conformément à la Conclusion de Droit susmentionnée, le citoyen accusé a fait savoir son OBJECTION en déclarant que sa Conclusion de Droit Contraire était la suivante:

Le citoyen accusé a conclu: que le 16^{ième} Amendement à la Constitution des États-Unis n'a pas abrogé la Déclaration des Droits incorporée dans les 10 premiers Amendements et qu'il n'a en fait accordé aucune nouvelle autorité au Congrès qu'il n'avait pas encore en vertu de l'Article I, Paragraphe 8, Clause 17 de la Constitution, et que c'est sous cette autorité que le Congrès a rédigé les lois maintenant énoncées dans le 26 USC Ce code peut être légalement appliqué sur le territoire mentionné à la Clause 17 et les personnes, qu'il s'agisse de personnes physiques ou morales, résidant sur ce territoire restreint, sont soumises à la juridiction du Congrès, qui a rédigé le Code pour les résidents de ce territoire restreint généralement connu sous le nom de District de Columbia et d'autres enclaves, spécifiquement mentionnées à l'Article I, Paragraphe 8, Clause 17.

Le citoyen accusé conclut en outre que, puisqu'il ne réside pas, n'a jamais habité, travaillé ou gagné de revenus provenant du territoire restreint, où le Congrès s'est vu attribuer l'autorité et la juridiction exclusives sur ses résidents, il est protégé de toute juridiction du Congrès sur sa personne et ses biens, à la fois par sa Constitution Nationale et par la Constitution de l'État du Texas, le Texas étant l'État dans lequel il réside! Par conséquent, jusqu'à ce qu'une cour visée à l'Article III, exerçant le Pouvoir Judiciaire, se prononce juridiquement contre sa Conclusion de Droit, en faveur de la Conclusion de Droit assumée par le Mandant à son encontre, il ne relève pas de la compétence législative accordée au Congrès par l'Article I, Paragraphe 8, Clause 17.

Maintenant, le Mandant dans cette infraction contre les États-Unis par ses Agents et la personne à être accusé de complot en vue de priver un accusé de ses droits protégés par la Constitution des États-Unis dans le cadre d'une Action sous le "Couvert de la Loi" (18 USC 242), peut se libérer de toute accusation en retirant l'autorité déléguée, que le Conseiller Headly Gunman et l'Agent D.U.R. auront supposé leur avait été déléguée, les obligeant à employer des moyens légaux pour résoudre les Conclusions de Droit Contraires, devant une cour compétente pour résoudre les conflits Constitutionnels, avant qu'ils ne fassent de nouvelles tentatives pour aller de l'avant sous le Couvert de la Loi" pour résoudre une "question de fait" qui est sans juridiction légalement déterminée.

En tout état de cause, le Mandant a été informé, dans les détails, du droit et des faits, d'une controverse le mettant en cause, même si les actes illégaux n'ont pas été commis directement par lui. Tout autre empiétement sur les droits du citoyen accusé peut être considéré comme délibéré de la part du Mandant à la suite de la présente notification officielle des faits et de la loi qui s'applique à eux.

Cordialement, John Q. Public

AFFIDAVIT

Moi, John Q. Public, je déclare avoir examiné les copies de cette lettre envoyées aux trois parties suivantes: Le Directeur de District de l'Internal Revenue Service de Shootyoudead, au Texas, Mr. Headly de Shootyoudead, au Texas, et Mr D.U.R. Will de Ripoff, Texas, et je certifie qu'elles sont des copies fidèles de l'original, que Mr. John Q. Public détient en sa possession.

Je déclare, sous peine de parjure, avoir lu la lettre ci-dessus et en connaître le contenu et autant que je sache, les déclarations y figurant sont vraies et exactes, sauf en ce qui concerne les faits sur lesquels je me fonde sur des informations et/ou des convictions, et quant à ces questions, je les crois vraies et correctes.

Daté: jour de

/ s /

(Soit faites certifier conforme ou ayez au moins deux témoins pour certifier la ou les signatures. C'est-à-dire comme ci-dessous; gardez à l'esprit que si vous avez une situation "commune" (comme dans Mr. et Mme -- les deux devront signer).

(JURAT DU NOTAIRE)

OU

DATÉ:JOUR DU....., 19,...

TÉMOIN

TÉMOIN

TÉMOIN

LE CAS EN QUESTION

La "vraie" personne dans ce cas a envoyé la lettre ci-dessus et est ensuite allée à la réunion à l'heure, à l'endroit, etc. convenus. Lorsqu'elle est arrivée pour sa réunion, il n'y avait personne sur les lieux pour la rencontrer.

Elle a dit à la greffière qu'elle devait tenir une réunion et a indiqué l'heure et le lieu et elle a ajouté que personne ne lui avait parlé d'une réunion. Elle a poursuivi et suggéré

que peut-être que quelqu'un était dans la salle d'audience, pourrait-elle vérifier si elle veut bien. Elle a vérifié et personne n'y était; puis elle a examiné les documents et les dossiers des audiences et a déclaré: "Personne ne m'a rien dit, peut-être que cela a été annulé". Ainsi c'était la fin de tout cela -- et je veux dire sincèrement que c'était la FIN de l'affaire sans suite -- tout simplement plus de contact.

Certains d'entre vous se demandent: "Pourquoi n'avez-vous pas abordé toute cette question concernant les impôts "illégaux" indirects par opposition aux impôts directs, la non-ratification du 16^{ième} Amendement, etc."? NE JAMAIS EXAGÉRER! VOUS AUTORISEZ DES RISQUES D'ERREUR SI VOUS TIREZ TOUTES VOS MUNITIONS. CEUX-CI SERAIENT REVENUS VERS MR. PUBLIC, IL AURAIT BESOIN DE MUNITIONS POUR CONTINUER LA RÉFUTATION. UTILISEZ CE QUI FAIT LE TRAVAIL ET TENEZ LE RESTE EN RÉSERVE!

QU'A RÉELLEMENT ÉTÉ FAIT DANS CETTE AFFAIRE?

Nous avons contesté OPPORTUNÉMENT et SPÉCIFIQUEMENT une "Séparation des Pouvoirs". Ici, des fonctionnaires de l'exécutif décidant légalement que cet homme était "obligé" en vertu du code. Maintenant, il avait créé une Controverse en Droit; il avait montré quelle était leur conclusion de droit, il l'avait objectée en temps utile en montrant quelle était sa conclusion de droit. Ainsi, vous avez établi une Controverse en Droit.

Seule une Cour Judiciaire relevant de l'Article III exerçant un pouvoir juridictionnel a le pouvoir de résoudre cette question de droit. Et par conséquent, vos organes exécutifs -- les Cours Législatives -- ne peuvent rien faire. S'ils le font, ils violent les lois des États-Unis, le fondement même de la nation. Séparation des Pouvoirs: aucun Organe Législatif ne peut exercer une fonction judiciaire. Ainsi, au lieu de vous accuser de violations des lois des États-Unis, ils se sont retrouvés en train de violer les lois des États-Unis.

À la suite de cette violation, ils ont créé un délit contre VOUS, parce que le Titre 18, Articles 241 à 242 (dans ce cas, le 242 a été choisi parce que nous voulions que le Directeur de District devienne le Mandant). (Le Titre 241 dit: "Si deux personnes conspirent pour priver un citoyen de droits, garantis par la présente Constitution, sous le pouvoir de la loi, elles seront passibles d'une amende maximale de 10.000 \$, ou de dix ans d'emprisonnement ou des deux").

Si un Mandant le fait, son délit est nommé dans le Titre 242. Vous voyez donc que vous leur avez décrit le crime, vous le leur avez parfaitement décrit -- tout est expliqué très clairement.

Dharma permetts-nous de clore ce segment et ensuite nous passerons à une autre discussion importante. Vous êtes au point où les Banquiers Internationaux pourraient saisir tout dans le monde. Ils pourraient saisir les États-Unis, l'Angleterre, la France, la Russie et ainsi de suite. Chaque pays a emprunté davantage et a promis de rembourser en substance et personne n'a la substance.

Ainsi soit-il.

CHAPITRE 19

ENREG. N° 2 HATONN

MARDI, 26 JUIN, 1990; 5H22. L'AN 3, JOUR 314.

COMBIEN PROCHE EST LA FIN?

PROCHE! En 1989, l'usure sur votre dette coûtera un peu plus chère que cela a coûté pour faire fonctionner votre gouvernement entier plus l'usure en 1980. Cette année, vous avez régressé et le fait est que 30 à 60 millions de personnes sont devenues intelligentes cette année et ont réalisé que les taxes sont illégales et se sont abstenues de participer au programme fiscal. Dans une décennie, avec la pente géométrique établie, l'usure de la dette exigera chaque sou gagné et toute la production, y compris la subsistance, la nourriture, etc. -- tout. Oui, en effet, c'est très grave.

Cela ne laissera rien pour le fonctionnement du gouvernement et c'est ce qui est prévu dans les projections, laissant tout dans le statu quo sans davantage d'emprunt, une imposition totale et ainsi de suite. Vous êtes au bord de la catastrophe.

Il est important à ce stade de s'interroger sur QUI doit la dette nationale.

Il y a deux États-Unis. Maintenant, la République est basée sur le droit commun. Le droit commun repose sur la substance. Les substances mentionnées dans la Constitution sont l'or ou l'argent. Le Congrès a été autorisé à frapper des pièces d'or ou d'argent comme moyen d'échange pour la République. C'est à cela que le Congrès était limité. Ainsi, pour la République, si le Congrès avait besoin d'emprunter de l'argent, la seule chose qu'ils pouvaient emprunter était de l'or ou de l'argent.

Mais voyez-vous, les établissements bancaires internationaux ne prêtent pas d'or ou d'argent -- ils prêtent du "crédit" -- et c'est pour cela qu'ils étaient si mécontents de votre République lors de sa création. Ils ont financé la guerre de 1812 pour vous ramener sous le Roi parce que le Roi empruntait du "crédit" et ils aiment vraiment cette affaire. Ils peuvent créer du crédit à partir de rien. C'est vraiment une bonne affaire si vous pouvez mettre la main sur cela, parce que si vous prêtez du crédit, cela ne vous coûte rien et vous recevez énormément. Par conséquent, les Rothschild (déjà entendu parler d'eux?) étaient très mécontents de votre nation.

Vers 1863, ils ont découvert une faille dans votre Constitution -- vous avez deux nations, toutes deux appelées United States (États-Unis), mais le Congrès pourrait

emprunter de l'argent pour la Démocratie Législative et cet argent pourrait être un crédit bancaire. Ils pourraient accepter de le rembourser en or et il pourrait être prêté avec l'usure requise. Par conséquent, le Congrès, avec l'autorité qui lui est conférée à l'Article I, Paragraphe 8, Clause 17, empruntait de l'argent. Très vite, ils ont contracté plus de dettes qu'ils ne pouvaient en rembourser et ont fait faillite.

Comment pourraient-ils alors faire en sorte que le reste de la Nation assume la dette de la Démocratie Législative? Eh bien, en confondant les deux termes de United States (États-Unis); en les utilisant de manière interchangeable et en les modifiant de tous les côtés. Par exemple, les États-Unis vous envoient une lettre vous demandant de savoir pourquoi vous avez fait ou non ceci ou cela avec votre "truc" de l'IRS et cela c'est États-Unis versus VOUS. Eh bien, la personne moyenne ne sait pas comment répondre à cela. MAIS C'EST TRÈS SIMPLE.

Considérez ce scénario: si le gouvernement Français s'en prenait à vous et disait: "Où avez-vous déposé vos formulaires d'impôt Français en 1980, 81 et 82"? Que diriez-vous?

Oh, vous diriez: "Je ne suis pas un Français et je ne suis pas soumis aux loi Françaises, par conséquent je ne suis pas sous votre juridiction, alors allez vous faire voir". Rappelez-vous les deux nations; les deux sont appelées les États-Unis.

Une de ces nations s'en est pris à vous et vous a accusé d'avoir omis de déposer un formulaire d'impôt sur le revenu et d'observer le 26 U.S.C. MAIS, avez-vous déjà pensé que cela ne serait peut-être pas la nation dans laquelle vous vivez? Si vous vivez en dehors des territoires décrits à l'Article I, Paragraphe 8, Clause 17 et vous vivez dans un État doté d'une Constitution; IL N'EST PAS REQUIS QUE VOUS DÉPOSIEZ UN FORMULAIRE CAR VOUS N'ÊTES PAS UN CITOYEN DE CETTE NATION APPELÉE LE UNITED STATES. DONC, VOUS POUVEZ VOUS DÉCLARER UN ÉTRANGER NON-RÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS ET DE SA JURIDICTION, QUI A SON ORIGINE DANS L'ARTICLE I, PARAGRAPHE 8, CLAUSE 17.

CITOYEN DE LA RÉPUBLIQUE

VOUS SEREZ DONC UN CITOYEN DE LA RÉPUBLIQUE, ÉGALEMENT CONNU SOUS LE NOM DE UNITED STATES (ÉTATS-UNIS). VOUS ÊTES PROTÉGÉ PAR VOTRE CONSTITUTION NATIONALE ET LA CONSTITUTION DE VOTRE ÉTAT CONTRE TOUTE AUTORITÉ DIRECTE SUR VOTRE PERSONNE PAR LE CONGRES, ET CE N'EST QUE DE CELA QU'IL S'AGIT.

S'ils insistent, vous devez créer une Controverse en Droit, qui vous a été présentée. Parce que qu'ont "ils" fait? Ils ont supposé que leur conclusion de droit était que le 16^{ème} Amendement avait abrogé les dix premiers amendements de votre Constitution dans lesquels vous aviez tous vos "droits". Si tel est le cas, mes amis, vous N'AVEZ AUCUN DROIT. Et c'est là qu'ils envisagent de vous conduire avec la Convention Constitutionnelle, déjà mise en place pour vous prendre au piège avant que beaucoup d'entre vous découvrent que ce n'est pas toujours comme ils vous le disent.

Voyez-vous, sous la "supposition" ci-dessus, le Congrès avait le droit de faire tous ces "adoption" et "établissement" et suppression de vos droits.

MAIS VOYEZ-VOUS, VOUS DEVEZ LES AMENER À FAIRE CETTE CONCLUSION DE DROIT car il est facile de prouver que le 16^{ème} Amendement N'A PAS ABROGÉ LES DIX PREMIERS AMENDEMENTS. Comment le savez-vous? À cause du 21^{ème} Amendement. Le 21^{ème} Amendement a ABROGÉ à juste titre, le 18^{ème} Amendement. Que dit le 21^{ème} Amendement? La première chose, "Le 18^{ème} Amendement est abrogé par la présente". Mais lorsque le 16^{ème} Amendement a été adopté, IL N'A PAS ÉTÉ DIT QUE LES DIX PREMIERS AMENDEMENTS ÉTAIENT ABROGÉS. ET, S'ILS N'ONT PAS ÉTÉ ABROGÉS, IL EST IMPOSSIBLE QU'UNE PARTIE DE LA CONSTITUTION PUISSE ÊTRE EN CONFLIT AVEC UNE AUTRE PARTIE. EN CONSÉQUENCE, L'INSCRIPTION DANS LE CODE NE POUVAIT PAS ÊTRE ÉCRITE POUR LA RÉPUBLIQUE PARCE QUE LA RÉPUBLIQUE GARANTIT CES DROITS. PAR CONSÉQUENT, LE CODE IRS DEVAIT ÊTRE ÉCRIT SOUS L'AUTORITÉ DU CONGRÈS DANS LA DÉMOCRATIE LÉGISLATIVE APPELÉE LES ÉTATS-UNIS.

C'est exactement ce qui a été fait -- l'ensemble du Code a été écrit pour "cet" États-Unis et VOUS ÊTES UN ÉTRANGER NON-RÉSIDENT DE CET ÉTATS-UNIS SI VOUS VIVEZ DANS L'UN DES 50 ÉTATS.

CERTIFICAT DE STATUT D'ÉTRANGER

Nous allons maintenant parler du formulaire W-8, Certificat de Statut d'Étranger, avec lequel vous DEVEZ devenir compétents. Un formulaire est imprimé pour votre meilleure compréhension. Notez que Mr. Freeman a écrit en haut: "Deux nations appelées: Les États-Unis. Chaque nation a une juridiction distincte et séparée". Et au bas de la page, vous verrez: "Chaque fois que le terme: United States (États-Unis) est utilisé dans le Code I.R.S., remplacez-le par "District of Columbia" et vous

comprendrez le langage du Code et vous saurez que vous êtes un ÉTRANGER NON-RÉSIDENT de cette nation et de cette juridiction".

Et que dit le formulaire? "Les étrangers non-résidents (individus qui ne sont ni citoyens ni résidents des États-Unis) et les partenariats, sociétés, propriétés et trusts étrangers ne sont généralement pas tenus de posséder un numéro d'identification de contribuable Américain, ni soumis à une retenue à la source, car ils ne fournissent pas un tel numéro à un payeur ou à un courtier.....les paiements à ces titulaires de compte ne sont généralement pas soumis aux obligations de déclaration des États-Unis".

Sachez que tout est écrit dans un langage complexe pour empêcher votre compréhension. Mais il existe d'autres documents dans lesquels ils définissent même des mots. Citoyen: Article 3121(e) comprend le District de Columbia, le Commonwealth de Porto Rico, les Virgin Islands (Îles Vierges), Guam et les Samoa Américaines. Voyez-vous, ils demandent un État, etc., puis disent qu'il comprend le District de Columbia, le Commonwealth de Porto Rico, les Virgin Islands, Guam et les Samoa Américaines. "Le terme États-Unis, lorsqu'il est utilisé dans un sens géographique, inclut le Commonwealth de Porto Rico, les Virgin Islands, Guam et les Samoa Américaines. Un citoyen du Commonwealth de Porto Rico qui n'est pas par ailleurs citoyen du District de Columbia doit être considéré, aux fins du présent article, comme citoyen du District de Columbia".

Les faits sont qu'ils ont tout directement dans leur propre langage et leurs propres déclarations, mais c'est tellement déroutant et complexe que peu, voire aucun, seront à même de remarquer le subterfuge. C'est exactement ce qui est écrit sur les formulaires d'impôt envoyés par votre Gouvernement en noir et blanc.

Croyez-moi, ils savent exactement ce qu'ils font et le but est de vous rendre sans aucune idée qu'il existe "un autre choix".

LA DÉCLARATION FISCALE EST EN RETARD

Sans trop de détails, proposons un autre exemple pour vous permettre de voir comment cela peut être adapté à vos besoins très simplement.

Dans l'exemple à suivre, vous pouvez supposer que, lorsqu'aucun formulaire n'a été reçu, une note désagréable est venue ordonner la déposition auquel point le non-citoyen aurait alors répondu: "Je ne suis pas un étranger, une société étrangère, un agent, un administrateur, un actionnaire ou employé d'une société étrangère, ou citoyen de l'United States (États-Unis) résidant et travaillant à l'étranger ou dans une

possession de l'United States. Je ne réside pas à Washington, D.C., ni dans une enclave fédérale située dans l'un des États. Je ne suis, par conséquent, pas "soumis à la juridiction de l'United States (États-Unis)".

Ensuite, dites que vous avez reçu une lettre de l'IRS comme un suivi qui se lit comme suit: "Votre déclaration de revenus est en retard -- contactez-nous immédiatement.

Nous n'avons reçu votre réponse à aucune de nos demandes concernant le formulaire 1040, Déclaration de revenus Individuelle des États-Unis pour la période d'imposition se terminant le XXXXX. Votre absence de réponse nous indique que vous n'avez pas l'intention de produire la déclaration. Nous devons résoudre ce problème. Nous pouvons prendre les mesures suivantes:

1. Poursuite pénale incluant une amende, une peine d'emprisonnement ou les deux, pour les personnes qui omettent délibérément de produire une déclaration de revenus ou de fournir des informations fiscales (Internal Revenue Code, Article 7203) ou
2. Vous convoquez avec vos livres de compte et registres (conformément aux dispositions des Articles 7602 et 7603 du Code).

Pour éviter ces actions, remplissez la déclaration, montrez que la déclaration a été produite ou contactez-nous immédiatement et expliquez pourquoi vous n'êtes pas obligé de la produire. Assurez-vous de vous référer à cette notification. Si vous vous rendez au bureau local de l'IRS, prenez cette notification et toute autre information nécessaire. Si vous avez produit la déclaration, prenez-en une copie; si vous avez payé l'impôt, prenez votre reçu ou votre chèque oblitéré".

QUELLE SERAIT LA RÉPONSE À L'EXIGENCE CI-DESSUS?

À ce stade, vous répondez à: Director of the Foreign Operations District, Internal Revenue Service, Washington, D.C. 20225, avec copie à l'Internal Revenue Service local qui a envoyé la notification.

"Cher Monsieur:

En référence à l'article 1.1441-5 (26 C.F.R.), qui stipule notamment: "Aux fins du chapitre 3 du Code, la déclaration écrite d'un individu attestant qu'il est citoyen ou résident des États-Unis peut être invoquée par le payeur du revenu en tant que preuve que cette personne est un citoyen ou un résident des États-Unis. Cette déclaration doit être remise à l'agent chargé de la retenue à la source en double exemplaire..."

L'alinéa (c) de cette article indique au payeur d'envoyer un duplicata, "avec une lettre de transmission au Director of the Foreign Operations District..."

Je continuerai à déclarer que je ne suis pas un étranger, une société étrangère, un agent, un administrateur, un actionnaire ou un employé d'une société étrangère, ni un citoyen de l'United States (États-Unis) vivant et travaillant à l'étranger ou dans une possession de l'United States. Je ne réside pas à Washington D.C., ni dans une enclave fédérale dans aucun des États. Je ne suis donc pas "soumis à la juridiction de l'United States".

Cordialement

XXXXXXXXXX

QUELLE RÉPONSE PEUT ÊTRE ATTENDUE?

Eh bien, voici un exemple de réponse à la lettre ci-dessus basée sur l'Article 1, Paragraphe 8, Clause 17 ci-dessus. (Datée de Février 1988). Le 6 Avril 1989, les informations suivantes ont été reçues:

"Sur la base des informations que vous avez fournies, le rapport spécifié ci-dessus est résolu. Nous pourrions vous contacter ultérieurement si d'autres problèmes se posent, qui nécessitent des éclaircissements. Aucune action supplémentaire n'est nécessaire pour le moment".

Cordialement,

Sandy Pacello
Chief, TDI Section

* * * * *

Vous voyez comme c'est simple si vous connaissez la vérité? Mais si vous ne connaissez pas la vérité et comment vous opposer de manière opportune et précise, vous allez être perdu. Donc, ce que vous devez faire, c'est un peu plus d'étude et vous verrez que ce n'est pas aussi difficile que vous le croyez.

Voici un exemple de la simplicité de tout cela, dans les termes de Mr. Freeman:

Si un homme vient à moi et a un petit cercle dessiné sur un papier et demande comment trouver la distance autour de ce cercle, je lui dis: "Vous mesurez le diamètre

et le multipliez par 3,1416 et vous aurez la distance autour de la circonférence". Un autre type se présente et dit: "Eh bien, j'ai un cercle de taille différente -- le mien est plus grand, etc., alors comment puis-je obtenir la mesure"? Je dis: "Mesurez la distance du diamètre, multipliez par 3,1416 et cela vous donnera la mesure". Puis un autre homme se présente et le sien est encore plus gros: "Mesurez le diamètre et multipliez-le par 3,1416 et vous aurez la distance".

Le principe de ce document? Toujours la même chose: ÉTABLISSEZ UNE CONTROVERSE EN DROIT. APPRENEZ À L'ÉTABLIR CORRECTEMENT ET ON VIENT JUSTE DE VOUS MONTRER COMMENT LE FAIRE. AUCUN ORGANE ADMINISTRATIF NE PEUT PRENDRE UNE DÉCISION JURIDIQUE QUE SEUL UNE COUR EN VERTU DE L'ARTICLE III EST QUALIFIÉE À ASSUMER. ILS N'OSENT PAS ALLER DE L'AVANT OU ILS VIOLENT LA DOCTRINE DE LA "SÉPARATION DE POUVOIRS".

C'est simple si vous apprenez COMMENT le faire et n'oubliez jamais qu'il existe DEUX ÉTATS-UNIS. VOUS êtes citoyen des États-Unis et vous ferez mieux de connaître la différence.

À ce stade, vous agissez en tant que United States' Citizen (Citoyen des États-Unis) – ou un esclave appartenant à l'United States (États-Unis).

MAIS: VOUS ÊTES UN CITOYEN des United States (États-Unis)!

* * * * *

Dharma, permets-nous de clore ceci pour aujourd'hui. Nous ferons d'autres commentaires sur l'acquisition d'informations, etc., lors d'un autre écrit. Des informations sont disponibles mais Mr. Freeman demande de ne pas donner son adresse car il est surchargé de travail, a pris sa retraite et n'a plus de temps. Nous fournirons des informations sur l'obtention de copies de ces documents, soit en les mettant à disposition depuis cette source, soit en donnant un autre contact.

Nous discuterons des envois à 6 centimes lors de notre prochain écrit, puis nous ferons tout notre possible pour que ces informations soient publiées pour disponibilité avant la réunion du 23 Juillet à Las Vegas. Vous, chers citoyens des États-Unis, vous devez vous lever et prendre position. Arrêtez les transfusions et le jeu doit cesser et les responsables de votre dette nationale seront tenus d'assumer la responsabilité de la trahison qui a été perpétrée contre "vous- le-peuple".

Salut

CHAPITRE 20

ENREG. N° 1 HATONN

MERCREDI, 27 JUIN, 1990; 9H04. L'AN 3, JOUR 315.

FAITES-LE BIEN -- DÈS LE DÉPART

Avant de continuer, je vais vous rappeler certaines choses importantes. Dans ce Journal, nous n'avons traité que de la cessation de même déposer un formulaire d'impôt sur le revenu et nous vous avons donné des méthodes confirmées avec lesquelles cela a été traité avec succès. Je l'ai fait délibérément parce que vous constaterez avec le gouvernement que c'est probablement tout ou rien.

Par conséquent, si vous voulez réussir massivement, les transfusions doivent CESSER.

Il existe de nombreuses instructions sur la manière de supprimer (éviter) les impôts/taxes dans une certaine mesure -- mais pourquoi avoir une pomme de terre à moitié cuite quand on peut la manger avec de la crème fraîche, du beurre, de la ciboulette et des morceaux de lard?

Nous nous efforçons de vous donner de la connaissance sur comment utiliser les éléments pratiques et juridiques de votre lieu; avec la capacité de vous défendre. Nous vous demandons de retourner aux Journaux précédents traitant de la protection de la vie privée, de la constitution d'entreprise au Nevada, etc., et à l'important Journal concernant la Constitution. Nous ne donnons aucun conseil juridique comme le feraient des avocats, car nous ne sommes pas des avocats agréés du Barreau (qui vous sert mieux que tout ce que nous pouvons vous offrir).

C'est à vous le peuple d'exiger que le gouvernement revienne dans le respect des lois et de la perfection de la Constitution. La meilleure façon de rendre effective cette transition et de le faire rapidement est de ne JAMAIS permettre cette Convention Constitutionnelle qui est mise en place pour supprimer toutes les libertés et transformer en Lois Constitutionnelles ces agressions déjà en pratique pour vous duper.

"NOUS"

La question se pose souvent lorsqu'une notification de défaut ou une autre correspondance est reçue; QUI est "NOUS". Soyez merveilleusement ravis s'ils gaffent et vous envoient un tel document car vous pouvez prendre beaucoup plaisir à cela -- et après tout, vous ne devriez pas être en train de le faire si vous ne prenez pas plaisir à cela. Il existe vraiment des lois contre le fait de vous pendre et si vous ne "montrez" aucun actif valable, personne ne se souciera même de faire de vous un exemple. Vous rencontrerez probablement la réponse la plus répandue pour ne pas avoir fait de déclaration fiscale -- la toute première fois, APRÈS qu'ils vous aient sucé beaucoup de sang régulièrement.

Le format standard pour une lettre de 90 jours s'ouvre généralement avec quelque chose comme ceci: "Nous avons déterminé qu'il y a un défaut..."

La question qui se pose est de savoir qui est "Nous" et si "Nous" n'est pas le secrétaire ou le Secrétaire au Trésor et identifié explicitement, qui est "Nous"? Est-ce que "Nous" est délégué pour déterminer qu'il y a un défaut? Et aussi, où SE TROUVE ce défaut? -- et où est cette détermination?

Dès réception d'une Notification de Défaut, envoyez (avec la preuve d'envoi) une lettre ou une Loi sur la Liberté d'Information requiert au directeur de district de:

- (a) Produire le document qui identifie qui est "Nous".
- (b) Produire le document qui identifie le(s) titre(s) officiel(s) du "Nous" qui a publié cette Notification de Défaut.
- (c) Produire la(les) délégation(s) de pouvoir accordée(s) à "Nous" par le Secrétaire pour prendre cette décision.
- (d) Produire la copie de la "décision" qui a fait de l'accusé un "Contribuable" au sens de la Juridiction Fédérale Américaine, laquelle Juridiction et son Lieu ont leur origine dans l'Article I, Paragraphe 8, Clause 17 de la Constitution, alors que l'Accusé n'a jamais vécu, travaillé ou touché de revenus provenant du territoire mentionné à la Clause 17, et qui affirme la protection de la Constitution de son État, ainsi que de la Constitution Nationale, de toute autorité directe du Congrès, dans laquelle les lois du Congrès (26 USC) ne peuvent être à la hauteur des 10 premiers Amendements à la Constitution des États-Unis, connus sous le nom de Déclaration des Droits.

Prévoyez un délai de réponse de 30 jours. Si aucune réponse n'est reçue, renvoyez-la (avec une preuve d'envoi). Si aucune réponse n'est reçue dans les 30 jours, déposez une

requête en justice fiscale refusant que le Secrétaire ou le Commissaire ait pris une décision conforme aux exigences statutaires.

Le travail préparatoire devrait être effectué avant le dépôt de la requête afin de respecter les critères minimaux de la règle de la Cour de l'impôt en matière de contenu d'une requête énoncée dans la Règle 34 (b) (4) et (5) de la Cour de l'impôt.

La Règle 34(b)(4) dispose que la requête doit comporter des "attributions claires et concises de chaque erreur..." et la Règle 34(b)(5) stipule que la requête doit comporter des "déclarations écrites des faits, claires et concises sur lesquels le pétitionnaire fonde l'attribution d'erreur".

FAITES-LE SOIGNEUSEMENT, SUIVEZ LA LETTRE DES INSTRUCTIONS ET FAITES-LE BIEN !!

QUELQUES CONCLUSIONS D'ACTION RÉFLÉCHIES

Laissons de côté les sanctions prévues par le Code IRS, car vous ne devriez jamais aller jusqu'à un tel point. Levez-vous pour vos droits légaux et avancez pour vous rétablir une fois que vous vous êtes mis dans la voie juridique.

LOI SUR L'ACCÈS ÉGAL À LA JUSTICE

Sous le parrainage d'un Sénateur Dennis DeConcini (D-Ariz), la Loi Publique 96-481 a été adoptée le 1^{er} Octobre 1981. Elle prévoit que toute personne dont les avoirs personnels ne dépassent pas un million de dollars; toute société, partenariats ou entreprise non constituée en société dont l'actif est inférieur à 5 millions de dollars; toute entreprise de moins de 500 employés; et tout organisme au titre du 501(c)(3) est éligible pour exiger un remboursement du gouvernement en raison de dépenses engagées pour prouver qu'il n'était pas justifié de leur imposer des exigences, comme par exemple lorsque l'IRS impose une amende ou un manquement finalement constaté être non redevable.

Dans les 30 jours suivant la conclusion d'un litige en faveur du contribuable, celui-ci peut exiger le remboursement des frais d'avocat, des services de témoins experts et de toute autre dépense nécessaire au cours du litige. Cela signifie que des centaines de milliers de citoyens des États-Unis d'Amérique auraient eu droit à des remboursements substantiels plus importants. Ou, ce qui est plus probable, l'IRS ne

les aurait jamais attaqués ou harcelés du tout si vous aviez défendu votre position dans la vérité et la confiance en votre merveilleuse Constitution.

Les personnes intéressées doivent écrire à Hon. Dennis DeConcini, U.S. Senat, Washington, D.C., 20510 (ou simplement au Bureau du Sénateur de l'Arizona, même adresse.

Maintenant, dans la plupart des endroits, vous obtiendrez une liste de ceux qui sont "exemptés" du dépôt des déclarations.

QUI SONT EXEMPTES DU DÉPÔT DE DÉCLARATIONS

Je place cette liste dans ce Journal pour que vous puissiez voir à quel point il est avantageux de "montrer" peu ou pas de revenu en premier lieu.

Vous n'êtes pas tenu de produire une déclaration à moins que, outre la Sécurité Sociale et les revenus de sources exonérées, telles que les obligations municipales, vos revenus dépassent ceux qui suivent:

- 3300 \$ si célibataire (4300 \$ si plus de 65 ans);
- 1000 \$ si vous êtes une personne à charge déclarée comme personne à charge sur la déclaration de revenus d'une autre personne;
- 5400 \$ si marié; 6400 \$ si l'un des époux a 65 ans; 7400 \$ si les deux ont 65 ans ou plus;
- 4400 \$ si vous êtes veuf ou veuve admissible (5400 \$ si vous avez 65 ans ou plus);
- 400 \$ pour le revenu d'un travail indépendant seulement.

Vous n'avez pas besoin d'être un assisté social pour avoir droit à ce qui précède, mais cela vous aidera certainement si vous organisez vos affaires de manière à rester "éligible". Si, par exemple, vous maintenez votre entreprise, vos actifs et votre revenu dans des limites maximales, ce qui vous permettrait tout de même de pouvoir bénéficier de l'assistance alimentaire -- vous gérez bien vos actifs.

SLOGANS OPPORTUNS

Si vous voulez vous battre contre l'IRS, ne disposez d'aucun revenu pouvant être documenté, découvert ou intercepté et ne possédez aucun bien immobilier ou des avoirs en votre nom qui puisse être saisis -- une maxime à respecter scrupuleusement.

Des dizaines d'instructions pour accomplir cet exploit sont données dans "PRIVACY IN THE FISHBOWL", un Phoenix Journal.

Les personnes qui utilisent déjà ces méthodes et idées sont devenues si répandues et si performantes qu'elles menacent toute la structure fiscale fédérale. Des millions de personnes suivent maintenant l'exemple -- rejoignez, s'il vous plaît, la foule heureuse!

Voici une petite liste qui a un grand impact:

Faites des affaires en argent comptant seulement;

Gardez peu ou pas d'argent dans les comptes bancaires;

Ne possédez pas d'immobilier ou d'autres actifs saisissables en votre propre nom. Conduisez des voitures louées seulement; et FAITES VOTRE DEVOIR SCOLAIRE.

DÉCOUVREZ COMMENT GÉRER JURIDIQUEMENT ET LÉGALEMENT VOS ACTIFS, OÙ VOUS POUVEZ MAINTENIR UNE VIE PRIVÉE MAXIMUM EN ACCOMPLISSANT LA TÂCHE EN QUESTION. JE NE PEUX PAS VOUS ENCOURAGER SUFFISAMMENT FORTEMENT D'OBTENIR LES JOURNAUX ANTÉRIEURS PUBLIÉS DANS LESQUELS TOUT EST COUVERT ET LES RESSOURCES OFFERTES POUR VOTRE UTILISATION.

HONNEUR À WILLIS E. STONE

Willis E. Stone était le fondateur du mouvement pour l'abrogation du Seizième Amendement. Nous avons couvert cela dans son évolution actuelle dans le dernier numéro du dernier Journal en vous demandant de vous joindre aux groupes pour faire pression pour la poursuite du travail.

Je vais vous donner un court chapitre de TAX REVOLT; THE BATTLE FOR THE CONSTITUTION (RÉVOLTE FISCALE; LA BATAILLE POUR LA CONSTITUTION), de Martin A. Larson. En outre, j'affirme ici que nous rendons hommage au Dr Larson dans une appréciation reconnaissante et vous demandons de vous souvenir de lui dans vos prières car "ils" s'efforcent de "le supprimer" au cours de cette année. Demandez pour un bouclier protecteur autour son être. L'ennemi a tué Willis Stone. Oh oui, la nature du système de faisceaux ELF (Extra Low Frequencies) est que les faisceaux tuent sans assaut visible -- mais ils sont en réalité mortels, car ils provoquent des crises cardiaques, des arrêts cardiaques et des accidents vasculaires cérébraux. Un à un, les "fauteurs de troubles" sont assassinés juste sous votre nez et,

comme ils sont avancés en âges, personne ne remet en doute leur disparition. REMETTEZ CELA EN QUESTION! LA MORT EST ACCOMPLIE DÉLIBÉRÉMENT POUR TENTER DE METTRE UN TERME À LA RECONQUÊTE DE VOTRE VIE ET DE VOTRE NATION. EN EFFET, PRENEZ CECI SÉRIEUSEMENT CAR LE JEU DE VOTRE ADVERSAIRE EST MORTEL ET ILS SONT SÉRIEUX AU-DELÀ DE VOS IMAGINATIONS.

Les informations données ici sont légèrement révisées et ont été fournies à l'origine par Willis E. Stone, fondateur du mouvement en faveur de l'abrogation du Seizième Amendement. (Nous ne nous perdrons pas dans la discussion sur la validité de l'Amendement puisque nous traiterons de "CE QUI EST"). Il raconte l'origine, le développement et le soutien croissant de cette vaste entreprise. Armin Moths, dont nous pouvons partager la carrière dans un autre Journal, est devenu le principal collaborateur de cette entreprise, notamment dans le cadre de la pétition pour des signatures en faveur du OUI au 23 PROPOSAL (PROPOSITION 23).

Il n'y a rien de nouveau dans les rébellions fiscales. Elles ont traversé l'histoire humaine. Des tyrans ont été renversés seulement pour en voir de nouveaux les remplacer avec d'autres usurpations et l'oppression qui en résulte.

Ce n'est qu'une seule fois, dans toute l'histoire, que ce problème crucial a été confronté et résolu -- par l'établissement de la Constitution Américaine. Thomas Jefferson a déclaré que son objectif était de lier les membres du gouvernement "contre les frasques par les chaînes de la Constitution".

Ce document a accompli le miracle. En un seul siècle, sous votre Constitution, plus de progrès ont été accomplis que durant 6000 ans d'histoire. Après un peu plus de 100 ans de véritable gouvernement constitutionnel, cependant, vous avez commencé à abandonner les concepts de "gouvernement de droit" et à relancer les luttes de pouvoir des personnalités, de la partisanerie et des politiques des anciennes tyrannies du gouvernement par la force.

Plusieurs violations de votre Constitution au début du 20^{ème} siècle ont survécu et sont devenues la base d'un modèle. Diverses bureaucraties fédérales, avides de pouvoir, ont initié un flux constant de nouvelles intrusions dans vos vies et vos énergies, à mesure que le souvenir de la liberté et de l'autonomie commençait à s'estomper.

Les violations de votre Constitution continuent. Les dépenses totales de votre gouvernement depuis sa création jusqu'en 1913 -- lorsque le Seizième Amendement vous a été imposé -- se chiffraient à un peu plus de 25 milliards de dollars. Durant cette période, vous êtes passés de l'obscurité nationale pour devenir la nation la plus

riche et la plus puissante sur terre. Considérez ceci: le déficit fédéral en 1982 était près de cinq fois plus élevé que le coût total de votre gouvernement fédéral au cours de VOS 125 PREMIÈRES ANNÉES! Il s'aggrave à pas de géant; cependant, cette folie peut être arrêtée -- avec l'adoption de l'Amendement Liberté, actuellement en attente au Congrès sous le nom de H. J. Res. 23.

À PROPOS DE CE GROUPE DE PIONNIERS

Un matin à Van Nuys, en Californie, un groupe s'est réuni pour discuter des menaces croissantes pesant sur votre gouvernement constitutionnel de l'intérieur. Tous ont convenu que la Constitution devrait être rétablie et les activités du gouvernement fédéral limitées à celles qui y sont mandatées. Mais **COMMENT? ET AVEC QUELS MOYENS?**

Un consultant industriel qui a écrit une chronique dans l'hebdomadaire Sherman-Oaks Citizen Tribune a estimé que, dans la mesure où les bureaucraties fédérales estiment être habilitées à faire quoi que ce soit qui ne leur est pas expressément interdit par la Constitution, il faudrait ajouter une disposition spécifique pour empêcher toute leur activité illégale. Les termes d'une telle disposition devraient être si clairs et précis que même un bureaucrate fédéral ne pourrait pas ne pas les comprendre.

Pour atteindre cet objectif, il était obligatoire d'amender la Constitution; ou ainsi cela est-il apparu à l'époque, car ils ne savaient pas encore que le Seizième Amendement n'avait jamais été ratifié. **TOUJOURS COMBATTRE SEULEMENT UNE BATAILLE À LA FOIS SI VOUS POUVEZ LE FAIRE -- LES DIRECTIONS PEUVENT ÊTRE AFFINÉES LE LONG DU CHEMIN -- LE PRINCIPE, C'EST DE "COMMENCER".** Pour commencer cela, le journal de Sherman-Oaks a publié un article le 2 Juin 1944 (oui, beaucoup ont été longuement occupés dans votre coin), dans lequel était publié le texte suivant: "LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE NE S'ENGAGERA PAS DANS AUCUNE AFFAIRE, ENTREPRISE COMMERCIALE OU INDUSTRIELLE EN CONCURRENCE AVEC SES CITOYENS".

C'était un début, mais pas plus.

Pour que ce concept atteigne son objectif principal, les connaissances et l'expertise de quelque 130 hautes autorités constitutionnelles du pays ont été recrutées pour préparer un langage précis qui résisterait à toute attaque.

Il a fallu neuf ans pour compléter les trois premiers articles de l'actuel Amendement Liberté, qui a été soumis à la législature de l'Illinois en 1953 et approuvé par celle-ci. L'Article Un, similaire à la formulation publiée dans le journal Sherman Oaks, est le suivant:

"LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS NE S'ENGAGERA DANS AUCUNE AFFAIRE, ENTREPRISE PROFESSIONNELLE, COMMERCIALE, FINANCIÈRE INDUSTRIELLE, SAUF TEL QUE SPÉCIFIÉ DANS LA CONSTITUTION".

Ces vingt-quatre mots ne changent pas la Constitution; au lieu de cela, ils réitèrent les lois déjà existantes, qui limitent le pouvoir des membres du gouvernement afin qu'ils ne puissent pas envahir, prendre le contrôle ou empiéter sur les propriétés, l'entreprise ou la vie du peuple, sauf si la Constitution elle-même le permet ou le prévoit clairement.

Bien que ces mots rétablissent les droits économiques et les pouvoirs du peuple, ils établissent également les obligations spécifiques du gouvernement de n'exercer que les pouvoirs limités énumérés dans la Constitution et mis en application par les Neuvième et Dixième Amendements.

Toutefois, cette disposition devant être protégée de la cupidité des cabales étrangères et nationales, un deuxième article a été ajouté. Il prévoyait ce qui suit:

"LA CONSTITUTION OU LES LOIS DE TOUT ÉTAT, OU LES LOIS DES ÉTATS-UNIS, NE SERONT PAS SOUMISES AUX TERMES DE N'IMPORTE QUEL ACCORD ÉTRANGER OU INTÉRIEUR QUI ABROGERA CET AMENDEMENT".

Tous ceux qui ont préparé l'amendement estimaient que ses deux premiers articles étaient tout à fait capables de restituer au peuple tous les droits, pouvoirs, terres, propriétés, etc. usurpés, et constitueraient le moyen de préserver cet état de liberté avec les pleins droits humains à la vie, à la liberté et à la propriété contre l'avarice des machinations nationales et étrangères.

Les bénédictions potentielles pour le peuple Américain à travers le rétablissement de sa Constitution ont des dimensions étonnantes. Combien produirait, par exemple, la vente de terres détenues de manière inconstitutionnelle? Les estimations de la valeur de ces terres (en ce qui est de 1980) vont d'un trillion à un trillion et demi de dollars. Si plus des trois quarts de celles-ci étaient restituées à des juridictions d'État et à des entreprises privées et étaient donc vendues, même à la moitié des estimations actuelles et dans des conditions défavorables, elles pourraient rapporter près d'un demi-trillion de dollars, réduisant ainsi la dette fédérale de ce montant, ce qui réduirait les intérêts d'au moins 50 milliards de dollars par an. Cela placerait également environ 30% en

plus des terres dans des entreprises privées et sur les rôles d'imposition afin de soutenir les gouvernements locaux, de comté et d'État, en augmentant la productivité et le bien-être général.

Et si la moitié de la dette fédérale pouvait être ainsi effacée, presque tout le reste pourrait être effacé par le simple moyen de reprendre possession sans paiement de tous les titres actuellement détenus par des entités qui ne les ont jamais payées en premier lieu -- y compris la Réserve Fédérale Américaine, ses banques membres et une variété de fonds de placement fédéraux.

Ces données étonnantes démontrent qu'en utilisant l'équation la plus simple qui soit, un dollar réduit dans la dépense fédérale signifie une réduction en dollars des impôts fédéraux. En rétablissant la pleine vigueur de la Constitution, le gouvernement devrait renoncer à ces pouvoirs, propriétés et autres avantages qu'il avait pris sans autorisation et les rendre de nouveau à la juridiction des États. Et si les méthodes d'équilibre du budget déjà intégrées dans le système par la Constitution étaient dûment exigées, tous les représentants passeraient sous le microscope des électeurs de leur région, où l'on devrait répondre pour des quolibets indiscrets et stupides et aussi la cessation des pots-de-vin et du pouvoir de vote.

La répartition entre les États est le nom du jeu -- remettre le contrôle entre les mains de "Nous le Peuple".

Enfin, treize ans après le début de la recherche, ce que l'on appelle maintenant la proposition de l'Amendement Liberté était achevée. Il se termine par la disposition suivante:

"TROIS ANS APRÈS LA RATIFICATION DE CET AMENDEMENT, LE SEIZIÈME ARTICLE DES AMENDEMENTS À LA CONSTITUTION DES ÉTATS-UNIS SERA RÉVOQUE ET PAR LA SUITE LE CONGRES NE LÈVERA PAS D'IMPÔTS SUR LES REVENUS, LES PROPRIÉTÉS OU LES DONS PERSONNELS".

Il semble dommage de devoir altérer un document, même comme un rappel et le rappeler à la loi, un document écrit dans la perfection dès le départ, mais vous ferez ce qui doit être fait pour accomplir la tâche de la manière la plus rapide possible.

Le soutien public, nécessaire à la ratification, augmente régulièrement. Il est en attente de ratification dans plusieurs États et au moins dix ont officiellement approuvé la résolution dans les assemblées législatives.

La proposition a été présentée pour discussion à de nombreuses organisations, grandes et petites, à travers le pays, plus de 8000 d'entre elles ont souscrit aux résolutions qui la soutiennent.

Une pétition -- le Oui pour le 23 -- parrainée principalement par Armin Moths et son United Taxpayers' Union (Syndicat des Contribuables Unis) a déjà recueilli plusieurs millions de signatures.

Le concept de liberté est aussi fort qu'il y a 200 ans, comme en témoigne l'ampleur de la rébellion fiscale qui commence à avoir un impact majeur sur le système gouvernemental illégal. L'opposition populaire à la prise de contrôle par le gouvernement fédéral des terres, des entreprises, des routes, de l'eau, des cultures et d'innombrables autres choses qui appartiennent au peuple prouve que la passion pour la liberté est bel et bien en Amérique si les gens se concentrent sur le fait que "IL Y A QUELQUE CHOSE QUI PEUT ÊTRE FAIT POUR CHANGER LES CHOSES".

La source de tous ces problèmes est la même: la violation de votre Constitution. Et tous peuvent être résolus par les mêmes moyens -- le rétablissement de la Constitution pour qu'elle soit pleinement en vigueur en tant que loi opérationnelle.

Ceux-ci peuvent sembler être de l'abstraction, mais combien réels et personnels ils deviennent lorsqu'ils vous affectent individuellement. Imaginez seulement! Plus de formulaire d'impôt 1040. Au lieu de cela, un jour complet de salaire pour un jour complet de travail --- plus d'armes IRS contre votre tête. Et beaucoup d'emplois car il y a beaucoup d'emplois dans une économie florissante basée sur la production.

La législation n'a jamais produit un seul travail, seuls les producteurs et les clients peuvent le faire.

Vous dites: regardez tous les emplois de l'IRS qui seraient perdus; non, ces personnes deviendraient productives, au lieu d'une police mineure, dans un environnement productif. Les taux de rémunération sont si bas pour les employés de l'IRS qui tiennent toute votre économie entre leurs mains, et d'après leurs propres comptes rendus -- près de 70% des questions reçoivent une réponse incorrecte -- où pensez-vous VRAIMENT que vous vous en sortiriez mieux? Ainsi soit-il.

LES LIMITES D'UN GOUVERNEMENT CONSTITUTIONNEL

Vous devez exiger un gouvernement limité conformément à la Constitution. Vous devez également exiger que le gouvernement assume ses dépenses SANS UN IMPÔT

DES SOCIÉTÉS OU DES PERSONNES PHYSIQUES. Ils sont tous deux "illégaux" en vertu de la Constitution.

Le gouvernement fédéral ne devrait exercer que ces activités spécifiquement énumérées à l'Article 1, Paragraphe 8 de la Constitution, qui sont:

- (1) Lever et percevoir des impôts sous forme de droits, taxes et accises, payer les dettes et assurer la défense commune et le bien-être général des États-Unis;
- (2) Emprunter de l'argent au nom des États-Unis;
- (3) Réglementer le commerce extérieur et interétatique;
- (4) Établir des règles pour la naturalisation et les faillites;
- (5) Frapper des pièces de monnaie, en régler la valeur, et celle des pièces de monnaie étrangères, et fixer les normes de poids et de mesures;
- (6) Prévoir la répression de la contrefaçon;
- (7) Établir des bureaux de poste et des routes postales;
- (8) Prévoir des droits d'auteur et des brevets;
- (9) Constituer des cours inférieures à la Cour Suprême;
- (10) Définir et punir les piratages et les crimes en haute mer;
- (11) Déclarer la guerre et établir des règles concernant les captures sur terre et en mer;
- (12) Lever et entretenir des armées;
- (13) Établir et maintenir une marine;
- (14) Établir des règles régissant les forces terrestres et navales;
- (15) Prévoir une milice et appliquer les lois de la nation, réprimer l'insurrection et repousser l'invasion;
- (16) Prévoir des milices étatiques opérant sous le contrôle des états;
- (17) Fournir un siège au gouvernement national;
- (18) Promulguer toutes les lois nécessaires à l'exécution des pouvoirs et fonctions susmentionnés.

C'EST TOUT! COMME L'A DÉCLARÉ JEFFERSON, LE CONGRÈS N'EST PAS HABILITÉ EN VERTU DE LA CONSTITUTION À AFFECTER DE L'ARGENT À DES FINS AUTRES QUE CELLES ÉNUMÉRÉES CI-DESSUS.

Telle qu'il est maintenant pratiqué et destiné à être pleinement mis en œuvre dans le cadre D'UNE NOUVELLE CONSTITUTION DURANT UNE CONVENTION CONSTITUTIONNELLE, le gouvernement fédéral, tel qu'il opère actuellement, prétend et maintient que la Clause de Bien-être Social au Numéro (1) ci-dessus donne, d'une manière ou d'une autre, au gouvernement des pouvoirs implicites lui permettant d'étendre sa sphère d'intérêt et son contrôle à tous les domaines d'activité publique et privée. Vos Pères Fondateurs entendaient le Bien-être Social comme ces éléments qui seraient également disponibles pour tous les citoyens, tels que les routes, et non des

subventions qui seraient prises aux producteurs et versées à des non-producteurs. L'interprétation actuelle est une perversion complète de la Constitution.

Et comment un cadet de l'espace appelé Gyeorgos Ceres Hatonn en sait-il autant? PARCE QUE, MES FRÈRES, J'ÉTAIS LÀ QUAND VOS PÈRES FONDATEURS ONT ÉCRIT LA CONSTITUTION EN PREMIER LIEU! AINSI SOIT-IL.

CE QU'IL FAUT FAIRE EN VUE DE LA RESTAURATION

Avant que le gouvernement constitutionnel puisse être rétabli aux États-Unis, certaines actions seront nécessaires. Pour éviter l'anarchie, il doit exister un mouvement ordonné de la population et une unité avec la justice:

(1) Vous devez abolir l'impôt sur le revenu des personnes physiques et des sociétés, ou bien le remplacer par quelque chose comme un impôt général de 5% sur les transactions, qui serait juste, équitable, facile et peu coûteux à administrer et ne coûterait qu'un tiers autant pour chaque dollar reçu par le gouvernement que dans le système actuel d'imposition des revenus.

(2) Remplacer la Réserve Fédérale par un système monétaire constitutionnel qui rendrait impossible toutes les dépenses déficitaires continues du gouvernement fédéral et assurerait une unité monétaire stable et l'intégrité des contrats pour les années à venir. Cela préserverait également la valeur de certains investissements tels que les actions, obligations, titres de tous types, dépôts bancaires, polices d'assurance, etc., qui perdent tous de la valeur avec la hausse de l'inflation.

(3) Remplacer le système de Sécurité Sociale par un Régime Universel, qui créerait des propriétés pour chaque personne percevant un revenu. Ces propriétés resteraient intactes pour les héritiers et les légataires, peu importe le moment du décès; elles fourniraient des revenus de retraite plusieurs fois plus importants que ceux perçus actuellement au titre de la Sécurité Sociale, et ce serait toujours selon les désirs du contributeur individuel.

Ce serait un grand départ. La mise en œuvre de ces propositions constituerait l'une des révolutions socio-économiques les plus importantes, les plus bénéfiques et les plus profondes de l'histoire de l'humanité et créerait une société dans laquelle les personnes âgées ne seraient plus un fardeau pour les jeunes et où des dizaines de millions de personnes profiteraient d'une retraite confortable entièrement grâce à leurs propres économies.

Certains d'entre vous diront: "Mais qu'en est-il de tout cet argent emprunté et dû -- cette dette nationale! ?, Est-il moral de ne pas la rembourser"? QUI A MIS EN PLACE CE SYSTÈME UNIVERSEL D'ARNAQUE EN PREMIER LIEU? LES BANQUES! POURQUOI EST-CE QUE VOUS LE PEUPLE DEVREZ PAYER ENCORE ET ENCORE POUR LEURS COMBINES DESTINÉES À GAGNER TOUTES LES RICHESSES ET LE CONTRÔLE DE VOTRE PLANÈTE À VOTRE DÉTRIMENT? LES ENTITÉS QUI ONT INJUSTEMENT CAUSÉ ET CRÉÉ DÉLIBÉRÉMENT LE CRIME DOIVENT ÊTRE CELLES QUI APPORTERONT LA JUSTICE À SA PROPRE SOURCE. REGARDEZ AUTOUR DE VOUS -- LES ESCROQUERIES ET LES VOLS ILLÉGAUX, PENDANT QUE VOUS PAYEZ DEUX OU TROIS FOIS POUR QUE LES CRIMINELS GAGNENT TOUJOURS PLUS, DOIVENT CESSER!

Les États-Unis se tiennent aujourd'hui ou sur le seuil de la grandeur infinie ou du déclin rapide et de la dégénérescence, comme cela n'a jamais été vu auparavant. C'est aussi simple que cela et terrifiant. Si votre nation tombe dans de telles conditions, elle entraînera la civilisation de l'entièreté du monde Occidental dans un nouvel Âge Obscure dans lequel toute liberté et toute autonomie seront perdues -- et ensuite toutes les nations tomberont.

Vous avez encore une alternative. Même ces juges et politiciens qui trahissent quotidiennement votre Constitution en parlent encore du bout des lèvres. Si votre Congrès, vos cours et vos agences gouvernementales peuvent être amenés à suivre ce document incomparable à la lettre, en esprit et en vérité, votre nation connaîtra une renaissance, comme le Phénix renaissant de ses cendres dans une vie renouvelée et glorieuse. COMBIEN ENTENDRONT-ILS LE CRI DU PHÉNIX À TEMPS? VOUS POUVEZ LE FAIRE SI VOUS LE VOULEZ!

SALUT.

ADDENDUM

ENREG. N° 1 HATONN

JEUDI, 28 JUIN, 1990; 7H45. L'AN 3, JOUR 316.

Dharma, Hatonn est présent dans l'amour et la lumière de radiance. Il viendra dans votre attention ce jour, des choses douloureuses qui susciteront de grandes questions concernant l'humanité.

Dans le feu des changements, l'émotion la plus répandue émerge comme la maléfique maladie qu'elle est -- la haine suscitée par l'envie et le ressentiment. Les incendies disséminés -- celui de Santa Barbara par exemple -- sont allumés par des personnes tellement remplies de haine qu'elles ne peuvent s'empêcher de se consumer.

L'homme est irrité dans l'irrationalité contre ce qui le consume et ne voit aucun espoir; aucun moyen d'arrêter le démon qui est en train de le dévorer pouce par pouce tortueux. NOUS AJOUTERONS À L'INFORMATION QUI RENDRA VOTRE PEUPLE LIBRE. L'HOMME SERA ENCORE CAPABLE D'ENTRER EN COMMUNAUTÉ À MESURE QUE VOUS VOUS RÉUNISSEZ POUR VOUS LIBÉRER DU DRAGON.

À mesure que la vérité se répandra, le tumulte se propagera à travers le pays et nous aurons alors un autre type de problème. Remplacer la tyrannie par une autre et pire forme d'anarchie est impensable. C'est comme soigner le SIDA; si vous ne guérissez pas le comportement qui cause la maladie, vous ne trouverez PAS le traitement -- le traitement vient de l'intérieur et ne peut s'épanouir en présence de la haine et du mal. Vous disposez d'un merveilleux système pour prendre les rênes du gouvernement instantanément, par conséquent, l'anarchie n'est pas nécessaire.

L'anarchie vient de l'absence d'un système pour remplacer ce qui est mis en pièces. Vous retournerez dans un système proche de la perfection dans sa structure. La "révolution" devrait vous ramener à la stabilité plutôt qu'au chaos. Portez toujours l'anticipation de la reconquête comme objectif et le reste tombera dans l'équilibre.

Oui, chéla, ta perception est correcte. La prochaine grande illumination par laquelle des mesures peuvent être prises consiste à attirer l'attention du public sur la vérité sous un autre format, puis à se joindre aux pétitions et à exiger la dissolution de la Réserve Fédérale. C'était le début de la chute et de la prise au piège qui a conduit à l'usurpation restante de votre Constitution, a introduit les impôts sans votre avis et

corrompu tout le système gouvernemental et social -- les banquiers ont décidé de contrôler et de s'approprier le monde et ils ont réussi.

Cependant -- ils n'ont PAS ENCORE MANŒUVRÉ POUR VOUS ENLEVER LA CONSTITUTION; EN DÉPIT D'UN FIL TRÈS FIN QUI VOUS MAINTIENT À FLOT. RETOURNEZ VOTRE GOUVERNEMENT ET VOTRE SYSTÈME AU PEUPLE, POUR LE PEUPLE, DU PEUPLE, ET PAR LE PEUPLE ET VOUS PRÉVAUDREZ, ET VÉRITÉ ET DIVINITÉ PEUVENT SE PROPAGER À TRAVERS LES NATIONS DANS UNE MERVEILLEUSE FRATERNITÉ AU LIEU DU CONTRÔLE GLOBAL ASSERVISSANT DES CONSPIRATEURS MALÉFIQUES. LE VOYAGE NE SERA PAS FACILE -- MAIS CELA SERA FAIT CAR CELA VIENT DE DIEU. MARCHEZ DANS LA BEAUTÉ ET LA PAIX CE JOUR POUR QUE NOTRE TRAVAIL PUISSE COULER EN ABONDANCE ET ATTEINDRE ET TOUCHER NOS FRÈRES.

Veillez noter ce que votre président a fait. Il a "pardonné" plus de 15 milliards de dollars de dette Latino-Américaine -- pour quoi? Avec des conditions imposant que les nations répondent aux exigences du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale. Combien ont remarqué l'étreinte mortelle alors qu'il projetait quelque chose qui "paraissait" si gentil et bon -- une "nation plus douce"! Cela veut dire verser ces pays pauvres de la poêle à frire dans les fosses de la tempête de feu. Pleurez pour vos nations et vos peuples, puis permettez-nous de poursuivre avec notre vérité, car le temps est si bref.

À ceux qui me demandent un apport personnel, soyez patients avec nous, car nous sommes tellement limités par la fonction humaine. Pour ceux qui ne peuvent pas trouver la paix dans le travail et l'emplacement, vous devrez trouver la paix en vous et entendre la voix du Maître car Hatonn devient brutal dans les cris de non-sens métaphysiques alors que votre nation s'effondre au bord de la destruction, dont elle ne se remettra jamais si elle n'est pas rétablie dans la vérité de l'ADN de la vie Constitutionnelle. Le flux de vie d'une nation et d'une société est basé sur la structure de l'ADN de sa vie même. La vôtre est une merveilleuse Constitution établie en présence de Dieu. Elle avait des défauts car l'homme était l'homme et avait de grandes leçons à apprendre. Il a abusé de ses frères des peuples natifs de Dieu et il a écrit des échappatoires pour permettre la croissance à partir de l'esclavage, mais c'était la meilleure jamais conçue pour guider et préserver une nation; même alors, ce n'était pas la Constitution, c'était l'homme faisant sa traduction sectaire des lois -- et vous avez permis qu'elle soit tirée et écartelée. VOUS ÊTES FACE À FACE AVEC VOTRE ARMAGEDDON, MES FRÈRES BIEN-AIMÉS -- VOUS ÊTES FACE À FACE AVEC VOTRE ENNEMI; COMMENT ALLEZ-VOUS RÉPONDRE? DIEU ATTEND, VOUS

DONNE DES INSTRUCTIONS ET MARCHE À JAMAIS AVEC VOUS -- QUE FEREZ-VOUS?

Vous regagnerez votre honneur et votre royaume Divin en utilisant ces feuilles de route qui vous sont présentées -- les utiliserez-vous? Ou désirerez-vous simplement continuer à vous asseoir sur vos avoirs en essayant de vous accrocher à toutes vos "choses" pendant que vous "élevez vos vibrations pour ascensionner"? Oubliez cela -- l'ascension est le mot-jargon dans ce cas, car vous sauvez vos avoirs en vous levant et en vous penchant sur le travail à accomplir. De plus, si vous vous asseyez sur vos biens en travers du chemin; vous serez roulés dessus à mesure que les décombres sur le parcours sont écartés. PERSONNE ET AUCUNE CHOSE NE FONDRÀ DE QUELQUE PART POUR SAUVER VOS AVOIRS OU VOUS ENLEVER VERS UNE VILLE SAINTE VAPOREUSE AUX RUES DORÉES. VOUS ALLEZ VOUS Y METTRE ET RECONSTRUIRE LE ROYAUME DE DIEU, CAR NOUS SOMMES VENUS POUR TRAVAILLER AVEC VOUS AUTRES POUR LA RECONQUÊTE DE CETTE MERVEILLEUSE CRÉATION APPELÉE TERRE. MÈRE/PÈRE CRÉATEUR-CRÉATION, RECONQUERRA, SERA RECONQUISE, GUÉRIE ET REMISE EN ORDRE, ET VOUS ALLEZ LE FAIRE OU PÉRIR. AUCUN GRAND ENLÈVEMENT POUR VOUS RETIRER D'AVANTAGE DE RESPONSABILITÉ. LORSQUE LE GRAND RAVISSEMENT SE PRODUIRA, IL NE SERA PAS COMME LES MAGNIFIQUES GURUS DE LA MÉTAPHYSIQUE VOUS LE DISENT, MES FRÈRES -- ET BEAUCOUP D'ERRANTS DÉSAPOINTÉS ET PARESSEUX DANS LE VIDE SANS-ESPRIT DU "ATTENDEZ ET SOYEZ" SERONT EN TRAIN DE TORDRE LEURS MAINS DANS LA DÉBILITATION ÉGOTIQUE PENDANT QU'ILS DISENT LEUR AU REVOIR ET RÉALISENT QUE LE PRINCE MALÉFIQUE LES A TRUCIDÉ -- UNE FOIS ENCORE!

COMMENT PUIS-JE SAVOIR? JE SUIS ATON! MOI ET MES HÔTES SOMMES VENUS VOUS DONNER LA VÉRITÉ ET VOUS MONTRER LA VOIE -- CE QUE VOUS EN FAITES EST VOTRE CHOIX. AINSI SOIT-IL!

* * * * *

SERVICE POSTAL ET TARIFS POSTAUX AUX ÉTATS-UNIS

Ceci est essentiellement dans le but d'exposer la situation au sujet de votre Service Postal Américain, de vous donner la lettre de la loi, vos droits Constitutionnels et de vous demander de sortir et de prendre position avec d'autres qui "SONT EN TRAIN DE FAIRE QUELQUE CHOSE".

Il y a encore d'excellents arguments qui sont avancés mais les réponses des manipulateurs sont très sporadiques car, voyez-vous, sans la "nouvelle" Constitution, il n'y a pas de branche LÉGALE sur laquelle se tenir. Le Service Postal est exactement comme tout le reste de votre Constitution -- il a été putréfié et empoisonné -- tout en vous le volant en tant que peuple. OUVREZ VOS YEUX! NON, LE RÉGLER NE CAUSERA PAS LE CHÔMAGE -- IL RAMÈNERA UN SYSTÈME EN CHAOS TOTAL À L'ORDRE ET À LA PROSPÉRITÉ.

LE MENSONGE EST QUE TOUT LE MONDE A BEAUCOUP À PERDRE. LES CONSPIRATEURS ET LES MANIPULATEURS DU GOUVERNEMENT VOUS DISENT QUE SI VOUS RÉTABLISSEZ CES CHOSES, LA NATION TOMBERA ET IL Y AURA DE LA DÉPRESSION ET DU CHÔMAGE, ET, ET, ET. QUE PENSEZ-VOUS ÊTRE EN TRAIN DE TRAVERSER MAINTENANT? LES SEULS QUI N'EN BÉNÉFICIERONT PAS AU-DELÀ DE TOUTE MESURE SONT LES ODIEUX MARCHANDS DE TRAHISON QUI VOUS ONT VENDU. LES BANQUIERS PAIERONT ET LES POLITICIENS INFIDÈLES ET CORROMPUS S'EFFONDRERONT. MAIS VOTRE GOUVERNEMENT RETROUVERA LA STABILITÉ ET VOTRE PAYS S'ÉPANOUIRA DE NOUVEAU COMME LE LOTUS DANS UN ORDRE MAGNIFIQUE ET ÉPANOUI. SANS ESPOIR? OH NON! SI VOUS AGISSEZ PENDANT QU'IL EST ENCORE TEMPS ET RÉTABLISSEZ LA FONCTION CONSTITUTIONNELLE TELLE QU'ÉTABLIE PAR VOS PÈRES FONDATEURS, VOUS ENTREREZ DANS LA PROSPÉRITÉ COMME VOUS N'EN AVEZ JAMAIS RÊVÉ. VOUS ÊTES UN PEUPLE DU MENSONGE. RÉVEILLEZ-VOUS ET PRENEZ VOTRE BOUCLIER ET RECONQUÉRON VOTRE ROYAUME.

SÉCURITÉ

Je tiendrai l'auteur de la lettre suivante, etc., dans la sécurité pour le moment. Nous lui ferons un grand honneur plus tard; mais à mesure que je produis ceci dans le Journal, il figurera sur la liste noire et nous ne le placerons pas dans ce type de danger. Je vais cependant republier sa lettre de focus du moment et noter que l'œuvre provient de Californie. Pas seulement de Californie, mais cela suffira pour le moment. Je vais

également énumérer ceux à qui la lettre est envoyée pour que vous puissiez adapter la vôtre en conséquence, au besoin. ET S'IL VOUS PLAÎT, FAITES EN SORTE QUE LE BESOIN SE FASSE SENTIR!

Dharma, cite simplement l'information, s'il te plaît, avec les noms et adresses, mais laisse l'expéditeur en sécurité.

COPIE:

11 Mai 1990

De:

Mr. Yre CmUppance

XXXXXXXXXXXX

XXXXXXXXXXXX

À:

Congressman Jim Bates

430 Davidson Street, Ste. A

Chula Vista, Californie 92010-2496

Copies à:

Senator Alan Cranston

United States Senat, Suite 112

Hart Senat Office Building

Washington, D.C. 20510

Senator Pete Wilson

United States Senat, Suite 170

Hart Senat Office Building

Washington, D.C. 20510

Margaret Sellers

General Manager/Postmaster

U.S. Postal Service

2535 Midway Drive

San Diego, California 92138

Beate M. Boyd

Consumer Affairs Representative
U.S. Postal Service
San Diego, California 92119-9631

U.S. Postal Service
Field Legal Services
San Bruno, California 94099-4824

Cher membre du Congrès Bates,

Je m'excuse d'avoir adressé une copie de la première de mes lettres sur ce sujet au membre du Congrès Duncan Hunter (j'étais dans son district l'année dernière), mais vous auriez dû recevoir une copie de ma deuxième lettre datée du 17 Mars 1990. Je n'ai pas encore reçu de réponse à cette lettre de n'importe lequel des fonctionnaires énumérés ci-dessus.

Je vous adresse cette lettre en tant que mon représentant au Congrès des États-Unis. J'espère que vous veillerez à ce que le Service Postal Américain se conforme à la loi conformément au 81 U.S. Statute L. 613 et lui demanderez d'informer tous ses employés de cette loi afin que ni moi ni mes destinataires n'aient davantage besoin de se battre contre les requêtes officielles de courrier ou d'affranchissement non délivrés par des employés mal informés du Service Postal Américain.

Ce qui suit est essentiellement une répétition de la lettre du 17 Mars qui a été envoyée à toutes les personnes énumérées ci-dessus, sauf qu'elle vous est adressée, à vous membre du Congrès Bates, au lieu de Margaret Sellers, qui était la destinataire de la lettre du 17 Mars. Cette lettre et toutes celles envoyées à ceux énumérés ci-dessus ont été envoyées par Courrier Recommandé.

Cette correspondance fait suite à une lettre de Beate M. Boyd, au nom de Margaret Sellers, datée du 28 Février 1990 et à moi adressée en réponse à ma lettre du 11 Février, concernant les Lois Américaines en général qui concernent les Tarifs Postaux Américains.

Selon une lettre adressée par Margaret Sellers au membre du Congrès Bates le 29 Septembre 1989, elle a admis qu'elle était "...incapable d'expliquer pourquoi ces lois ne sont actuellement pas reflétées dans le U.S. Code 39..." Dans la lettre de Margaret Sellers, elle m'a dit que la loi à laquelle j'ai fait référence "N'EST PAS VALIDE". Même si abrogée cela est censé signifier, je ne peux croire sur parole qui que ce soit. Où est la preuve? Dans ma correspondance précédente avec Margaret Sellers, j'estime avoir fourni de nombreuses preuves du contraire.

Si je comprends bien, le T. 39 était "Révisée et Reconstituée en Droit Positif par une Loi du 12 Août 1970, Pub. L. 91 375, 84 US Stat. 719" (Reorganization Act -- Loi sur la Réorganisation). Le Titre 39 est indiqué sur la couverture intérieure de la liste USCS des Titres de l'U.S. Statute comme ayant été "promulgué en loi". Il semble qu'il n'y ait jamais eu d'abrogation ni de modification du 81 U.S. L. 613, qui stipule que:

"...le taux d'affranchissement sur le courrier de première classe pesant treize onces ou moins est de 6 centimes par once ou fraction d'once..."

Le fait que ce soit "une Loi Fédérale vieille de 30 ans", selon Margaret Sellers, n'en fait pas moins une loi. La Loi Pony Express de 1845 est ce qui confère aux membres de l'U.S. Postal Service Union le monopole du courrier de première classe. La Constitution des États-Unis est beaucoup plus ancienne et, malgré son usurpation par certains fonctionnaires et juges de la cour suprême, elle reste la loi du pays.

Une loi n'est-elle pas valable tant qu'elle n'est pas explicitement abrogée? Comment l'omission de l'article 4000 des éditions plus récentes des U.S. Statutes (Lois Américaines) en général peut-elle abroger la loi? Comment un "Conseil des Gouverneurs" peut-il abroger ou rédiger une loi qui aurait préséance sur la 81 U.S. Statute L. 613? Une Loi du Congrès Américain n'est-il pas requise pour ce faire?

Afin d'obtenir des réponses définitives et justifiées à ces questions, j'ai joint une copie du Postage Law Research avec une copie de la lettre du 17 Mars au Bureau de l'U.S. Postal Service Field Legal Services (Services Juridiques des Services Postaux des États-Unis). Une copie de ce document a été envoyée à Margaret Sellers comme pièce jointe à ma première lettre. Cette fois, une copie du Postage Law Research est jointe à toutes les copies de cette lettre à toutes les parties énumérées ci-dessus.

S'il vous plaît agissez sur cette question et rapidement.

Cordialement,

Y.CmUppance

* * * * *

Dharma, étant donné que le document US Statutes at Large ci-joint est un document réimprimé (copie), même si la qualité de la copie est assez mauvaise, je demande qu'il soit simplement recopié et placé dans ce Journal à cet endroit.

C'est l'outil que tous devront utiliser pour joindre une preuve si des politiciens ou des employés de la Poste le demandent -- vous savez, vos SERVITEURS publics!

La loi dit clairement:

DANS LE 81 U.S. STAT. LG. 613 (PUB. L. 90-206, 16 DÉCEMBRE 1967; H. R. 7977)
PAGE 613:

DROIT PUBLIC 90-206

UNE LOI

Pour ajuster certains tarifs postaux de compensation de base pour certains dirigeants et employés du gouvernement fédéral, et régler l'envoi d'annonces de proxénétisme, et à d'autres fins.

Que ce soit adopté par le Sénat et la Chambre des Représentants des États-Unis d'Amérique réunis au Congrès, cette Loi peut être citée comme le "postal Revenue and Federal Salary Act de 1967" (Loi de 1967 sur le Revenu Postal et le Salaire Fédéral).

16 Décembre 1967

[H. R. 79771]

Loi de 1967 sur le Revenu Postal et le Salaire Fédéral.

TITRE I - TARIFS POSTAUX

COURRIER DE PREMIÈRE CLASSE

74 Stat. 664; Post, p. 614; 74 Stat. 663 664.

ARTICLE. 101. (a) Les Articles 4252 et 4253 du titre 39 du United States Code sont modifiés comme suit:

"Article 4253. Limites de Taille et de Poids

"La taille maximale du courrier de première classe est de cent pouces (2,54 m) de longueur et de circonférence combinées et le poids maximal de soixante-dix livres (31,75 kg).

"Article 4253. Taux d'affranchissement du courrier de première classe

(a) L'affranchissement du courrier de première classe est calculé séparément sur chaque lettre ou pièce de courrier. Sauf indication contraire dans le présent article, le taux d'affranchissement du courrier de première classe d'un poids égal ou inférieur à treize onces (368,5 g) est de 6 centimes par once (28,3 g) ou fraction d'once.

(b) Le courrier de première classe pesant plus de treize onces est expédié aux tarifs d'affranchissement fixés à l'article 4303 (d) du présent titre et a droit à la manutention et au transport les plus rapides possibles

(c) Le tarif d'affranchissement pour chaque carte postale et pour chaque partie d'une carte postale double, y compris le coût de production, ainsi que pour chaque carte postale et la partie initiale de chaque carte postale double conforme à l'article 4251 (c) de ce titre est 5 centimes.

(d) Le tarif d'affranchissement sur le courrier-réponse d'affaires est le tarif régulier prescrit dans le présent article, ainsi que les frais supplémentaires qui en découlent ...

Donc, dans le U.S. Stat. Lg. 613 (Pub. L. 90-206, 16 Décembre 1967; H. R. 7977) page 613 (ci-dessus), il est fait référence aux "articles 4252 et 4253 du Titre 39, U.S.C.", tels que modifiés, et le taux porté à six centimes. De manière significative, la loi présente ces Articles seulement entre guillemets. Comme pour le 76 Stat., il est fait la même référence au 74 U.S. Stat. 664 en petits caractères dans la marge latérale comme l'origine de cette deuxième modification de la loi sur les tarifs postaux.

Toutes les lois susmentionnées ont été adoptées par le Congrès antérieurement au 84 Stat. 719, qui est la "Loi de Réorganisation Postale de 1970", qui aurait abrogé le Post Office Department. etc., etc., etc. (voir réimpression suivante)

Par conséquent, qu'est-ce que je vous suggère de faire? Envoyez votre courrier de première classe conformément à la loi: **METTEZ SIX CENTIMES (DEUX TIMBRES DE 3 CENTIMES) DANS LA ZONE TIMBRE DE VOTRE ENVELOPPE ET EN DESSOUS EN IMPRIMÉ CLAIR (PAR CACHET OU À LA MAIN):**

"SELON LA LOI: 81 U.S. STAT. LG. 613 (PUB. L. 90-206)"

Qu'est-ce qui va se produire? Eh bien, beaucoup d'entre elles passeront inaperçues. La plupart seront retournées pour l'affranchissement additionnel. Que faire? Portez ces informations avec une lettre d'accompagnement avec les adresses appropriées sur votre lettre, en fonction de votre situation géographique, à votre bureau de poste local

et exigez du maître/maîtresse de poste local que votre courrier soit envoyé conformément à la loi.

Ceci, amis, est un autre exemple de loi mise en avant; les taux ont augmenté et VOUS ASSUMEZ JUSTE QUE CE QU'ILS FONT EST LICITE.

CE N'EST PAS AINSI! Et dans ce cas, il est encore plus flagrant dans le 84 Stat. 719 (Pub. L. 91- 375, 12 Août 1970), la "Loi sur la Réorganisation", les numéros d'Article passent de 3001 à 5001, comme indiqué dans les parties suivantes reproduites à partir des archives "officielles". Ce Loi indique les articles se terminant à 3685 et recommençant à 5001 SANS EXPLICATION POUR LES ARTICLES MANQUANTS. L'article 4253 n'est ni affiché ni référencé. Sur la page 774 de 84 Stat. 719 (Pub. L. 91- 375, 12 Août 1970), LA LOI PRÉCÉDENTE EST INDIQUÉE COMME TRANSFÉRÉE DANS CETTE LOI.

Maintenant, pourquoi supposez-vous que tout cela manque? Je savais que vous saviez! C'EST POUR VOUS EMPÊCHER VOUS LE PEUPLE DE SAVOIR! IL ÉTAIT À JUSTE TITRE ASSUMÉ QUE LE PUBLIC ROUSPÈTERAIT MAIS JAMAIS MÊME DE LOIN NE CONSIDÉRERAIT QUE LES LOIS ONT ÉTÉ DÉTRUITES. RÉVEILLEZ-VOUS, TÊTES ENDORMIES, OU ASSUMEZ VOTRE PROPRE RESPONSABILITÉ POUR CE QUI EST EN TRAIN DE DESCENDRE SUR VOUS. SI VOUS PERMETTEZ À LA CONSTITUTION D'ÊTRE PRODUITE COMME PRÉVUE PAR LES CRIMINELS, VOUS MÉRITEZ INDUBITABLEMENT CE QUI VIENDRA À SE PASSER!

VOUS MARCHEREZ AVEC FORCE ET L'EMPORTEREZ SI VOUS ASSUMEZ LA RESPONSABILITÉ ET RESPECTEZ LA LOI CONSTITUTIONNELLE QUI EST! AINSI SOIT-IL ET SÉLAH. AHO!

Recherche sur la Loi Relative aux Tarif Postaux

LES LOIS AMÉRICAINES EN GÉNÉRAL

Recherche sur la(les) loi (s) relatives au "tarif postal" sous le Titre 39 USC a révélé un certain nombre d'irrégularités et d'omissions dans lesdites "lois" promulguées comme partie intégrante de la "Loi sur la Réorganisation" de 1970.

Volume 74 United States Statutes at Large, p. 644 (Droit Publique 86682 du 2 Septembre 1960), Titre 39 USC Article 4253 :

§4253. Tarifs postaux sur le courrier de première classe

a) L'affranchissement du courrier de première classe est calculé séparément sur chaque lettre ou pièce de courrier. Le tarif d'affranchissement sur le courrier de première classe est de quatre centimes pour chaque once ou une fraction d'une once, sauf que le taux ...

1) Sur les lettres de dépôt sont de trois centimes pour chaque once ou fraction d'une once;

2) Pour chaque carte postale et chaque portion de carte postale double, frais de production compris, est de trois centimes;

3) Pour chaque carte postale et la partie initiale de chaque carte postale double conformément à l'article 4251(c) de ce titre est de trois centimes.

b) Le tarif d'affranchissement sur le courrier-réponse d'affaires est le tarif normal prescrit au paragraphe (a) du présent article, ainsi que des frais additionnels de deux centimes par pièce pesant deux onces ou moins et de cinq centimes par pièce pesant plus de deux onces. L'affranchissement et la taxe sont à récupérer à la livraison

Indique que le coût pour chaque once d'affranchissement de première classe est de quatre centimes -- Article 4253(a). Contrairement au 81 U.S. Stat. 613, il n'y a pas de guillemets inhabituels entourant ces adoptions du Congrès.

Vol. 76 U.S. Stat. L. 832 (Pub. L. 87-793, 11 Octobre 1962; H.R. Bill 7927) page 832:

Droit Public 87-793

11 Octobre 1962

[H. R. 79271]

Loi de 1962 sur les Salaires des Employés de la Poste et de l'Administration Fédérale

UNE LOI

Pour ajuster les tarifs postaux et à d'autres fins.

Que ce soit adopté par le Sénat et la Chambre des Représentants des États-Unis d'Amérique réunis au Congrès, Que cette Loi peut être citée comme la "Loi de 1962 sur les Salaires des Employés de La Poste et de l'Administration Fédérale".

Partie I - SERVICE POSTAL

Titre I - Tarifs Postaux

Courrier de Première Classe.

74 Stat. 644.

ARTICLE 101. L'article 4253(a) du titre 39 du U.S. Code est modifié par la suppression des mots "quatre" et "trois", où qu'ils se trouvent dans le paragraphe (a), et par leur remplacement par les mots "cinq" et "quatre", respectivement.

Indique une augmentation des tarifs postaux de 4 à 5 centimes pour le courrier de première classe. Une fois encore, contrairement au 81 Stat. 613, il n'y a pas de guillemets entourant ces adoptions du Congrès. Il est fait référence au 74 Stat. 664 en très petits caractères dans la marge latérale comme l'origine de cet amendement à la loi sur les tarifs postaux.

Dans le 81 U.S. STAT. LG. 613 (PUB. L. 90-206, 16 DÉCEMBRE 1967; H. R. 7977)
PAGE 613:

Droit Public 90-206

16 Décembre 1967

[H. R. 7977]

Loi de 1967 sur les Revenus Postaux et les Salaires Fédéraux

UNE LOI

Pour ajuster certains tarifs postaux, pour ajuster les taux de rémunération de base de certains dirigeants et employés du Gouvernement Fédéral et pour réglementer l'envoi d'annonces de proxénétisme, ainsi qu'à d'autres fins.

Que ce soit adopté par le Sénat et la Chambre des Représentants des États-Unis d'Amérique réunis au Congrès, Que cette Loi peut être citée sous le titre de "Loi de 1967 sur les Revenus Postaux et les Salaires Fédéraux".

TITRE I - TARIFS POSTAUX

Courrier de Première Classe

74 Stat. 664.

ARTICLE 101. (a) Les articles 4252 et 4253 du titre 39 du U.S. Code sont modifiés comme suit:

§4253. Limites de taille et de poids

La taille maximale du courrier de première classe est de cent pouces de longueur et de circonférence, le poids maximal étant de soixante-dix livres.

§4253. Frais de port sur le courrier de première classe

"(a) L'affranchissement du courrier de première classe est calculé séparément sur chaque lettre ou pièce de courrier. Sauf indication contraire dans le présent article, le tarif d'affranchissement d'un courrier de première classe pesant treize onces ou moins est de 6 centimes par once ou fraction d'une once.

"(b) Le courrier de première classe pesant plus de treize onces est expédié aux tarifs d'affranchissement fixés à l'article 4303(d) du présent titre et bénéficiera des conditions de traitement et de transport les plus rapides qui soient. (post, p. 614)

"(c) Le montant des frais de port pour chaque carte postale et pour chaque partie d'une carte postale double, y compris le coût de production, ainsi que pour chaque carte postale et la partie initiale de chaque carte postale double conformément à l'article 4251 (c) de ce titre est de 5 centimes (74 Stat. 663 664).

"(d) Le tarif d'affranchissement du courrier-réponse d'affaires est celui qui est recommandé dans le présent article. Ce montant est majoré des frais additionnels...

Il est fait référence aux "Articles 4252 et 4253 du Titre 39, USC", tels qu'ils ont été modifiés, et le taux a été porté à six centimes. De manière significative, la loi ne présente que ces Articles entre guillemets. Comme avec le 76 Stat., il y a la même référence au 74 US Stat. 664 en petits caractères dans la marge latérale comme l'origine de ce deuxième amendement de la loi sur les tarifs postaux.

Toutes les lois susmentionnées ont été adoptées par le Congrès antérieurement au 84 Stat. 719, qui est la "Loi de Réorganisation Postale de 1970", qui aurait abrogé le Post Office Department.

Dans le 84 Stat. 719 (Pub. L. 91-375, 12 Août 1970), la "Loi de Réorganisation":

Droit Public 91.375

12 Août 1970

[H. R. 17070]

UNE LOI

Pour améliorer et moderniser le service postal, réorganiser le Post Office Department et à d'autres fins.

Qu'il soit adopté par le Sénat et la Chambre des Représentants des États-Unis d'Amérique réunis au Congrès, Que cette Loi peut être citée comme la "Loi sur La Réorganisation Postale". (Postal Reorganization Act)

ARTICLE. 2 Titre 39. U.S. Code, est révisé et reconstitué et des articles peuvent être cités comme le "39 U.S.C.", comme suit:

(74 Stat. 578)

TITRE 39 - SERVICE POSTAL

Partie	Article
1. GÉNÉRAL	101
2. PERSONNEL	1001
3. MODERNISATION ET ADMINISTRATION FISCALE	2001
4. ENVOIS POSTAUX	3001
5. TRANSPORT DE MAIL	5001

Partie I - GÉNÉRAL

CHAPITRE	Article
1. Politique Postale et Définitions	101
2. Organisation	201
3. Autorité Générale	401
4. Transport de Lettres Privé	601

...

Les numéros de l'Article passent de 3001 à 5001, comme indiqué dans le contenu. Cette Loi indique les articles se terminant à 3685 et recommençant à 5001 sans aucune explication pour les articles manquants. L'article 4253 n'est pas affiché ni référencé.

Sur la page 774 du 84 Stat. 719 (Pub. L. 91-375, 12 Août 1970), il a été montré que l'ancienne loi avait été transférée dans celle-ci:

DISPOSITIONS D'ÉPARGNE

ARTICLE 5. (a) Tous les ordres, déterminations, règles, règlements, permis, contrats, certificats, licences et privilèges --

(1) qui ont été délivrés, mis en œuvre, concédés ou autorisés à devenir effectifs--

(A) En vertu de toute disposition de loi modifiée par la présente Loi: ou

(B) Dans l'exercice des droits, pouvoirs ou fonctions transférés sous la présente Loi; par (i) tout département ou organisme dont certaines fonctions sont transférées par la présente Loi, ou (ii) toute juridiction compétente; et

(2) qui sont en vigueur au moment où le Service Postal des États-Unis entre en activité, restent en vigueur conformément à leurs termes jusqu'à ce qu'ils soient modifiés, résiliés et supplantés, mis de côté ou abrogés par le Service Postal (dans l'exercice de tout pouvoir qui lui est dévolu par la présente Loi), par toute cour compétente ou par effet de la loi.

Dans cette Loi, il est réimprimé en tant que version révisée de l'ancien Titre 39, le nouveau texte du Titre 39:

APPENDICE

Dispositions de l'Ancien Titre 39

Publ. 91-375, §2, 12 Août 1970, 84 Stat. 719, Titre 39 révisé et reconstitué, sous réserve de certaines dispositions de sauvegardes (voir l'article 5 de Publ. 91-375, indiqué comme une note précédant l'article 101 du nouveau Titre 39).

En conséquence, les dispositions de l'ancien Titre 39, The Postal Service, telles qu'elles ont été adoptées à l'origine par le Publ. 86-682, le 2 Septembre 1960, 74 Stat. 579 et existant au moment de la révision et de la reconstitution, sont énoncées dans la présente Annexe pour raisons pratiques.

Pour la disposition des articles de l'ancien Titre 39 dans le nouveau Titre 39 et la dérivation des articles du nouveau Titre 39, voir les Tableaux exposés dans la documentation préliminaire figurant au début du présent volume.

TITRE 39

SERVICE POSTAL

"Partie	Article
I. GÉNÉRAL	1
II. ADMINISTRATION FISCALE	2001
III. PERSONNEL	2001
IV ENVOIS POSTAUX	4001
V COURRIER SPÉCIAL ET SERVICE BANCAIRE	5001
VI. SERVICES DE LIVRAISON ET DE TRANSPORT	3101

"PARTIE I - GÉNÉRAL

CHAPITRE	Article
1. Définitions et Application	1
3. Organisation	301
5. Dispositions Générales	501
7. Bureaux de Poste	701
9. Transport de Lettres Privé	901

...

§ 4253. Tarifs postaux sur le courrier de première classe

(a) L'affranchissement du courrier de première classe est calculé séparément sur chaque lettre ou pièce de courrier. Sauf indication contraire dans le présent article, le tarif d'affranchissement d'un courrier de première classe pesant treize onces ou moins est de 6 centimes par once ou fraction d'une once.

...

Il n'y a pas de changement dans les tarifs postaux. Comme le 81 Stat., Tous les articles de cette Loi sont entre guillemets. Ne confondez pas les numéros d'Article de la Loi avec les numéros d'Article du Titre 39 cité.

Dans ce 84 Stat. Section 3 à la page 773 se trouve:

"CONTINUITÉ DES FRAIS ET DES TARIFS EXISTANTS"

* Article 3. Les classes de courrier, les tarifs d'affranchissement et les frais pour les services postaux prescrits par une loi ou une réglementation prise ou adoptée avant la date d'entrée en vigueur du sous-chapitre II du Chapitre 36 du Titre 39, U.S. Code, tels qu'édictees par l'article 2 de la présente Loi (*), seront en vigueur selon les termes de cette loi ou de cette réglementation jusqu'à ce qu'ils soient modifiés conformément à ce sous-chapitre".

** L'Article 2 de cette Loi concerne "Les tarifs et les classes de courrier permanents" à partir de l'Article 3621 à 3628. La Loi est toujours entre guillemets ici.

Aucune autre augmentation n'a été trouvée dans une recherche dans les Index des Lois en Général du Vol. 81 (1967) au Vol. 99 Stat. Lg. (1986), cherchant sous les mots "Post Office" (Bureau de Poste), "Postal Service", "Postage Rates" (Tarifs Postaux), etc., qui ont révélé les lois susmentionnées.

Les années restantes ne sont pas dans un Volume relié typique. Il existe des "feuilles préliminaires" des Lois, elles n'ont pas encore été examinées de manière approfondie, mais il "semble" qu'il n'y ait pas de changement dans la loi décrite ci-dessus.

LES LIVRES DE CODE

Il est intéressant de noter que ces textes législatifs sont re-présentés dans "United States Code Annotated" (USCA), plus communément cité, publié par West's Publishing Co. et/ou dans le "United States Codes Service" (USCS) publié par le Lawyer's Cooperative Co. L'USCS (Code Service) pourrait être considéré comme le choix le moins important à utiliser comme référence juridique dans tout document déposé devant une cour. Lorsqu'on examine l'un ou l'autre de ces livres de "Code", il n'y a aucune mention du Titre 39 USC Article 4253, ni aucune mention des tarifs postaux ou des coûts dans les endroits où ils devraient apparaître.

Dans les livres USCA et USCS au Chapitre 36 ("Envois Postaux; Tarifs, Classes et Services Postaux"), les numéros d'article du code s'arrêtent à l'Article 3685 et recommencent au Chapitre 50, qui concerne le "Transport de Courrier". Les Chapitres 37 à 49 ne sont pas imprimés comme faisant partie du livre régulièrement publié pour le Titre 39 USC, mais ils existent.

Les articles relatifs aux tarifs postaux qui y étaient abordés auraient apparemment dû être trouvés au Chapitre 39. Une recherche des "parties de poche"⁴ de ces deux œuvres ne fait pas référence au Titre 39 USC Article 4253.

Parce que l'USCS (Code Service) peut être considéré comme la moindre des deux citations du Code, et parce qu'il dispose en fait de moins d'informations sur ce sujet de taux 4253, il sera traité en premier.

U.S.C.S.

Deux éditions différentes de l'USCS (Service Code) ont été étudiées. L'une avait un droit d'auteur de 1970. L'autre avait un droit d'auteur de 1978. Les deux avaient une "partie de poche" actualisée similaire à celle de l'USCA. Il n'y a aucune référence à l'Article 4253 dans l'USCS. Comme avec l'USCA, les numéros d'article s'arrêtent à 3685 et recommencent à 5001. Aucun espace ne divise cette absence de numérotation d'article. Les chiffres ne sont tout simplement pas imprimés. Aucune raison pour cette omission n'est donnée. Dans la préface, page xv, dans les "Tableaux de Références Parallèles" du livre lui-même, il est dit que l'Article 4253 a été "omis", à l'instar de nombreux autres. Le tableau de "Dérivation" de l'édition de 1970 indique qu'il a été révisé avec le nouveau Titre 39. Il ne montre pas le 4253. Il n'y a pas eu de commentaire concernant le 4253 dans la "partie de poche".

L'USCS indique toutefois dans les deux Tableaux Comparatifs ci-dessus comme dans la préface de la page xiii que le Titre 39 était "Révisé et Reconstitué en Droit Positif par une Loi, le 12 Août 1970, Pub. L. 91 375, 84 Stat. 719". Le Titre 39 est indiqué sur la couverture intérieure de la liste des Titres de l'US Statute de l'USCS comme ayant été "promulgué en loi".

U.S.C.A.

Le droit d'auteur de l'USCA (Code Annotated) référencé datait de 1980 et comportait une "partie de poche" actualisée récemment. Comme avec l'USCS, les numéros d'article du Titre 39 dans l'USCA s'arrêtent à 3685 et commencent immédiatement à 5001. Tous les autres numéros d'article entre eux ne sont pas publiés. La préface, page

⁴ Une partie de poche (pocket part) est un document spécial situé à l'intérieur de la couverture arrière de certains ouvrages de référence juridiques à couverture rigide.

xviii, contient les tableaux de comparaison du "Titre 39" avec à la fois la "Disposition" (anciens numéros d'Article par rapport aux nouveaux numéros d'Article) et la "Dérivation" (nouveaux numéros d'Article par rapport à l'origine des anciens numéros d'Article).

Dans le Tableau de Disposition de l'USCA, l'Article 4253 est montré comme l'ancien Article 280 du Titre 39 divisé et révisé dans le nouveau Titre 39, Articles 4025, 4251 et 4253; dans le Tableau de Dérivation de l'USCA, l'Article 4253 est dit avoir été "omis"; de l'Article 3685 on passe directement à l'Article 5001 comme indiqué ci-dessus. Il n'y avait pas de commentaire sur le 4253 dans la "partie de poche".

À la fin de l'USCA, à l'Annexe aux pages 315 à 537, se trouve une impression de l'ancien "précédent Titre 39" avec le texte intégral de l'Article 4253 à la page 459 sous le titre de Chapitre 39 (l'un des chapitres manquants du nouveau Code), "Partie IV. Envois Postaux, Courrier de Première Classe". Il indiquait que les frais d'envoi étaient de six centimes pour le "courrier de première classe" et de deux centimes additionnels pour une "réponse d'affaires".

Nulle part dans aucun volume de Loi en Général il n'a pas été constaté l'abrogation du précédent Titre 39. À la page 315 de ce Titre 39 de l'USCA, l'éditeur (et non le Congrès) indique que le "Pub. L. 91-375, du 12 Août 1970, [Vol.] 84 [US] Stat. [page] 719, [a] révisé et reconstitué le Titre 39...."

Notez que dans tous les Lois et Codes susmentionnés, il est simplement question de leur "révision", puis de leur "reconstitution". Il n'existe aucune preuve de l'abrogation de l'article 4253 du précédent Titre 39. Nulle part il n'est dit qu'une abrogation de la loi a été adoptée demandant six centimes de frais d'affranchissement du courrier de première classe, et il n'existe pas non plus de loi légale adoptée par le Congrès qui augmente de manière appropriée les frais d'affranchissement de six centimes qu'il nous est demandé de payer aujourd'hui. Qu'il s'agisse d'une erreur de bonne foi ou non, comme l'a dit George Gordon, "ce qui n'est pas dit est souvent plus éloquent que ce qui est dit".

Réimprimé par W. T. Holmes